



# la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1974

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

## CHAPITRES SPÉCIAUX

---

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants :

- 1957 Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.  
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958 Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.  
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959 Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.  
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
- 1960 Les programmes de développement agricole.
- 1961 La réforme agraire et l'évolution des institutions.  
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
- 1962 Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.  
La production animale dans les pays insuffisamment développés.
- 1963 Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole.  
L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole.
- 1964 Nutrition protéique: besoins et perspectives.  
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.
- 1966 Agriculture et industrialisation.  
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.
- 1967 Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.  
Aménagement des ressources halieutiques.
- 1968 Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.  
L'amélioration de l'emmagasinage et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.
- 1969 Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.  
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.
- 1970 L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.
- 1971 La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.
- 1972 Education et formation en matière de développement.  
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.
- 1973 L'emploi agricole dans les pays en développement.
- 1974 Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.
-

**LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1975**

# la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1975

SITUATION MONDIALE

LA DEUXIÈME DÉCENNIE POUR LE DÉVELOPPEMENT:  
EXAMEN ET ÉVALUATION A MI-TERME

---

*Cette publication est basée sur les données dont disposait la FAO jusqu'en novembre 1975.*

---

*Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*

*Les termes « économies développées » et « économies en développement » qui figurent dans certains tableaux sont utilisés pour plus de commodité dans la présentation des statistiques et n'impliquent pas nécessairement un jugement quant au stade de développement auquel sont parvenus un pays ou une zone donnés.*

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	ix	Assistance pour le développement de l'agri- culture .....	23
Note explicative .....	x	Les pays les plus gravement touchés .....	24
Faits essentiels .....	xi	LES FOURNITURES AGRICOLES .....	26
<b>1. Situation mondiale</b> .....	<b>1</b>	L'approvisionnement énergétique .....	26
PRODUCTION AGRICOLE .....	2	Les engrais .....	27
Production 1974 .....	2	Les pesticides .....	31
Production 1975 .....	7	PÊCHES .....	32
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES .....	12	Production et commerce .....	32
Commerce en 1974 .....	12	Politiques et questions diverses .....	35
Perspectives en 1975/76 .....	12	Perspectives .....	37
Problèmes à long terme .....	13	FORÊTS .....	38
STOCKS DE PRODUITS AGRICOLES .....	15	Production et commerce .....	38
LES PRIX ALIMENTAIRES A LA CONSOMMATION	17	Politiques et questions diverses .....	43
AIDE AU DÉVELOPPEMENT .....	19	CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES .....	45
Modalités de l'aide du CAD .....	20	Suite donnée à la Conférence mondiale de l'alimentation .....	45
Aide des pays de l'OPEP .....	21	Septième session extraordinaire de l'Assem- blée générale des Nations Unies .....	50
Pays à économie centralement planifiée .....	22	Conférence sur le droit de la mer .....	51
Le Groupe de la Banque mondiale .....	22	Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme .....	52
Banques régionales de développement et nou- velles sources d'aide .....	23	<b>2. La deuxième Décennie pour le dévelop-   pement - Examen et évaluation à mi-terme</b>	<b>53</b>
		INTRODUCTION .....	53
		PRODUCTION .....	56

Le facteur météorologique et la production agricole . . . . .	56	POLITIQUES INTERNATIONALES . . . . .	103
Production alimentaire et population . . . . .	59	Aide au développement . . . . .	104
Production agricole: objectifs de la DD2 et objectifs nationaux . . . . .	60	Aide alimentaire . . . . .	105
Production des principales denrées agricoles . . . . .	63	Politiques en matière de commerce international . . . . .	106
Production halieutique . . . . .	66	Intégration économique régionale . . . . .	107
Production forestière . . . . .	67		
		CONCLUSIONS . . . . .	108
COMMERCE INTERNATIONAL . . . . .	69	Conséquences pour la stratégie internationale du développement . . . . .	109
Principaux faits récents . . . . .	69		
Exportations agricoles . . . . .	70	ANNEXE AU CHAPITRE 2 (TABLEAUX 2-A ET 2-B)	112
Importations de denrées alimentaires . . . . .	72		
Commerce des produits halieutiques . . . . .	73	<b>Tableaux annexes</b> . . . . .	117
Commerce des produits forestiers . . . . .	74		
		<b>Liste des tableaux du texte</b>	
DISPONIBILITÉS ET STOCKS DE CÉRÉALES . . . . .	75	1-1. Indices de la production mondiale des produits agricoles, halieutiques et forestiers . . . . .	1
Sécurité alimentaire mondiale . . . . .	78	1-2. Indices de la production alimentaire et agricole mondiale et régionale . . . . .	3
		1-3. Production alimentaire par habitant dans 97 pays en développement, 1972, 1973 et 1974 . . . . .	4
CONSOMMATION ALIMENTAIRE ET NUTRITION . . . . .	78	1-4. Variations annuelles de la production alimentaire et agricole mondiale et régionale de 1961 à 1975 . . . . .	7
Prix de détail des denrées alimentaires . . . . .	82	1-5. Variations annuelles de la production céréalière et animale dans le monde et dans les régions, 1961 à 1975 . . . . .	8
		1-6. Evolution récente des prix à l'exportation de certains produits agricoles . . . . .	10
PRIX, REVENUS ET EMPLOI AGRICOLES . . . . .	82	1-7. Variations des prix alimentaires à la consommation, 1972/73 et 1973/74 . . . . .	18
Prix agricoles . . . . .	83	1-8. Apport net de ressources financières des pays membres du CAD, 1970-74 . . . . .	20
Revenus agricoles . . . . .	84	1-9. Estimation de l'apport de l'aide officielle à l'agriculture, 1973 et 1974 . . . . .	24
Emploi agricole et emploi rural . . . . .	86	1-10. Engagements d'aide en capitaux en faveur de l'agriculture des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1973 et 1974 . . . . .	25
		1-11. Production mondiale de poissons, crustacés et mollusques . . . . .	33
RESSOURCES PRODUCTIVES . . . . .	89	1-12. Indices du volume, de la valeur unitaire et de la valeur totale du commerce mondial des produits halieutiques . . . . .	34
Investissements agricoles . . . . .	89		
Accroissement des superficies et des rendements . . . . .	89		
Irrigation . . . . .	90		
Semences améliorées . . . . .	91		
Engrais . . . . .	92		
Pesticides . . . . .	94		
Machinisme agricole . . . . .	95		
Ressources pour la production animale . . . . .	95		
INSTITUTIONS ET SERVICES RURAUX . . . . .	96		
Régime foncier . . . . .	97		
Crédit . . . . .	98		
Commercialisation et services connexes . . . . .	99		
Education, formation et vulgarisation . . . . .	100		
Recherche . . . . .	102		

1-13. Indices de la valeur des exportations de produits halieutiques, par région . . . .	34	des denrées alimentaires dans 84 pays, 1969/70-1973/74 . . . . .	82
1-14. Indices de la production mondiale de bois rond, par groupe de produits, 1970 à 1974 . . . . .	39	2-21. Comparaison du produit intérieur brut par habitant dans l'agriculture et dans le reste de l'économie de 45 pays parvenus à différents niveaux de développement . . . . .	85
1-15. Indices de la production totale de bois rond, par région, 1970 à 1974 . . . . .	39	2-22. Main-d'œuvre agricole . . . . .	86
2-1. Production agricole, halieutique et forestière et croissance démographique dans le monde . . . . .	56	2-23. Consommation d'engrais chimiques . .	92
2-2. Production alimentaire et agricole dans l'ensemble du monde et dans les différentes régions . . . . .	57	2-24. Principales agro-industries dans les pays en développement à économie de marché . . . . .	100
2-3. Production alimentaire par habitant dans l'ensemble du monde et dans les différentes régions . . . . .	59	2-A Taux de croissance de la population, de la production et de la demande intérieure de produits alimentaires, indiquant les disponibilités énergétiques et protéiques par habitant, par pays .	112
2-4. Augmentation annuelle moyenne de la production agricole dans les régions en développement, par comparaison avec les objectifs du PIM . . . . .	61	2-B Production agricole dans les pays en développement comparée aux objectifs du Plan indicatif mondial . . . . .	114
2-5. Croissance de la production agricole par rapport aux objectifs des plans nationaux de développement . . . . .	62		
2-6. Production des principales denrées agricoles . . . . .	64	<b>Liste des figures</b>	
2-7. Progression annuelle moyenne de quelques cultures dans certains pays en développement pendant la période 1961-74 . . . . .	65	1-1. Indices des termes de l'échange pour certains produits agricoles . . . . .	13
2-8. Production mondiale et régionale de poissons, crustacés et mollusques . .	66	1-2. Stocks céréaliers mondiaux de report et niveaux de sécurité minimaux, 1970 à 1975 . . . . .	16
2-9. Production de poisson destinée à la consommation humaine et à d'autres usages . . . . .	67	1-3. Volume des stocks céréaliers dans les principaux pays exportateurs, moyenne 1961-65 et de 1967 à 1975 . . . . .	17
2-10. Production de bois rond d'industrie . .	68	1-4. Aide publique au développement des pays membres du CAD par rapport au produit national brut, 1974 . . . . .	21
2-11. Production de produits forestiers transformés . . . . .	68	1-5. Apports nets totaux de l'aide au développement des pays membres du CAD par rapport au produit national brut, 1974 . . . . .	22
2-12. Valeur et volume des exportations agricoles . . . . .	70	1-6. Prêts de la Banque mondiale et de l'Association internationale de développement pour tous les secteurs et pour l'agriculture et le développement rural, 1950-75 . . . . .	23
2-13. Part des régions dans les exportations mondiales de produits agricoles . . . .	71	1-7. Production d'engrais et taux d'utilisation de la capacité installée dans les pays développés à économie de marché, les pays à économie centralement planifiée et les pays en développement à économie de marché, 1973/74 à 1977/78	28
2-14. Valeur et volume des importations alimentaires . . . . .	72	1-8. Engrais: consommation/demande projetée, production intérieure et besoins à l'importation dans les pays en développement, 1968/69 à 1977/78 . . . . .	29
2-15. Valeur et volume des exportations de produits halieutiques . . . . .	74		
2-16. Valeur et volume des exportations de produits forestiers . . . . .	75		
2-17. Disponibilités mondiales de céréales .	76		
2-18. Volume estimatif des stocks de report de céréales . . . . .	77		
2-19. Disponibilités alimentaires moyennes par personne et par jour . . . . .	80		
2-20. Variations annuelles des prix de détail			



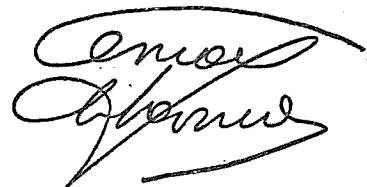


## AVANT-PROPOS

*Le rapport sur La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture présenté ici a pour thème principal l'examen effectué par la FAO à mi-chemin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1970-80) et l'évaluation des progrès accomplis durant cette période dans le secteur alimentaire et agricole. Il s'agit d'une version révisée du document soumis en 1975 à titre de contribution de l'Organisation au bilan général de la deuxième Décennie dressé par le système des Nations Unies. Ce rapport se fonde essentiellement sur l'analyse des renseignements disponibles pour les quatre premières années de la période mais envisage aussi l'évolution à plus long terme, en prenant pour point de départ la première Décennie des Nations Unies pour le développement.*

*Les résultats de cette évaluation n'incitent ni à la suffisance ni même à la satisfaction. Quelques succès ont été obtenus dans certains cas, mais de façon générale la progression a été plus lente qu'au cours de la décennie précédente et, sous bien des aspects essentiels, la situation s'est détériorée. Même si la plupart des pays en développement ont finalement eu de bonnes récoltes en 1975, le taux d'augmentation de la production alimentaire et agricole a été beaucoup plus faible dans le tiers monde que durant la première Décennie et inférieur au taux de croissance démographique. Les importations alimentaires des pays en développement se sont accélérées bien davantage que leurs exportations agricoles et beaucoup d'entre eux éprouvent de grandes difficultés à financer les importations indispensables de vivres et d'engrais. Les stocks des principales céréales n'atteignent plus, tant s'en faut, les niveaux minimaux de sécurité. La situation nutritionnelle s'est encore aggravée dans maints pays. Bien que l'on reconnaisse de plus en plus la nécessité de réformer profondément la structure des institutions et services ruraux, il existe peu de signes de progrès réels, sauf dans des cas isolés. L'assistance internationale visant le développement de l'agriculture a récemment connu une expansion encourageante, mais elle reste très insuffisante eu égard à l'objectif de production agricole que se propose la deuxième Décennie. L'aide alimentaire a repris plus d'ampleur, mais elle n'a pas encore atteint le niveau minimal préconisé par la Conférence mondiale de l'alimentation.*

*Telle est la situation à mi-chemin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. C'est dans ce contexte que j'ai entrepris, après mon élection au poste de Directeur général de la FAO et conformément à la Résolution 16/75 de la Conférence, de passer en revue les politiques, programmes et structures de l'Organisation. C'est aussi dans ce contexte que se définit l'effort demandé aux Etats Membres et à la FAO pour surmonter les mécomptes du secteur agricole et lui permettre de répondre aux aspirations des gouvernements et des peuples.*



EDOUARD SAOUMA  
Directeur général

## NOTE EXPLICATIVE

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

— néant ou négligeable

... renseignement non disponible

1971/72 désigne la campagne agricole, l'année de commercialisation ou l'exercice financier allant d'une année civile à l'autre; 1971-72 désigne la moyenne des deux années civiles.

Dans les tableaux statistiques les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme exacte des divers chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les pourcentages de variation d'une année à l'autre ont été calculés sur la base de chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique.

### Indices de la production<sup>1</sup>

Pour la construction des indices de la production agricole, des coefficients de pondération régionaux, fondés sur les rapports entre les prix des produits agricoles en 1961-65, ont été appliqués aux chiffres de production, ajustés pour tenir compte des quantités utilisées pour l'alimentation animale ou comme semences. Des indices des produits alimentaires sont exclus le tabac, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres animales et végétales et le caoutchouc. Ces indices sont calculés sur la base de l'année civile et ne sont donc pas comparables avec les indices des campagnes agricoles, publiés en 1966 et dans les éditions antérieures du présent rapport.

Pour ce qui est de la production des pêches, les quantités sont pondérées par la moyenne des valeurs unitaires des débarquements en 1961-65. Pour la production forestière, la production de bois rond est pondérée par les prix de 1961-65.

### Indices du commerce<sup>2</sup>

Pour la construction des indices du commerce des produits agricoles dans la présente édition, le champ des produits et des pays couverts inclut tous les pro-

duits et pays qui figurent dans l'édition 1974 de l'*Annuaire du commerce*, FAO.

Tous les indices sont calculés indépendamment pour la valeur, le volume et la valeur unitaire des exportations et des importations.

Les indices de valeur représentent les modifications intervenues dans les valeurs courantes des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), toutes exprimées en dollars U.S. Si certains pays évaluent les importations sur la base f.o.b., ces chiffres sont ajustés pour les rapprocher des valeurs c.a.f. Cette méthode d'estimation accuse une erreur chaque fois que la tendance de l'assurance et du fret diffère des valeurs unitaires des produits à l'exportation.

Les indices du volume et de la valeur unitaire représentent les changements dans la somme, pondérée par les prix, des quantités et dans la somme des valeurs, pondérées par le volume, des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les moyennes des prix et des volumes pour 1961-65, qui est la période de référence utilisée, pour toutes les séries d'indices actuellement calculés par la FAO. Pour la construction des nombres-indices, on a utilisé les formules Laspeyre.

### Définition des régions

Les pays sont groupés par région suivant la « classification des pays aux fins statistiques » adoptée récemment par la FAO. Les définitions des régions se passent ordinairement de commentaires. Le terme « pays développés » englobe à la fois les économies de marché développées et les économies centralement planifiées d'Europe orientale et l'U.R.S.S., tandis que le terme « pays en développement » englobe à la fois les économies de marché en développement et les économies centralement planifiées d'Asie. L'Afrique du Sud, Israël et le Japon ont été retirés des groupes régionaux Afrique, Proche-Orient et Extrême-Orient, respectivement, et figurent sous la rubrique « économies de marché développées ». L'Europe occidentale englobe la Yougoslavie, et le Proche-Orient est défini comme s'étendant de Chypre et de la Turquie au nord-ouest jusqu'à l'Afghanistan à l'est, en englobant dans le continent africain l'Égypte, la Libye et le Soudan.

Les indices du commerce d'un groupe de pays sont calculés sur la base du commerce total de chaque pays compris dans le groupe, sans tenir compte de sa destination, de sorte qu'en général ils ne représentent pas le commerce net du groupe.

<sup>1</sup> On trouvera des indications détaillées, y compris une liste des coefficients de pondération, dans: FAO, *Annuaire de la production 1974*, Rome, 1975.

<sup>2</sup> On trouvera des indications détaillées dans: FAO, *Annuaire du commerce 1974*, Rome, 1975.

## FAITS ESSENTIELS

- La production alimentaire et agricole mondiale a augmenté, selon les estimations, de 2 à 3 pour cent en 1975. Dans les pays développés, elle ne s'est accrue que de 1 à 2 pour cent, mais dans les pays en développement la hausse a été de 4 à 5 pour cent, ce qui contraste d'une manière favorable avec les résultats décourageants de 1974.
- Les premières estimations de la production céréalière dans le monde en 1975 révèlent un accroissement de 3 à 4 pour cent, la récolte ayant été bonne dans la plupart des pays en développement et en Amérique du Nord. Toutefois, les dernières estimations indiquent que ces augmentations seront contrebalancées par des récoltes moins favorables en U.R.S.S., en Europe orientale et en Europe occidentale ainsi qu'en Océanie.
- L'augmentation de 2 à 3 pour cent de la production mondiale de l'élevage en 1975 reflète pour une large part l'accroissement des abattages favorisé par les graves problèmes que connaît toujours ce secteur: hausse des prix et pénurie de céréales fourragères, d'une part, faiblesse de la demande dans les pays industrialisés en raison de la récession économique, d'autre part.
- Pour la troisième année consécutive, les disponibilités céréalières seront déterminées presque uniquement par la récolte de 1975/76. Le niveau actuel des stocks représente environ 11 pour cent de la consommation annuelle dans le monde, contre plus de 20 pour cent au début des années soixante-dix. On s'attend à des récoltes de céréales plus abondantes en 1975/76, mais la perspective d'une reconstitution appréciable des stocks dans un proche avenir est faible, étant donné le niveau actuel de la demande mondiale et l'échec de la récolte céréalière en U.R.S.S.
- La production halieutique mondiale a augmenté de 6 pour cent en 1974, surtout par suite de l'accroissement des prises au Chili et au Pérou et de celles enregistrées par les flottes hauturières de l'U.R.S.S. et d'autres pays à économie centralement planifiée. L'accroissement a surtout porté sur le poisson utilisé pour la fabrication de farine et d'huile, mais les débarquements destinés directement à la consommation humaine ont également augmenté.
- La production forestière mondiale a légèrement diminué en 1974 du fait d'un fléchissement de la demande de produits forestiers provoqué par la récession économique.
- On estime à 19 pour cent en 1974 l'augmentation des recettes dues aux exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers, ce taux d'accroissement étant très inférieur à celui de 1973. Cette fois encore, la hausse des recettes provenant des exportations agricoles est largement due à l'augmentation des prix puisque le volume du commerce des produits agricoles en 1974 a diminué de 4 pour cent.

- Les taux d'inflation ont été plus élevés en 1974 que les années précédentes dans presque tous les pays, les prix des denrées alimentaires ayant tendance à augmenter plus vite que tous les autres.
- En ce qui concerne les approvisionnements en pesticides, la situation est demeurée extrêmement tendue pendant toute l'année 1974 et le début de 1975, la demande dépassant la capacité de production mondiale de 10 à 30 pour cent et les prix de certains de ces produits allant jusqu'à quadrupler par rapport aux niveaux de 1973. Etant donné que l'on estime à 50 pour cent et même plus pour certaines récoltes les pertes imputables aux ravageurs dans les pays en développement, la pénurie de pesticides pourrait compromettre gravement les récoltes en 1976.
- En 1974, la rareté et la forte hausse des prix des engrais ont provoqué un fléchissement de la demande qui a permis d'accumuler des stocks d'engrais azotés et phosphatés. Dès la fin de 1975, les prix avaient baissé d'un tiers environ par rapport aux niveaux records de 1974 et la situation était moins tendue du côté de l'offre.
- Le chapitre 2 passe en revue dans ses grandes lignes l'évolution du secteur alimentaire et agricole dans le monde pendant les quatre premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La production alimentaire et agricole s'est accrue beaucoup plus lentement que pendant la décennie précédente, et dans beaucoup de pays en développement la production alimentaire n'est pas allée de pair avec l'expansion démographique. En dépit d'une amélioration des termes de l'échange pour les produits agricoles sur les marchés mondiaux, la valeur des importations alimentaires des pays en développement a augmenté plus vite que celle de leurs exportations agricoles.

# Chapitre 1. - SITUATION MONDIALE

La production alimentaire et agricole dans le monde a légèrement augmenté en 1974, après les résultats généralement satisfaisants de 1973, mais la production par habitant a baissé de 1 pour cent. La production halieutique a progressé de quelque 6 pour cent, surtout par suite des prises plus abondantes d'anchoveta au Chili et au Pérou. La légère baisse de la production forestière reflète la diminution de la demande de produits forestiers due à la récession très prononcée dans tous les principaux pays industrialisés. La production totale de l'agriculture, des pêches et des forêts est demeurée inchangée (tableau 1-1). La production céréalière mondiale a diminué en 1974 pour la deuxième fois en trois ans, de fortes réductions étant enregistrées en Extrême-Orient, en Amérique du Nord, en Océanie et en U.R.S.S. où la récolte, quoique bonne, n'a pu soutenir la comparaison avec les résultats exceptionnels de 1973. La légère augmentation de l'indice de la production agricole totale en 1974 est due pour une large part à l'expansion de la production de l'élevage, qui reflète de sérieuses difficultés dans ce secteur.

L'absence de récoltes suffisamment abondantes en 1974 a fait surgir le spectre d'une disette de grande envergure au cours des derniers mois de l'année. La catastrophe n'a été évitée qu'au prix d'efforts intenses sur le plan national et international. Les programmes d'aide alimentaire ont connu une grande expansion. Il a fallu puiser davantage dans les stocks de céréales et ceux-ci sont aujourd'hui bien au-dessous du niveau minimal nécessaire pour assurer au monde la sécurité alimentaire. Les cours céréaliers et les frets ont diminué, mais cela n'a pas atténué la lourde charge que les importations représentent pour les pays en développement qui sont le plus touchés par la crise économique. L'amélioration apparente de la situation alimentaire mondiale que semble traduire la baisse des prix des céréales à l'exportation était largement imputable à la récession économique, au fléchissement de la demande et à l'espoir de récoltes plus abondantes en 1975.

En 1975, la forte reprise tant espérée après la production décevante et potentiellement désastreuse

TABLEAU 1-1. — INDICES DE LA PRODUCTION MONDIALE DES PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974 <sup>2</sup>
	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
PRODUCTION TOTALE . . . . .	120	124	124	130	130	—
Agriculture . . . . .	120	125	124	130	131	+1
Pêches <sup>3</sup> . . . . .	139	143	144	148	155	+6
Forêts . . . . .	114	116	117	120	118	—2
POPULATION . . . . .	114	117	119	121	124	+2
PRODUCTION TOTALE PAR HABITANT . . . . .	105	107	105	107	106	—1
Agriculture . . . . .	105	107	105	107	106	—1
Pêches <sup>3</sup> . . . . .	122	123	121	122	125	+2
Forêts . . . . .	100	100	99	99	96	—3

NOTE: Pour plus de détails sur la méthodologie et sur la portée de ces indices, voir la note explicative page x.

<sup>1</sup> Données préliminaires. — <sup>2</sup> Les variations annuelles en pourcentage ont été calculées à partir de chiffres non arrondis. — <sup>3</sup> Non compris la Chine.

de 1974 ne s'est que partiellement réalisée et la hausse de 5 pour cent à laquelle on s'attendait pour la production alimentaire mondiale au milieu de l'année a dû être ramenée à un taux plus modeste de 2 à 3 pour cent. Fort heureusement, les pays en développement ont connu une production alimentaire nettement meilleure qu'en 1974 puisqu'elle s'est accrue de 4 à 5 pour cent. Les résultats ont été particulièrement satisfaisants dans la région d'Extrême-Orient à forte densité de population, qui compte la concentration la plus forte de gens mal nourris. Les conditions ont été particulièrement propices à la mousson dans cette région, ce qui contraste fortement avec 1974, et la récolte de riz principale atteindra un niveau record. Des moissons sans précédent ont été enregistrées pour les céréales en Amérique du Nord. Par contre, la récolte de céréales en

U.R.S.S. a très gravement souffert de la sécheresse, et en Europe orientale et occidentale également les moissons ne correspondaient pas aux espérances.

Le déficit de la production céréalière de l'U.R.S.S. pour la deuxième fois en quatre ans a grandement contribué à l'incertitude qui règne sur les marchés mondiaux. Etant donné les achats massifs de céréales effectués par l'U.R.S.S., qui pourraient totaliser en définitive de 25 à 30 millions de tonnes (16 millions de tonnes confirmés dès la fin d'octobre), outre le maintien d'une forte demande dans d'autres régions, il n'est guère possible, une fois encore, de reconstituer les stocks de façon appréciable, et il se pourrait même que les stocks de céréales diminuent encore. En 1976, le monde sera très fortement tributaire de la moisson 1975/76 pour ses disponibilités alimentaires. Il est probable que les stocks resteront très proches du niveau minimal admissible et bien au-dessous du seuil minimal jugé nécessaire pour assurer au monde la sécurité alimentaire.

Les cours des céréales, qui avaient amorcé un déclin en octobre 1974 en prévision de récoltes abondantes en 1975, ont commencé à remonter à la mi-

juillet 1975 après que l'on eut annoncé la sécheresse en U.R.S.S. et l'achat de quantités importantes de céréales. Ces achats ont stimulé chez les principaux exportateurs de céréales une grande vigilance quant à l'effet qu'ils pourraient avoir sur les prix alimentaires intérieurs et sur l'approvisionnement de la clientèle régulière. La récente tendance en faveur de ventes de céréales à long terme et d'accords sur les achats, comme ceux qui ont été conclus entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., représente un pas en avant pour ramener la stabilité dans le commerce des céréales, mais le problème fondamental ne pourra être résolu que dans le cadre d'un contrat multilatéral de portée mondiale, assorti d'un nouvel accord international sur les céréales englobant les stocks, l'aide alimentaire et les prix.

La profonde récession qui se poursuit dans nombre des pays industrialisés continue à se répercuter gravement sur la plupart des pays en développement en réduisant fortement la demande de leurs produits agricoles à l'importation, alors même que la hausse du prix des articles manufacturés entraîne pour eux une détérioration des termes de l'échange.

## Production agricole

### Production 1974<sup>1</sup>

La production alimentaire et la production agricole mondiales ont l'une et l'autre augmenté en 1974 d'environ 1 pour cent (tableau 1-2), les résultats étant légèrement meilleurs dans les pays en développement (2 pour cent d'accroissement) que dans les pays développés (1 pour cent). Toutefois, on n'a enregistré aucune amélioration de la production par habitant dans les deux groupes de pays. Dans les régions développées, la production alimentaire a marqué un déclin en Océanie (— 2 pour cent) et en Europe orientale et en U.R.S.S. (— 1 pour cent); aucun changement n'a été enregistré par rapport à 1973 en Amérique du Nord, la région dont le monde est dorénavant tributaire dans une si large mesure pour sa sécurité alimentaire; seule l'Europe occidentale a connu un accroissement (4 pour cent). Parmi les régions en développement, la production alimentaire et la production agricole n'ont marqué un fléchissement en 1974 qu'en Extrême-Orient, où sont concentrés la majeure partie des habitants mal nourris de la

planète. La chute d'environ 3 pour cent implique un niveau de production ne dépassant que de 3 pour cent celui atteint en 1970. Dans les autres régions en développement, les résultats ont été satisfaisants en Amérique latine (augmentation de 5 pour cent) et la reprise a été nette en Afrique (également augmentation de 5 pour cent), le niveau atteint restant toutefois relativement bas, tandis qu'au Proche-Orient une augmentation de 10 pour cent a permis à la production de dépasser le niveau déjà sans précédent de 1972. En Chine, la production alimentaire a poursuivi son mouvement ascendant régulier, augmentant de 2 à 3 pour cent.

L'augmentation de la production au cours des quatre premières années de la décennie a été beaucoup plus lente que la tendance enregistrée à long terme, déjà assez décevante<sup>2</sup>. Dans les pays en développement, l'accroissement de la production alimentaire est tombé à 1,7 pour cent par an en 1970-74, contre 2,7 pour cent par an de 1961 à 1974. Ce pourcentage est nettement inférieur à l'expansion démographique dans ces pays; il représente moins de la moitié de l'augmentation annuelle moyenne de 3,6 pour cent nécessaire pour répondre à la demande

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur la production par région, voir La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture — février 1975, dans FAO, *Bulletin mensuel: Economie et statistique agricoles*, 24 (4) p 1-19.

<sup>2</sup> Voir chapitre 2.

TABLEAU 1-2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE MONDIALE ET RÉGIONALE

	Totale						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					%	..... 1961-65 = 100 .....					%
<b>Production alimentaire</b>												
PAYS DÉVELOPPÉS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ <sup>2</sup>	116	123	122	126	128	+ 2	108	114	111	116	115	+1
Europe occidentale . . . . .	117	121	119	125	120	+ 4	110	114	111	116	120	+3
Amérique du Nord . . . . .	113	124	122	124	124	0	104	113	110	111	110	—1
Océanie . . . . .	121	127	126	140	137	— 2	106	109	107	117	113	—3
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . . . .	130	132	133	148	146	— 1	121	122	122	135	132	—2
<i>Total, pays développés</i> . . . . .	121	126	126	134	135	+ 1	112	117	115	121	121	0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ <sup>2</sup> . . . . .	124	125	125	129	131	+ 2	103	102	99	99	99	—1
Amérique latine . . . . .	124	125	127	128	135	+ 5	102	100	98	97	99	+2
Extrême-Orient . . . . .	124	125	121	132	128	— 2	104	102	97	102	97	—5
Proche-Orient . . . . .	124	127	138	130	143	+10	102	101	107	98	105	+6
Afrique . . . . .	121	124	124	121	127	+ 5	102	101	99	93	96	+2
PAYS D'ASIE A ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE . . . . .	122	125	124	130	133	+ 3	107	108	105	108	109	+1
<i>Total, pays en développement</i> . . . . .	123	125	125	129	132	+ 2	105	104	101	102	102	0
<b>Monde</b> . . . . .	121	126	125	131	132	+ 1	106	108	105	108	107	—1
<b>Production agricole</b>												
PAYS DÉVELOPPÉS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ <sup>2</sup>	113	120	119	122	124	+ 2	105	111	109	111	112	+1
Europe occidentale . . . . .	116	121	119	125	130	+ 4	110	114	111	115	119	+3
Amérique du Nord . . . . .	109	119	118	120	119	0	100	108	106	108	106	—1
Océanie . . . . .	120	123	122	127	123	— 3	106	107	104	107	102	—4
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . . . .	129	132	133	147	146	— 1	121	122	122	134	132	—2
<i>Total, pays développés</i> . . . . .	119	124	124	131	132	+ 1	111	115	113	119	119	0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ <sup>2</sup> . . . . .	123	124	125	128	131	+ 2	103	101	99	99	98	—1
Amérique latine . . . . .	122	122	125	126	132	+ 5	100	98	97	95	97	+2
Extrême-Orient . . . . .	124	124	122	132	129	— 3	104	102	97	103	98	—5
Proche-Orient . . . . .	124	127	138	130	143	+10	102	102	108	98	104	+6
Afrique . . . . .	121	123	124	121	127	+ 5	102	101	99	93	96	+3
PAYS D'ASIE A ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE . . . . .	132	126	124	131	134	+ 2	108	109	106	109	110	+1
<i>Total, pays en développement</i> . . . . .	123	125	125	129	132	+ 2	104	103	101	102	102	0
<b>Monde</b> . . . . .	120	125	124	130	131	+ 1	105	107	105	107	106	—1

<sup>1</sup> Données préliminaires. — <sup>2</sup> Y compris des pays d'autres régions non spécifiées.

effective jusqu'en 1985, et il est encore plus inférieur à l'objectif de 4 pour cent fixé pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le tableau 1.3 montre que la moitié environ des 97 pays indiqués ont produit moins d'aliments par habitant en 1972, 1973 et 1974 qu'en 1961-65, période de base. En fait, les pays où la production

par habitant était inférieure en 1974 à celle de la période de base représentaient au total une population de 1 200 millions. Il est toutefois encourageant de constater que pas moins de 26 pays (y compris la Chine), groupant une population de 1 130 millions, ont produit au moins 10 pour cent de plus d'aliments par habitant en 1974 qu'en 1961-65.



TABLEAU 1-3. — PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS 97 PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1972, 1973 ET 1974

Indice de la production alimentaire par habitant (1961-65 = 100)	1972		1973		1974	
	Nombre de pays	Population	Nombre de pays	Population	Nombre de pays	Population
		<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>
Jusqu'à 84 . . . . .	16	5,7	15	4,7	18	8,3
85-89 . . . . .	7	3,6	6	1,8	4	1,4
90-94 . . . . .	12	4,0	14	7,7	13	26,0
95-99 . . . . .	14	33,2	11	6,6	11	7,7
	49	46,5	46	20,8	46	43,4
100-104 . . . . .	13	6,6	15	29,0	12	4,5
105-109 . . . . .	9	38,8	11	42,7	13	11,2
110-114 . . . . .	9	4,7	8	2,3	8	37,3
115 et au-delà . . . . .	17	3,4	17	5,2	18	3,6
	48	53,5	51	79,2	51	56,6
TOTAL . . . . .	97	100,0	97	100,0	97	100,0

PRINCIPALES PRODUCTIONS <sup>3</sup>

En 1974, la production mondiale de blé a diminué d'environ 4 pour cent par rapport au niveau record de 1973, la récolte étant fortement réduite en U.R.S.S. et une baisse étant enregistrée dans plusieurs grandes régions productrices, dont l'Argentine, l'Australie, le Canada et l'Inde. La récolte a été plus abondante qu'en 1973 en Europe occidentale, aux Etats-Unis, au Brésil et dans plusieurs pays du Proche-Orient. Bien que la production de blé ait augmenté dans les pays en développement, à l'exception de ceux d'Extrême-Orient, en pourcentage l'accroissement est demeuré inférieur au taux d'expansion démographique. La récolte de blé de 1974 a été, à l'exception de celle de 1973, la plus abondante que l'on ait jamais connue, mais elle a néanmoins été insuffisante pour satisfaire la demande, malgré des niveaux de prix sans précédent, et il a fallu de nouveau puiser dans les stocks.

En 1974, la production mondiale de céréales secondaires a baissé de 4 pour cent par rapport au niveau record de l'année précédente, en dépit d'une augmentation globale de 5 pour cent des superficies emblavées. La situation des céréales secondaires dans son ensemble a été influencée par la baisse de production de 7 pour cent enregistrée pour le maïs, qui s'explique en grande partie par une réduction draconienne des rendements aux Etats-Unis à cause de la sécheresse et par une récolte médiocre en France. Parmi les autres céréales, la production n'a augmen-

té, d'ailleurs dans une proportion assez faible, que pour l'orge et le seigle. La production mondiale de millet et de sorgho a baissé de 7 pour cent, surtout en raison des mauvaises récoltes en Inde, aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en U.R.S.S.

Le léger déclin de la récolte mondiale de paddy enregistré en 1974 par rapport au niveau sans précédent de 1973 était imputable à des déficits dans les pays importateurs de riz, principalement en Inde et au Bangladesh où les rendements ont souffert de la sécheresse et des inondations par suite des moussons irrégulières. La sécheresse a également fait baisser les rendements au Pakistan. En Chine, au Japon, en République de Corée et aux Philippines, la récolte de riz a dépassé les niveaux de 1973, reflétant l'extension des superficies cultivées (ainsi que la pratique des doubles récoltes), une plus grande utilisation des variétés à haut rendement et l'adoption de mesures d'encouragement par les pouvoirs publics; en Indonésie et en Malaisie, la récolte a bénéficié de conditions climatiques favorables. Ailleurs, la production de riz a augmenté, surtout aux Etats-Unis et en Australie, ainsi que dans certains pays d'Amérique latine.

La production mondiale de viande a marqué une nette reprise en 1974 (jusqu'à 4 pour cent) après le marasme de 1973. Cet accroissement a surtout porté sur la viande de bœuf et de veau dans les pays développés, en particulier ceux d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. En raison du bas niveau des prix sur le marché intérieur et outre-mer et aux restrictions à l'importation ailleurs, la production a diminué en Amérique latine et plus encore en Océanie. La production de viande de porc a pro-

<sup>3</sup> Pour un examen plus détaillé de la situation des produits, voir FAO, *Rapport et perspectives sur les produits 1974-1975*, Rome, 1975.

gressé d'environ 3 pour cent, principalement en raison d'une réduction des effectifs de reproducteurs en Europe occidentale et en Amérique du Nord, à l'augmentation des abattages en Australie, en Amérique latine, en Europe orientale et en U.R.S.S., et à une reprise en Afrique. Pour la viande de volaille, on a enregistré une expansion d'environ 5 pour cent malgré les accords conclus entre les principaux producteurs en vue de restreindre la production et un resserrement des marges bénéficiaires. Après un déclin qui avait duré deux années, la production de viande de mouton et d'agneau est demeurée stable puisque la baisse continue en Amérique du Nord et la chute de 14 pour cent de la production en Océanie (en Australie les brebis n'ont pas été abattues après que des prix de soutien eurent été fixés pour la laine) ont été compensées par des augmentations dans les pays en développement et les pays à économie centralement planifiée.

La production mondiale de lait n'a augmenté que légèrement en 1974 puisque dans les pays développés elle a été freinée par le déclin du nombre des vaches laitières (surtout en Amérique du Nord et en Australie), les prix élevés des aliments concentrés et les intempéries dans certaines régions. Seules l'Europe orientale et l'U.R.S.S. ont pu maintenir un taux de croissance appréciable pour la production. Les pays en développement n'ont guère enregistré de progrès.

En 1974/75, la production mondiale de sucre a été inférieure d'environ 1,5 pour cent au niveau record de l'année précédente à cause des conditions météorologiques désastreuses dans de nombreux pays d'Europe septentrionale et orientale et aux Etats-Unis où les rendements sont tombés au niveau de 1967/68. La production n'a augmenté de façon appréciable que dans quelques pays, dont le Maroc, la Turquie et la Yougoslavie. La production de sucre de betterave a baissé de près de 8 pour cent. La production de sucre de canne a atteint un niveau maximal grâce à la poursuite de l'expansion dans la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique et à des gains substantiels en Extrême-Orient, notamment en Thaïlande, en Inde et en Indonésie. Après les récoltes médiocres de 1973/74, l'Australie et l'Afrique du Sud ont de nouveau atteint des niveaux sans précédent.

La production mondiale d'agrumes (à l'exception des pamplemousses) a légèrement augmenté. Dans l'hémisphère nord, la production d'oranges s'est accrue de 2 pour cent, principalement grâce à une récolte record aux Etats-Unis. La zone méditerranéenne n'a connu que des gains modestes, la récolte étant satisfaisante en Egypte et en Grèce mais ayant baissé de 12 pour cent en Espagne. La production de mandarines a augmenté de 3 pour cent, la récolte sans précédent enregistrée au Japon ayant compensé une

légère baisse dans la zone méditerranéenne. La production de citrons s'est accrue de façon très nette, principalement en raison d'une augmentation de 40 pour cent aux Etats-Unis. La production de pamplemousses était nettement moins élevée, reflétant une baisse de 10 pour cent de la récolte aux Etats-Unis par suite d'une réduction de la production en Floride et au Texas.

Les disponibilités de bananes auront peut-être retrouvé leurs niveaux normaux en 1975 après la diminution de 18 pour cent des exportations globales de l'Amérique centrale enregistrée en 1974 et due principalement à la destruction d'environ 80 pour cent de la récolte du Honduras lors de l'ouragan Fifi, mais aussi aux différends qu'a suscités entre les pouvoirs publics et les exportateurs l'introduction de droits d'exportation au Costa Rica, au Panama et au Honduras.

En 1974/75, la production mondiale de matières grasses était légèrement inférieure au chiffre de l'année précédente, quoique conforme encore à la tendance à long terme. La forte baisse de la production d'huile de soja et de tournesol, qui avait connu une expansion exceptionnelle pendant la campagne précédente, a contrecarré la hausse de production pour un certain nombre d'autres graisses et huiles, principalement les huiles de palme et de palmiste et l'huile de colza. La très forte réduction de la récolte de soja aux Etats-Unis, qui a diminué de 8,5 millions de tonnes par rapport au chiffre record de 42 millions de tonnes enregistré l'année précédente, a été un facteur dominant de la production mondiale de matières grasses en 1974/75.

La récolte de café de 1974/75 a été la plus abondante depuis 1965/66, d'excellents résultats étant enregistrés dans toutes les régions productrices, y compris un accroissement notable d'environ 90 pour cent au Brésil. La récolte a été importante dans la plupart des autres pays d'Amérique latine, surtout en Colombie, par suite des rendements élevés des nouvelles variétés Caturra. Ailleurs, la production a marqué une reprise après la campagne de 1973/74 où elle avait souffert de la sécheresse: la récolte a été bonne en Inde et en Indonésie, principaux producteurs d'Extrême-Orient, et de nouveaux gains ont été enregistrés en Nouvelle-Guinée. La hausse des cours du café a favorisé l'extension des plantations dans le cadre de programmes, soutenus ou non par les pouvoirs publics, de rénovation et d'expansion, notamment au Brésil, en Colombie et au Honduras.

La production de fèves de cacao a augmenté en 1974/75, principalement par suite d'une reprise après la sécheresse en Afrique, mais le volume total est demeuré inférieur à celui des premières années soixante-dix. En Afrique de l'Ouest, la production a diminué dans certaines régions par suite de la sécheresse au moment du développement des cabosses et dans

d'autres à cause de maladies. Au Ghana, la production a marqué une légère reprise après le bas niveau enregistré en 1973/74, mais au Nigeria elle a été encore compromise par les intempéries. En Amérique latine, la production a légèrement décliné: toutefois, au Brésil le fléchissement très net de la récolte principale dans l'Etat de Bahia a été compensé par une récolte secondaire beaucoup plus abondante.

La production de thé a de nouveau augmenté légèrement en 1974, surtout par suite de gains de 8 pour cent dans le nord-est de l'Inde et de 15 pour cent au Bangladesh. En Afrique, la production a cessé de s'accroître, surtout à cause de la sécheresse au Kenya et dans les pays voisins, encore qu'une amélioration des conditions par la suite ait atténué le déficit dans cette région.

Stimulée par une forte demande et des cours soutenus, la production mondiale de tabac a augmenté de 7 pour cent, les gains les plus marquants étant enregistrés dans les principaux pays producteurs, notamment en Argentine, au Brésil, en Inde, en Rhodésie et en Turquie. L'accroissement de 15 pour cent aux Etats-Unis était également exceptionnel. Dans les pays producteurs plus modestes d'Europe occidentale, la production s'est maintenue aux niveaux élevés de 1973. La production de tabac léger en feuilles a continué à progresser par suite d'accroissements appréciables en Argentine, au Brésil, en Chine, aux Etats-Unis, en Inde et en Rhodésie. La production de burleys a pleinement repris pour atteindre le niveau record de 1972.

L'expansion de la production mondiale de coton a pris fin en 1974 malgré l'extension des superficies plantées. L'augmentation enregistrée en Australie, en Chine, au Mexique, en Turquie, en U.R.S.S. et dans certains pays d'Europe occidentale a été annulée par une énorme baisse des rendements dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis où la production a encore diminué de 10 pour cent par suite de la sécheresse au Texas et de précipitations trop abondantes dans la région productrice centrale. La sécheresse a aussi provoqué une baisse de la production en Ouganda et en Syrie. Bien que le remplacement du coton par des cultures vivrières plus profitables ait entraîné une diminution de la production en Amérique centrale, au Brésil, en Egypte, au Pakistan et au Soudan, le chiffre de production global des pays en développement a augmenté de 2 pour cent.

En 1974/75, la production mondiale de jute, de kénaf et de fibres apparentées a diminué de 20 pour cent, ce qui reflète un remplacement très net de cette spéculation par le riz et d'autres cultures vivrières dans les principaux pays producteurs. Le rapport des cours du riz et du jute étant extrêmement défavorable pour ce dernier et le jute soutenant plus difficilement la concurrence des matières synthétiques

de remplacement, sa production a baissé de 35 pour cent au Bangladesh, de 28 pour cent en Inde et de 48 pour cent en Thaïlande, tandis que les superficies plantées et la production diminuaient également en Birmanie et au Népal.

La production mondiale de sisal et de henequen a augmenté d'environ 2 pour cent en 1974, marquant ainsi une interruption de la tendance à la baisse de ces dernières années. Le seul déclin marqué de la production a été enregistré en Tanzanie. Bien que les récoltes aient été légèrement moins abondantes au Brésil (principal producteur mondial) et à Madagascar, une récolte sans précédent, dépassant de presque 50 pour cent la forte production de 1973, a été obtenue au Kenya par suite de la remise en état des plantations naguère abandonnées et d'un accroissement de la production de sisal non lavé décortiqué à la main chez les petits exploitants. La production de henequen du Mexique a augmenté de 5 pour cent, ce pays devenant ainsi le deuxième producteur mondial de fibres dures.

En 1974, la production totale de caoutchouc naturel est restée sensiblement au même niveau que l'année précédente, les résultats variant toutefois beaucoup d'un pays à l'autre. En Malaisie, la production a baissé de 2 pour cent, en partie à cause des mesures prises par les pouvoirs publics pour restreindre la production en raison de la chute des prix. A Sri Lanka, la production a fléchi de 12 pour cent sous l'effet combiné de la sécheresse et de la baisse des prix. En Inde et en Indonésie, la production a poursuivi son ascension, quoique plus lentement qu'en 1973. En revanche, au Libéria et au Nigeria, principaux producteurs africains, elle a bondi de 20 pour cent, les hévéas plantés sur des concessions à la fin des années soixante atteignant leur rendement maximal. Bien que la réduction de la demande de caoutchouc naturel continue à peser sur les cours du marché, le prix plus bas de ce produit par rapport au caoutchouc synthétique et la poursuite de la tendance à fabriquer des pneus radiaux aux Etats-Unis ont eu pour effet d'accroître la part du caoutchouc naturel dans l'utilisation totale d'élastomères pour la première fois depuis 1958.

Bien que la production totale de vin ait diminué de 5 pour cent en 1974/75 par rapport au niveau record de la campagne précédente, elle est encore considérable si on la compare avec une époque plus lointaine, provoquant des problèmes de commercialisation et de prix qui risquent de s'aggraver pour les principaux producteurs européens. Dans les pays de la CEE, la production a baissé de 7 pour cent, le déclin étant de 10 pour cent en France et d'environ un tiers en République fédérale d'Allemagne, tandis que l'Italie enregistrait une légère réduction. Ailleurs en Europe, la production a baissé de 9 pour cent en Espagne (mais la qualité était supérieure), de 15

pour cent en Autriche, d'un tiers en Suisse, de 8 pour cent en Yougoslavie et de 27 pour cent en Hongrie, tandis qu'elle augmentait légèrement au Portugal. En U.R.S.S., la production a marqué une certaine reprise. Aux Etats-Unis, elle a été encore abondante, les vendanges représentant sensiblement le même volume que l'année précédente mais dépassant de près de 65 pour cent le bas niveau de 1972. En Afrique du Nord, la production a augmenté dans tous les pays à l'exception du Maroc. Dans l'hémisphère sud, elle s'est développée en Argentine, mais elle est demeurée relativement stable en Afrique du Sud.

### Production 1975

Il ressort des premières estimations préliminaires de la FAO pour 1975 que la production alimentaire et agricole mondiale a augmenté de 2 à 3 pour cent (tableau 1.4). Dans l'ensemble des pays développés, on estime que la production alimentaire totale ne s'est accrue que de 1 à 2 pour cent. La forte reprise de 5 à 6 pour cent en Amérique du Nord a coïncidé avec une baisse de la production en Europe occidentale, les gains n'étant que marginaux en Europe orientale et en U.R.S.S. ainsi qu'en Océanie.

Dans les pays en développement, pour lesquels on ne dispose encore que de données très provisoires, il semble que la production alimentaire ait augmenté en 1975 de 4 à 5 pour cent, ce qui implique une amélioration globale de la production alimentaire par habitant. La hausse la plus frappante a été enregistrée en Extrême-Orient (de 7 à 8 pour cent), tandis qu'avec une augmentation de 3 à 4 pour cent l'Amérique latine marquait encore une amélioration par rapport aux bons résultats de 1974. Au Proche-Orient, la production alimentaire a dépassé de 5 à 6 pour cent le niveau élevé atteint en 1974, cette hausse reflétant en grande partie les excellentes récoltes de céréales en Iran et en Turquie, alors que la moisson était médiocre dans les autres pays de la région. Il semble que les progrès aient été décevants en Afrique, les disponibilités alimentaires par habitant risquant d'y être plus faibles qu'en 1974. On s'attend pour 1975 à une hausse de 2 à 3 pour cent de la production alimentaire en Chine, de sorte que la tendance à l'augmentation assez satisfaisante se maintiendrait dans ce pays.

L'accroissement de 4 à 5 pour cent de la production agricole dans les pays en développement à économie de marché en 1975 doit être jugé en fonction des résultats généralement médiocres enregistrés presque toutes ces dernières années. De 1971 à 1975, les cinq premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la production n'a augmenté que de 2,5 pour cent par an (Proche-Orient 3,4 pour cent, Amérique latine 2,7

TABLEAU 1-4. — VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE MONDIALE ET RÉGIONALE DE 1961 A 1975

	1961 à 1974 moyen- ne an- nuel- le	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1974 à 1975 <sup>1</sup>
..... Pourcentage .....					
<b>Production alimentaire</b>					
<b>ECONOMIES DE MARCHÉ DÉVELOPPÉES<sup>2</sup></b>					
Economies de marché développées <sup>2</sup> . . . . .	+2,3	—1,3	+ 3,2	+2,3	+1 à +2
Europe occidentale	+2,3	—1,7	+ 4,8	+4,3	—2 à —1
Amérique du Nord	+2,2	—1,9	+ 2,1	+0,7	+5 à +6
Océanie . . . . .	+2,8	—0,5	+10,5	—5,2	0 à +1
<b>EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.</b>					
Europe orientale et U.R.S.S. . . . .	+3,7	+0,5	+11,8	—1,5	0 à +1
<i>Total, pays développés</i> . . . . .	+2,8	—0,6	+ 6,5	+0,8	+1 à +2
<b>ECONOMIES DE MARCHÉ EN DÉVELOPPEMENT</b>					
Economies de marché en développement	+2,7	+0,2	+ 3,0	+2,0	+5 à +6
Amérique latine . . . . .	+2,8	+1,2	+ 1,0	+5,7	+3 à +4
Extrême-Orient <sup>3</sup> . . . . .	+2,6	—2,7	+ 8,8	—2,9	+7 à +8
Proche-Orient <sup>4</sup> . . . . .	+3,2	+8,9	— 5,5	+9,9	+5 à +6
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	+2,4	+0,6	— 2,9	+5,2	+1 à +2
<b>ECONOMIES D'ASIE CENTRALEMENT PLANIFIÉES</b>					
Economies d'Asie centralement planifiées . . . . .	+2,7	—1,2	+ 4,6	+2,5	+2 à +3
<i>Total, pays en développement</i> . . . . .	+2,7	—0,3	+ 3,5	+2,2	+4 à +5
<b>Monde</b>					
Monde	+2,7	—0,5	+ 5,3	+1,3	+2 à +3
<b>Production agricole</b>					
<b>ECONOMIES DE MARCHÉ DÉVELOPPÉES<sup>2</sup></b>					
Economies de marché développées <sup>2</sup>	+2,1	—0,6	+ 2,6	+2,0	+1 à +2
Europe occidentale	+2,3	—1,6	+ 4,7	+4,2	—2 à —1
Amérique du Nord	+1,8	—0,6	+ 1,7	+0,5	+4 à +5
Océanie . . . . .	+2,3	—0,8	+ 3,6	—5,2	+3 à +4
<b>EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.</b>					
Europe orientale et U.R.S.S. . . . .	+3,5	+0,5	+11,3	—1,1	0 à +1
<i>Total, pays développés</i> . . . . .	+2,6	—0,2	+ 5,9	+0,7	+1 à +2
<b>ECONOMIES DE MARCHÉ EN DÉVELOPPEMENT</b>					
Economies de marché en développement	+2,6	+0,6	+ 2,8	+2,1	+4 à +5
Amérique latine . . . . .	+2,6	+1,8	+ 0,8	+5,6	+2 à +3
Extrême-Orient <sup>3</sup> . . . . .	+2,6	—2,2	+ 8,5	—2,8	+7 à +8
Proche-Orient <sup>4</sup> . . . . .	+3,2	+8,5	— 5,8	+9,9	+3 à +4
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	+2,4	+0,8	— 2,9	+5,5	+1 à +2
<b>ECONOMIES D'ASIE CENTRALEMENT PLANIFIÉES</b>					
Economies d'Asie centralement planifiées . . . . .	+2,8	—1,2	+ 5,1	+2,4	+2 à +3
<i>Total, pays en développement</i> . . . . .	+2,7	0	+ 3,5	+2,2	+3 à +4
<b>Monde</b>					
Monde	+2,6	—0,1	+ 4,9	+1,3	+2 à +3

NOTE: Les données relatives à la production agricole totale et à la production alimentaire sont basées sur la production nette, des déductions étant opérées pour les semences et les fourrages, sauf en ce qui concerne l'Europe orientale et l'U.R.S.S. pour lesquelles aucune déduction n'a été faite. Les données concernant les céréales et l'élevage sont basées sur la production totale, sans aucune déduction.

<sup>1</sup> Données provisoires. — <sup>2</sup> Y compris Israël, le Japon et l'Afrique du Sud. — <sup>3</sup> Non compris le Japon. — <sup>4</sup> Non compris Israël. — <sup>5</sup> Non compris l'Afrique du Sud.

pour cent, Extrême-Orient 2,6 pour cent, Afrique 1,1 pour cent) et au cours des quatre premières années de 1,8 pour cent seulement. Par conséquent, les résultats relativement satisfaisants de 1975 ont contribué à rapprocher l'accroissement annuel moyen en 1971-1975 de la tendance à long terme (1961-74) qui s'est établit à 2,6 pour cent par an. Néanmoins, la reprise de 4 à 5 pour cent enregistrée par rapport à 1974 reste inférieure au taux d'environ 6 pour cent nécessaire cette année et au cours des cinq dernières années de la décennie pour que les pays en développement dans leur ensemble atteignent l'objectif fixé pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à savoir un accroissement annuel moyen de 4 pour cent. Même pour maintenir ce taux de 4 pour cent, il faudrait, durant le reste de la décennie, des efforts sans précédent et des conditions météorologiques favorables pendant une longue période.

La situation alimentaire en octobre 1975 soutenait favorablement la comparaison avec celle enregistrée à la fin de 1974 à la suite des mauvaises récoltes en Amérique du Nord, principal exportateur de céréales, et en Extrême-Orient, principal importateur. La comparaison était également favorable avec 1972, les Etats-Unis ayant connu cette année-là des récoltes médiocres en même temps que l'U.R.S.S., l'Inde, la Chine et plusieurs autres grandes régions d'importation, le niveau des stocks étant toutefois plus élevé à cette époque. Un problème spécial se posait alors du fait du déficit de la production de riz, denrée de base de beaucoup de pays d'Asie. En revanche, des récoltes de riz sans précédent sont prévues en 1975 pour l'Inde et la Chine, et l'on s'attend à ce que la moisson soit généralement bonne, voire excellente, dans les autres principaux pays de riziculture, y compris les Etats-Unis. Bien que la situation d'ensemble demeure peu satisfaisante, n'offrant aucune garantie de sécurité alimentaire, les circonstances ont été meilleures dans les pays en développement par rapport à 1974. En octobre 1975, 7 pays seulement étaient signalés comme souffrant de graves pénuries alimentaires, alors qu'on en comptait 18 un an plus tôt. Les pays de la zone sahélienne d'Afrique de l'Ouest ont bénéficié de pluies saisonnières largement distribuées depuis la mi-août.

L'indice de la production céréalière mondiale a marqué un relèvement de 3 à 4 pour cent en 1975 (tableau 1-5)<sup>4</sup>. Il est demeuré inchangé dans les régions développées. Cependant, en règle générale, les cultures céréalières ont donné des résultats satisfaisants dans la plupart des pays en développement, notamment en Chine et en Inde, de sorte que les

TABLEAU 1-5. — VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE ET ANIMALE DANS LE MONDE ET DANS LES RÉGIONS, 1961 A 1975

	1961 à 1974 moyen- ne an- nuelle	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1974 à 1975 <sup>1</sup>
..... Pourcentage .....					
<b>Production céréalière</b>					
ECONOMIES DE MARCHÉ DÉVELOPPÉES <sup>2</sup>	+2,7	- 2,9	+ 3,7	- 3,7	+ 6 à + 7
Europe occidentale	+3,4	- 0,2	+ 1,5	+ 6,0	- 8 à - 7
Amérique du Nord	+2,7	- 4,4	+ 4,6	-12,3	+20 à +21
Océanie . . . . .	+2,9	-25,4	+57,7	- 3,7	-10 à - 9
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . .	+4,2	- 3,5	+22,5	- 9,0	-11 à -10
Total, pays développés . . . . .	+3,3	- 3,1	+10,6	- 5,8	0
ECONOMIES DE MARCHÉ EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	+2,7	- 2,5	+ 6,1	- 1,3	+ 8 à + 9
Amérique latine . .	+3,3	- 5,5	+ 8,2	+ 4,7	+ 5 à + 6
Extrême-Orient <sup>3</sup> .	+2,8	- 4,6	+12,3	- 6,2	+10 à +11
Proche-Orient <sup>4</sup> . .	+2,3	+ 7,5	-13,4	+11,3	+13 à +14
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	+1,9	+ 4,5	-13,3	+12,6	- 6 à - 5
ECONOMIES D'ASIE CENTRALEMENT PLANIFIÉES . . .	+3,1	- 1,9	+ 5,5	+ 2,8	+ 3 à + 4
Total, pays en développement .	+2,9	- 2,3	+ 5,8	+ 0,3	+ 6 à + 7
Monde . . . . .	+3,1	- 2,7	+ 8,3	- 2,9	+ 3 à + 4
<b>Production animale</b>					
ECONOMIES DE MARCHÉ DÉVELOPPÉES <sup>2</sup>	+2,0	+ 0,4	- 1,2	+ 3,5	0
Europe occidentale	+2,4	+ 0,2	+ 2,0	+ 5,3	0 à + 1
Amérique du Nord	+1,4	- 0,2	- 4,3	+ 3,9	- 2 à - 1
Océanie . . . . .	+1,7	+ 2,4	- 2,9	- 7,0	+ 5 à + 6
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . .	+3,8	+ 3,8	+ 3,2	+ 6,2	+ 6 à + 7
Total, pays développés . . . . .	+2,5	+ 1,4	+ 0,2	+ 4,4	+ 1 à + 2
ECONOMIES DE MARCHÉ EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	+2,7	+ 3,3	+ 1,2	+ 2,6	+ 3 à + 4
Amérique latine . .	+2,9	+ 5,0	0	+ 2,9	+ 4 à + 5
Extrême-Orient <sup>3</sup> .	+2,8	+ 3,7	+ 4,1	+ 2,0	+ 2 à + 3
Proche-Orient <sup>4</sup> . .	+2,7	+ 2,5	+ 1,3	+ 3,5	+ 2 à + 3
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	+2,0	- 1,8	- 1,2	+ 1,8	+ 2 à + 3
ECONOMIES D'ASIE CENTRALEMENT PLANIFIÉES . . .	+2,4	+ 2,9	+ 2,4	+ 2,0	+ 1 à + 2
Total, pays en développement .	+2,6	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,4	+ 2 à + 3
Monde . . . . .	+2,6	+ 1,8	+ 0,6	+ 3,9	+ 2 à + 3

NOTE: Les données relatives à la production agricole totale et à la production alimentaire sont basées sur la production nette, des déductions étant opérées pour les semences et les fourrages, sauf en ce qui concerne l'Europe orientale et l'U.R.S.S. pour lesquelles aucune déduction n'a été faite. Les données concernant les céréales et l'élevage sont basées sur la production totale, sans aucune déduction.

<sup>1</sup> Données provisoires. - <sup>2</sup> Y compris Israël, le Japon et l'Afrique du Sud. - <sup>3</sup> Non compris le Japon. - <sup>4</sup> Non compris Israël. - <sup>5</sup> Non compris l'Afrique du Sud.

<sup>4</sup> Du fait que l'on a annoncé au début de décembre 1975 que la production céréalière de l'U.R.S.S. en 1975 serait de l'ordre de 133 à 141 millions de tonnes — chiffres très inférieurs aux prévisions antérieures — l'estimation mondiale révisée n'accuse plus qu'une légère augmentation (0,7 pour cent) par rapport à 1974.

approvisionnement par habitant devraient connaître une certaine amélioration dans ces pays. Bien qu'on ne connaisse pas encore le rendement pour toutes les récoltes de riz d'Asie en 1975, la production rizicole sera sûrement abondante car la mousson a été très favorable. Par contre, des réductions importantes des récoltes de céréales ont frappé certains des pays plus riches où une grande partie de la production céréalière sert à l'alimentation animale. Les dégâts subis par la récolte de céréales en U.R.S.S. par suite de la sécheresse (la moisson ayant été inférieure d'au moins 45 millions de tonnes au chiffre estimé de 216 millions<sup>5</sup>) étaient beaucoup plus graves que prévus à l'origine. Le climat a aussi été plus défavorable aux cultures, quoique à un moindre degré, en Europe orientale et occidentale. Ces déficits seront vraisemblablement compensés dans une certaine mesure par une réduction des quantités de céréales distribuées au bétail, réduction due à la récession de l'économie mondiale. On a déjà enregistré en 1974, pour la même raison, une forte baisse des quantités de céréales servant à l'alimentation animale dans les régions développées.

La production animale dans le monde augmentera vraisemblablement de 2 à 3 pour cent en 1975 à la suite du gain de 3,9 pour cent enregistré en 1974. La demande de produits de l'élevage est généralement assez faible dans les pays industrialisés à cause de la récession économique et la production a baissé en Amérique du Nord (de 1 à 2 pour cent), tandis qu'elle marquait le pas en Europe occidentale. Un taux d'abattage élevé en Océanie, dû en partie au fait que les pacages avaient beaucoup souffert de la sécheresse, a eu pour résultat d'accroître de 5 à 6 pour cent la production animale. En Europe orientale et en U.R.S.S., la production a augmenté, d'après les estimations, de 6 à 7 pour cent pour la deuxième année consécutive dans le cadre du plan à long terme visant à accroître la consommation de viande. La hausse de la production s'est poursuivie dans les pays en développement (de 2 à 3 pour cent), étant particulièrement marquée en Amérique latine (de 4 à 5 pour cent).

L'urgente nécessité pour l'U.R.S.S. d'importer 25 millions de tonnes, voire davantage, de céréales en 1975/76 pour remplacer les pertes dues principalement à la sécheresse s'explique en grande partie, comme en 1972, par les besoins qu'impose à l'élevage la politique de développement de la consommation de viande, par opposition à la pratique suivie naguère quand la moisson était médiocre et qui consistait à abattre les animaux afin d'aligner la consommation de fourrage sur les disponibilités locales de céréales.

<sup>5</sup> Céréales et légumineuses.

## PRINCIPALES PRODUCTIONS

On estime que la production de blé s'est accrue de 3 pour cent en 1975 pour atteindre environ 371 millions de tonnes, chiffre légèrement inférieur au record de 1973 mais qui reste, à une exception près, le plus fort que l'on n'ait jamais enregistré. Les prévisions ont peu à peu diminué à mesure que l'on a eu la révélation des dégâts causés par les intempéries dans certaines parties du monde. Ces estimations plus faibles résultaient du fait que les récoltes aux Etats-Unis étaient inférieures aux espérances et que la production était plus déficitaire qu'on ne l'avait envisagé en Europe et surtout en U.R.S.S. La production en U.R.S.S. est maintenant estimée à quelque 82 millions de tonnes par rapport aux prévisions antérieures de 95 à 100 millions et il se peut qu'en définitive elle soit la plus faible enregistrée depuis 1969. Une récolte sans précédent de 58 millions de tonnes a été enregistrée aux Etats-Unis, soit 9 millions de tonnes de plus que le record précédent de 1974, et la moisson a été satisfaisante au Canada et dans les pays en développement dans leur ensemble. Des récoltes de blé records sont signalées en Chine et en Inde.

Après les premières ventes importantes de blé des Etats-Unis en juillet, l'interdiction temporaire des exportations de blé à l'U.R.S.S. a freiné la hausse des cours, lesquels ont continué à osciller jusqu'à la mi-octobre. On prévoyait que la hausse des prix reprendrait après qu'eût été annoncé l'accord de vente sur les céréales, mais il semble que ceci n'ait pas fortement influencé le marché dans l'immédiat. Le prix à l'exportation du blé des Etats-Unis (blé dur d'hiver, N° 2, f.o.b. golfe du Mexique) était tombé de 193 dollars U.S. la tonne en octobre 1974 à 126 dollars en juin 1975, mais il atteignait de nouveau 165 dollars à la mi-octobre (tableau 1-6). Les besoins mondiaux de blé à l'importation en 1975/76 sont estimés à 66-71 millions de tonnes (11-13 millions de tonnes pour l'U.R.S.S.), alors que les importations effectives ont atteint 62 millions de tonnes en 1974/75. Il est donc possible que le commerce mondial du blé en 1975/76 soit égal ou même supérieur au record précédent de 68 millions de tonnes atteint en 1972/73 lorsque les expéditions considérables vers l'U.R.S.S. avaient lourdement grevé les marchés. Les disponibilités exportables totales en 1975/76 correspondront vraisemblablement aux besoins à l'importation, mais il ne subsistera pratiquement aucune marge pour l'amélioration des stocks. Par conséquent, le raidissement dans le jeu de l'offre et de la demande persistera probablement sur le marché du blé.

La production mondiale de céréales secondaires est estimée en 1975 à environ 665 millions de tonnes, soit quelque 2 pour cent de plus que l'année précédente mais encore au-dessous du record de 1973. Bien

TABLEAU 1-6. — EVOLUTION RÉCENTE DES PRIX A L'EXPORTATION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

	Blé (dur d'hiver des Etats-Unis, ordinaire No 2, f.o.b. golfe du Mexique)	Riz (blanc thaïlan- dais, 5%, f.o.b. Bangkok)	Maïs (jaune No 2, f.o.b. golfe du Mexique)	Soja (des Etats- Unis, c.a.f. Rotterdam)	Sucre (prix com- posite AIS, marché mon- dial, f.o.b. et en cale, ports des Caraïbes)	Café (prix com- posite o.c. New York, sortie entrepôt)
	Dollars U.S. la tonne				Cents U.S. la livre anglaise	
1972: Janvier	60	131	51	125	7,90	44,80
Juin	60	136	53	138	6,33	47,76
1973: Janvier	108	179	79	214	9,40	57,03
Juin	106	205	102	470	9,38	62,78
1974: Janvier	214	538	122	261	15,16	66,22
Juin	154	596	117	228	23,51	71,49
1975: Janvier	169	399	132	256	38,31	64,96
Juin	126	346	118	207	13,65	63,00
Juillet	144	329	117	224	16,69	60,01
Août	162	348	131	243	18,61	88,49
Septembre	169	358	122	227	15,50	85,81
Octobre <sup>1</sup>	165	358	120	225	14,07	84,59
Moyenne: 1971	62	129	58	126	4,50	44,66
1972	70	151	56	140	7,27	50,34
1973	139	<sup>2</sup> 368	98	290	9,45	62,16
1974	181	542	132	277	29,66	67,95

<sup>1</sup> Octobre (deux premières semaines), tous produits. — <sup>2</sup> A partir de la deuxième semaine de mars jusqu'en novembre 1973, le riz thaïlandais comme le riz de la plupart des autres régions, n'a pas été coté régulièrement sur le marché mondial. Cette moyenne a été calculée sur la base des quelques cotations disponibles et ne donne qu'une idée des modifications de prix.

que les superficies ensemencées en céréales secondaires se soient étendues, il a fallu renoncer dès le début de la campagne à l'espoir d'une récolte abondante. Le facteur principal expliquant l'amélioration de la production en 1975 a été la forte augmentation (23 pour cent) de la production de maïs aux Etats-Unis. La production mondiale de maïs (se situant aux alentours de 321 millions de tonnes) a atteint un niveau sans précédent, dépassant de 10 pour cent la récolte extrêmement médiocre de 1974 et de 3,5 pour cent le dernier record, enregistré en 1973. La production d'orge, d'avoine, de seigle et des autres céréales secondaires, à l'exception du millet et du sorgho, a diminué en 1975.

Pour 1975/76, on estime provisoirement les besoins mondiaux de céréales secondaires à l'importation à près de 70 millions de tonnes, dont 13 millions pour l'U.R.S.S. et 7 millions pour l'Europe orientale. Les disponibilités exportables devraient suffire à satisfaire cette demande, mais il est probable que la reconstitution des stocks au cours de l'année sera plus modeste que prévu au départ. Toutefois, les estimations de production ne sont pas encore définitives ni dans les pays importateurs ni dans les pays exportateurs et elles pourraient changer suffisamment pour modifier les perspectives commerciales. D'autre part, l'effet de la hausse des prix des céréales sur la consommation de fourrage dans les deux groupes de pays pourrait influencer considérablement sur la demande de céréales secondaires, d'autant que les pro-

téines végétales, surtout le soja, sont plus abondantes et que leur prix permettra vraisemblablement de mieux soutenir la concurrence qu'en 1974.

La production mondiale de riz (paddy) devrait atteindre quelque 342 millions de tonnes, soit environ 6 pour cent de plus qu'en 1974, surtout du fait que les pluies de mousson ont été suffisantes et régulières en Asie où la majorité de la production mondiale de paddy est récoltée vers la fin de l'année. Une moisson sans précédent est prévue en Chine, en Inde et dans un certain nombre d'autres pays d'Extrême-Orient, de même qu'en dehors de cette région. Malgré l'amélioration des disponibilités de riz par habitant en Asie, il se peut néanmoins qu'elles demeurent inférieures aux niveaux de 1969-71.

L'amélioration des approvisionnements en riz devrait contribuer à atténuer les pressions qui s'exercent sur le marché pour les autres céréales. Le rapport des prix entre le riz et les autres céréales semble, aujourd'hui encore, moins favorable pour le riz qu'au cours de la période qui a précédé le début de la pénurie mondiale de céréales en 1972. Les cours du riz, qui avaient considérablement fléchi par rapport au niveau très élevé de l'automne 1974, ont amorcé un léger redressement en août et se sont stabilisés depuis lors. Les perspectives favorables de la récolte de paddy ont eu un effet modérateur sur la tendance saisonnière à la hausse des prix que l'on observe juste avant la moisson.

On estime que la production totale d'oléagineux

(mesurée en équivalent d'huile) a augmenté de plus de 7 pour cent en 1975, surtout par suite du fort accroissement de la récolte de soja (plus 16 pour cent), en particulier aux Etats-Unis et au Brésil (augmentation de 27 pour cent). Des récoltes satisfaisantes sont également prévues pour les arachides et les noix de palme dans presque tous les principaux pays producteurs. Ces augmentations compensent largement le déclin de la production de graines de tournesol (principalement en U.R.S.S.) et de graines de coton.

Il est prévu qu'en 1975 la production mondiale de viande aura augmenté de 2 à 3 pour cent, à savoir 5 à 6 pour cent pour la viande de bœuf et de veau, 1 à 2 pour cent pour le mouton et l'agneau ainsi que la volaille, tandis que la production de viande de porc accusera une légère diminution. Comme indiqué plus haut, la persistance de la récession économique a entraîné une baisse de la demande de produits carnés et la réduction des prix à la production qu'elle a provoquée, jointe au coût élevé des céréales secondaires pour le fourrage et à l'effet de la sécheresse sur les pâturages, a conduit à des taux d'abattage élevés en 1975 à une époque où l'effectif du cheptel bovin atteignait des niveaux records simultanément dans tous les principaux pays producteurs et consommateurs. Toutefois, la production de viande de bœuf a augmenté moins que le taux d'abattage du fait que les poids des carcasses étaient généralement plus bas parce qu'on avait donné aux bêtes moins de céréales en raison de leur coût élevé par rapport à celui de la viande.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, il faut s'attendre en 1976 à des taux d'abattage élevés, en particulier pour les veaux et les génisses, dans plusieurs pays. En conséquence, on devra prévoir les années suivantes un effectif moins nombreux pour le cheptel bovin et une baisse de la production de viande de bœuf. Néanmoins, bien des incertitudes subsistent dans le secteur de l'élevage, liées aux disponibilités et aux prix des aliments du bétail, ainsi qu'au niveau de la demande à la consommation puisqu'elle est influencée par la situation générale de l'économie. Dans l'ensemble, les perspectives mondiales du commerce demeurent peu encourageantes puisqu'on ne prévoit aucun accroissement notable de la demande au moins jusqu'à la mi-1976 et que les restrictions à l'importation sont maintenues, encore qu'elles aient été partiellement atténuées dans la CEE et au Japon au cours du deuxième semestre de 1975. On prévoit donc qu'un excédent des disponibilités exportables par rapport aux besoins à l'importation conduira à une accumulation de stocks supplémentaires dès la fin de 1975 et probablement pendant une bonne partie de l'année 1976.

On estime que la production de lait a légèrement augmenté en 1975. Toutefois, la demande de lait et

de produits laitiers a diminué et les excédents qui en ont résulté ont conduit à l'accumulation de stocks très importants de lait écrémé en poudre et d'autres produits laitiers (notamment dans la CEE), d'où la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures pour aligner l'offre et la demande.

C'est l'extension des superficies plantées en betterave sucrière, à la suite de la hausse des cours du sucre, qui est responsable des deux tiers environ de l'augmentation de quelque 7 pour cent enregistrée pour la production mondiale de sucre en 1975, laquelle sera cependant inférieure aux prévisions à cause des mauvaises conditions météorologiques qui ont sévi en Europe et en U.R.S.S. Au cours des cinq dernières années, la production de sucre de canne, qui représente plus de 60 pour cent de la production totale de sucre centrifugé, s'est accrue de 3,8 pour cent par an, tandis que la production de sucre de betterave n'augmentait que de 0,4 pour cent. D'une manière générale, les cours du sucre ont fléchi en 1975, mais ils ont remonté provisoirement en juillet et août lorsqu'il est apparu que la production serait inférieure aux prévisions. Les prix sont demeurés très sensibles aux espérances du marché, de sorte qu'ils risquent de connaître des fluctuations considérables.

On pense que la production de café en 1975 diminuera d'environ 8 pour cent par rapport au niveau élevé de l'année précédente. Les fortes gelées qui ont sévi dans les principales régions productrices de café du Brésil en juillet réduiront probablement de moitié la récolte de ce pays en 1976. Néanmoins, les stocks importants devraient permettre de faire face à la demande d'une manière satisfaisante en 1975/76.

Il semble que la production de cacao ait augmenté. La production de thé ne devrait pas subir de modification notable. La demande de ces produits marque le pas et pourrait même amorcer un déclin, tout au moins tant que la situation économique générale ne se sera pas améliorée.

On estime que la production de coton a baissé d'environ 8 pour cent en 1975. Toutefois, puisque les prévisions en ce qui concerne la demande sont modérément optimistes, les importants stocks de coton diminueront vraisemblablement. La production de jute brut sera probablement aussi faible, sinon plus faible, qu'en 1974. Néanmoins, les stocks considérables, les prix compétitifs des fibres synthétiques (en dépit de la hausse du prix du pétrole) et la récession sont autant d'éléments qui indiquent que les disponibilités exportables dépasseront probablement les besoins à l'importation. La production de sisal et d'autres fibres dures amorcera un déclin selon toute probabilité. Celle du caoutchouc baissera d'au moins 8 pour cent, tandis qu'on assistera vraisemblablement à une augmentation de la production de laine, ainsi que des cuirs et peaux.



## Commerce international des produits agricoles<sup>6</sup>

### Commerce en 1974

Les recettes mondiales provenant de l'exportation des produits agricoles, halieutiques et forestiers ont augmenté, d'après les estimations, de 19 pour cent en 1974, taux de croissance beaucoup plus faible qu'en 1973<sup>7</sup>. La valeur des exportations des principaux produits agricoles s'est accrue d'environ 16 pour cent pour atteindre 72,4 milliards de dollars U.S., soit en pourcentage un peu moins de la moitié du gain réalisé en 1973<sup>8</sup>. De même, en 1974, les recettes provenant de l'exportation des produits halieutiques et forestiers ont augmenté plus lentement que l'année précédente, à savoir respectivement d'environ 10 pour cent (pour atteindre \$560 millions) contre 24 pour cent, et de 30 pour cent (pour atteindre \$6,5 milliards) contre 39 pour cent.

La répartition nette des recettes totales provenant de l'exportation des produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts entre les différents groupes économiques de pays a changé de moins de 1 pour cent dans chaque cas, les recettes des pays développés n'atteignant plus que 66 pour cent du total et celles des pays en développement et des économies centralement planifiées passant respectivement à 25,5 et 8,5 pour cent. Cependant, pour la première fois ces dernières années, plus de la moitié de l'accroissement total des recettes provenant des exportations agricoles (\$5,4 milliards) est allée aux pays en développement; mais puisque le sucre représente déjà 3 milliards sur cette somme, les principaux bénéficiaires étaient le Brésil, l'Inde et quelques petits Etats insulaires. La part de l'augmentation revenant aux pays développés était d'environ 32,5 pour cent, soit 3,25 milliards de dollars, tandis que les économies centralement planifiées absorbaient les 14 pour cent restants.

Environ 92 pour cent de l'augmentation des recettes provenant des exportations agricoles étaient imputables au sucre, au riz et aux matières grasses. Pour les céréales secondaires, la viande de bœuf, certains produits laitiers (surtout le beurre), le poivre, le thé et le cacao, les gains ont été plus modestes, tandis que les recettes diminuaient pour les tourteaux et les farines d'oléagineux, la viande de mouton et d'agneau, la viande de porc, le café et le vin. Les recettes ont fortement augmenté pour les fibres dures et plus modérément pour le caoutchouc, mais celles provenant de l'exportation du coton ne se sont guère améliorées,

et l'on a enregistré un déclin des recettes dues à l'exportation des cuirs et peaux et du jute.

Le volume des échanges de produits agricoles a diminué de quelque 4 pour cent en 1974, par rapport à l'accroissement de 6 pour cent, supérieur à la moyenne, enregistré l'année précédente. Cette baisse reflète la réduction des échanges de certains produits importants, tels que les céréales secondaires, la viande de bœuf, le sucre, les fibres dures et le coton. Si le volume des échanges a diminué pour certains de ces produits, cela s'explique tantôt par une réduction des disponibilités exportables, tantôt par l'introduction de réglementations à l'exportation, tantôt par l'imposition de restrictions à l'importation dans certains pays. La baisse de l'activité économique dans tous les pays industrialisés a incontestablement influé sur le volume des échanges mondiaux. Elle a entraîné une contraction de la demande, surtout pour les produits alimentaires coûteux tels que la viande, les produits laitiers, les fruits, le vin et les produits de la pêche, qui sont particulièrement sensibles à toute modification des revenus réels. Par ailleurs, la demande de certains produits, tels que le jute et les fibres dures, a diminué par suite de la baisse des prix des succédanés synthétiques.

Ainsi, l'augmentation des recettes provenant des exportations agricoles enregistrée en 1974 était due pour une large part à une hausse des prix. Toutefois, en 1974 les prix ont augmenté plus lentement qu'en 1973, de 25 pour cent selon l'indice des prix d'exportation des Nations Unies, par rapport à la hausse exceptionnelle de 48 pour cent observée en 1973, et dès la fin de 1974 les cours de la plupart des produits étaient retombés (figure 1-1).

Cependant, l'accroissement des recettes provenant des exportations agricoles en 1974 a été absorbé presque entièrement par la hausse des prix des produits manufacturés. L'indice des valeurs unitaires d'exportation des produits manufacturés des Nations Unies est monté d'environ 19 pour cent, pourcentage correspondant exactement à l'augmentation estimée de la valeur des exportations mondiales totales de produits agricoles, halieutiques et forestiers. Par conséquent, en valeur réelle, les pays en développement n'ont profité que modérément (d'environ 3,4 pour cent) de la hausse de 23 pour cent, aux prix courants, des recettes provenant de leurs exportations agricoles.

### Perspectives en 1975/76

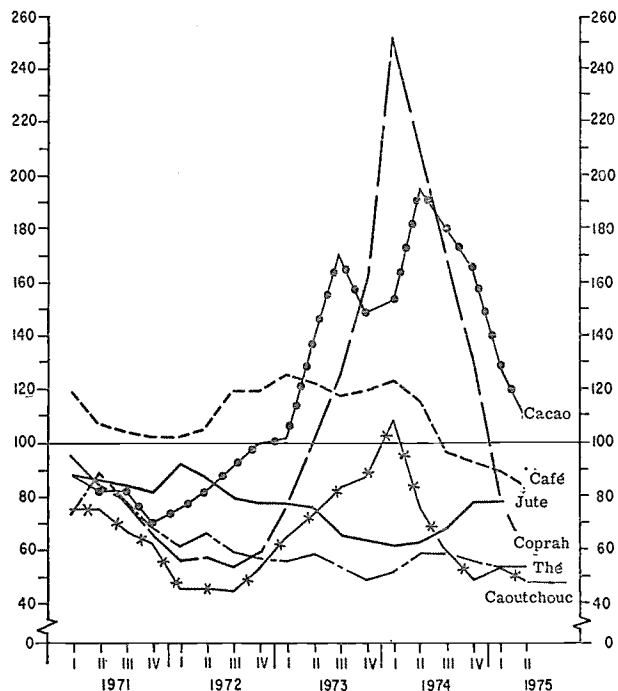
A l'heure actuelle, les perspectives des marchés agricoles pour 1975/76 sont régies par trois princi-

<sup>6</sup> On trouvera une analyse plus détaillée dans *FAO, Rapport et perspectives sur les produits, 1974-1975*, chapitre 1. Rome, 1975.

<sup>7</sup> Aux prix courants, sur la base d'estimations préliminaires. Voir tableau annexe 6.

<sup>8</sup> Non compris la plupart des produits transformés, la laine, la viande de volaille, et les cuirs et peaux, pour lesquels on ne disposait pas de données au moment de la rédaction de la présente analyse.

FIGURE 1-1. — INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE POUR CERTAINS PRODUITS AGRICOLES<sup>1</sup> (1963 = 100)



<sup>1</sup> Les indices sont basés sur les prix des produits agricoles destinés à l'industrie divisés par les prix des produits manufacturés (indices des Nations Unies des prix à l'exportation).

paux facteurs: augmentation prévue de la production, surtout pour les céréales; poursuite de la récession économique pendant le reste de 1975 et le début de 1976, accompagnée d'un chômage élevé et d'une légère diminution des revenus par habitant, avec une reprise probable de l'activité entre le milieu et la fin de l'année 1976; baisse des taux d'inflation dans les pays industrialisés. Abstraction faite de tout renversement imprévu de ces tendances, celles-ci annoncent de nouveaux déclinés pour les cours de la plupart des produits agricoles, c'est-à-dire la poursuite du fléchissement général qui s'était amorcé à la fin de 1974.

Il est vraisemblable que les prix des produits alimentaires diminueront légèrement, tout en restant relativement élevés par rapport aux produits non alimentaires, notamment les matières premières agricoles, jusqu'à ce que l'activité économique ait repris comme prévu dans les pays industrialisés en 1976.

Toute baisse générale des prix entraînera probablement une réduction des recettes totales provenant des exportations en 1975 puisque le volume des échanges agricoles, surtout pour les produits alimentaires, n'accusera sans doute aucune modification appréciable. Il est peu probable que la demande s'améliore d'une manière sensible pour la plupart des produits agricoles, à l'exception peut-être de certaines denrées de base dont il y avait pénurie depuis deux ou trois ans. La présente récession ayant été plus pro-

fonde et plus longue que toutes les autres enregistrées depuis la fin de la guerre, la reprise sera vraisemblablement plus prononcée, caractérisée par une hausse de la demande de produits agricoles, notamment de matières premières agricoles et de certaines denrées alimentaires dont la demande accuse toujours une forte élasticité-revenu. Toutefois, la pression de la demande sur les prix dépendra des réserves de produits et des disponibilités actuelles. Il se peut aussi que la reprise économique s'accompagne d'une nouvelle accélération de l'inflation, auquel cas les prix de bien des produits agricoles pourraient atteindre de nouveaux records, tout au moins en valeur nominale.

### Problèmes à long terme

L'expérience récente d'une hausse sans précédent des prix agricoles suivie d'un déclin rapide soulève trois questions principales en ce qui concerne les perspectives à long terme des marchés mondiaux des produits, à savoir: Comment évolueront à l'avenir les prix agricoles? Jusqu'à quel point seront-ils instables? Sera-t-il possible d'effectuer des transferts de revenus de pays riches à pays pauvres par le truchement d'ententes internationales sur les produits?<sup>9</sup>

Quant à savoir si, à l'avenir, les cours mondiaux des produits agricoles se stabiliseront à des niveaux plus élevés ou plus bas que ceux qui prévalaient avant la récente hausse, cela dépendra non seulement de l'évolution des coûts de production au niveau de l'exploitation, mais aussi de facteurs économiques et sociaux non directement liés à l'agriculture. La hausse de 1972-74 était due dans une large mesure à l'exceptionnelle expansion simultanée de l'activité économique dans tous les pays industrialisés et au déficit généralisé de la production par suite des mauvaises conditions météorologiques et de l'augmentation des coûts, aggravés par les achats spéculatifs effectués pour se prémunir contre l'inflation et les ajustements des taux de change. Néanmoins, le mouvement à la hausse des prix des produits reflétait aussi un certain nombre de transformations fondamentales de l'économie mondiale, notamment la prise de conscience du fait que les ressources non renouvelables devront être gérées plus rationnellement à l'avenir, que la protection de l'environnement revêt une importance croissante, et que les pressions qui s'exercent sur les ressources agricoles iront peut-être en s'aggravant à long terme, entraînant un accroissement du niveau général des prix des produits agricoles en valeur réelle.

<sup>9</sup> On trouvera une analyse plus détaillée de ces questions dans *FAO, Rapport et perspectives sur les produits, 1974-1975*, chapitre 1.

Cela dit, il faut s'attendre à ce que la hausse des prix des produits agricoles, jointe aux récentes décisions politiques prises aux niveaux national et international — dont celles adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation et par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa septième session extraordinaire — stimule les recherches et les investissements tendant à la fois à accélérer la production et à utiliser plus économiquement les facteurs de production dont il y a pénurie afin de pouvoir faire face à l'accroissement de la demande sans peut-être provoquer une augmentation importante des prix à long terme.

En termes monétaires, les prix des produits resteront vraisemblablement beaucoup plus élevés qu'ils ne l'étaient avant 1972 du fait que les poussées inflationnistes du passé se sont déjà intégrées dans l'économie; il se peut que l'inflation dans le monde s'accélère de nouveau dès lors que l'économie aura repris son essor; selon toute vraisemblance, on ne laissera pas les stocks se réaccumuler jusqu'à des niveaux qui pèseraient trop lourdement sur les marchés; enfin, les nouveaux progrès de la productivité agricole pourraient fort bien entraîner de plus fortes hausses des coûts que naguère.

Non seulement les cours internationaux des produits demeureront probablement, en général, élevés à l'avenir, mais de plus leur instabilité pourrait devenir une caractéristique plus fréquente des marchés. Les principaux facteurs sont la participation croissante, encore que spasmodique, de l'U.R.S.S. au commerce mondial des produits agricoles; la possibilité que les échanges internationaux deviennent moins importants par rapport à la production, si bien que des variations même relativement minimes de la production pourraient provoquer des fluctuations considérables des prix sur les marchés mondiaux; l'insuffisance des stocks pour compenser les fluctuations des approvisionnements; enfin, les modifications imprévisibles des conditions météorologiques, aggravées par les pénuries temporaires de certains facteurs de production ou les brusques fluctuations de leurs prix.

La grande diversité des facteurs qui provoquent l'instabilité, notamment les facteurs macro-économiques, souligne bien la nécessité d'un large éventail de mesures internationales de stabilisation pour les produits agricoles, conçues pour répondre aux besoins individuels. Des mesures qui pourraient convenir aux céréales risquent, par exemple, d'être inefficaces pour les produits subordonnés à des cycles de production périodiques. Ces derniers peuvent exiger des dispositions conçues pour réaliser un meilleur équilibre entre la production et la demande à longue échéance. De même, certaines matières premières telles que le jute ou le sisal, pour lesquels l'instabilité des cours ne pose plus un problème majeur, peuvent avoir besoin d'une aide plus directe

pour leur permettre de soutenir la concurrence des succédanés synthétiques sans que les planteurs soient obligés à renoncer à ces spéculations. Toute entente internationale sur la stabilisation des prix devra tenir pleinement compte de ces distinctions, qu'elle soit réalisée par une approche intégrée englobant de multiples produits ou selon une approche plus pragmatique intéressant chaque produit séparément.

L'une des principales questions auxquelles les gouvernements doivent actuellement faire face est de savoir si des ententes sur les produits peuvent être utilisées, et dans quelle mesure, pour effectuer des transferts de ressources réelles des pays riches aux pays pauvres, en particulier à la lumière de la Déclaration et du Programme d'action sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international et de la résolution sur le développement et la coopération économique internationale adoptée à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1975.

Cette résolution demande notamment que soient intensifiés les efforts en faveur des pays en développement pour qu'ils puissent élargir et diversifier leurs échanges commerciaux, améliorer et diversifier leur capacité de production, accroître leur productivité, augmenter leurs recettes d'exportation et développer les exportations de produits transformés et d'articles manufacturés. Elle met en relief la nécessité d'améliorer les structures des marchés pour les matières premières et les produits de base par la constitution de stocks internationaux ou par d'autres ententes visant à promouvoir l'équilibre des marchés et par l'amélioration des dispositifs financiers de compensation, ainsi que la nécessité d'encourager la transformation des matières premières dans les pays en développement. Les mesures politiques préconisées pour le transfert des ressources réelles des pays riches aux pays pauvres comprennent notamment un accroissement, correspondant à 0,7 pour cent du produit national brut d'ici à 1980, du niveau des fonds réservés pour affectation à l'aide au développement; une augmentation des ressources des institutions de développement multilatérales, singulièrement le groupe de la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); une compensation plus élevée pour les déficits à l'exportation; enfin, un accroissement de l'aide du Fonds monétaire international (FMI) pour financer les stocks régulateurs.

Dans le contexte de ces initiatives récentes, des doutes ont surgi quant à l'efficacité des arrangements de types traditionnels prévus pour stabiliser les cours des produits en tant qu'instruments permettant le transfert des ressources réelles des pays développés aux pays en développement.

Bien des problèmes concernant les produits et présentant un intérêt vital pour les pays en développe-

ment ne sont pas exclusivement, ni même principalement, enracinés dans les échanges commerciaux. Bien que la stabilisation des prix soit indispensable en soi et que les accords sur la stabilisation puissent faciliter des transferts de revenus dans certains cas, les ententes sur les produits ne représentent peut-être pas le moyen le plus rapide de transférer les ressources réelles des pays riches aux pays pauvres.

Par conséquent, une stratégie internationale des produits, centrée fermement sur les intérêts des pays en développement, doit englober des objectifs et des instruments politiques couvrant non seulement les échanges commerciaux, mais en outre toute une gamme d'autres mesures, telles que les programmes de recherche et de développement sur les produits, les dispositions visant la diversification, la coopération

industrielle, la coordination des politiques nationales de production, les mesures visant à développer la demande à la consommation et les mesures conçues pour accroître les disponibilités exportables de matières premières et de produits transformés.

Cette stratégie plus vaste pour aborder les problèmes des produits et du commerce agricole représenterait l'approche préconisée par l'ajustement agricole international, qui a été adopté par la Conférence de la FAO à sa session de novembre 1975. L'ajustement agricole international concrétise les opinions des Etats Membres de la FAO en ce qui concerne les modifications essentielles à apporter à l'agriculture mondiale et représente un ensemble de directives pour les efforts à entreprendre sur le plan national et international.

## Stocks de produits agricoles

La production céréalière mondiale inférieure aux prévisions et le raidissement croissant dans le jeu de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux ont entraîné un nouvel abaissement des stocks de céréales en 1974/75 pour la troisième année consécutive<sup>10</sup>. Les stocks mondiaux de céréales (à l'exclusion de ceux de la Chine et de l'U.R.S.S. pour lesquels on ne possède pas de données) à la fin de la campagne 1974/75 se situaient à environ 98 millions de tonnes, chiffre supérieur aux estimations antérieures mais encore très au-dessous des niveaux généralement admis comme constituant le minimum pour faire face aux imprévus. Les niveaux de stock actuels représentent quelque 11 pour cent de la consommation annuelle mondiale contre 12 et 13 pour cent au cours des deux campagnes précédentes et plus de 20 pour cent au début des années soixante-dix (figure 1-2). Par conséquent, les réserves alimentaires mondiales sont actuellement à peine suffisantes pour assurer l'écoulement régulier des disponibilités de la production à la consommation. Bien que l'on s'attende d'une manière générale à des récoltes plus abondantes de céréales en 1975/76, il y a peu d'espoir de pouvoir reconstituer les stocks de façon appréciable dans un proche avenir, eu égard aux niveaux actuels de la demande dans le monde et au fait que la moisson s'est soldée par un échec en U.R.S.S.

Le monde a de plus en plus conscience du danger résultant de l'insuffisance des réserves alimentaires et du manque de coordination des politiques alimentaires nationales. Un certain nombre de propositions

ont été récemment formulées, en particulier depuis la Conférence mondiale de l'alimentation, en vue d'instituer un système international de politiques de stocks alimentaires. La proposition de la FAO concernant un Engagement international sur la sécurité alimentaire a été largement adoptée par la communauté internationale et sa mise en œuvre fait l'objet d'études poussées. Un Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, conçu pour contrôler la mise en œuvre de l'Engagement, a été mis sur pied lors de la dix-huitième session de la Conférence de la FAO qui s'est tenue à Rome en novembre 1975.

Un point important en ce qui concerne la constitution de réserves alimentaires détenues à l'échelon national est leur taille. La FAO estime que les stocks devraient représenter de 17 à 18 pour cent de la consommation mondiale, c'est-à-dire de 218 à 228 millions de tonnes sur la base de la moyenne triennale de 1972/73 à 1974/75 (Chine et U.R.S.S. comprises). Une autre proposition récemment formulée par les Etats-Unis comportait la constitution d'un stock de réserve de 30 millions de tonnes de céréales (25 millions de tonnes de blé et 5 millions de tonnes de riz) en plus des 100 millions de tonnes que représentent les stocks commerciaux normaux. Ce volume suffirait à compenser à plus de 90 pour cent les écarts projetés au-dessous de la tendance de la production mondiale.

Les Etats-Unis proposent d'acheter des céréales en période d'excédent et de libérer les stocks en cas de pénurie. Les marchés mondiaux des céréales connaîtraient ainsi une plus grande stabilité. Les achats ou les ventes des céréales provenant des réserves seraient déclenchés par des « indicateurs quantitatifs » basés sur le niveau des stocks céréaliers natio-

<sup>10</sup> On trouvera au tableau annexe 10 la situation de certains stocks de denrées agricoles.

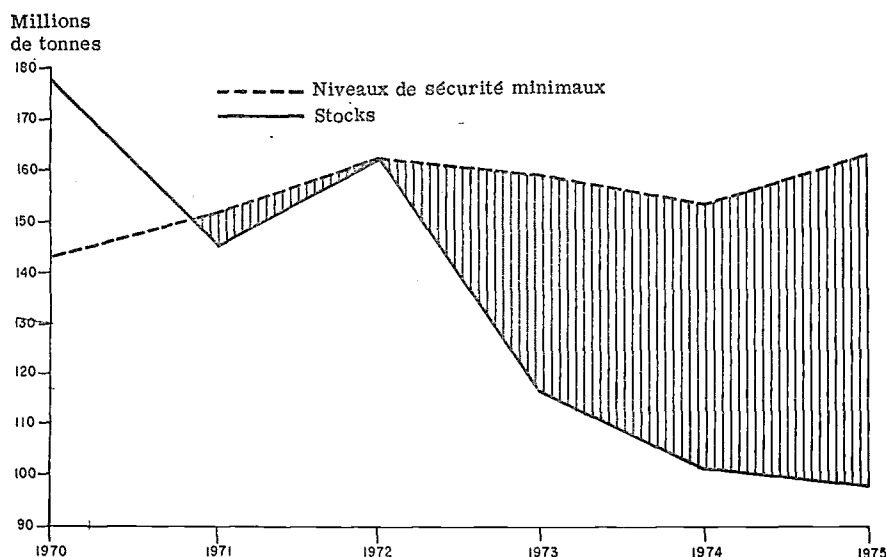


FIGURE 1-2. — STOCKS CÉRÉALIERS<sup>1</sup> MONDIAUX<sup>2</sup> DE REPORT ET NIVEAUX DE SÉCURITÉ MINIMAUX<sup>3</sup>, 1970 A 1975

<sup>1</sup> Blé, céréales secondaires et riz usiné.  
<sup>2</sup> Non compris la Chine et l'U.R.S.S.  
<sup>3</sup> Équivalent à 18% de la consommation mondiale.

naux et sur une comparaison entre la production récente et une moyenne historique. D'autres plans visant à constituer des réserves de produits prévoient généralement que les achats ou les ventes soient déclenchés par les niveaux des prix. Le coût de ce plan, estimé à 4,5 milliards de dollars, serait partagé entre pays producteurs et pays consommateurs, une aide financière étant accordée aux pays importateurs en développement.

Cependant, l'accord ne s'est pas fait sur le point de savoir si une réserve de 30 millions de tonnes est suffisante. Les stocks céréalières mondiaux ont récemment diminué de 47 millions de tonnes principalement par suite des pertes de récolte en 1972. Joint à la réduction de la consommation de ces deux dernières années, cela représenterait quelque 70 millions de tonnes.

Les stocks de report de blé dans les principaux pays exportateurs (Argentine, Australie, Canada, Etats-Unis et pays de la CEE) à l'issue de la campagne 1974/75 n'étaient que légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente (25,9 millions de tonnes contre 25,5 millions) qui étaient les plus bas enregistrés depuis un quart de siècle. Les récoltes abondantes aux Etats-Unis et dans les pays de la CEE ont empêché les réserves de blé des pays exportateurs de s'amenuiser davantage puisque la demande mondiale est demeurée constante et que les autres principaux pays exportateurs ont fortement puisé dans leurs stocks. La figure 1-3 indique les modifications du volume des stocks de céréales dans les principaux pays exportateurs de 1967 à 1975, comparées à la moyenne des années 1961-65.

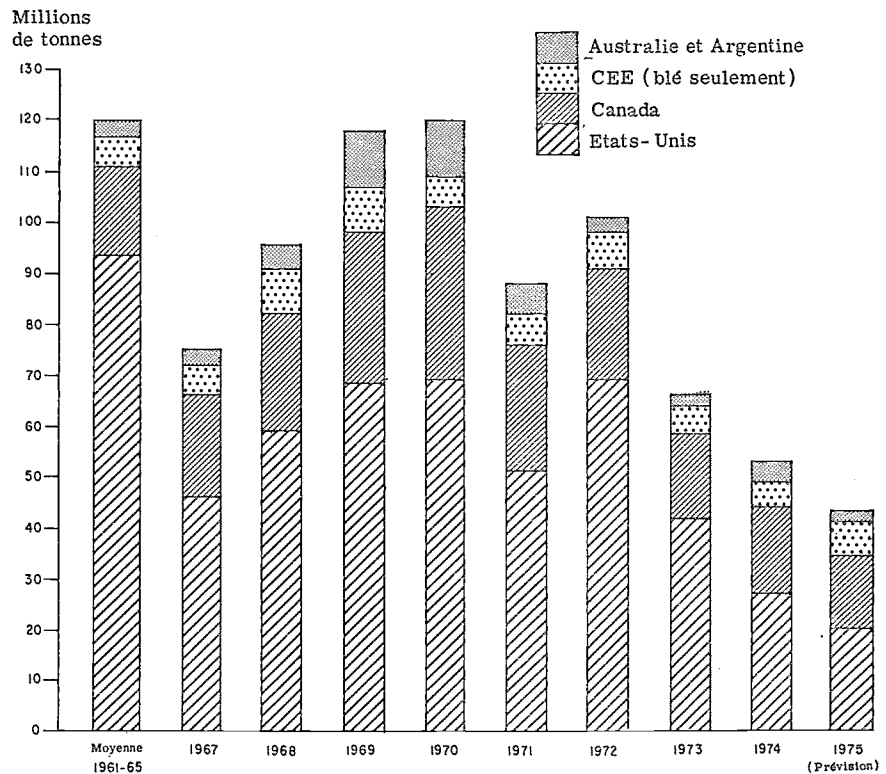
Le déclin général des stocks céréalières dans le monde est dû en grande partie à l'épuisement des réserves de céréales secondaires. Celles-ci s'établissaient à 43 millions de tonnes à la fin de la cam-

pagne 1974/75, soit 16 millions de tonnes de moins qu'à la fin de la campagne précédente. Tous les pays exportateurs à l'exception de l'Afrique du Sud ont signalé des réserves inchangées ou réduites de céréales secondaires, tandis que les stocks des Etats-Unis étaient nettement plus faibles, principalement à cause de la baisse de la production de maïs.

En dépit de l'amélioration récente de la situation de l'offre et de la demande pour le riz et des perspectives généralement optimistes en ce qui concerne les approvisionnements à court terme, les stocks de riz ne représentent guère plus de 9 pour cent de la consommation mondiale. Comme pour les autres céréales, il faudra vraisemblablement longtemps avant que les stocks puissent de nouveau atteindre des niveaux adéquats, notamment dans les pays pauvres à forte densité de population dont la capacité de financement des stocks est limitée.

Pour la plupart des autres principaux produits alimentaires susceptibles d'être emmagasinés, les stocks sont plus importants. On trouve notamment des produits laitiers en abondance, les pays développés détenant des stocks records de plus de 1,5 million de tonnes de lait écrémé en poudre (équivalent à la production mondiale pendant environ 6 mois) en septembre 1975. Les stocks d'intervention de la CEE constituaient à eux seuls plus des deux tiers de ce montant. Les stocks de beurre de la CEE s'élevaient à 255 000 tonnes au 1<sup>er</sup> novembre 1975. Les stocks mondiaux d'oléagineux sont également abondants, en particulier les stocks de soja qui ont augmenté en 1974/75 malgré une forte diminution de la récolte aux Etats-Unis. L'augmentation des stocks d'oléagineux va probablement se poursuivre puisqu'on prévoit que la récolte aux Etats-Unis atteindra de nouveau un niveau sans précédent en 1975/76 et que les perspectives d'une reprise appréciable de la

FIGURE 1-3. — VOLUME DES STOCKS CÉRÉALIERS DANS LES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS, MOYENNE 1961-65 ET DE 1967 A 1975



demande sont faibles. Les stocks de sucre ne dépassent que faiblement les bas niveaux des deux années précédentes. Pour le café, les stocks ont poursuivi leur déclin régulier qui reflète en partie les problè-

mes d'approvisionnement dus aux fortes gelées au Brésil en juillet 1975. On s'attend à ce que les stocks de café diminuent beaucoup au cours des prochaines années par suite de ces gelées désastreuses.

### Les prix alimentaires à la consommation

L'inflation a poursuivi son accélération dans la plupart des pays en 1974 et ses effets se sont fait particulièrement sentir pendant le premier semestre. Depuis lors, les taux d'inflation ont ralenti modérément. Néanmoins, pour l'ensemble de l'année 1974, ils étaient plus élevés que l'année précédente dans presque tous les pays. Les prix alimentaires, qui représentaient ces dernières années un élément stabilisant dans le processus inflationniste, ont eu de nouveau tendance à monter plus rapidement que tous les autres. Parmi 80 pays pour lesquels on dispose de données récentes, une soixantaine ont enregistré une plus forte hausse pour les prix alimentaires à la consommation que pour les prix de détail en général. Cette considération vaut surtout pour le monde en développement puisque la totalité des prix a augmenté plus rapidement que les prix alimentaires dans seulement sept pays en développement. Dans les pays développés (à l'exclusion de l'Islande et d'Israël, où le taux d'accroissement était

d'environ 45 pour cent), les prix alimentaires ont augmenté en moyenne de 15 pour cent (tableau 1-7). Les hausses les plus faibles étaient dans les pays d'Europe septentrionale, notamment en République fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, tandis que la hausse la plus forte a été enregistrée au Portugal (32 pour cent).

Aux Etats-Unis tout au moins, la hausse des prix alimentaires était en grande partie imputable à un accroissement des coûts de transformation et de distribution qui représentent au moins la moitié des prix de détail pour les aliments. En Australie également, il semble que la hausse des prix alimentaires résulte d'une augmentation des frais de commercialisation. Aucune hausse appréciable des prix n'a été enregistrée au niveau des ventes de bétail aux enchères.

L'inflation a été plus forte que jamais pour les prix alimentaires dans le monde en développement. Une fois encore, les taux les plus élevés ont été

TABEAU 1-7. — VARIATIONS DES PRIX ALIMENTAIRES A LA CONSOMMATION, 1972/73 ET 1973/74

Augmentation de prix (pourcentage)	1972/73	1973/74
	..... <i>Nombre de pays</i> .....	
<b>PAYS DÉVELOPPÉS (25)</b>		
0- 5 . . . . .	—	1
5-10 . . . . .	9	5
10-15 . . . . .	8	8
15 et au-dessus . . . . .	8	11
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT (55)</b>		
0- 5 . . . . .	5	—
5-10 . . . . .	12	3
10-15 . . . . .	6	5
15 et au-dessus . . . . .	32	47

SOURCE; Tableau annexe 11.

enregistrés en Extrême-Orient et en Amérique latine, où l'accroissement des prix alimentaires a atteint en moyenne 33 et 27 pour cent respectivement en 1974<sup>11</sup>, contre une moyenne de 20 pour cent pour les pays d'Afrique et du Proche-Orient.

L'inflation et la hausse des prix alimentaires demeurent les principaux problèmes auxquels doivent faire face de nombreux gouvernements, singulièrement en Amérique latine. Les augmentations des prix internationaux ont été les facteurs principaux en Equateur, en El Salvador, au Panama et au Paraguay, et les disponibilités monétaires excessives en Bolivie, au Chili et en Equateur. Les prix alimentaires ont souffert expressément des mauvais résultats obtenus dans l'agriculture en Equateur, en El Salvador, en Haïti, à la Jamaïque, au Mexique et au Panama. Plusieurs gouvernements d'Amérique latine ont pris des mesures pour amortir l'effet de la hausse des prix alimentaires sur les groupes de population à faible revenu, notamment le contrôle des prix, des subventions à la consommation pour les denrées de base et la distribution gratuite d'aliments aux groupes vulnérables, encore que les charges fiscales qu'entraînaient ces mesures en ont empêché l'application sur une grande échelle.

Dans les pays d'Extrême-Orient à forte densité de population, une pénurie de céréales alimentaires, notamment de riz, jointe à une inflation « importée » rampante et à un certain nombre de catastrophes naturelles, ont plongé une grande partie de la population dans des conditions extrêmement difficiles. Plusieurs pays importateurs de produits alimentaires ont eu recours à des ajustements des taux de change pour atténuer les poussées inflationnistes, bien que

<sup>11</sup> Ces moyennes ne tiennent pas compte du Cambodge et du Chili où la hausse des prix atteignait respectivement 285 et 500 pour cent.

cette politique ait entravé les exportations. En revanche, les pays exportateurs de denrées alimentaires, comme la Thaïlande, qui avaient bénéficié jusqu'à une époque récente d'une grande stabilité des prix, ont connu une forte inflation, due en partie à des exportations importantes de riz qui ont entraîné une hausse immédiate des prix intérieurs. En Inde, les mauvaises récoltes de 1974 et l'accumulation de stocks de céréales par les spéculateurs ont rendu la situation particulièrement difficile en ce qui concerne les prix alimentaires; l'épuisement des stocks et le bas niveau des achats effectués par les pouvoirs publics ont presque réduit à néant les efforts déployés par le gouvernement pour fournir des denrées alimentaires au-dessous des prix du marché, notamment pour les populations des zones rurales. De plus, en Inde, bien des ouvriers agricoles ont constaté que les agriculteurs qui les payaient naguère en nature préféraient désormais vendre leur grain à des prix plus élevés et ne verser que des salaires en espèces, souvent insuffisants pour nourrir une famille de façon convenable. La prolongation de la sécheresse et la hausse des prix à l'importation sont les principaux facteurs qui expliquent la forte augmentation des prix alimentaires à Sri Lanka, où le gouvernement a adopté plusieurs mesures pour réduire le coût de son programme de subventions alimentaires. Il a notamment réduit les rations de riz, de farine de blé et de sucre et relevé les prix de ces denrées. Ces mesures ont entraîné une détérioration très nette de la qualité et de la quantité d'aliments consommés par la majeure partie de la population de ce pays. La situation s'est avérée particulièrement difficile dans la République de Corée du fait que ce pays est très fortement tributaire des importations de denrées alimentaires. Un certain nombre de mesures d'urgence ont été appliquées à partir de janvier 1974, notamment des subventions de prix pour les céréales et des dégrèvements fiscaux pour les catégories de population à bas revenu. Au Bangladesh, le prix du riz sur le marché a triplé entre janvier 1972 et juin 1974 et il a de nouveau doublé au cours des six mois suivants. Des contrôles draconiens des prix ont été appliqués pour contenir l'inflation, mais on craint que cette politique n'ait pour effet de prolonger les pénuries et d'encourager le marché noir.

En Afrique, le tableau général de la hausse des prix alimentaires comporte des variantes. C'est ainsi que les bons résultats obtenus par l'agriculture en 1974 dans certains pays, dont la Côte-d'Ivoire, le Nigeria et l'Ouganda, qui auraient dû normalement se traduire par une stabilité des prix, ont été entièrement annulés par la hausse des prix à l'importation. Dans d'autres pays, tels que l'Ethiopie, le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie, l'augmentation des prix a surtout été provoquée par de mauvaises récoltes.

Cette analyse très restreinte de la situation des prix alimentaires à la consommation ne rend pas justice à l'importance de la question. Pour la grande masse des petits exploitants et des agriculteurs de subsistance, qui continuent à produire la majeure partie des aliments qu'ils consomment, les prix du marché n'influent sans doute guère sur leurs dépenses alimentaires. Néanmoins, il devrait être possible à la longue de déterminer ce que sont au juste leurs dépenses alimentaires et comment elles évoluent.

Dans tous les pays les prix alimentaires constituent un grave problème politique, surtout depuis quelques années. La plupart des gouvernements sont tenus d'encourager les cultivateurs à produire plus d'ali-

ments tout en maintenant les prix alimentaires aussi bas que possible dans les centres urbains, afin surtout d'aider la multitude de miséreux dans les villes. L'expérience prouve que les gouvernements risquent parfois de réagir trop vivement à la hausse des prix alimentaires en imposant des prix plafond qui entravent les efforts déployés par les agriculteurs pour accroître la production, ce qui a finalement pour effet d'aggraver et non d'atténuer le problème des prix alimentaires. Cette question extrêmement complexe des prix alimentaires nécessite des études beaucoup plus poussées, de même que les différents moyens d'ajustement auxquels pourraient avoir recours les pouvoirs publics et les consommateurs.

## Aide au développement

L'apport d'aide financière aux pays en développement s'est considérablement accru en 1974 grâce à la forte expansion de l'aide provenant des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), des établissements de crédit régionaux et internationaux et d'un nouveau groupe de donateurs importants, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'apport total de l'aide publique provenant des pays du CAD, des pays à économie centralement planifiée et des pays de l'OPEP s'est élevé à environ 38 milliards de dollars U.S. par rapport à quelque 31 milliards en 1973. On estime que l'aide publique au développement émanant des pays du CAD représentait environ 76 pour cent de ces totaux. L'accroissement a été notable également en valeur réelle, en dépit des poussées inflationnistes très répandues et des graves difficultés économiques et financières auxquelles ont dû faire face beaucoup de pays donateurs. Cependant, une fois encore, l'apport d'aide financière n'était qu'infime par rapport aux besoins des pays bénéficiaires confrontés à la hausse des prix des produits alimentaires, de l'équipement industriel et du pétrole à l'importation: à elle seule la hausse du prix du pétrole était estimée à 10 milliards de dollars, tandis que le coût des importations de céréales a augmenté de quelque 6 milliards de dollars entre 1972/73 et 1973/74. Les coûts élevés des produits de base, qui se sont traduits par une amélioration provisoire des termes de l'échange pour les pays en développement, ont amorcé un déclin au cours de l'année 1974 et du premier semestre de 1975 en raison de la récession dans les pays industrialisés. L'OCDE estime qu'à la suite de la récente modification des termes de l'échange, les pays industriels tireront un profit de 7,5 milliards de dollars de leurs transactions avec les pays pauvres. Un grand nombre

des pays frappés par la crise économique, notamment ceux que les Nations Unies ont identifiés comme étant les pays « les plus gravement touchés », ont enregistré en 1974 des déficits commerciaux sans précédent, entraînant de très lourdes dettes. La plupart de ces pays ne peuvent avoir recours aux emprunts commerciaux dont les conditions sont très dures et ils sont donc grandement tributaires de l'aide accordée à des conditions de faveur. De plus, l'apport total des ressources transférées aux pays en développement est souvent à peine suffisant pour couvrir le service de la dette et ne saurait donc être utilisé pour le financement de programmes de développement.

La source d'aide financière officielle la plus importante demeure l'aide publique au développement des pays du CAD. Cette assistance a atteint quelque 11,3 milliards de dollars en 1974, augmentation appréciable en valeur nominale par rapport à l'année précédente (tableau 1.8), et elle représentait environ 76 pour cent du total estimatif provenant des principaux groupes de donateurs par rapport à 85 pour cent en 1973. Cette aide publique au développement représentait 0,33 pour cent du PNB global des pays donateurs contre 0,30 pour cent en 1973, ce qui constitue la première amélioration substantielle par rapport à la tendance défavorable des quatre dernières années. Toutefois, le coût des biens financés par cette assistance, qui, estime-t-on, s'est accru plus rapidement que les prix en général, a absorbé la presque totalité de l'augmentation de l'aide publique au développement en valeur réelle. L'aide publique au développement émanant des pays du CAD ne représentait que 5,60 dollars par habitant des pays en développement en 1974 contre 3,70 dollars entre 1964 et 1966; compte tenu de l'inflation, cette aide publique au développement a diminué, par habitant, de plus de 20 pour cent en valeur réelle depuis 10 ans.



TABLEAU 1-8. — APPORT NET DE RESSOURCES FINANCIÈRES<sup>1</sup> DES PAYS MEMBRES DU CAD, 1970-74

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>
..... Millions de dollars U.S. ....					
<b>AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT<sup>3</sup></b>					
Dons bilatéraux . . . . .	3 323	3 634	4 370	4 460	5 338
Prêts bilatéraux à des conditions de faveur . . . . .	2 384	2 786	2 396	2 649	2 918
Contributions aux institutions multilatérales . . . . .	1 124	1 339	1 904	2 268	3 048
<i>Total partiel</i> . . . . .	6 832	7 759	8 670	9 378	11 304
<b>AUTRES APPORTS PUBLICS</b>					
Bilatéraux . . . . .	879	1 004	1 204	2 073	2 198
Multilatéraux . . . . .	273	269	375	390	—16
<i>Total partiel</i> . . . . .	1 152	1 271	1 579	2 463	2 183
<i>Total aide publique</i> . . . . .	7 984	9 030	10 249	11 841	13 487
<b>APPORTS PRIVÉS</b>					
Investissements directs . . . . .	3 563	3 874	4 411	6 716	6 360
Investissements bilatéraux de portefeuille . . . . .	726	760	2 067	2 952	3 257
Investissements multilatéraux de portefeuille . . . . .	474	771	667	257	—60
Crédits à l'exportation . . . . .	2 185	2 810	1 430	1 196	2 477
<i>Total apports privés</i> . . . . .	6 949	8 215	8 575	11 122	12 035
<b>DONS DES ORGANISMES BÉNÉVOLES PRIVÉS . . . . .</b>	858	913	1 033	1 364	1 222
<i>Total apports publics et privés</i> . . . . . <sup>4</sup>	15 791	18 158	19 857	24 328	26 744

SOURCE: Organisation de coopération et de développement économiques.

<sup>1</sup> Les données se rapportent aux versements bruts, déduction faite des remboursements au titre de prêts antérieurs. — <sup>2</sup> Données préliminaires. — <sup>3</sup> Apports visant principalement à promouvoir le développement économique et social des pays en développement et consentis à des conditions de faveur. — <sup>4</sup> Y compris les dons des organismes bénévoles privés.

Les 17 pays membres du CAD ont augmenté leur contribution nominale au titre de l'aide publique au développement en 1974 et 13 d'entre eux ont également relevé le pourcentage qu'elle représente du PNB. Cependant, un seul pays a atteint l'objectif de 0,7 pour cent du PNB auquel s'était ralliée la majorité des membres du CAD (figure 1-4).

Les apports privés de capitaux provenant des pays du CAD ont peut-être atteint environ 12 milliards de dollars, dont 6,4 milliards étaient constitués par les investissements directs et 5,6 milliards par les crédits à l'exportation et les investissements bilatéraux

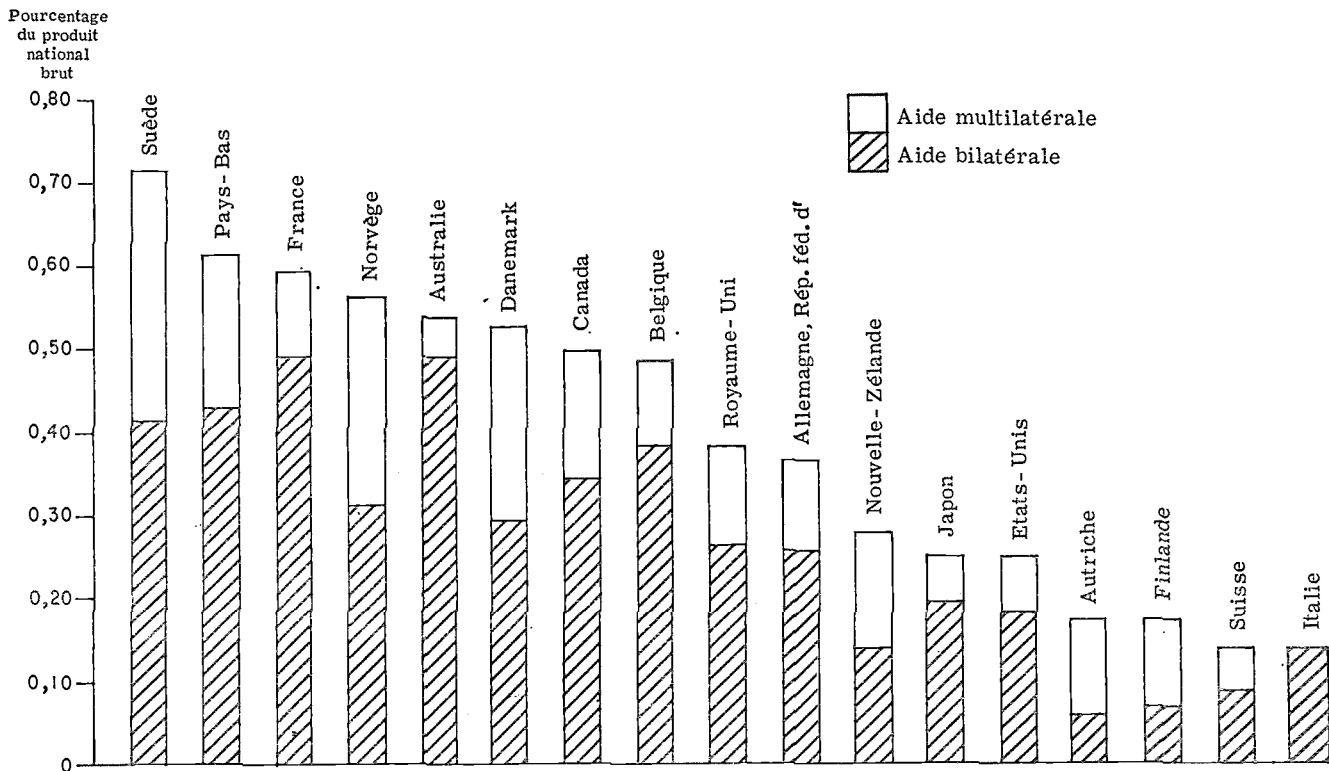
ou multilatéraux de portefeuille. Les investissements de portefeuille et autres investissements privés sont tombés de 3,2 milliards de dollars à 2,4 milliards, surtout par suite d'une diminution des investissements de portefeuille du Japon. Au total, l'apport net de ressources pour le développement provenant des membres du CAD en faveur des pays en développement s'est élevé à 26,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à 1973. Toutefois, en valeur réelle, l'apport total de ressources a en fait diminué et cette somme ne représentait que 0,78 pour cent du PNB global des membres du CAD, c'est-à-dire la même proportion qu'en 1973. Là encore, le résultat est en deçà de l'objectif de 1 pour cent du PNB des pays donateurs, fixé par les Nations Unies et que seuls ont atteint cinq pays en 1974 (figure 1-5). Il aurait fallu 5 milliards de dollars de plus pour atteindre l'objectif de 1 pour cent du PNB. Les prêts en euro-devises aux pays en développement, qui ne sont pas inclus dans les totaux ci-dessus, auraient peut-être dépassé 9 milliards de dollars sur la base des engagements. Une forte proportion de ces montants provenait des pays de l'OEPE.

Le volume des dons au titre de l'aide publique au développement s'est accru de 25 pour cent par rapport à 1973 pour atteindre 8,3 milliards de dollars, tandis que la part des dons dans l'aide totale est passée de 71 à 73 pour cent. La moitié environ de cette augmentation est due à l'accroissement des subventions accordées aux institutions multilatérales. Pour ce qui est des divers composants des dons octroyés au titre de l'aide bilatérale, l'assistance technique et l'aide alimentaire ont l'une et l'autre augmenté en valeur nominale, respectivement de 13 et de 40 pour cent. Toutefois, en valeur réelle, l'assistance technique a marqué le pas, tandis que le volume de l'aide alimentaire augmentait, principalement grâce aux arrangements conclus sur une base multilatérale. Le montant net des prêts accordés à des conditions de faveur est passé de 2,7 milliards à 3 milliards de dollars en valeur nominale, mais leur part dans le montant total de l'aide publique au développement est tombée de 29 à 27 pour cent.

### Modalités de l'aide du CAD

Pour la première fois depuis plusieurs années, les modalités globales de l'aide publique au développement ont accusé un durcissement en 1974. Bien que les dons aient représenté un pourcentage plus élevé des versements, leur part dans les nouveaux engagements (66 pour cent) était légèrement inférieure au pourcentage de 1973. Fait plus significatif, les conditions régissant les prêts au titre des nouveaux engagements sont devenues plus dures, l'élément don tombant de 65 à 60 pour cent.

FIGURE 1-4. — AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DU CAD PAR RAPPORT AU PRODUIT NATIONAL BRUT, 1974



SOURCE : L'Observateur de l'OCDE, 76, juillet/août 1975, Paris.

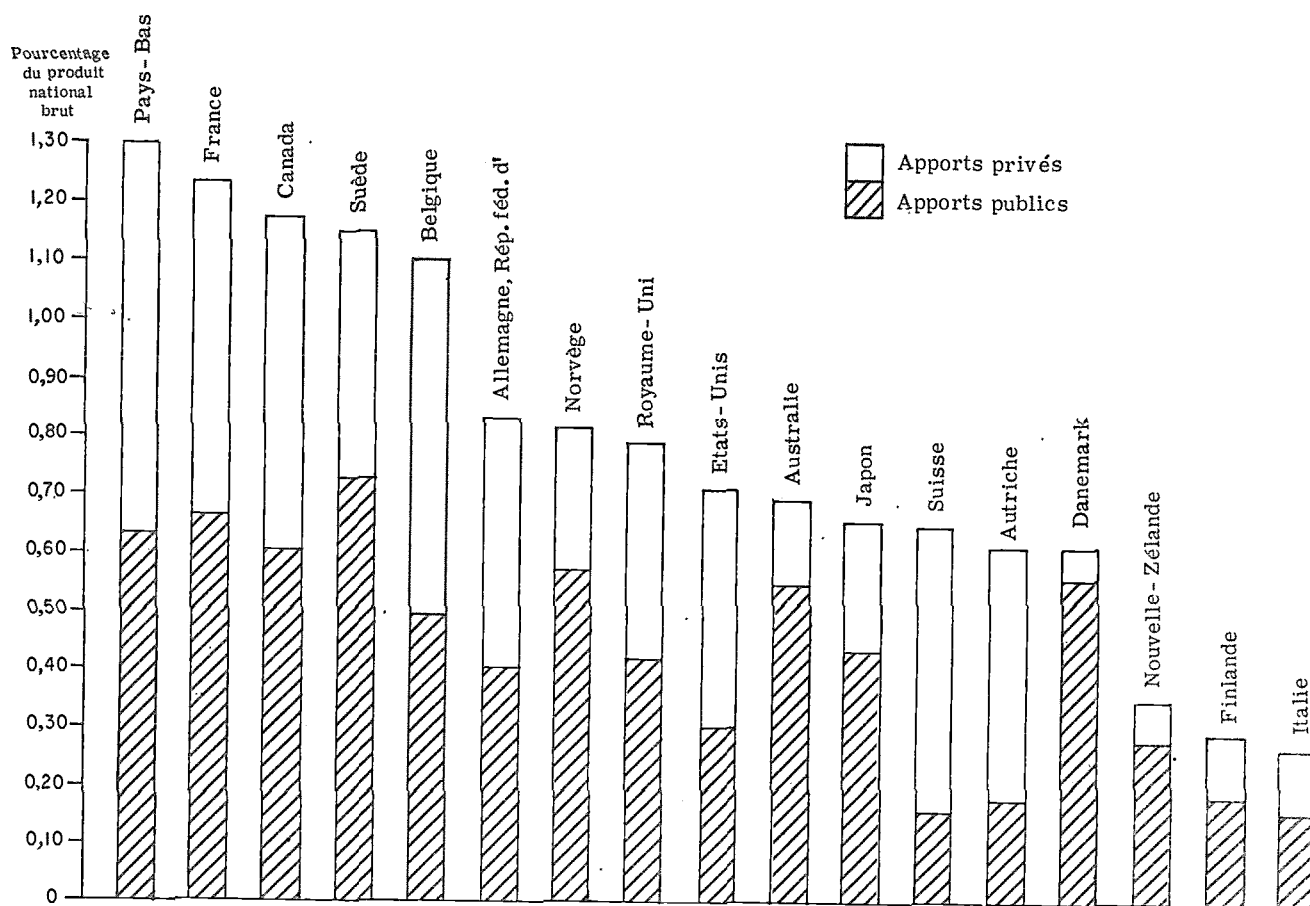
L'élément don de l'aide publique au développement a également diminué légèrement. Cependant, la part qu'il représente des versements (86,8 pour cent) demeure supérieure à l'objectif des recommandations de 1972, soit 84 pour cent, adopté par tous les pays donateurs du CAD (à l'exception de l'Italie). Douze pays ont atteint cet objectif en 1974; six d'entre eux (Belgique, Canada, Etats-Unis, Norvège, Nouvelle-Zélande et Suède) ont en fait porté leur élément don au-dessus du niveau de 1973. Six autres (République fédérale d'Allemagne, Australie, Danemark, France, Pays-Bas et Royaume-Uni) ont maintenu dans l'ensemble pour les conditions de faveur les mêmes niveaux élevés qu'en 1973. On estime que la Finlande et la Suisse ont engagé un montant trop bas pour considérer que ces pays ont atteint l'objectif. L'Autriche et l'Italie ont nettement accru leur élément don, tandis que pour le Japon la part des dons est tombée de 69,9 pour cent en 1973 à 61,5 pour cent en 1974.

#### Aide des pays de l'OPEP

En 1974, l'OPEP a largement dépassé les pays à économie centralement planifiée en tant que second groupe donateur par ordre d'importance. Les engage-

ments totaux des pays de l'OPEP du type aide publique au développement se sont élevés à plus de 4 milliards de dollars en 1974, dont presque 3,5 milliards ont été engagés au titre de l'aide bilatérale, le reste allant à des organismes multilatéraux, notamment des institutions arabes. Les montants effectivement versés en 1974 se chiffrent à environ 4,6 milliards. On estime à 2,5 milliards de dollars l'aide publique au développement émanant des pays de l'OPEP en 1974, soit cinq fois plus que l'année précédente et représentant 1,4 pour cent du PNB global des pays donateurs. En conséquence, la part des contributions de l'OPEP dans l'apport total d'aide publique au développement est maintenant estimée à 22 pour cent au moins contre 4 pour cent en 1973. Cependant, un nombre restreint de pays a bénéficié de cette aide. Quatre bénéficiaires — Egypte, Inde, Pakistan et Syrie — ont absorbé à eux seuls environ 70 pour cent de l'aide financière bilatérale de l'OPEP en 1974. Par contre, les pays les plus gravement touchés ont reçu de l'OPEP plus de 40 pour cent des engagements totaux dont ils ont bénéficié au titre de l'aide bilatérale en 1974. En général, les modalités de l'assistance accordée par l'OPEP sont moins favorables que celles des pays du CAD; en effet, en 1974 l'élément don représentait environ 65 pour cent des prêts de l'OPEP alors qu'il constituait 87 pour

FIGURE 1-5. — APPORTS NETS TOTAUX DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DU CAD PAR RAPPORT AU PRODUIT NATIONAL BRUT, 1974



SOURCE : L'Observateur de l'OCDE, 76, juillet/août 1975, Paris.

cent des prêts des membres du CAD. En novembre 1975, les pays de l'OPEP ont décidé de constituer un fonds d'aide de 1 milliard de dollars pour les pays en développement les plus éprouvés par la crise pétrolière. Ce fonds sera géré directement par l'OPEP.

#### Pays à économie centralement planifiée

On pense que l'aide publique au développement émanant des pays à économie centralement planifiée est restée au niveau de 1,1 milliard de dollars, sensiblement le même qu'en 1973. Bien qu'une forte proportion de cette aide, peut-être la moitié, soit encore affectée à Cuba et à la République démocratique du Viet-Nam, un grand nombre d'autres pays en développement, notamment en Afrique, reçoivent une assistance financière de la Chine. Comme mesure positive en vue de la multilatéralisation de l'aide des pays socialistes, il convient de signaler la décision prise en avril 1973 par les pays membres de la Banque internationale d'investissement de créer un fonds spécial de 1,8 milliard de roubles transférables

(environ \$1,3 milliard, valeur de 1973) pour aider les pays en développement non socialistes. La majeure partie de l'aide fournie par l'U.R.S.S. et les pays socialistes d'Europe orientale revêt la forme de crédits à long terme consentis par l'Etat et généralement liés à des projets déterminés pour lesquels le matériel et les services sont fournis par le pays donateur. Les dons ne représentent qu'une part minime de l'aide des pays socialistes — à peine plus de 5 pour cent ces dernières années — et ils sont principalement destinés à des secours d'urgence.

#### Le Groupe de la Banque mondiale

Les opérations financières et techniques du Groupe de la Banque mondiale ont poursuivi leur rapide expansion, les versements de la Banque et de l'Association internationale de développement (AID) s'élevant à 3 021 millions de dollars pendant l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin 1975, contre 2 244 millions pendant l'année fiscale 1974. Pendant l'exercice 1975, les prêts consentis par la Banque et l'AID

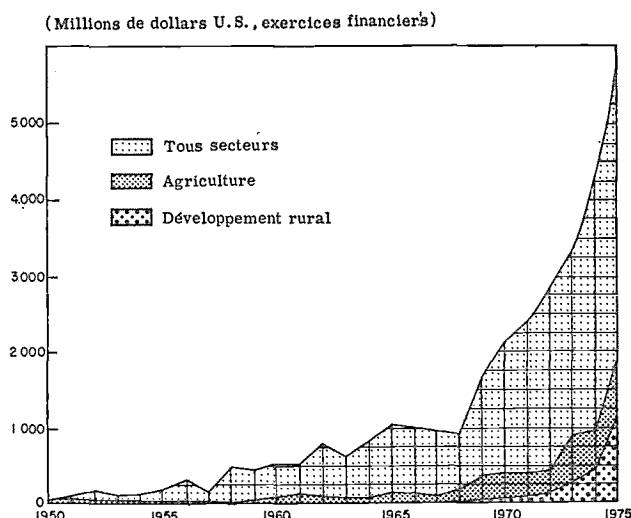
ont atteint près de 5 900 millions de dollars, dont 1 600 millions environ étaient des prêts de l'AID. Les prêts consentis à l'agriculture se chiffraient à 1 858 millions, dont un tiers étaient consentis par l'AID sans intérêt. (Les taux d'intérêt de la Banque sont actuellement de 8,5 pour cent.) Une fois de plus, l'agriculture a bénéficié de la plus grande partie des prêts, sa part représentant 32 pour cent des prêts totaux de la Banque et de l'AID à tous les secteurs (figure 1-6). Les opérations de la Banque vont se développer encore davantage par suite du lancement d'un important programme de prêt dit du « troisième guichet », approuvé en juin 1975. En vertu de ce nouveau plan, on s'attend à ce que la Banque mondiale consente, durant une période d'un an, des prêts se chiffrant au total à 1 milliard de dollars à environ 50 pays « nécessaires », c'est-à-dire ceux dont le PNB par habitant est inférieur à 375 dollars. Les modalités financières se situeraient à peu près à mi-chemin entre les prêts « durs » normaux de la Banque et les prêts accordés à des conditions de faveur par l'AID. Des taux d'intérêt subventionnés (4 pour cent) seront consentis grâce à des contributions volontaires des pays de l'OPEP et des pays riches.

#### Banques régionales de développement et nouvelles sources d'aide

Les prêts consentis par les banques régionales de développement ont aussi augmenté considérablement. La Banque interaméricaine de développement (BID), avec son Fonds des opérations spéciales, a effectué en 1974 des paiements totalisant 1,11 milliard de dollars, montant supérieur de plus de 25 pour cent au niveau record atteint en 1973. Une grande partie de cette somme est allée à l'agriculture, ce secteur représentant le plus grand nombre individuel de prêts (13) consentis pendant l'année, en faveur de huit pays, et venant au second rang pour le volume des prêts (\$228 millions). Les pays relativement moins développés de la région ont absorbé 426 millions (38 pour cent) des paiements totaux de la BID, contre \$316 millions en 1973. D'autre part, la BID a poursuivi des négociations détaillées avec le Venezuela en vue de la création d'un nouveau fonds équivalant à 500 millions de dollars qui sera utilisé pour des prêts dans la région.

La Banque asiatique de développement a approuvé 39 prêts s'élevant à quelque 548 millions de dollars. Le secteur agricole a bénéficié d'une priorité plus élevée, les prêts qui lui ont été consentis s'élevant à 134 millions, soit trois fois le montant de 1973. Les projets intéressant l'agriculture ont reçu 25 pour cent des prêts totaux, contre 11 pour cent seulement l'année précédente. En 1974, les prêts émanant de la Banque africaine de développement

FIGURE 1-6. — PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT POUR TOUTS LES SECTEURS ET POUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL, 1950-75



SOURCE : Banque mondiale, *Rapport annuel de la Banque mondiale*, 1975, p. 16, Washington, D.C.

(BAD) avaient triplé par rapport à 1973 à la suite du lancement du Fonds africain de développement (FAD). Sur des prêts totaux de 135 millions de dollars accordés par la BAD/FAD, 39 millions (29 pour cent) sont allés à l'agriculture. Bien que les prêts agricoles aient augmenté d'environ 60 pour cent en valeur absolue par rapport à 1973, leur part relative a considérablement diminué. Les ressources de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement sont encore faibles par rapport à celles des autres principales banques régionales et surtout compte tenu des immenses besoins de l'Afrique en ce qui concerne le développement et les secours d'urgence. De plus, la part de l'Afrique dans le total global enregistré pour l'apport net de ressources en faveur des pays en développement n'a cessé de diminuer, tombant de 35 pour cent en 1960 à quelque 18 pour cent ces dernières années.

Une autre source d'assistance a été le mécanisme pétrolier du FMI institué en 1974, et renouvelé avec une couverture plus étendue en 1975, pour aider les Etats membres à résoudre leurs problèmes de balance des paiements.

#### Assistance pour le développement de l'agriculture

On dispose d'informations plus complètes sur l'apport croissant d'aide au développement de l'agriculture. Les estimations provisoires communiquées récemment par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE donnent une assez bonne indication de l'ampleur de l'aide publique au développement de

l'agriculture en 1973 et en 1974. L'assistance totale provenant des 17 pays membres du CAD et des institutions multilatérales (y compris celles des Nations Unies) s'est élevée à quelque 2,37 milliards de dollars en 1973 et à 3,23 milliards en 1974. Ces estimations reposent sur une définition très large de l'agriculture qui englobe également les pêches et les forêts.

La part de l'agriculture dans les engagements totaux de l'aide publique en 1973 était en moyenne de 7,9 pour cent pour les pays membres du CAD et de 25 pour cent pour les institutions multilatérales. Si l'on réunit les deux, cette proportion était légèrement supérieure à 12 pour cent. La valeur totale de l'aide publique au développement de l'agriculture était d'environ 2,5 milliards de dollars en 1973 et 3,6 milliards en 1974, y compris l'aide provenant des pays socialistes, des pays de l'OPEP et des autres pays ne faisant pas partie du CAD (tableau 1-9).

Les engagements en faveur de l'agriculture au titre de la coopération technique émanant des pays membres du CAD et des organismes multilatéraux s'élevaient approximativement à 360 millions de dollars en 1973 et à 430 millions en 1974, soit environ 15 pour cent des engagements totaux pour l'aide à l'agriculture.

L'aide en capitaux engagée en faveur de l'agriculture par les membres du CAD et des organismes multilatéraux était d'environ 2,014 milliards de dollars en 1973 et 2,8 milliards en 1974. En 1973, plus de 60 pour cent de l'aide en capitaux en faveur de l'agriculture étaient engagés par les organismes multilatéraux, dont les deux tiers par la Banque mondiale et un tiers par les trois banques régionales de développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

TABLEAU 1-9. — ESTIMATION DE L'APPORT DE L'AIDE OFFICIELLE A L'AGRICULTURE, 1973 ET 1974

	1973	1974
	.. Millions de dollars U.S. ..	
Aide bilatérale des pays du CAD et organismes multilatéraux:		
aide en capitaux . . . . .	2 014	2 800
coopération technique . . . . .	2 358	2 430
Pays socialistes <sup>3</sup> . . . . .	120	124
Pays de l'OPEP <sup>3</sup> . . . . .	44	200
Autres <sup>4</sup> . . . . .	20	25

SOURCE: FAO, *Examen des programmes de terrain 1974-1975*, Rome, 1975.

<sup>1</sup> Données préliminaires. — <sup>2</sup> Comprend des estimations pour le PNUD. Les données relatives au CAD pour 1974 sont des projections, d'après les chiffres de 1973 sur la base de l'augmentation estimative de l'aide en capitaux. — <sup>3</sup> Supposé correspondre à 8 pour cent du montant estimatif des engagements totaux pour l'aide aux pays en développement comme dans le cas de l'aide bilatérale des pays du CAD. — <sup>4</sup> Coopération technique entre pays en développement non couverte ailleurs, sur la base d'estimations très approximatives.

Le tableau 1-10 indique par régions et catégories la répartition de l'aide en capitaux engagée en faveur de l'agriculture. La répartition des projets par catégories traduit une forte concentration sur la mise en valeur des ressources hydriques dans les quatre régions.

Outre les programmes traditionnels d'aide bilatérale pour l'agriculture, on envisage actuellement la mobilisation de nouvelles ressources pour développer l'aide à l'agriculture au niveau multilatéral. C'est à cette fin que la Conférence mondiale de l'alimentation a demandé la création d'un Fonds international de développement agricole (FIDA). Des progrès encourageants ont déjà été réalisés dans ce sens. Un élément favorable en ce qui concerne les perspectives du Fonds a été l'annonce récente par les Etats-Unis qu'ils verseraient directement une contribution de 200 millions de dollars à condition que les autres pays apportent leur soutien en vue d'atteindre un objectif global d'au moins 1 milliard de dollars.

#### Les pays les plus gravement touchés

La notion même de pays les plus gravement touchés est définie dans la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée à la sixième session extraordinaire en mai 1974. Elle s'applique au groupe de pays pauvres qui depuis la fin de 1973 ont le plus souffert de la forte hausse du prix des importations essentielles telles que denrées alimentaires, pétrole, engrais, etc. En l'absence d'une aide financière, ces pays n'auraient pu faire face à leurs besoins vitaux à l'importation et il en aurait résulté une nouvelle aggravation de leur niveau de vie qui est déjà extrêmement bas.

Les critères suivants pour identifier les pays les plus gravement touchés ont été adoptés au cours de la session extraordinaire:

- le faible revenu par habitant, comme indication de la pauvreté relative et du bas niveau de développement;
- la forte augmentation du prix à l'importation des produits essentiels par rapport aux recettes d'exportation;
- l'importance du service de la dette par rapport aux recettes d'exportation;
- l'insuffisance des recettes d'exportation et le manque d'excédents exportables;
- le faible volume des réserves de devises étrangères, ou leur insuffisance par rapport aux besoins;
- les conséquences défavorables de l'augmentation des frais de transport et de transit;
- l'importance relative du commerce extérieur dans le processus de développement.

TABEAU 1-10. — ENGAGEMENTS D'AIDE EN CAPITAUX EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE<sup>1</sup> DES PAYS MEMBRES DU CAD ET DES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES, 1973 ET 1974

	Afrique		Asie et Extrême-Orient <sup>2</sup>		Amérique latine		Proche-Orient et Méditerranée <sup>3</sup>		Total	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973 <sup>4</sup>	1974 <sup>5</sup>
..... Millions de dollars U.S. ....										
1. Développement des cultures . . . . .	54	17	11	10	—	7	—	—	68	33
2. Zootechnie . . . . .	50	67	25	84	66	2	—	7	142	159
3. Pêches . . . . .	—	—	29	42	9	43	4	—	37	88
4. Forêts . . . . .	6	20	—	24	4	13	—	—	11	57
5. Développement des ressources en eau . . . . .	55	79	65	307	118	265	123	206	364	856
6. Aménagement foncier et restauration des terres . . . . .	6	44	39	114	8	4	—	1	41	163
7. Services agricoles <sup>6</sup> . . . . .	44	33	175	28	—	28	—	46	219	138
8. Banques de développement agricole . . . . .	5	—	6	—	—	—	—	5	15	5
9. Emmagasiner . . . . .	7	—	26	—	13	—	—	—	45	—
10. Fourniture de moyens de production <sup>7</sup> . . . . .	—	1	159	217	—	1	—	20	210	238
11. Développement rural . . . . .	15	18	—	—	—	21	—	45	15	39
12. Divers <sup>8</sup> . . . . .	44	91	114	118	244	146	115	—	510	428
<i>Total « stricto sensu » (1 à 12)<sup>1</sup></i> . . . . .	284	369	649	943	463	529	242	329	1 677	2 204
13. Fabrication et entretien des moyens de production agricole <sup>9</sup> . . . . .	—	2	—	37	—	—	—	92	—	130
14. Agro-industries . . . . .	29	78	58	30	11	22	4	—	101	130
15. Infrastructure et transport pour le développement agricole <sup>10</sup> . . . . .	97	94	51	15	47	—	3	3	191	112
16. Projets de développement régional . . . . .	—	21	—	12	1	12	9	12	13	56
17. Projets d'aménagement fluvial . . . . .	19	—	4	—	—	—	—	—	23	—
<i>Total « lato sensu » (1 à 17)<sup>1</sup></i> . . . . .	429	563	762	1 035	522	562	258	436	2 114	2 630

SOURCE: FAO, *Examen des programmes de terrain 1974-1975*, Rome, 1975.

NOTE: La somme des chiffres des colonnes et des rangées peut ne pas correspondre avec les totaux indiqués, les chiffres ayant été arrondis.

<sup>1</sup> Selon la définition des statistiques du CAD, la « définition étroite » (*stricto sensu*) du secteur agricole comprend les catégories 1 à 12. — La « définition large » (*lato sensu*) comprend, en plus, les catégories 13 à 17. — <sup>2</sup> Y compris Afghanistan, Iran, Rép. démoc. du Viet-Nam (1974 seulement). — <sup>3</sup> Y compris Algérie, Grèce (1974 seulement), Israël (1974 seulement), Maroc, Tunisie, Yougoslavie. — <sup>4</sup> Comprend des montants dont la ventilation géographique et sectorielle n'était pas connue. — <sup>5</sup> Les chiffres pour 1974 sont incomplets. — <sup>6</sup> Education et formation agricoles, services de vulgarisation, recherche, administration, planification, commercialisation, études de faisabilité, relevés topographiques, réforme agraire et coopération. — <sup>7</sup> Engrais, pesticides, semences, outils agricoles et matériel non compris ailleurs. — <sup>8</sup> Cette catégorie groupe les éléments qui ne peuvent pas être classés spécifiquement dans les catégories 1 à 11. — <sup>9</sup> Y compris l'aide en vue de l'établissement d'installations de production d'engrais, de pesticides, de matériel agricole et d'aliments pour animaux. — <sup>10</sup> Notamment routes d'accès.

Comme première mesure pour leur apporter une aide efficace, la session extraordinaire a mis sur pied l'Opération d'urgence des Nations Unies (UNEO) qui s'est déroulée pendant un an à partir du 1<sup>er</sup> mai 1974, comportant le rassemblement et la distribution de secours d'urgence totalisant 230 millions de dollars en faveur des pays les plus gravement touchés. Pour identifier les bénéficiaires, un groupe technique interorganisations créé par l'UNEO a effectué une analyse sur la base des critères susmentionnés en centrant son attention sur la situation générale et les perspectives de la balance des paiements. Des projections détaillées sur les échanges commerciaux et les comptes courants en capital ont été effectuées pour déterminer l'ampleur prévisible du déficit de la balance des paiements pour tous les pays en développement à bas revenu.

Ainsi, dès août 1974, 32 pays ont été identifiés comme pays les plus gravement touchés. Dix autres pays ont été ajoutés à la liste ultérieurement entre décembre 1974 et mai 1975, portant le nombre to-

tal à 42<sup>12</sup>. Parmi ces pays, 27 sont en Afrique, 10 en Asie, 4 en Amérique centrale et du Sud, et 1 en Océanie. Dans tous ces pays, le PNB par habitant était inférieur à 400 dollars en 1971.

Bien que l'Opération d'urgence des Nations Unies ait pris fin officiellement le 1<sup>er</sup> mai 1975, la résolution 3202 (s-vi) portait aussi création d'un Fonds spécial, sous les auspices des Nations Unies, alimenté par des contributions volontaires de pays industrialisés et d'autres contributeurs potentiels, en vue de fournir des secours d'urgence et une assistance au développement. Il est prévu que ce fonds permettra de poursuivre l'œuvre de l'UNEO en élargissant la portée de manière à englober les besoins en matière de développement des pays les plus gravement touchés. Certaines autres sources, telles que le mécanisme pétro-

<sup>12</sup> Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Îles du Cap-Vert, Inde, Kenya, Laos, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Pakistan, République centrafricaine, Rwanda, Samoa occidentale, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tanzanie, Tchad, Yémen, Yémen démocratique.

lier du FMI et le « troisième guichet » de la Banque mondiale, de même que le Fonds international de développement agricole, une fois constitué, contribueraient aussi à faire face aux besoins financiers des pays les plus gravement touchés.

L'importance de l'agriculture dans l'économie générale est l'une des caractéristiques communes des pays les plus gravement touchés. Pour le groupe dans son ensemble, l'agriculture emploie quelque 69 pour cent de la population et contribue au PNB à raison d'environ 40 pour cent. D'autre part, les pays les plus gravement touchés sont des importateurs non négligeables de denrées alimentaires, en particulier des céréales. Les pays les plus gravement touchés ont absorbé environ 36 pour cent des importations totales des pays en développement en 1974 et la part des produits alimentaires dans leurs importations totales est passée de 22 pour cent en 1972 à 35 pour cent en 1974.

En règle générale, l'agriculture donne de moins bons résultats dans les pays les plus gravement touchés que dans les autres pays en développement. Pendant la période 1961-74, le taux de croissance annuel de leur production alimentaire n'était que de 2 pour cent, alors que leur population augmentait chaque année de 2,4 pour cent. Par conséquent, les disponibilités alimentaires par habitant dans les pays les plus gravement touchés sont demeurées pratiquement au même niveau ou ont même diminué. D'ailleurs, plusieurs de ces pays, notamment le Kenya, le Lesotho, Madagascar et le Mali en Afrique, le Cambodge en Asie et la Guyane en Amérique latine, sont devenus des importateurs nets de céréales au début des années soixante-dix, alors qu'ils étaient exportateurs nets au début des années soixante.

Ces pays ont connu en 1974 de nouvelles et graves difficultés économiques. La récession économique mondiale a considérablement freiné l'expansion de leurs exportations, tandis que l'inflation et la forte hausse des prix provoquaient une augmentation de leurs dépenses à l'importation. Les importations agri-

coles ont augmenté non seulement en valeur mais aussi en volume. C'est ainsi que les importations de céréales se sont accrues d'environ 2 millions de tonnes tandis que la production diminuait de 14 millions de tonnes entre 1973 et 1974. Il en est résulté un accroissement substantiel de la dette étrangère en 1974.

En 1975, les perspectives alimentaires des pays les plus gravement touchés sont devenues plus favorables, principalement à cause des bonnes conditions météorologiques, surtout en Asie. Selon les premières estimations, la production céréalière devrait marquer une reprise d'environ 16 millions de tonnes, de sorte qu'il est peu probable que les importations de céréales augmentent. En revanche, les recettes provenant des exportations de produits agricoles diminueront fortement, selon toute vraisemblance, en 1975/76, en partie à cause de la poursuite de la récession dans les pays industrialisés et de la forte baisse des prix par rapport aux sommets qu'ils avaient atteints en 1974.

Il a été estimé en conséquence que le déficit de la balance commerciale des 42 pays les plus gravement touchés s'élèverait à 10,75 milliards de dollars en 1975, tandis que le déficit de financement atteindrait 4,4 milliards<sup>13</sup>. Si l'aide financière d'urgence se maintenait au même niveau qu'en 1974, le déficit résiduel de financement serait d'environ 3 milliards, contre 1,7 milliard en 1973. Cela semble indiquer que les besoins en aide financière des pays les plus gravement touchés en 1975/76, en dépit d'une certaine amélioration de leur production de denrées alimentaires, non seulement se maintiendront mais deviendront même plus aigus. Pour financer le déficit résiduel, de nouvelles mesures de faveur s'imposeraient donc de toute urgence, afin d'éviter que l'accroissement des charges que constitue la dette n'atteigne un niveau intolérable.

<sup>13</sup> Rapport du Secrétaire général sur l'Opération d'urgence des Nations Unies. Document A/10201, 21 août 1975.

## Les fournitures agricoles

### L'approvisionnement énergétique

Pendant toute la période 1974-75, l'agriculture a continué à souffrir gravement de la forte hausse du coût de l'énergie. De plus, le prix du pétrole ayant augmenté de 10 pour cent en octobre 1975, il ne faut guère espérer une amélioration sensible de la situation dans l'immédiat.

La consommation mondiale d'énergie a diminué en 1974 pour la première fois en près de 30 ans:

la consommation totale a baissé de 3 pour cent et celle du pétrole de 3,2 pour cent. Cette réduction de la consommation était presque uniquement limitée aux pays à économie de marché et elle était principalement due aux efforts déployés par ces pays pour limiter la demande intérieure en répercutant directement sur les consommateurs les augmentations de prix du pétrole de la fin de 1973. En Europe occidentale, la consommation a diminué de 9 pour cent et en Amérique du Nord de 6 pour cent. En

revanche, la consommation globale s'est accrue de 6,5 pour cent en Europe orientale, en U.R.S.S. et en Chine.

La diminution de la consommation dans les pays à économie de marché a nettement nui à l'agriculture, surtout dans les industries connexes des engrais et des pesticides, où la pénurie de pétrole et de gaz naturel servant de matières de base en raison de la concurrence sur le marché a fait baisser la production, qui était déjà inférieure à la demande mondiale en 1973. Les prix ont atteint des niveaux sans précédent et les agriculteurs dans beaucoup de pays n'ont pu appliquer les méthodes agricoles à fort coefficient d'énergie, telles que les cultures hautement mécanisées, irriguées ou sous verre, ayant cherché à économiser en adoptant des techniques moins intensives mais aussi moins productives. De plus, la hausse des frais de transport s'est répercutée sur le coût de tous les facteurs de production, les producteurs laitiers et les maraîchers en ayant particulièrement souffert.

Dans les pays développés, le coût accru de l'énergie a aussi affecté sérieusement les industries alimentaires, grosses consommatrices d'énergie. Aux Etats-Unis, par exemple, l'industrie alimentaire (y compris le transport) consomme environ 39 pour cent de la totalité de l'énergie utilisée par les industries rattachées à l'alimentation, contre 24 pour cent pour la production agricole et 37 pour cent pour la réfrigération et le refroidissement<sup>14</sup>.

Si le coût accru des facteurs de production basés sur l'approvisionnement énergétique a pu être partiellement compensé en 1974 par la hausse mondiale des cours des matières premières, l'effondrement de ces derniers survenu durant le premier semestre de 1975 a de nouveau incité les agriculteurs à faire moins appel aux facteurs de production et à modifier leurs systèmes de culture.

L'agriculture n'absorbe qu'une faible proportion de l'énergie totale consommée dans le monde: aux Etats-Unis, où les agriculteurs utilisent plus d'énergie que partout ailleurs, le secteur agricole ne représente que 2,5 pour cent de la consommation nationale totale (à l'exclusion de l'énergie humaine, animale et solaire). Ce pourcentage englobe non seulement l'utilisation directe sur l'exploitation, mais aussi l'énergie consommée par la fabrication des facteurs de production, tels que machines, produits d'alimentation animale et engrais. Dans bien des pays en développement, où le travail est fourni en grande partie par l'homme et les animaux, le pourcentage est beaucoup plus faible. Néanmoins, bien que ces pays soient théoriquement mieux protégés contre les effets de la crise énergétique, ce sont généralement aussi ceux où l'expansion démographique rend absolument impérative une

croissance élevée et continue de la production agricole. On a estimé que 40 à 50 pour cent de l'accroissement annuel de la production agricole dans ces pays est dû à une utilisation plus poussée des facteurs de production basés sur l'approvisionnement énergétique (machines, engrais et pesticides), de sorte que toute réduction de l'emploi de ces facteurs de production ne pourra manquer d'entraîner une baisse correspondante de la production alimentaire. Tout changement de cet ordre menace non seulement le niveau de vie des agriculteurs, mais aussi la situation économique de bien des pays en développement, notamment ceux qui doivent importer une proportion appréciable des carburants, des engrais et des pesticides dont ils ont besoin, ceux qui sont fortement tributaires des exportations agricoles pour leurs recettes en devises et ceux qui sont d'ores et déjà incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires.

Bien que des recherches soient en cours pour réduire dans le secteur agricole l'utilisation de l'énergie basée sur l'approvisionnement en combustibles fossiles, il serait peu réaliste de tabler sur une diminution de la demande dans un proche avenir, si ce n'est peut-être dans les pays hautement développés tels que les Etats-Unis et le Canada où l'on sait pertinemment qu'il existe des possibilités d'économiser de façon notable sur l'énergie consommée dans l'industrie de transformation et de distribution des produits alimentaires.

### Les engrais

La production mondiale d'engrais en 1973/74 (campagne prenant fin le 30 juin) en ce qui concerne les trois principaux éléments fertilisants (N, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O) s'est élevée à quelque 88 millions de tonnes (figure 1-7), soit 8 pour cent de plus que l'année précédente. Simultanément, la consommation d'engrais a augmenté de 8,3 pour cent, atteignant approximativement le même niveau que la production. En 1972/1973, la consommation et la production étaient aussi presque équilibrées et les prix avaient amorcé une tendance à la hausse. Dès le milieu de l'année 1974, la situation de l'offre sur le marché des engrais a considérablement empiré et le déficit par rapport à la demande projetée s'élevait à environ 1 million de tonnes d'éléments fertilisants. Les cours ont subi une très forte hausse sur les marchés mondiaux, triplant ou même quadruplant par rapport aux niveaux de 1971/72. De plus, des écarts notables sont apparus entre les prix intérieurs dans les pays exportateurs d'engrais et les prix à l'exportation, et ces écarts ont eu une sérieuse incidence dans beaucoup de pays en développement.

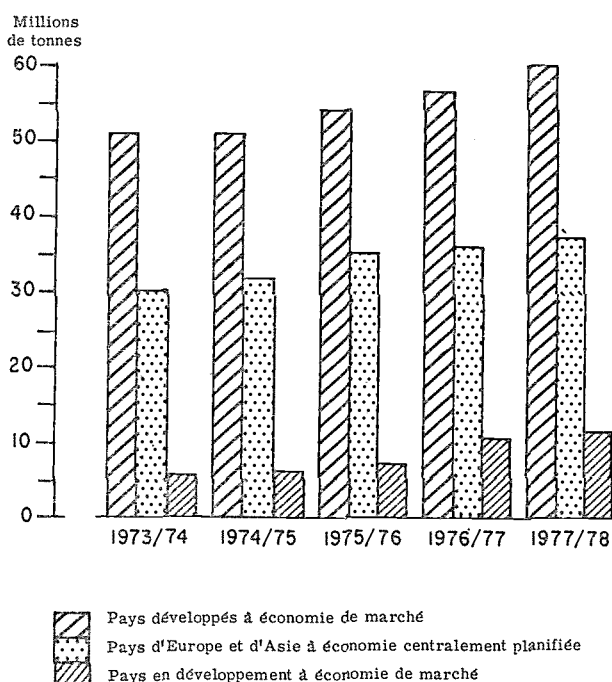
Depuis le dernier trimestre de 1974, à la suite d'un fléchissement de la demande d'engrais, les prix ont

<sup>14</sup> J.S. et C.E. Steinhart, Energy use in the U.S. food system. *Science*, 183, avril 1974.

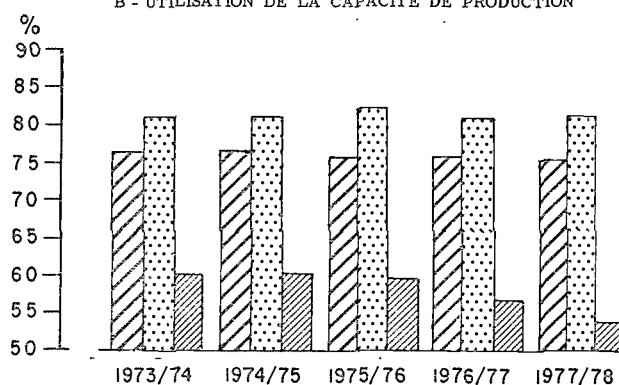


FIGURE 1-7. — PRODUCTION D'ENGRAIS ET TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ INSTALLÉE DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ, LES PAYS A ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ, 1973/74 A 1977/78<sup>1</sup>

A - PRODUCTION D'ÉLÉMENTS FERTILISANTS



B - UTILISATION DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION



<sup>1</sup> 1974/75, estimations; 1975/76 à 1977/78, projections.

baissé sur le marché et l'écart entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation a diminué. Dès la fin de juin 1975, les prix avaient baissé d'environ un tiers par rapport aux niveaux maximaux (par exemple, l'urée était tombée de \$320 la tonne à \$220), mais ils étaient encore très élevés par rapport à 1971/72 ou même à 1972/73. Il se peut que les prix diminuent encore, bien qu'il soit peu probable qu'ils se rapprochent des niveaux extrêmement bas de 1971/72. Entre-temps, les coûts de production ont grande-

ment augmenté par suite de l'inflation, notamment les fortes hausses du coût des matières premières et des produits de base.

La situation de l'offre et des prix dans le secteur des engrais en 1974 a eu des répercussions particulièrement graves pour un grand nombre de pays importateurs en développement. Les 42 pays en développement les plus gravement touchés, dont les besoins totaux à l'importation étaient de 2,7 millions de tonnes d'éléments fertilisants en 1974/75, ont importé par les voies commerciales environ 1,85 million de tonnes; ils ont reçu 327 000 tonnes grâce à l'aide bilatérale et quelque 73 000 tonnes au titre du Programme international d'approvisionnement en engrais, ce qui laissait subsister un déficit estimé à environ 450 000 tonnes d'éléments fertilisants. Pour 1975/76, on estime à 2,95 millions de tonnes d'éléments fertilisants les besoins totaux à l'importation de ces pays. En supposant qu'ils parviennent à importer par les voies commerciales le même volume qu'en 1974/75, il subsisterait un déficit de 1 million de tonnes. A moins que l'aide bilatérale et multilatérale pour les engrais ne dépasse les niveaux de 1974/75, il restera un déficit non couvert d'un peu plus de 700 000 tonnes pour ces pays.

Il ressort des projections établies pour les disponibilités d'engrais par le Groupe de travail sur les engrais de la FAO, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) que la crise des approvisionnements des trois dernières années devrait s'atténuer et que les perspectives de l'offre à plus long terme sont assez favorables, au moins jusqu'en 1980/81 inclus, grâce aux engagements fermes et importants qui ont déjà été pris en vue de l'augmentation de la capacité de production. On pense qu'à l'échelle mondiale la capacité installée pour l'ensemble des trois éléments fertilisants devrait passer de 119 millions de tonnes en 1974/75 à 152 millions de tonnes en 1977/1978 (figure 1-7) et à 176 millions de tonnes en 1980/1981. Pour le groupe des pays en développement, les projections indiquent que la capacité installée augmentera de 21,4 millions de tonnes d'éléments fertilisants. De plus, au cours des deux ou trois prochaines années, des décisions pourraient être prises en vue d'installer une capacité supplémentaire qui serait disponible peu après 1980.

En dépit de l'accroissement de la production intérieure dans les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Extrême-Orient (figure 1-8), les projections du Groupe de travail montrent que si ces pays veulent maintenir en 1980/81 le taux de croissance récent de leur production alimentaire, déjà peu satisfaisant, ils devront importer pour cette campagne-là un volume net d'environ 2,3 millions de tonnes d'engrais azotés contre 3,1 millions de tonnes

en 1974/75. Il était prévu que leurs besoins nets d'engrais phosphatés à l'importation (à l'exclusion de l'Afrique, qui est une région exportatrice nette) passeraient de 1,45 million de tonnes à 1,73 million.

Les pays en développement devront accélérer le taux de croissance de leur production alimentaire si l'on veut éviter que n'augmente dans le monde le nombre des personnes souffrant de malnutrition prononcée, et c'est dans cette optique que seront réexaminées les projections établies pour les engrais, d'après les taux de croissance actuels, par le Groupe de travail interorganisations.

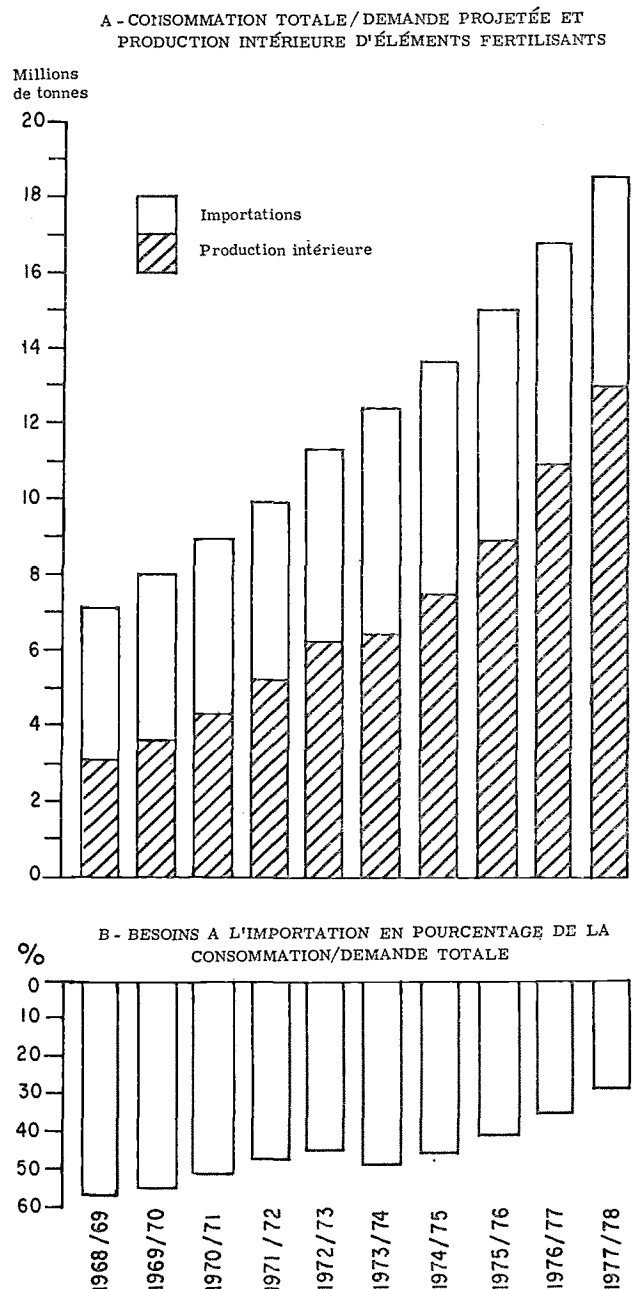
#### PRINCIPAUX ÉLÉMENTS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONDIALE DES ENGRAIS

L'expansion de la consommation d'engrais, dans la mesure nécessaire pour accroître la production alimentaire, exige des améliorations de structure sur le marché mondial des engrais. Actuellement, ce marché souffre d'une tendance aux mouvements cycliques en ce qui concerne la production, ce qui provoque les difficultés exposées plus haut, à savoir des pénuries temporaires et des prix élevés, suivis d'une surabondance et d'une chute des cours. Un système de planification internationale coordonnée est nécessaire pour éviter — et c'est un minimum — les excès les plus graves de ce cycle de production. Un autre problème de structure est dû au fait que les pays en développement sont fortement tributaires des importations. Cette dépendance rend ces pays particulièrement vulnérables aux fluctuations des approvisionnements et des prix mondiaux. Un troisième problème est l'insuffisance de l'infrastructure nécessaire pour la manutention et la distribution et les grandes lacunes en ce qui concerne la commercialisation et le crédit au niveau de l'exploitation.

Les principaux éléments d'une politique mondiale des engrais devraient être les suivants:

- assurer un accroissement équilibré de l'offre et de la consommation d'engrais conformément aux objectifs de production alimentaire;
- éviter les déséquilibres cycliques de l'offre et de la demande;
- assurer que les prix des engrais sont stabilisés à des niveaux raisonnables;
- faire en sorte que les pays en développement puissent se procurer les engrais dont ils ont besoin pour leur production alimentaire et agricole;
- promouvoir l'utilisation la plus rationnelle et la plus efficace des engrais grâce à des politiques et programmes appropriés visant à stimuler la consommation d'engrais conformément aux objectifs de production agricole;

FIGURE 1-8. — ENGRAIS: CONSOMMATION/DEMANDE PROJETÉE, PRODUCTION INTÉRIEURE ET BESOINS À L'IMPORTATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT<sup>1</sup>, 1968/69 À 1977/78<sup>2</sup>



<sup>1</sup> Non compris les pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>2</sup> 1974/75, estimations; 1975/76 à 1977/78, projections.

- mettre sur pied des systèmes de commercialisation et de crédit efficaces pour les engrais.

Pour atteindre ces objectifs, il faudrait centrer l'attention sur des mesures à court terme afin de pallier les pénuries immédiates et des mesures à long terme afin de promouvoir une expansion générale de la production et de la consommation des engrais.

Le problème à court terme consiste à s'assurer que les pays en développement, avec leurs ressources très limitées, se procurent les engrais dont ils ont besoin pour éviter que les perspectives de leur production alimentaire n'en pâtissent. Les problèmes financiers de beaucoup de pays importateurs en développement persistent et se sont aggravés récemment en dépit de l'amélioration de la situation en ce qui concerne les disponibilités d'engrais. Les mesures qui s'imposent pour faire face à ces problèmes sont les suivantes:

1. *Aide bilatérale pour les engrais.* L'aide bilatérale a joué un grand rôle pour accroître l'approvisionnement en engrais des pays en développement et beaucoup de ceux-ci, notamment les plus gravement touchés, en auront encore besoin. Par conséquent, en préparant leurs programmes d'aide, les pays donateurs doivent tenir compte des besoins en engrais et leur accorder une priorité suffisante.

2. *Renforcement du Programme international d'approvisionnement en engrais.* L'aide multilatérale pour les engrais, par le truchement du Programme international d'approvisionnement en engrais, a contribué à atténuer les problèmes auxquels les pays les plus gravement touchés devaient faire face pour couvrir leurs besoins d'engrais en 1974/75. Pour 1975/76, les besoins à l'importation des 42 pays les plus gravement touchés s'élèvent à environ 3 millions de tonnes d'éléments fertilisants, d'une valeur de 1 124 millions de dollars aux prix de juin 1975 (624 millions de plus qu'aux prix de 1972/73). Comme indiqué précédemment, on pense que les prix des engrais baisseront encore, mais il demeure que le coût supplémentaire pour les pays les plus gravement touchés (par rapport aux prix de 1972/73) dépassera encore probablement leurs moyens. Le Programme international d'approvisionnement en engrais a fourni un peu moins du cinquième de l'aide sous forme d'engrais en 1974/75. Pour couvrir une proportion analogue de la charge financière supplémentaire qui incombe aux pays en développement, il faudrait que s'ajoutent aux ressources du Programme de nouveaux engagements allant bien au-delà de ceux de 1974/75 si l'on veut que soient entièrement couverts les besoins en engrais des pays les plus gravement touchés.

3. *Améliorer le rendement des usines d'engrais.* Un moyen non négligeable de réduire les besoins d'engrais à l'importation des pays en développement consisterait à mieux utiliser la capacité actuelle de leurs usines d'engrais (voir figure 1-7). Le Groupe de travail interorganisations sur les engrais a identifié un certain nombre de pays qui ont besoin d'une assistance technique et financière pour améliorer le rendement de leurs usines d'engrais, et les travaux

en vue d'améliorer les opérations ont déjà débuté. Par ailleurs, l'assistance financière fournie par l'intermédiaire du Programme international d'approvisionnement en engrais peut aussi aider les pays à se procurer les matières de départ et les matières premières, l'absence de celles-ci ayant été dans certains cas l'un des principaux motifs des faibles taux d'utilisation de la capacité existante.

Les besoins à long terme sont les suivants:

4. *Un système amélioré d'information sur les engrais.* Il est nécessaire de disposer d'un moyen plus fiable pour projeter les besoins d'engrais à long terme en fonction de différentes hypothèses et pour prévoir d'éventuels déséquilibres de l'offre et de la demande à court terme. Bien que la FAO et d'autres organisations aient déjà mis au point des dispositions pour recueillir et analyser des informations sur les engrais, des mesures ont été prises pour harmoniser ces activités afin d'uniformiser les données statistiques rassemblées par les divers organismes intéressés. La FAO a créé un centre de données sur les engrais à la suite de la recommandation formulée à la deuxième session de la Commission des engrais et approuvée par le Conseil de la FAO. Ce centre communiquera des renseignements au Système mondial d'information et d'alerte rapide, au Programme international d'approvisionnement en engrais et au Groupe de travail interorganisations sur les engrais. D'autre part, on veillera davantage à recueillir et analyser des renseignements sur les prix.

5. *Combattre l'instabilité des prix.* Les fluctuations extrêmes des prix des engrais depuis 1971/72, jointes aux écarts considérables entre les coûts de production, les prix payés par les agriculteurs dans les pays exportateurs d'engrais et les prix à l'exportation, ont confronté à de graves problèmes beaucoup de cultivateurs des pays en développement. Ces facteurs ont ralenti la croissance de la consommation d'engrais, en particulier dans les pays importateurs en développement. Cependant, les prix excessivement bas de la fin des années soixante étaient également un facteur de perturbation puisqu'ils décourageaient les investissements dans les usines d'engrais. Les causes et les effets de l'instabilité des prix ainsi que des écarts de prix entre le marché intérieur et le marché d'exportation devront être analysés avec soin afin de déterminer les moyens d'assurer une plus grande stabilité des prix dans l'intérêt à la fois des exportateurs et des importateurs. Pour les pays qui importent la totalité ou une forte proportion de leurs engrais, des marchés à long terme pourraient être avantageux, surtout si la formule de fixation des prix était liée au niveau des prix intérieurs dans les pays exportateurs. Un tel arrangement aurait pour résultat que les exportateurs d'engrais joueraient un rôle semblable à celui d'un

service public en couvrant les besoins à l'importation des pays en développement.

6. *Nouvelle capacité de production dans les pays en développement.* Certains pays en développement ont réalisé des progrès réguliers en vue de développer leur propre industrie d'engrais. La nouvelle capacité de production qui deviendra utilisable dans les pays en développement entre le milieu de l'année 1975 et 1980/81 est supérieure à celle des pays développés à économie de marché ou des pays à économie centralement planifiée. Néanmoins, il reste de grandes possibilités de développer encore la capacité de production, notamment par des projets de coopération, surtout lorsqu'il existe dans les pays en développement des sources encore inexploitées d'une ou plusieurs matières premières ou matières de départ utilisées dans les fabrications d'engrais et lorsque les marchés locaux ou régionaux justifient de tels investissements. Le Conseil de la FAO a approuvé la demande de la Commission des engrais tendant à ce que le Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement étudie et encourage, en collaboration avec la FAO, l'ONUDI et la BIRD, toutes possibilités supplémentaires d'accroître la production d'engrais dans les pays en développement, en accordant une attention particulière à l'implantation d'usines dans les pays possédant des matières premières, telles que phosphate, gaz ou pétrole, et/ou des marchés importants et aux possibilités de projets de coopération, ainsi qu'aux moyens requis pour mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires. Une étude complète des besoins en capacité de production et de l'implantation des usines serait un élément essentiel de ce travail.

7. *Meilleure utilisation et commercialisation des engrais.* L'un des obstacles majeurs qui freinent le développement de la consommation d'engrais dans beaucoup de pays est la médiocrité des services de soutien, tels que vulgarisation, commercialisation, emmagasinage et crédit, ainsi que l'absence de politiques de prix appropriées. Ces lacunes nécessitent une assistance continue de la FAO, d'autres institutions des Nations Unies et des pays donateurs intéressés afin d'obtenir des améliorations valables. Des efforts sont nécessaires notamment pour encourager les agriculteurs à utiliser davantage et mieux les engrais organiques disponibles sur place.

## **Les pesticides**

Sur le marché des pesticides, la situation de l'offre est demeurée extrêmement tendue pendant toute l'année 1974 et le début de 1975, la demande dépassant

la capacité mondiale de 10 à 30 pour cent et les prix atteignant jusqu'à quatre fois les niveaux de 1973 pour certains produits. La situation s'est légèrement améliorée au cours du premier semestre de 1975 lorsque les cours des produits de base et la résistance des prix ont eu pour effet de réduire la demande. Néanmoins, du fait que presque toutes les usines tournent à plein rendement et que les stocks sont épuisés, la situation de l'offre reste précaire; on a assisté à des pénuries, les délais de livraison sont restés très longs, et aucune amélioration substantielle n'est attendue avant 1977.

La pénurie actuelle est en grande partie imputable à l'insuffisance de la capacité de production puisque depuis 1971 la demande a dépassé de loin les taux d'utilisation projetés, surtout dans les pays en développement. Simultanément, la production a diminué par suite du manque de produits chimiques à base de pétrole et d'autres matières de départ, de l'application d'une législation restrictive à la fabrication et à la vente de certains produits, et de la fermeture de nombreuses usines petites et anciennes à cause de la hausse des coûts de production.

La pénurie actuelle a surtout fait sentir ses effets dans les pays en développement qui sont presque totalement tributaires des importations tant pour les préparations nécessaires à la formulation de pesticides sur place que pour les produits finis. Beaucoup de ces pays n'ont pu couvrir leurs besoins par suite de l'insuffisance des approvisionnements et du manque de devises. De plus, les restrictions légales imposées à la production dans les pays de fabrication s'appliquent presque exclusivement aux pesticides à large spectre (tels que l'aldrine, la dieldrine et le DDT) qui représentent plus de la moitié des quantités de pesticides consommés dans les pays en développement: il en est résulté que pour ces produits, qui étaient traditionnellement peu coûteux, les approvisionnements ont subi des pressions qui ont provoqué une très forte hausse de leurs prix pendant l'année. Comme on estime que pour certaines cultures et dans certaines zones, les pays en développement perdront au moins 50 pour cent de leur production agricole par suite des ravageurs, il faut s'attendre à ce que la pénurie de pesticides ait de très graves répercussions sur les récoltes au cours de la prochaine campagne.

Bien qu'on prévoie une atténuation de la pénurie de pesticides en 1977 lorsque la nouvelle capacité de production sera disponible, il reste à long terme le problème d'assurer aux pays en développement un approvisionnement en pesticides appropriés à des prix acceptables pour les agriculteurs. Ces pays, qui n'absorbent actuellement que 7 pour cent des pesticides utilisés dans le monde, devront accroître leur part de la consommation mondiale s'ils veulent couvrir à l'avenir leurs besoins alimentaires. Cependant,

il ne faut pas s'attendre à ce que leur position relative sur le marché mondial s'améliore dans un proche avenir, puisqu'une grande partie de la nouvelle capacité de production prévue sera installée dans les pays exportateurs et conçue en fonction des besoins des pays développés, par exemple la production de pesticides à effet non persistant ou à objectif spécifique qui sont coûteux et nécessitent des méthodes d'épandage perfectionnées. Non seulement la fabrication des pesticides bien connus marque le pas, mais de plus on néglige la mise au point de pesticides nouveaux adaptés aux cultures et aux conditions des pays en développement pour la simple raison que les marchés restreints ou incertains que représentent souvent ces pays ne justifient pas le coût élevé de ces travaux de mise au point, qui représente actuellement 10 millions de dollars pour chaque nouveau produit mis sur le marché.

Comme suite à la résolution X de la Conférence mondiale de l'alimentation, il s'est tenu à Rome en avril 1975 une consultation gouvernementale urgente *ad hoc* sur les pesticides en agriculture et en santé publique à laquelle assistaient les représentants de 53 pays et de 7 organisations internationales, dont la FAO, l'OMS, l'ONUDI et le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), ainsi que des représentants de l'industrie des pesticides participant au Programme de coopération FAO/Industrie et au Groupement européen des associations nationales de fabricants de pesticides. Les recommandations issues de cette consultation ont été discutées à la première session du Conseil mondial de l'alimentation à Rome

en juin 1975. Quatre séries de recommandations ont été adoptées:

1. Création d'un système amélioré d'information sur l'offre et la demande. La FAO centralisera les informations afin de combler les lacunes identifiées.
2. Renforcement du Fonds d'urgence de la FAO, qui sera porté à 1 million de dollars, et de son champ d'application, qui s'étendra à tous les ravageurs de cultures endémiques. Le Conseil a recommandé en outre que les pays donateurs fournissent un montant supplémentaire de 5 millions de dollars pour le matériel, l'équipement et le personnel nécessaires.
3. Adoption de mesures par les institutions des Nations Unies, les pays donateurs et l'industrie en vue d'accroître la capacité de fabrication et de formulation de pesticides dans les pays en développement.
4. Création d'un groupe de coordination central interorganisations au sein de la FAO pour guider les services phytosanitaires nationaux et pour aider à les renforcer.

Dès octobre 1975, le Programme international d'approvisionnement en engrais avait livré des pesticides et du matériel à neuf pays pour un coût total de 2,8 millions de dollars. Ces opérations se poursuivront en 1975/76.

## Pêches

### Production et commerce<sup>15</sup>

Après un fléchissement en 1972 et peu de changement en 1973, la production halieutique mondiale, mesurée d'après le poids des prises, a augmenté de quelque 6 pour cent en 1974 (tableau 1-11), principalement par suite de la reprise des pêches d'anchoveta de faible valeur unitaire au Chili et au Pérou et de la continuation du développement rapide des prises effectuées dans le monde entier par les flottes de l'U.R.S.S. et des autres pays à économie centralement planifiée. Une grande partie de l'augmentation des prises mondiales en 1974 portait sur du poisson utilisé pour la fabrication de la farine et de l'huile, mais les quantités destinées à servir directement à l'alimentation humaine se sont également accrues,

dépassant d'environ 1,5 million de tonnes le niveau de 1973.

Bien qu'on ne dispose pas encore de renseignements pour tous les pays, il ressort des indications actuelles que les prises commerciales des pays en développement ont augmenté de quelque 10 pour cent en 1974. Ce fait est principalement imputable à l'amélioration des pêches au Chili et au Pérou, mais plusieurs autres pays ont également enregistré de meilleurs résultats, si bien que les totaux pour l'ensemble des principales régions en développement seront supérieurs aux chiffres de 1973. En Extrême-Orient, l'augmentation était surtout due à des prises plus abondantes par la République de Corée et l'Inde. Outre l'augmentation de la production dans l'aquiculture, on pense aussi que les prises de la Chine en mer de Chine orientale ont augmenté considérablement en 1974. Il semble probable que la production en Afrique ne représente qu'un gain relativement mo-

<sup>15</sup> Pour un compte rendu détaillé de la situation des pêches, voir FAO, *Annuaire statistique des pêches 1974*, Vol. 36, Rome, 1975.

TABLEAU 1-11. — PRODUCTION MONDIALE DE POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES (ESTIMATIONS)<sup>1</sup>

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Variation de 1973 à 1974
	<i>Milliers de tonnes</i>					<i>Pourcentage</i>
PAYS DÉVELOPPÉS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ . . .	26 270	26 420	26 650	27 530	27 580	—
Europe occidentale . . . . .	10 990	10 990	11 220	11 370	11 370	—
Amérique du Nord . . . . .	4 170	4 110	3 820	3 830	3 770	— 2
Océanie . . . . .	160	180	180	190	190	—
Autres pays développés à économie de marché <sup>3</sup>	10 950	11 140	11 430	12 140	12 250	+ 1
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . . . .	8 240	8 410	8 870	9 820	10 570	+ 8
<i>Total, pays développés</i> . . . . .	34 510	34 830	35 520	37 350	38 150	+ 2
PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ	27 490	26 740	21 290	19 960	11 960	+ 5
Amérique latine . . . . .	15 550	14 010	7 640	5 230	7 450	+42
Extrême-Orient <sup>4</sup> . . . . .	8 430	3 990	9 380	10 360	11 300	+ 7
Proche-Orient <sup>5</sup> . . . . .	620	620	630	710	730	+ 3
Afrique <sup>6</sup> . . . . .	2 780	2 860	3 380	3 370	3 430	+ 2
Autres pays en développement à économie de marché <sup>7</sup> . . . . .	110	260	260	290	300	+ 3
PAYS D'ASIE A ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE . . . . .	7 970	8 630	8 670	8 740	8 740	—
<i>Total, pays en développement</i> . . . . .	35 460	35 370	29 960	28 700	31 700	+10
Monde	69 970	70 200	65 480	66 050	69 850	+ 6

NOTE: Les chiffres se rapportent au poids des prises en tonnes. Les variations annuelles en pourcentage peuvent donc fortement différer de celles indiquées au tableau 1-12, dans lequel les quantités sont pondérées par les valeurs unitaires, ainsi qu'il est précisé dans la note explicative (p. x).

<sup>1</sup> Y compris les plantes aquatiques et les animaux autres que les baleines. — <sup>2</sup> Données préliminaires. — <sup>3</sup> Afrique du Sud, Israël, Japon. — <sup>4</sup> Non compris le Japon. — <sup>5</sup> Non compris Israël. — <sup>6</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>7</sup> Comprend les pays en développement d'Amérique du Nord et d'Océanie.

deste; le Sénégal et le Zaïre ont tous deux enregistré des prises plus abondantes, mais la production a fortement baissé en Angola et au Maroc, surtout pour les espèces utilisées pour fabriquer de la farine et de l'huile.

Au total, les prises des pays développés autres que l'U.R.S.S. étaient légèrement plus faibles en 1974. Seuls cinq des principaux producteurs (Afrique du Sud, République fédérale d'Allemagne, Danemark, États-Unis et Islande) ont vu s'accroître le volume des quantités débarquées. Cette augmentation portait en grande partie sur des espèces utilisées pour la fabrication de la farine de poisson, comme dans les pays en développement. Cependant, l'accroissement des prises dans les cinq pays ci-dessus a été entièrement annulé par la baisse enregistrée dans les autres pays; c'est ainsi que les quantités débarquées en Norvège et au Portugal étaient nettement plus faibles, tandis que les prises du Japon n'ont pas marqué d'augmentation appréciable pour la première fois depuis de nombreuses années. Un aspect marquant de la production dans l'Atlantique nord est le déclin continu des prises de harengs, qui sont maintenant tombées d'un maximum de plus de 4 millions de ton-

nes enregistré vers 1965 à guère plus de 1 million de tonnes en 1974. Les perspectives d'une reprise sensible des pêcheries de harengs dans l'Atlantique nord sont médiocres dans l'avenir immédiat.

Les conditions économiques généralement favorables dont jouissaient beaucoup des pêcheries du monde en 1973 ne se sont pas maintenues en 1974. Dans la plupart des pays développés, l'industrie halieutique s'est trouvée prise entre la hausse rapide des coûts de production et un fléchissement de la demande; le déclin de la consommation était dû en partie à celui de la demande de protéines animales en général, mais la consommation de poisson a également souffert de l'abondance des disponibilités de viandes et du fait que les prix de celles-ci étaient hautement compétitifs. D'une manière générale, les pêches se sont révélées progressivement moins rentables au cours des trois premiers trimestres de 1975, de sorte que dans la plupart des pays développés l'industrie a exercé de fortes pressions sur les pouvoirs publics pour obtenir leur aide, laquelle a été accordée dans bien des cas.

La hausse des coûts s'explique non seulement par celle des carburants et des facteurs de production

TABLEAU 1-12. — INDICES DU VOLUME, DE LA VALEUR UNITAIRE ET DE LA VALEUR TOTALE DU COMMERCE MONDIAL<sup>1</sup> DES PRODUITS HALIEUTIQUES

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Variation de 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
Volume . . . . .	130	135	149	148	149	+ 1
Valeur unitaire moyenne . . . . .	137	153	166	233	258	+11
Valeur totale . . . . .	179	206	248	331	364	+10

<sup>1</sup> Non compris la Chine et les autres pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>2</sup> Données préliminaires.

faisant appel à l'industrie pétrochimique, tels que les filets, mais aussi par une augmentation substantielle des frais de main-d'œuvre ainsi que du coût des récipients et emballages. Dans les pays en développement où la pêche est industrialisée, l'industrie a connu les mêmes difficultés que dans les pays développés. Toutefois, ces problèmes ont probablement été moins gravement ressentis dans une grande partie des zones de production du monde en développement dans la mesure où le traitement des produits de la pêche y est relativement simple et l'augmentation des frais de main-d'œuvre a une moins forte incidence. Néanmoins, il n'est pas douteux que le coût plus élevé des carburants, des engins de pêche et des biens d'équipement importés ait eu de graves répercussions non seulement sur la rentabilité des opérations en cours, mais aussi sur les programmes de mécanisation et le développement de l'industrie halieutique en général.

Les conditions du marché étant médiocres, le commerce international des produits de la pêche destinés à la consommation humaine directe a marqué le pas pendant toute l'année 1974 (tableaux 1-12 et 1-13). Le commerce du poisson de fond a baissé de

plus de 10 pour cent et l'on n'a enregistré pratiquement aucune augmentation des exportations de crevettes, principalement du fait que le Japon a fortement réduit ses achats. En conséquence, les importations de poisson destiné à la consommation humaine directe ont diminué dans les principaux pays importateurs en 1974 par rapport à l'année précédente. Néanmoins, un certain nombre de pays ont réussi à accroître leurs exportations de produits de la pêche destinés à la consommation humaine, notamment l'U.R.S.S. dont les exportations de poisson frais ou surgelé représentaient 23 pour cent du commerce mondial total de ces produits. Parmi les produits dont le commerce s'est développé figurait le thon, en boîte ou surgelé, les quantités de thon cru importé et de thon en boîte absorbées par le marché des Etats-Unis étant notamment supérieures respectivement d'environ 10 pour cent et de plus de 50 pour cent aux chiffres de 1973.

La situation ces dernières années a été caractérisée par les graves pénuries de farine de poisson et la hausse rapide du prix de ce produit. En 1974, la production mondiale de farine de poisson a fortement augmenté par suite de l'accroissement enregistré notam-

TABLEAU 1-13. — INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS HALIEUTIQUES, PAR RÉGION

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
Europe occidentale . . . . .	171	198	243	343	379	+10
Amérique du Nord . . . . .	178	195	230	375	332	-11
Océanie . . . . .	294	406	527	617	580	- 6
Autres pays développés à économie de marché <sup>2</sup>	125	135	176	212	244	+15
Amérique latine . . . . .	228	249	225	201	255	+27
Extrême-Orient <sup>3</sup> . . . . .	284	349	479	770	828	+ 8
Proche-Orient <sup>4</sup> . . . . .	156	169	211	268	296	+10
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	154	173	204	373	388	+ 4
Autres pays en développement à économie de marché <sup>6</sup> . . . . .	217	329	499	615	597	- 3
Europe orientale et U.R.S.S. . . . .	197	202	221	284	360	+27

<sup>1</sup> Données préliminaires. — <sup>2</sup> Afrique du Sud, Israël, Japon. — <sup>3</sup> Non compris le Japon. — <sup>4</sup> Non compris Israël. — <sup>5</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>6</sup> Comprend les pays en développement d'Amérique du Nord et d'Océanie.

ment au Chili et au Pérou; le Canada, le Danemark, les Etats-Unis et l'Islande ont eux aussi produit plus de farine qu'en 1973. Réflétant cette expansion de la production, le volume de farine de poisson entrant dans le commerce international a également augmenté en 1974. Une grande partie de cet accroissement a été absorbé par l'Europe orientale, qui représente maintenant pour la farine de poisson le marché le plus vaste et celui qui se développe le plus rapidement. L'accroissement des disponibilités a conduit inévitablement à un fléchissement des cours, qui sont tombés de plus de 600 dollars la tonne c.a.f. Hambourg en janvier 1974 à un peu moins de 300 dollars au début de 1975; les prix ont encore baissé depuis lors. L'abondance des disponibilités de farine de soja a contribué à cette évolution, mais il demeure que cette très forte baisse du prix de la farine de poisson, associée à une augmentation des disponibilités qui n'était que modeste, produit quelque incertitude quant à la position de la farine de poisson à l'avenir sur le marché des aliments composés pour animaux. Les perspectives dans l'avenir immédiat doivent aussi être envisagées avec une certaine circonspection. On signale que durant la période mars-mai 1975 les débarquements d'anchoveta au Pérou auraient atteint quelque 3 millions de tonnes, ce qui représente déjà les trois quarts de la production totale de 1974 et la moitié du volume de 6 millions de tonnes fixé comme objectif pour les prises de 1975.

La capacité de capture s'est de nouveau accrue en 1974 à la suite des bons résultats obtenus précédemment. Dans les pays membres de l'OCDE, la construction de bateaux de la catégorie des 100 à 500 tonnes de jauge brute (les pays de l'OCDE représentent les deux tiers environ de la flotte mondiale de cette catégorie) a été maintenue au taux de croissance récent, à savoir 7 pour cent par an, mais pour les navires plus importants le taux d'augmentation a été un peu plus faible, ne dépassant pas 2 à 3 pour cent. Dans la catégorie des navires plus grands (y compris les navires-usines) dépassant 2 000 tonnes de jauge brute, l'U.R.S.S. a maintenu sa construction à la même cadence que précédemment, mais non les autres pays; aussi l'U.R.S.S. construit-elle actuellement quelque 80 pour cent de tous les navires de cette catégorie. On a observé récemment une diminution générale des nouveaux navires en construction, en dépit du nombre croissant de gouvernements qui offrent une aide financière aux chantiers navals. Etant donné que la capacité de production est excédentaire dans les flottes de beaucoup de pays développés, il semble qu'une certaine réduction du nombre des navires se révélerait avantageuse à long terme du point de vue économique, même si elle devait provoquer à court terme des difficultés individuelles et placer les pouvoirs publics dans une situation politique délicate.

## Politiques et questions diverses

La politique halieutique internationale a de nouveau été dominée par les problèmes de juridiction nationale à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'est tenue à Genève en mai 1975. Bien qu'on y ait largement admis le principe d'une extension de la juridiction sous une forme ou une autre, il n'a pas été possible de parvenir à un accord général. La Conférence a repris ses travaux à New York en mars 1976.

En l'absence d'un accord, le nombre des pays qui prennent des mesures unilatérales continue de s'accroître. La Guinée-Bissau a porté la limite de ses eaux territoriales à 150 milles à compter du 31 décembre 1974 et l'Islande a porté la limite de sa zone de pêche exclusive, naguère de 50 milles, à 200 milles le 15 octobre 1975. A l'heure actuelle, près de 40 pays ont fixé les limites des eaux relevant de leur juridiction à une distance se situant entre 15 et 200 milles de leurs côtes.

L'évolution des structures de la juridiction nationale a des répercussions sur les ententes en vigueur pour assurer sur le plan international l'aménagement et la conservation des ressources halieutiques. Dans certains cas, le travail des commissions des pêches chargées de déterminer le niveau acceptable des prises et leur répartition internationale a été facilité par le fait que l'impossibilité de parvenir à un accord risquait de plus en plus d'encourager les Etats côtiers à étendre unilatéralement les limites de leur juridiction. Dans d'autres cas, le risque d'être exclus de sources d'approvisionnement importantes a continué à inciter certains pays disposant de grandes flottes hauturières à négocier des accords d'armements de pêche avec des Etats côtiers.

Un certain nombre d'accords bilatéraux entre pays participant à des pêcheries communes ont été négociés en 1974 et, en 1975, la Chine et le Japon ont signé un traité limitant la pêche dans certains secteurs importants. Ce traité est pour une durée de trois ans, quels que soient les résultats de la Conférence sur le droit de la mer. Un autre accord, conclu entre la Norvège d'une part et, d'autre part, la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, la France, la Pologne, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S., a délimité trois zones où la pêche au chalut sera interdite dans la mer de Norvège. En revanche, le différend entre l'Islande et le Royaume-Uni au sujet des droits de chalutage britanniques dans la zone que l'Islande revendique comme zone de pêche propre n'a pas été résolu.

Entre-temps, les commissions régionales multilatérales ont réalisé de nouveaux progrès en vue de régler les prises pour certaines espèces commerciales importantes. Au cours de réunions récentes, la Commission des pêches de l'Atlantique nord-est a



contingenté les prises de morue, d'églefin, de merlan, de carrelet, de sole et de hareng et elle a imposé des restrictions à certaines pêcheries centrées exclusivement sur des espèces utilisées pour la fabrication de la farine de poisson. Dans l'Atlantique du Nord-Ouest, où les prises étaient déjà contingentées pour la plupart des espèces, la Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest a limité encore davantage les prises d'un certain nombre d'espèces, imposant également des restrictions quant au tonnage des navires et au type d'engins pouvant être utilisés dans certaines pêcheries. En 1975, la Commission interaméricaine du thon tropical a de nouveau fixé des limites pour les prises dans le Pacifique centre-est, tandis que la Commission internationale pour la protection des thonidés de l'Atlantique, après avoir imposé une taille minimale de 3,2 kg pour l'albacore, a recommandé une taille minimale de 6,4 kg pour le thon rouge, en recommandant en outre aux pays de limiter les prises aux niveaux les plus récents. A sa vingt-septième réunion tenue à Londres en juin 1975, la Commission baleinière internationale a défini de nouveaux principes pour l'aménagement des stocks de baleines, qui seront répartis en stocks d'aménagement initial, stocks d'aménagement constant et stocks protégés. En conséquence, et sur la base de nouvelles évaluations, le contingent applicable pour plusieurs stocks a été considérablement réduit. Des contingents ont été imposés pour la première fois dans l'Atlantique nord.

Le contrôle de l'application des règlements, dont se sont longtemps souciées les commissions des pêches, est devenu plus difficile à mesure qu'augmentait la complexité des mesures de réglementation (par exemple, contingents, zones interdites, périodes d'interdiction, dimensions des mailles des filets et réglementations concernant les prises secondaires dans les pêcheries soumises à un contrôle). Le système de contingentement étant étendu à un nombre croissant de stocks, il s'est avéré nécessaire de mettre au point des systèmes de notification exacts et rapides. Les faits nouveaux survenus au sein des diverses commissions, notamment la Commission internationale des pêches dans l'Atlantique nord et la Commission interaméricaine du thon tropical, ont mis en évidence ces considérations. Il va de soi que ces problèmes ne sont pas particuliers aux accords multilatéraux, le respect des conditions fixées devant également garantir l'équité et la protection des stocks dans le cadre d'accords bilatéraux.

Les difficultés croissantes que l'on éprouve à développer les prises d'espèces classiques sur les lieux de pêche traditionnels continuent à encourager la recherche d'autres sources d'approvisionnement, telles que l'aquiculture et l'exploitation d'espèces moins connues ou de zones insuffisamment mises en valeur. Parmi celles-ci, l'océan Antarctique, c'est-à-dire la

zone située en gros au sud de 45°S, suscite actuellement un intérêt accru. Bien que les ressources marines de cette région, à l'exception des baleines, n'aient pratiquement pas encore été exploitées, l'étendue du plateau continental et d'autres caractéristiques physiques indiquent que cette zone pourrait contribuer notablement à l'approvisionnement du monde en produits de la pêche. Plusieurs pays, dont le Japon et l'U.R.S.S., effectuent actuellement des campagnes expérimentales dans la région, leur activité étant toutefois centrée en grande partie sur le krill, un crustacé de l'Antarctique, plutôt que sur le poisson.

La possibilité d'exploiter les stocks de krills est déjà à l'étude depuis quelque temps mais, bien que le Japon et l'U.R.S.S. en aient lancé la commercialisation à titre expérimental, les principaux problèmes techniques que pose la mise au point d'un produit acceptable sur tous les marchés n'ont pas encore été résolus. Il semble que, d'une manière générale, les techniques halieutiques ne soient pas applicables au krill, en partie à cause de sa très petite taille et du fait qu'il se conserve mal lorsqu'il est traité selon les techniques normales.

Dans d'autres régions du monde, on commence tout juste à récolter des espèces peu connues. Parmi celles-ci figurent le merlan bleu (*Micromesistius pou-tassou*) dans l'Atlantique nord-est et une espèce analogue du plateau continental de Patagonie, l'un et l'autre offrant un potentiel de plusieurs centaines de milliers de tonnes et susceptibles d'être commercialisés en blocs surgelés ou sous des formes très diverses actuellement utilisées pour le merlan ordinaire et le lieu de l'Alaska. Dans le Pacifique centre-est, le crabe rouge (*Pleuroncodes planipes*) est une autre espèce insuffisamment exploitée offrant un grand potentiel et qui pourrait contribuer d'une manière non négligeable à accroître les disponibilités alimentaires dans le monde; elle fera peut-être bientôt l'objet de pêcheries commerciales de grande envergure. Dans le même ordre d'idée, il convient de mentionner les céphalopodes qui, s'ils sont bien connus et fortement exploités dans certaines régions comme le Pacifique nord-est, sont en revanche inconnus ailleurs et offrent alors un potentiel considérable en vue d'une exploitation plus poussée.

L'aquiculture continue à susciter un intérêt croissant comme autre source d'approvisionnement en poisson et la production augmente dans ce secteur, encouragée dans bien des cas par les pouvoirs publics. C'est ainsi que le gouvernement de l'Inde a récemment créé plusieurs offices de développement de la pisciculture en vue de promouvoir de nouvelles techniques. Ces offices ont obtenu récemment des rendements annuels atteignant jusqu'à 8 000 kg de carpes à l'hectare grâce à la polyculture dans des eaux stagnantes. La production de l'aquiculture s'est considérablement accrue au Japon, où la production an-

nuelle totale de poisson et crustacés d'élevage atteint environ 200 000 tonnes, tandis que 500 000 tonnes d'algues sont récoltées dans les établissements d'aquiculture. Aux Philippines, on a étendu la superficie consacrée à l'aquiculture. Parmi les principaux problèmes qui freinent le développement de l'aquiculture, il convient de mentionner, selon la région, le manque de frai et la pénurie de facteurs de production bon marché et de personnel qualifié. Un programme mondial FAO/PNUD pour le développement et la coordination de l'aquiculture a été lancé en 1975 en vue de trouver le moyen de surmonter ces contraintes. Ce programme est actuellement au stade préparatoire, comportant l'organisation de cycles d'étude régionaux visant à fixer les priorités pour l'action à l'échelon régional et à élaborer des plans nationaux à long terme pour le développement de l'aquiculture.

### Perspectives

Dans l'immédiat, les perspectives des pêches dans le monde dépendent pour beaucoup de l'évolution de la situation économique internationale; si la stimulation générale de la demande (par exemple, par suite des efforts récemment déployés pour lutter contre le chômage dans les principaux pays industrialisés) devrait contribuer à accroître aussi la demande de poisson, l'évolution future de l'offre et des prix des autres produits constituant des sources de protéines animales n'est pas moins importante. A cet égard, la situation peut être envisagée avec un certain optimisme puisque la production de la plupart des types de viande et de volaille semble devoir être plus faible en 1976. Parallèlement, les stocks importants de poisson de fond, qui ont pesé sur le marché pendant une grande partie de l'année 1974 et le début de 1975, ont été ramenés à des niveaux plus normaux de sorte que toute augmentation appréciable de la demande pourrait vite se traduire par une amélioration des prix au débarquement.

Pour d'autres produits importants de la pêche, les perspectives ne sont pas toujours favorables dans l'immédiat. Le nouveau déclin prévu en ce qui concerne la production de porcs et de volailles dans les pays développés continuera à exercer un effet adverse sur le marché des aliments composés pour animaux en général, encore que le prix relatif des constituants d'aliments composés devrait, semble-t-il, continuer à encourager l'emploi de la farine de poisson. On prévoit que les quantités d'anchoveta débarquées dans le Pacifique sud-est seront plus importantes qu'en 1974; jointe aux estimations actuelles de la récolte de soja, cette considération ne semble pas indiquer dans l'avenir une modification importante des rapports de prix actuellement favorables. Le marché mondial des crevettes marque une reprise après

la crise du début de 1974, mais en revanche les stocks considérables de thon en boîte pèsent lourdement sur le marché de ce produit. Toutefois, les résultats les plus récents des campagnes de pêche annoncent que les disponibilités de thon cru (surtout de germon) ne sont pas aussi abondantes et au Japon les prix au débarquement amorcent un nouveau mouvement à la hausse, quoique le marché demeure assez déprimé aux Etats-Unis, l'autre producteur principal.

A moyen terme, on peut s'attendre à un accroissement régulier et continu de l'ordre de 2 à 3 pour cent par an des prises mondiales de poisson destiné à la consommation humaine, ces pourcentages correspondant à la limite inférieure des taux d'accroissement annuels les plus récents. Il est vraisemblable qu'une grande partie de cette augmentation sera imputable aux pays en développement car c'est au large de leurs côtes que se situe la majeure partie du potentiel mondial encore inexploité de stocks de poisson de type classique. On peut aussi prévoir un certain accroissement des prises dans les pays développés, soit par suite de l'exploitation des espèces non classiques ou moins connues auxquelles il a déjà été fait allusion plus haut, soit peut-être dans certains cas (par exemple pour le hareng dans l'Atlantique nord) en raison d'un meilleur aménagement des ressources. Parmi les pays développés également, il en est un certain nombre qui pourraient tirer profit d'un régime international comportant l'extension de la juridiction nationale, mais cela se ferait dans une large mesure aux dépens d'autres pays développés de sorte qu'il n'y aurait pas d'incidence sur l'accroissement de la production pour l'ensemble des pays de ce groupe.

L'un des principaux problèmes auxquels les pays en développement devront s'attaquer à moyen terme est l'amélioration des réseaux de commercialisation et de distribution. Dans beaucoup de ces pays, la consommation de poisson par habitant témoigne d'une structure très irrégulière, étant élevée sur les lieux de débarquement mais généralement faible ailleurs, sauf dans les très grandes agglomérations urbaines. Bien souvent, le principal obstacle au développement de l'industrie halieutique n'est pas tant l'impossibilité d'accroître les prises, mais plutôt la difficulté d'écouler des quantités débarquées plus importantes à des prix rémunérateurs. Pour surmonter ces problèmes, il faut accorder plus d'attention à l'amélioration des réseaux de distribution afin que le poisson soit plus largement accessible aux consommateurs, ainsi qu'à la mise au point des produits de manière à pouvoir vendre les espèces peu connues sous la même forme que les produits de la pêche déjà familiers.

Une autre question sur laquelle on se penche maintenant davantage est celle des problèmes économiques et sociaux des collectivités de pêcheurs de type traditionnel qui, dans beaucoup de pays, fournissent

une proportion appréciable des disponibilités totales de poisson mais qui sont caractérisées par une faible productivité et constituent dans bien des cas certains des groupes socio-économiques les moins privilégiés. Quoiqu'il n'existe aucune solution générale pour améliorer la situation de ces collectivités, des mesures sont prises en vue d'accroître la productivité de ces pêcheurs et d'élever leurs revenus, soit en leur offrant de meilleurs débouchés, soit en augmentant leur rayon d'action (quand les ressources le permettent), soit en introduisant des engins de pêche plus perfectionnés. Les problèmes sont complexes et dépassent dans certains cas le secteur halieutique, exigeant ainsi une approche intégrée comme celle qui est de plus en plus adoptée pour la programmation du développement agricole.

En ce qui concerne la gestion, il convient de souligner que, de toute évidence, les modifications qui interviendront en matière de juridiction nationale ne sauraient réduire la nécessité d'un aménagement rationnel des stocks; cette mesure, déjà urgente dans certains cas, s'impose pour un nombre croissant de stocks à mesure que leur exploitation devient plus intense. Quel que soit l'effet d'une zone économique

de 200 milles (ou quelque autre formule visant à étendre le domaine de juridiction nationale) sur les dispositions institutionnelles actuellement en vigueur pour la conservation des espèces, il demeurera nécessaire de limiter les prises en fonction du taux de renouvellement des stocks. Dans certaines zones et pour certains stocks, il semble probable que l'on conservera les dispositions actuelles comportant la négociation multilatérale de contingents, mais dans d'autres cas la tendance à la conclusion d'accords bilatéraux est déjà manifeste. A moyen terme, on peut s'attendre à ce que les organes halieutiques internationaux jouent un rôle plus important en tant que tribunes pour la discussion scientifique de l'état des stocks, et l'on peut aussi prévoir qu'il sera nécessaire d'accroître l'aide fournie aux pays en développement pour l'évaluation des stocks et la mise en œuvre d'une politique d'aménagement en général. A mesure que s'accroît la nécessité d'adopter des politiques d'aménagement rationnelles, il devient de plus en plus évident que les données de base (statistiques des prises, données biologiques, etc.), sur lesquelles doivent se fonder toutes les décisions en matière d'aménagement, devront être beaucoup améliorées.

## Forêts

### Production et commerce

La production forestière a légèrement diminué dans le monde en 1974 à mesure que la demande provenant du secteur de la construction et des fabricants de produits en bois fléchissait sous l'effet de la récession économique. Les conditions du marché étaient favorables au départ, mais la détérioration s'est rapidement accélérée à partir du milieu de l'année. La consommation était beaucoup plus faible pour tous les produits forestiers à l'exception de la pâte et du papier, dont la demande a également commencé à baisser vers la fin de l'année.

Les quantités enlevées de bois d'œuvre et d'industrie ont légèrement diminué en 1974 (tableaux 1-14 et 1-15). La seule exception en ce qui concerne la tendance générale à la baisse a été enregistrée pour le bois à pâte, dernier groupe de produits touché par la réduction de la demande. La production a diminué pour les grumes, les sciages et tous les panneaux dérivés du bois à l'exception des panneaux de particules. Le volume des échanges a amorcé un déclin pour tous les produits à l'exception de la pâte et du papier; cependant, la valeur des échanges a de nouveau augmenté après la forte hausse des prix de 1973. Les prix se sont accrus pour la plupart des produits pen-

dant le premier semestre de 1974, mais ils ont eu ensuite tendance à baisser ou à se stabiliser.

Le marché des produits forestiers a été durement atteint par la récession économique du fait de la baisse d'activité dans le secteur de la construction. La réduction du nombre de logements mis en chantier ou terminés a été particulièrement marquée en République fédérale d'Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni. De même, les fabricants de mobilier et d'ébénisterie ont été touchés par la contraction de la demande. Lorsque certains pays développés ont assoupli les modalités du crédit, on espérait qu'il en résulterait une reprise de l'activité dans la construction et un accroissement correspondant de la consommation des produits forestiers en 1975. Toutefois, il ressort des informations disponibles pendant le premier semestre que la situation du secteur de la construction continuait à se détériorer dans beaucoup de ces pays.

### BOIS ROND

La production mondiale de bois d'œuvre et d'industrie a baissé de plus de 2 pour cent en 1974 par rapport aux niveaux records de l'année précédente; c'était la première diminution après de nombreuses

TABLEAU 1-14. — INDICES DE LA PRODUCTION MONDIALE DE BOIS ROND, PAR GROUPE DE PRODUITS, 1970 A 1974

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
Grumes . . . . .	114	117	119	124	119	-4
Bois à pâte . . . . .	141	139	136	138	143	+4
Bois de mine . . . . .	85	81	80	80	80	—
Autres bois d'œuvre et d'industrie	123	124	124	125	125	—
TOTAL BOIS D'ŒUVRE ET D'INDUSTRIE . . . . .	119	121	122	125	122	-2
Bois de feu . . . . .	106	108	109	109	111	+2
TOTAL, BOIS ROND	115	117	118	120	119	-1

NOTE: Les indices de la production mondiale de bois rond ont été révisés en fonction de meilleures informations statistiques pour les années considérées et pour la période de base.

<sup>1</sup> Données préliminaires.

années de croissance continue. Cependant, tous les produits n'ont pas été touchés de la même façon. La réduction de près de 5 pour cent du volume des grumes enlevées a été compensée en partie par l'accroissement de 4 pour cent des quantités de bois à pâte enlevées dans toutes les régions. De nombreux pays exportateurs d'Afrique et d'Asie ont dû réduire la production de grumes de feuillus tropicaux par suite de la contraction de la demande; cette réduction a été particulièrement importante en Malaisie et aux Philippines. En Amérique du Nord, la production de grumes de conifères a diminué de 10 pour cent.

Le volume des échanges était inférieur aux chiffres de 1973 pour la plupart des produits, mais la valeur totale a augmenté d'environ 30 pour cent en raison de la hausse des prix. Le commerce mondial de grumes de feuillus a diminué de quelque 10 pour cent en 1974 par rapport à 1973, tout en restant nettement supérieur au niveau de 1972. Le ralentissement de la demande provenant des importateurs d'Europe et d'Asie a entraîné la fermeture d'un certain nombre de chantiers d'abattage en Afrique et en Asie du Sud-Est. La réduction des importations de grumes de feuillus tropicaux dans les pays européens a surtout touché le Ghana et la Côte-d'Ivoire. Les exportateurs de l'Asie du Sud-Est, spécialement l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, ont été encore plus durement touchés par la réduction des importations japonaises, qui représentent plus de la moitié du commerce mondial des grumes de feuillus. D'autres pays dans la région ont également réduit leurs importations. En 1974, les valeurs unitaires à l'exportation ont augmenté par rapport à l'année précédente, mais

ce mouvement s'est ralenti vers la fin de l'année. Le fléchissement des cours a incité certains gouvernements de pays tropicaux exportateurs à prendre des mesures en vue de restreindre la production et les exportations.

Le commerce mondial des grumes de conifères a diminué d'environ 8 pour cent en 1974. La baisse d'activité sur les chantiers de construction de logements au Japon a provoqué une réduction des importations dans ce pays, qui représentent les deux tiers environ du commerce mondial des grumes de conifères. Les exportateurs les plus durement touchés ont été les Etats-Unis et l'U.R.S.S. La faible augmentation des échanges en Europe était principalement due à la vente de bois d'œuvre endommagé par les tempêtes en République fédérale d'Allemagne.

Les échanges internationaux de bois à pâte ont reflété la situation favorable des industries de la pâte et du papier, qui n'a commencé à se détériorer que vers la fin de 1974. Contrairement à la plupart

TABLEAU 1-15. — INDICES DE LA PRODUCTION TOTALE DE BOIS ROND, PAR RÉGION, 1970 A 1974

	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Variation de 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
PAYS DÉVELOPPÉS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ . . . . .	112	114	114	116	113	-3
Europe occidentale	113	114	100	106	108	+2
Amérique du Nord	114	118	125	125	119	-5
Océanie . . . . .	116	117	116	126	129	+2
Autres pays développés à économie de marché <sup>2</sup>	93	90	88	88	88	—
PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ	126	131	134	140	136	-3
Amérique latine	119	124	123	124	125	+1
Extrême-Orient <sup>3</sup>	134	140	146	161	153	-5
Proche-Orient <sup>4</sup>	125	126	128	121	121	—
Afrique <sup>5</sup> . . . . .	122	126	129	131	129	-2
EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S. . . . .	107	107	106	108	108	—
PAYS D'ASIE A ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE . . . . .	118	121	124	128	128	—
Monde . . . . .	115	117	118	120	119	-1

NOTE: Les indices de la production mondiale de bois rond ont été révisés en fonction de meilleures informations statistiques pour les années considérées et pour la période de base.

<sup>1</sup> Données préliminaires. — <sup>2</sup> Afrique du Sud, Israël, Japon. — <sup>3</sup> Non compris le Japon et les pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>4</sup> Non compris Israël. — <sup>5</sup> Non compris l'Afrique du Sud.

des autres produits forestiers, la production de bois à pâte s'est accrue en 1973 et en 1974. Toutefois, le commerce du bois à pâte représente moins de 2 pour cent de la valeur totale des échanges mondiaux de produits forestiers et il s'effectue principalement entre, d'une part, les pays développés occidentaux et, d'autre part, l'Europe orientale et l'U.R.S.S. Les importations des pays d'Europe occidentale représentent près de 75 pour cent du commerce mondial de bois à pâte et la situation très serrée de l'offre, qui s'est maintenue dans certains pays pendant toute l'année 1974, a eu pour effet de pousser le commerce européen du bois à pâte jusqu'à un niveau dépassant de loin le record précédent de 1970. Les exportations supplémentaires provenaient pour la plupart de Hongrie, de Pologne, de Roumanie et d'U.R.S.S.; on estime que ces pays ont accru leurs exportations de 27 pour cent au total pour atteindre un volume record de 12,5 millions de mètres cubes, représentant près des deux tiers du commerce mondial. La République fédérale d'Allemagne a elle aussi développé considérablement ses exportations, alors que celles de la Suède marquaient une nette diminution en raison de la forte demande intérieure. A la fin de 1974, on a assisté à un renversement de la situation de l'offre et la demande a baissé d'abord dans l'industrie des panneaux dérivés du bois, puis dans les usines de pâte dont les stocks augmentaient rapidement et qui devaient faire face à une diminution de la demande de pâte. Les prix du bois à pâte ont monté régulièrement en 1974 pour atteindre un niveau plus proche de celui des sciages, offrant ainsi des perspectives plus attrayantes aux producteurs forestiers.

La production mondiale de bois de feu en 1974 est estimée à 1,17 milliard de mètres cubes, soit presque 50 pour cent de la production mondiale de bois rond. On estime que les quantités de bois de feu enlevées dans les pays en développement correspondent à près de 75 pour cent de la production. Alors que la production a baissé rapidement dans les pays développés, elle semble s'accroître dans les pays en développement par suite de la hausse du prix des autres combustibles. La difficulté éprouvée par certains pays en développement à se procurer d'autres combustibles à usage domestique les a amenés à s'intéresser davantage aux possibilités d'utiliser et de produire plus de bois à cette fin.

#### SCIAGES

La production mondiale de sciages de conifères est tombée de 5 pour cent en 1974, première diminution après de nombreuses années de croissance continue. La baisse d'environ 15 millions de mètres cubes par rapport à 1973 a ramené la production au niveau de 1971, soit près de 324 millions de mètres cubes. Le ralentissement a débuté en Amérique du

Nord, où la production et les échanges ont amorcé un déclin à la fin de 1973 en raison de la situation dans le secteur de la construction de logements. En 1974, la production de sciages de conifères aux Etats-Unis et au Canada était inférieure d'environ 11 pour cent (presque 12 millions de m<sup>3</sup>) au niveau record de 1973. En Europe, la tendance à la hausse ne s'est renversée que vers la fin de 1974, la production diminuant alors de façon notable en République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Finlande, en Roumanie et en Suède. Au Japon, la production a marqué une réduction de quelque 7 pour cent par rapport à 1973.

Bien qu'en valeur les échanges mondiaux de sciages de conifères se soient accrus de 6 pour cent en 1974 par rapport à l'année précédente, le volume du commerce a baissé de 13 pour cent (8 millions de m<sup>3</sup>). La diminution en volume était le plus marquée dans les pays développés occidentaux et au Japon, qui représentent plus de 80 pour cent du commerce mondial. Les exportations du Canada vers les Etats-Unis et le Japon ont baissé de 4 millions de mètres cubes et celles de l'Europe occidentale ont accusé une réduction du même ordre. Le déclin des importations européennes a eu lieu presque entièrement pendant le deuxième semestre de 1974 à mesure que les secteurs de consommation étaient saisis par la récession économique. La réduction du commerce en Europe a aussi été déterminée par l'ampleur des stocks dans la région qui, d'après les estimations, auraient augmenté de 5 millions de mètres cubes en 1974 à la suite des nombreux contrats d'achats à terme passés en 1973.

L'ampleur de la baisse de consommation des sciages de résineux ne saurait être calculée avant qu'on ne dispose de données complètes sur les stocks. Bien que la consommation ait fortement diminué en 1974 dans les pays importateurs d'Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Japon, il se peut qu'elle ait légèrement augmenté en Europe orientale où le secteur de la construction est demeuré très actif. Les prix ont accusé une forte résistance, surtout en Europe, mais dans bien des pays on a observé une tendance à la baisse vers la fin de l'année.

La production mondiale de sciages de feuillus a diminué de 3 pour cent en 1974, première diminution depuis les années cinquante. Ce renversement de la tendance antérieure à la hausse s'est manifesté dans toutes les régions, mais il a été surtout marqué dans les pays en développement de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. En Malaisie péninsulaire, la production a baissé de 31 pour cent. Bien que la production des pays en développement ne représente que 25 pour cent du total mondial, la diminution dans ces pays correspondait à quelque 75 pour cent du déclin de la production mondiale en 1974.

Le commerce mondial des sciages de feuillus a

fortement décliné en 1974 par rapport au niveau maximal de 1973 pour retrouver le niveau de 1972 dans presque toutes les régions. Le fléchissement de la demande dans la plupart des pays importateurs d'Europe et d'Amérique du Nord a gravement touché les exportateurs d'Asie du Sud-Est auxquels était imputable la plus grande partie de l'accroissement des exportations vers les pays développés en 1972 et 1973. On a enregistré une baisse très nette des importations de l'Espagne et des pays de la CEE. Ce sont surtout les exportateurs d'Amérique latine qui ont souffert du déclin des importations des Etats-Unis. Seul le Japon a maintenu ses importations de sciages de feuillus au niveau de 1973. Bien que les renseignements sur l'évolution des stocks soient insuffisants, on sait que la consommation de sciages de feuillus a diminué tant en Europe qu'en Amérique du Nord en 1974, et probablement dans toutes les autres régions. Le volume des échanges de sciages de feuillus a diminué de 19 pour cent, tandis que leur valeur augmentait de 9 pour cent en 1974 par rapport à l'année précédente. Toutefois, on a observé des variations de prix très nettes pour plusieurs essences tropicales et pour quelques essences des régions tempérées. Les prix ont fortement baissé pour certains feuillus tropicaux en Europe et au Japon depuis la fin de 1973. Au début de 1975, les prix de certaines essences et de certains mélanges ont marqué une reprise en République fédérale d'Allemagne, en Italie et au Japon, à mesure que les stocks des importateurs s'épuisaient, mais rien n'indique qu'il s'agisse là d'une tendance définitive.

#### PANNEAUX DÉRIVÉS DU BOIS

En 1974, le marché mondial des panneaux dérivés du bois a reflété la réduction de l'activité et de la demande dans les secteurs de consommation des pays développés occidentaux et du Japon où sont concentrées en majeure partie la production et la consommation. Cependant, les trois catégories de panneaux dérivés du bois n'ont pas été touchées uniformément de la même manière. Les panneaux de particules ont marqué une certaine résistance, leur production continuant à s'accroître de 2 pour cent, proportion qui, toutefois, ne soutient pas favorablement la comparaison avec les taux d'expansion élevés de naguère. La production des panneaux de fibres a baissé de 3 pour cent et celle du contre-plaqué de 9 pour cent.

En Amérique du Nord, la situation du marché a continué à se détériorer pendant toute l'année 1974. La production et les importations de tous les types de panneaux ont fortement baissé par rapport aux niveaux élevés de 1973, reflétant ainsi la situation difficile dans le secteur de la construction et dans les industries des produits à base de bois. On estime

qu'en Amérique du Nord la production de contre-plaqué (principalement de résineux) a été inférieure de 11 pour cent (plus de 2 millions de m<sup>3</sup>) au niveau de 1973, celle des panneaux de particules inférieure de 14 pour cent (environ 1 million de m<sup>3</sup>) et celle des panneaux de fibres de 5 pour cent (500 000 m<sup>3</sup>). Il semble d'autre part que la baisse de 8 pour cent de la production de contre-plaqué au Japon et de 7 pour cent en Europe en 1974 ait été due à la réduction de l'activité dans le bâtiment et les secteurs connexes tels que l'ameublement. La production a baissé de 57 pour cent en Italie et de 22 pour cent en Finlande.

Près de 60 pour cent du contre-plaqué et des placages produits dans les pays en développement sont exportés vers les pays développés occidentaux et le Japon, si bien que la contraction de la demande a eu une forte incidence dans certains des principaux pays exportateurs de l'Asie du Sud-Est qui, les années précédentes, avaient couvert la majeure partie de l'accroissement de la demande dans les pays développés. Les importations totales de contre-plaqué aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni — qui figurent parmi les principaux importateurs — ont diminué de 40 pour cent en 1974, ce qui a provoqué une réduction de proportion analogue des exportations de la République de Corée, la Malaisie, les Philippines et Singapour. La seule exception à cette tendance à la baisse a été l'accroissement des exportations de contre-plaqué de résineux des Etats-Unis vers le Canada où les conditions du marché étaient encore favorables. La consommation apparente de contre-plaqué a diminué dans toutes les régions à l'exception de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S., mais il se peut que le déclin de la consommation réelle ait été encore plus marqué en 1974 car on estime que les stocks étaient plus considérables à la fin de l'année.

Après plusieurs années d'expansion au taux de croissance annuel moyen de 15 pour cent (2 millions de m<sup>3</sup>), l'expansion du marché européen des panneaux de particules a marqué le pas en 1974. Bien qu'elle ait continué à s'accroître légèrement dans la plupart des pays considérés individuellement, la production totale de la région a été touchée par une forte réduction en Italie. La tendance à la baisse a été plus prononcée vers la fin de l'année dans plusieurs importants pays producteurs, notamment la République fédérale d'Allemagne, la France et la Suède. Le commerce européen des panneaux de particules, qui est principalement intrarégional, a commencé à marquer un déclin qui s'est accéléré vers la fin de l'année et au début de 1975. Les importations du Danemark et du Royaume-Uni et les exportations de la Finlande ont fortement baissé. En 1974, la consommation apparente de panneaux de particules en Europe était au même niveau qu'en

1973, mais il ressort des informations disponibles au sujet des variations des stocks en 1974 que la consommation réelle a sans doute légèrement diminué.

Les pays développés occidentaux et le Japon représentent 75 pour cent de la production mondiale de panneaux de fibres et la baisse de 6 pour cent de leur production en 1974 n'a été que partiellement compensée par l'accroissement, estimé à 9 pour cent, de la production des pays d'Europe orientale, notamment la Pologne. Dès la fin de 1974, les échanges de panneaux de fibres marquaient un déclin très net. La diminution de 30 pour cent des importations des Etats-Unis explique peut-être en partie pourquoi les exportations des pays d'Europe occidentale ont baissé plus fortement que leurs importations. L'U.R.S.S. a développé ses exportations vers les pays d'Europe orientale, en particulier la République démocratique allemande, la Hongrie et la Pologne.

Alors que le volume du commerce mondial des panneaux dérivés du bois a diminué en 1974, en valeur les échanges se sont accrus de 10 pour cent en sus de l'augmentation de 42 pour cent déjà enregistrée en 1973. Cette hausse a été particulièrement marquée pour les panneaux de particules et les panneaux de fibres. Les pays développés occidentaux et le Japon représentent 60 pour cent du commerce mondial des panneaux de bois, les pays en développement 26 pour cent et les pays d'Europe orientale et l'U.R.S.S. 14 pour cent. Ces proportions n'ont pas changé ces dernières années.

#### PÂTE ET PAPIER

La production mondiale de pâte de bois a augmenté de 2 pour cent en 1974, atteignant le niveau record de 120 millions de tonnes par suite de la demande vigoureuse des industries du papier et du carton pendant le premier semestre. La production s'est accrue de 2 pour cent dans les pays développés occidentaux, qui représentent 86 pour cent de la production mondiale, et de 6 pour cent en Europe orientale et en U.R.S.S. ainsi que dans les pays en développement. La production a légèrement diminué au Japon où la demande de papier et de carton a amorcé un déclin au début de l'année. Toutefois, la demande est demeurée ferme jusqu'à la fin de l'année en Amérique du Nord et en Europe. Le commerce de la pâte de bois s'est accru de 2 pour cent en tonnage et de 74 pour cent en valeur en 1974, représentant 20 pour cent de la valeur totale du commerce mondial de produits forestiers. Les exportations des pays scandinaves ont diminué en raison de la forte demande intérieure, tandis qu'on enregistrait un accroissement très appréciable des exportations de l'Amérique du Nord, principalement

du Canada, vers le Japon et les pays d'Europe occidentale.

La production mondiale de papier et de carton a aussi augmenté de 2 pour cent en 1974. Le léger accroissement de la production de papier journal était principalement dû à une nette avance de la production canadienne. La production mondiale de papier et de carton autre que le papier journal a augmenté de 2 pour cent, étant pratiquement stable en Amérique du Nord pour tous les types de produits, tandis qu'elle augmentait en Europe occidentale surtout à cause de la demande de papiers d'impression et d'écriture. Au Japon, on a enregistré un léger accroissement de la production de papier journal.

Le commerce mondial de tous les types de papier et de carton a augmenté de 10 pour cent en tonnage et de 46 pour cent en valeur en 1974, représentant 55 pour cent de la valeur totale du commerce mondial de produits forestiers. Les exportations accrues de papier journal canadien, dont la majeure partie est allée aux Etats-Unis, représentaient en volume 68 pour cent du commerce mondial de ce produit. Les échanges mondiaux de papier et de carton autres que le papier journal ont augmenté de 15 pour cent en 1974, les exportations accrues de l'Amérique du Nord et des pays scandinaves étant principalement destinées aux pays d'Europe occidentale. Là encore, le commerce du papier et du carton était surtout concentré dans les pays développés occidentaux et au Japon. Les exportations vers les pays en développement étaient tombées à un seuil critique vers la fin de 1973 et au début de 1974, mais les contraintes dans ce secteur se sont atténuées depuis lors. Néanmoins, les prix élevés ont eu pour effet de restreindre les achats de certains pays en développement.

Le prix de la pâte a marqué une forte hausse en 1974, la valeur unitaire moyenne à l'exportation étant supérieure de 71 pour cent au chiffre de 1973. Les prix du papier et du carton ont également augmenté, quoique à une cadence plus modérée, la hausse étant surtout notable pour le prix des produits scandinaves exportés vers l'Europe occidentale. Contrairement aux prix des autres produits forestiers, qui ont eu tendance à fléchir vers la fin de 1974, ceux de la pâte, du papier et du carton ont témoigné d'une forte résistance et ont même augmenté de façon modérée dans certains cas. Grâce aux prix plus élevés de tous les produits, la situation s'est améliorée dans les industries de la pâte et du papier qui ont eu à faire face à l'accroissement des coûts de production. Toutefois, étant donné le déclin de la consommation et le relèvement du niveau des stocks à la fin de 1974, tout nouvel accroissement de la capacité de production semblait incertain car ces industries subissent encore le contrecoup des difficiles conditions financières dans lesquelles elles ont opéré en 1971 et en

1972. Les décisions concernant l'expansion de la capacité de production, qui doivent être prises bien à l'avance, seront sans doute influencées par l'instabilité de la situation économique actuelle. Par conséquent, si la demande ne reste pas à un niveau bas, il se peut que les retards qui surviendront dans la mise en place des nouvelles installations influent sur l'offre à la fin de la présente décennie, époque à laquelle on prévoit des pénuries de papier et de carton de toutes qualités.

## Politiques et questions diverses

### PAYS DÉVELOPPÉS

Les exigences de la protection de l'environnement ont continué à peser sur la gestion des ressources forestières dans la plupart des pays d'Europe. La nécessité d'adapter les politiques forestières aux conditions et aux besoins du moment a conduit à réviser ou à revoir la législation forestière en République fédérale d'Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, en Irlande, en Italie, en Norvège, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse. Il semble que le processus d'adaptation ait été plus aisé en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe orientale, principalement à cause des structures administratives et du régime de propriété forestière. En adaptant leur politique forestière aux exigences d'une meilleure protection de l'environnement, beaucoup de ces pays ont accordé une attention particulière au développement et à la conservation de la faune et de la flore. Les relations entre l'aménagement du patrimoine forestier et l'environnement ont été étudiées au cours du Colloque de la Commission économique pour l'Europe et de la FAO sur le rôle des forêts et du bois dans l'environnement, qui s'est tenu en septembre 1975 à Interlaken (Suisse).

Bien des gouvernements en Europe ont pris conscience de la nécessité d'améliorer le rendement des forêts et d'établir des bilans forestiers à long terme et certains ont pris des mesures en vue de promouvoir pour l'avenir le potentiel de production du bois comme matière première au regard de la fonction polyvalente de leurs forêts. La Commission de la CEE discute de mesures analogues en vue de leur application éventuelle par tous les pays membres. L'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale se sont montrés particulièrement intéressés par l'utilisation économique du bois rond de qualité inférieure et des résidus d'exploitation, s'agissant notamment des essences feuillues.

Aux Etats-Unis, la loi d'août 1974 sur la planification des ressources renouvelables des forêts et des terrains de parcours spécifie que les forêts du pays doivent être utilisées à la fois pour obtenir des matières premières et pour fournir des lieux de détente

dans des conditions propres à préserver la qualité de l'environnement, et elle stipule qu'une évaluation des ressources renouvelables aura lieu tous les dix ans. Une première évaluation a été préparée en 1975, une deuxième sera effectuée en 1979 et les évaluations ultérieures auront lieu ensuite à des intervalles de dix ans. Un projet de résumé sur la première évaluation, ainsi qu'un résumé du *Environmental program for the future* préparé en 1974, ont été publiés en 1975 en vue de connaître la réaction du public.

Au Japon, le plan fondamental relatif aux ressources forestières, qui couvre la période allant jusqu'en 2021, prévoit aussi l'utilisation des ressources forestières pour la production de bois et la conservation du sol et de l'eau. Afin de garantir un approvisionnement stable en bois, le pays se propose d'intensifier la coopération économique en vue de la mise en valeur des ressources forestières dans des pays producteurs, en particulier les pays en développement de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique du Sud.

### PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le grave recul des exportations de produits forestiers tropicaux provoqué par la récession économique a incité des pays exportateurs en développement à redoubler d'efforts pour améliorer leurs recettes en 1975. Ils ont cherché à la fois à coordonner leurs politiques commerciales et à faire porter le commerce non plus seulement sur la matière première sous forme de bois rond mais aussi sur les produits transformés. En Afrique, 11 pays exportateurs ont fondé l'Organisation africaine du bois (OAB) à Bangui en mai 1975. La nouvelle organisation est conçue pour permettre aux producteurs de bois d'exercer un meilleur contrôle sur le marché et de maintenir la stabilité des cours, ainsi que pour faciliter une action commune en vue d'obtenir des taux de fret acceptables. En Asie du Sud-Est, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines ont examiné ensemble les moyens d'ajuster les exportations de bois en fonction de la demande plus faible, et une proposition de portée plus vaste en vue de poursuivre la coopération est à l'étude. Plusieurs pays de la région ont interdit l'exportation de bois rond afin d'encourager la transformation sur place, ou encore — suivant en cela l'exemple des Philippines — ils sont en train de supprimer progressivement ces exportations. L'Indonésie, la Malaisie et d'autres pays producteurs étudient la possibilité de créer de nouveaux complexes industriels pour transformer le bois en vue de son exportation.

Une attention croissante est portée à l'expansion de la capacité de fabrication de pâte et de papier dans les pays en développement. En dépit de l'amélioration de la situation de l'offre, les prix demeurent élevés et la FAO prévoit une pénurie encore plus grave d'ici à la fin de 1976. L'Unesco, la FAO et la CNUCED



(Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) ont entrepris une étude pour déterminer s'il serait possible d'instituer un système de stocks destiné à compenser les effets que pourraient avoir sur les pays en développement toutes nouvelles pénuries à court terme de papier d'impression et d'écriture. Avec l'aide du PNUD et de la Banque mondiale, la FAO a aussi mis en route un programme visant à étudier et à accélérer le développement à long terme d'une nouvelle capacité de production dans les pays en développement. Le Brésil a considérablement développé son industrie de la pâte et du papier et il a établi un programme national de développement de la pâte et du papier qui devrait lui permettre d'exporter de la pâte à partir de 1980.

Des programmes énergiques de boisement ont été mis en œuvre dans plusieurs pays en vue de la production aussi bien que de la conservation. En Inde, le plan quinquennal inauguré en 1974 traduit une nouvelle orientation vers un programme forestier dynamique et axé sur la production en vertu duquel 1 290 000 hectares seront boisés, des installations de fabrication de produits dérivés du bois étant mises en place à proximité des nouvelles plantations. L'Indonésie et la Malaisie ont prévu de grands travaux de reboisement, l'Indonésie s'étant fixé un objectif de 4 millions d'hectares. En Chine, un vaste programme de boisement a été mis en route en vue de lutter contre l'érosion du sol et de fournir des ressources en bois. Dans la province de Chan-tong, les paysans ont planté 618 millions d'arbres près des villages et le long des routes et des cours d'eau en 1974, tandis que 48 600 hectares étaient plantés en vue de la production de bois. En Amérique latine, le Brésil a l'intention de reboiser 4,2 millions d'hectares pour la production de pâte, tandis que les plans établis au Chili comportent le reboisement de 80 000 à 100 000 hectares chaque année. En Afrique, le Kenya a abordé la seconde étape d'un programme de boisement visant à approvisionner en bois à pâte une usine qui a déjà commencé à produire; le Nigeria développe ses plantations forestières pour fournir du bois à pâte à deux usines qui seront construites prochainement. Les travaux de recherche sur l'aménagement d'une ceinture forestière de protection sont en cours dans les pays de la zone sahélienne. Au Proche-Orient, où l'insuffisance de la couverture forestière constitue un grave problème, plusieurs pays ont réalisé des progrès notables en matière de boisement. L'Égypte a planté au total 14 000 kilomètres d'arbres le long des canaux et des plans ont été établis en vue d'en planter encore 8 000 kilomètres. L'Irak se propose de boiser 9 000 hectares au cours des cinq prochaines années.

Tout en continuant à mettre l'accent ainsi sur le boisement, les pays se préoccupent aussi d'assurer la protection des forêts tropicales naturelles. Les

délibérations de la Conférence mondiale de l'alimentation ont encore mis en relief à la fois l'importance des forêts en tant que dernière réserve importante de terres susceptibles d'être cultivées et les contraintes écologiques auxquelles doit se plier la mise en valeur de ce potentiel. Ainsi s'est trouvé renforcé le souci, déjà exprimé depuis longtemps, que provoque l'épuisement des ressources forestières tropicales. En réponse à cette préoccupation, la FAO et le PNUE vont mettre en route en 1976 un projet pilote de surveillance des forêts tropicales en vue de recueillir des renseignements sur l'emplacement, l'ampleur et la nature des transformations que subit la forêt tropicale. En Asie, la mise en valeur des zones forestières tropicales a été discutée à la réunion sur les directives écologiques pour l'Asie du Sud-Est, tenue à Bandung (Indonésie) du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 1974.

La situation alimentaire a également obligé à prêter plus d'attention aux systèmes d'agro-sylviculture (c'est-à-dire aux méthodes permettant de combiner la production alimentaire et la foresterie). Les variantes du système traditionnel *taungya* (culture sur brûlis) ont donné lieu à des méthodes d'agro-sylviculture qui sont plus efficaces et contribuent plus efficacement à la création de collectivités rurales viables.

Il est admis de façon croissante qu'il existe une corrélation entre les forêts, la faune sauvage et les autres ressources naturelles. En Amérique latine, le Pérou a promulgué une loi en vertu de laquelle toutes les ressources forestières et la faune sauvage sont désormais propriété de l'Etat. En Colombie, une loi-cadre qui s'inspire du principe que l'environnement est le patrimoine commun de la nation réglemente l'aménagement de toutes les ressources naturelles depuis l'atmosphère jusqu'au sol. De nombreuses mesures ont été prises pour améliorer l'aménagement de la faune sauvage et des parcs nationaux en Amérique latine. Plusieurs chaires universitaires ont été instituées à cet effet et des cours de formation sont actuellement organisés dans les pays d'Amérique centrale. L'Argentine, la Bolivie, le Chili et le Pérou mettent en œuvre une convention pour la protection de la vigogne, et la Bolivie s'est donné une nouvelle loi sur les parcs nationaux et la faune sauvage. En Afrique, plusieurs pays sont en train de mettre en place une législation nouvelle sur la faune sauvage et les parcs nationaux afin d'appliquer les dispositions de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles qui a été approuvée à Alger en 1968. Le Cameroun a créé une nouvelle direction des parcs nationaux, tandis que le Kenya prend des mesures pour établir un service unifié de la faune sauvage et des parcs nationaux en fusionnant l'actuel département de la faune et l'administration des parcs nationaux. La Tanzanie a créé la société tanzanienne de la faune sauvage, qui doit s'occuper de tous les aspects commerciaux de l'amé-

nagement de la faune. Le Séminaire sur l'aménagement de la faune sauvage dans les savanes boisées, qui s'est tenu à Ibadan (Nigeria) du 22 au 26 septembre 1975, sous les auspices de l'Université d'Ibadan et de l'École de faune de Garoua (Cameroun), a permis à de nombreux responsables de la faune sauvage de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest d'avoir des entretiens très utiles.

On constate dans toutes les régions un intérêt croissant pour la planification du développement forestier. Au Proche-Orient, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Somalie et le Soudan ont établi, soit des plans conçus expressément pour le développement des forêts, soit des plans de développement nationaux comportant des activités forestières. En Amérique latine, le programme national de développement forestier du Mexique vise à utiliser les ressources forestières de manière à satisfaire les impératifs sociaux et économiques tout en respectant l'environnement, à relever le niveau de vie des populations rurales et à assurer l'exploitation permanente des forêts. De nouveaux efforts ont été déployés dans la région pour renforcer la capacité administrative globale en vue de favoriser le développement forestier. L'Argentine a créé un secrétariat d'État pour les ressources naturelles et l'environnement humain; le Guatemala possède un nouvel institut national forestier qui regroupe tous les services

publics s'occupant précédemment de foresterie; enfin, la Bolivie a mis sur pied un centre de développement forestier. Par ailleurs, les institutions de recherche sont actuellement renforcées dans plusieurs régions. La Colombie a créé un organisme national de recherche et de développement forestiers. De même, le Bangladesh, la Birmanie, l'Irak et le Pakistan poursuivent activement l'expansion de leurs installations de recherche et de démonstration forestières.

L'enseignement et la formation dans le domaine de la foresterie continuent à progresser. En Amérique latine, Cuba a formé 1 000 étudiants de différents niveaux et le Honduras a récemment renforcé son école forestière de Siguatepeque. Plusieurs établissements d'enseignement ont été créés ou prévus avec l'aide de la FAO et du PNUD au Bangladesh, en Birmanie, en Malaisie et dans d'autres pays d'Asie. Une école de formation professionnelle pour les gardes forestiers et les responsables de la faune sauvage a ouvert ses portes en Somalie. Le Kenya construit actuellement un institut de formation à l'aménagement de la faune sauvage avec le concours de la Banque mondiale afin de répondre aux besoins du pays en matière de formation aux niveaux primaire et spécialisé. Des écoles de formation de niveau primaire pour l'aménagement de la faune sauvage sont également en cours de création au Botswana et au Nigeria.

## Conférences des Nations Unies

### Suite donnée à la Conférence mondiale de l'alimentation

La Conférence mondiale de l'alimentation, tenue à Rome en novembre 1974, a demandé que cinq initiatives principales soient prises<sup>16</sup>:

1. Un Conseil mondial de l'alimentation créé à l'échelon des ministres ou des plénipotentiaires et servant de mécanisme de coordination générale des politiques concernant la production alimentaire ainsi que les autres questions connexes pour toutes les institutions du système des Nations Unies.
2. Un Fonds international de développement agricole chargé d'acheminer des fonds d'investissement supplémentaires en vue d'accroître la production alimentaire et agricole des pays en développement.

3. Un Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement.
4. Un Engagement international sur la sécurité alimentaire, avec la création au sein de la FAO d'un Comité de la sécurité alimentaire mondiale et d'un Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture.
5. Une politique améliorée d'aide alimentaire.

Diverses mesures ont été prises à l'échelon international pour donner suite aux recommandations de la Conférence.

### CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Le Conseil mondial de l'alimentation a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1974 comme organe de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil se compose de 36 États membres y compris l'U.R.S.S. (qui n'est pas membre

<sup>16</sup> Voir *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1974*, p. 51-53.

de la FAO) et sa formation tient dûment compte de la nécessité d'une représentation géographique équilibrée.

A sa première session, tenue à Rome du 23 au 27 juin 1975, le Conseil a réaffirmé son rôle d'organe politique de coordination chargé des problèmes alimentaires mondiaux et a décidé que ses principales fonctions seraient les suivantes:

- a) observer de façon continue la situation alimentaire mondiale sous tous ses aspects, y compris l'action qu'exercent les organismes internationaux pour mettre au point des solutions à court terme et à long terme aux problèmes alimentaires;
- b) déterminer la validité de la stratégie alimentaire mondiale dans son ensemble;
- c) déceler les grippages, les lacunes et les secteurs névralgiques;
- d) user de son influence morale par voie de persuasion en vue d'obtenir toutes améliorations nécessaires.

Le Conseil a identifié comme priorité absolue l'obtention d'un taux de production alimentaire plus élevé et soutenu dans les pays en développement, et comme autres éléments d'importance cruciale l'institution du Fonds international de développement agricole et la création d'un système de sécurité alimentaire mondiale. Il a adopté une approche sélective afin d'éviter les doubles emplois. Le secrétariat du Conseil devra principalement étudier et évaluer la situation alimentaire mondiale et suggérer les moyens de l'améliorer, en s'en remettant à la compétence des institutions internationales spécialisées pour les grands travaux de recherche.

Parmi ces institutions, la FAO occupe une position spéciale, non seulement parce que, ainsi que l'a recommandé la Conférence mondiale de l'alimentation, le secrétariat du Conseil mondial de l'alimentation devra être assuré dans le cadre de la FAO, mais aussi parce que ces deux organes internationaux se partagent des secteurs d'intérêt commun. A cet égard, le Conseil de la FAO a reconnu qu'il importe d'éviter les chevauchements d'activités et, faisant observer que le Conseil mondial de l'alimentation devait servir de mécanisme de coordination en ce qui concerne les questions alimentaires pour toutes les institutions des Nations Unies, il a recommandé que soit institué entre la FAO et le Conseil mondial de l'alimentation un système d'échange régulier d'informations, reconnaissant simultanément que les questions de politique nécessitant une approche coordonnée de la part des institutions des Nations Unies devaient être soumises par la FAO au Conseil mondial de l'alimentation.

L'un des éléments les plus importants de la stratégie de la Conférence mondiale de l'alimentation visant à accroître le taux de production alimentaire dans les pays en développement était l'engagement de capitaux beaucoup plus importants en faveur de l'agriculture dans ce groupe de pays. La Conférence a pleinement approuvé les estimations préparées par son secrétariat, qui indiquaient que les capitaux frais provenant des pays développés devaient être portés à environ 5 milliards de dollars par an dès 1980, soit environ le double du niveau de 1974.

C'est à cette fin que la Conférence a réclamé la création immédiate d'un Fonds international de développement agricole. En décembre 1974, l'Assemblée générale a fait sienne la résolution de la Conférence demandant la création du Fonds.

Des progrès importants ont été réalisés dans ce sens depuis lors. Les pays intéressés, réunis à Genève les 5 et 6 mai 1975 par le Secrétaire général des Nations Unies, ont approuvé à une majorité écrasante la création du Fonds et ont formé un Groupe de travail *ad hoc* chargé d'examiner les questions opérationnelles et de procédure, ainsi que les autres aspects connexes.

Après deux sessions du Groupe de travail, en juin et en septembre, les représentants de 69 pays se sont de nouveau réunis du 27 au 31 octobre 1975 à Rome et ont recommandé:

- a) que le Fonds soit créé en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies jouissant de l'autonomie en ce qui concerne la formulation de sa politique et ses opérations;
- b) que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à réunir une conférence de plénipotentiaires en février 1976 à Rome pour mener à bien la procédure aboutissant à la création du Fonds; pour adopter et ouvrir à la signature un accord portant création du Fonds en tant qu'institution spécialisée; pour recevoir les promesses de contributions au Fonds; et pour établir une Commission préparatoire qui prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre au Fonds de commencer ses opérations le plus tôt possible.

Les participants à la réunion ont approuvé un projet d'accord qui devait être soumis pour adoption officielle à la Conférence de plénipotentiaires.

A la réunion, les pays développés et les pays contributeurs en développement ont confirmé leur intention d'atteindre l'objectif initial de 1 milliard de droits de tirage spéciaux (DTS)<sup>17</sup> comme proposé à

<sup>17</sup> Les DTS constituent une forme de réserve internationale dont disposent les pays participant au Compte de tirage spécial du Fonds

l'origine par l'Arabie saoudite, l'Iran et les autres pays de l'OPEP.

Certains pays ont indiqué le montant des contributions qu'ils avaient l'intention de promettre au Fonds (Royaume-Uni, 15 millions de livres; Norvège, 10 millions de DTS; Pays-Bas, 32 millions de DTS). Les Etats-Unis ont réaffirmé leur intention, déjà exprimée en septembre à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, de solliciter du Congrès l'approbation d'une contribution de 200 millions de dollars au Fonds international de développement agricole, à condition que les autres pays versent des contributions suffisantes pour que l'objectif soit atteint. La Communauté économique européenne étudie la possibilité de contribuer au Fonds dans l'attente d'un accord final entre les neuf pays européens.

D'autres pays développés et certains pays de l'OPEP, notamment l'Arabie saoudite, l'Iran, le Koweït, la Libye et le Venezuela, ont déclaré leur intention de contribuer au Fonds.

La création prévue d'un Fonds international de développement agricole est considérée en général comme l'un des résultats les plus importants de la Conférence mondiale de l'alimentation. Le Fonds, où seront représentés les pays développés, les pays contributeurs en développement et les pays bénéficiaires potentiels, accordera des dons et des prêts à des conditions extrêmement favorables pour le développement agricole en donnant la priorité aux pays à déficit alimentaire les plus pauvres, et il encouragera les pays en développement à accroître leur production alimentaire.

#### GROUPE CONSULTATIF DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE L'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La Conférence mondiale de l'alimentation a demandé à la Banque mondiale, à la FAO et au Programme des Nations Unies pour le développement d'organiser un Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement (GCPAI) ayant pour fonction:

- a) d'encourager l'accroissement de l'apport de ressources extérieures en faveur de la production alimentaire;
- b) d'améliorer la coordination des activités des différents donateurs d'aide multilatérale et bilatérale;

monétaire international. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1974, le Fonds a établi la valeur des droits de tirage spéciaux en fonction de 16 monnaies en utilisant la technique dénommée évaluation d'après « l'assortiment type ». Les droits de tirage spéciaux sont de plus en plus souvent utilisés comme unité de compte dans les transactions commerciales. A l'heure actuelle, un milliard de DTS équivalent approximativement à 1,17 milliard de dollars U.S.

- c) d'assurer une utilisation plus rationnelle des ressources disponibles.

Le Groupe a tenu sa première réunion à Washington en juillet 1975. Il n'est pas un organe exécutif et il est prévu qu'il atteindra ses objectifs principalement par un échange d'informations théoriques et pratiques entre ses membres. Sa composition comprend des pays donateurs (à la fois des donateurs traditionnels et des donateurs « nouveaux » comme les membres de l'OPEP), des organismes internationaux ayant d'importants programmes d'assistance en faveur des systèmes alimentaires des pays en développement, et des pays en développement.

Le Groupe consultatif tiendra le Conseil mondial de l'alimentation régulièrement au courant de ses travaux afin que le Conseil puisse examiner les questions de politique issues de ses débats. De même, le Conseil peut demander au Groupe consultatif de se pencher sur des questions importantes relevant de la compétence du GCPAI en matière d'investissement. Il faudra également définir les voies de communication entre le GCPAI et ses trois institutions pararrainantes.

Le GCPAI en est encore au stade initial de sa formation. Il a consacré sa première réunion surtout à des questions de procédure, quoique ayant accordé une attention particulière aux besoins des pays en développement en matière d'investissement pour la production et les circuits de distribution d'engrais. Le Groupe devait tenir sa deuxième réunion en février 1976.

#### ENGAGEMENT INTERNATIONAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Les mesures visant à accroître la production alimentaire ne suffisent pas en soi pour garantir des disponibilités adéquates de produits alimentaires de base pour tous les peuples à tout moment. Les catastrophes naturelles et autres, les intempéries, les fluctuations des prix et les politiques de stockage inappropriées sont parmi les facteurs qui peuvent, à n'importe quelle époque, provoquer de graves pénuries alimentaires, surtout dans les pays en développement.

La Conférence mondiale de l'alimentation a admis que la communauté internationale tout entière avait la responsabilité globale d'élaborer des politiques et des arrangements conçus pour garantir la sécurité alimentaire mondiale et, dans cette optique, elle a souscrit à la proposition de la FAO en vue d'un engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale et a invité tous les gouvernements à y participer. La Conférence a également recommandé la création d'un Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui aurait le statut de comité permanent du

Conseil de la FAO et serait chargé de surveiller la mise en œuvre de l'Engagement. L'Engagement a pour élément central un système, coordonné à l'échelon international, de politiques nationales de stocks alimentaires (principalement de céréales) qui, en combinaison, garantirait au moins un niveau de sécurité minimal en ce qui concerne les stocks de produits alimentaires de base pour l'ensemble du monde.

La mise en œuvre pratique de l'Engagement exigera de la part des gouvernements une action entreprise en coopération pour chacun de ses quatre principaux éléments:

- a) des politiques de stockage nationales établies conformément aux directives agréées;
- b) des consultations intergouvernementales périodiques pour déterminer si les stocks sont suffisants et fixer les mesures requises pour sauvegarder la sécurité alimentaire mondiale;
- c) une assistance spéciale aux pays en développement pour leur permettre de mettre en œuvre efficacement leurs programmes de stockage et de production;
- d) la participation à un système d'information alimentaire amélioré.

En novembre 1974, le Conseil de la FAO a adopté l'Engagement et l'a transmis à tous les Etats Membres de la FAO et des Nations Unies. Dès la mi-novembre 1975, 59 pays y avaient souscrit, tandis que 7 autres, dont certains figurent parmi les principaux exportateurs de céréales, avaient annoncé leur intention d'y adhérer. Cette réaction est encourageante puisque les pays qui ont adopté l'Engagement représentent quelque 95 pour cent des exportations mondiales de céréales et plus de 50 pour cent des importations mondiales. Néanmoins, une participation plus large est indispensable si l'on veut parvenir à la sécurité alimentaire mondiale. Il importe au premier chef d'atteindre cet objectif le plus tôt possible puisque à l'heure actuelle les stocks céréaliers correspondent approximativement aux besoins minimaux et ne constitueraient pas une réserve suffisante en cas d'échec majeur des récoltes.

A sa septième session extraordinaire, en septembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé que des travaux intensifs se poursuivent en vue de déterminer l'ampleur de la réserve, compte tenu de la proposition faite à cette session par les Etats-Unis selon laquelle les éléments blé et riz de la réserve totale devraient être de 30 millions de tonnes. La session extraordinaire a recommandé en outre que les pays développés et les pays en développement qui étaient en mesure de le faire mettent à la disposition du Programme alimentaire mondial une réserve d'ur-

gence d'au moins 500 000 tonnes en attendant la création d'une réserve mondiale de céréales vivrières.

En mars 1975, le Conseil de la FAO a réuni une consultation *ad hoc* sur la sécurité alimentaire mondiale en attendant la création d'un Comité permanent de la sécurité alimentaire mondiale par la Conférence de la FAO en novembre 1975. Cette consultation a réaffirmé l'urgence pour tous les gouvernements de souscrire aux objectifs et aux politiques de l'Engagement international et de les rendre efficaces grâce à des consultations intergouvernementales; elle a souligné la nécessité d'intensifier l'aide aux pays en développement pour qu'ils puissent formuler et exécuter leurs programmes de stockage et de production alimentaires; enfin, elle a invité tous les gouvernements à participer au Système mondial d'information et d'alerte rapide. De plus, la consultation a passé en revue les résultats des échanges de vues qui ont eu lieu dans d'autres instances<sup>18</sup> à propos des nouvelles ententes mondiales sur les produits qui concernent la production, le commerce et l'assistance en matière de céréales pour améliorer la sécurité alimentaire dans le monde.

Entre-temps, la FAO a mis en route un Programme d'assistance pour la sécurité alimentaire en coopération avec d'autres organisations internationales en vue de conseiller les pays en développement au sujet de politiques nationales appropriées en matière de stocks alimentaires et d'emmagasinage, de suggérer les mesures à prendre pour mettre en œuvre un programme d'action efficace, et d'aider à mobiliser l'aide technique, financière et alimentaire requise. Jusqu'à présent, des missions de la FAO ont donné des conseils à neuf pays et les pays donateurs intéressés ont été invités à participer à l'action entreprise à la suite de ces missions.

Un élément vital de la sécurité alimentaire mondiale est un système mondial efficace permettant d'obtenir des informations en temps opportun sur la situation actuelle et probable des récoltes et des stocks alimentaires, et sur les domaines connexes intéressant l'offre et la demande de denrées alimentaires. Aussi la Conférence mondiale de l'alimentation a-t-elle demandé à la FAO de créer un système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture.

A sa soixante-cinquième session en mars 1975, le Conseil de la FAO a décidé que le système serait institué au sein de la FAO pour:

- a) surveiller en permanence les conditions de l'offre et de la demande de produits alimentaires dans

<sup>18</sup> La réunion d'experts de la FAO tenue en février 1975; la conférence des principaux pays participant à la production, à la consommation et au commerce des céréales, convoquée par le gouvernement des Etats-Unis en février 1975; le Groupe préparatoire créé par le Conseil international du blé pour examiner les bases d'une nouvelle entente internationale sur les céréales; le Sous-groupe des céréales constitué dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du GATT.

le monde (y compris les engrais et les autres facteurs de production essentiels) afin d'aider les gouvernements à prendre les mesures appropriées en temps opportun;

- b) identifier les pays ou régions où de sérieuses pénuries alimentaires et une aggravation de la situation nutritionnelle sont imminentes, et déterminer les besoins éventuels en secours alimentaires d'urgence;
- c) contribuer au fonctionnement efficace de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale.

Le Système recueillera des renseignements fournis régulièrement et volontairement par les gouvernements et les organisations internationales qui y participent et publiera des rapports à intervalles réguliers et opportuns sur la situation alimentaire et ses perspectives, sur les pénuries alimentaires prévues, sur les stocks alimentaires et l'aide alimentaire, et sur les engrais et les pesticides. Certaines données communiquées par les gouvernements pourront être considérées comme confidentielles si ces derniers le demandent.

Des rapports sur la situation alimentaire et les perspectives à cet égard ont été publiés tous les mois depuis avril 1975<sup>19</sup>. La distribution de ces rapports est limitée aux pays participants et aux organisations internationales qui coopèrent au Système.

Le Directeur général de la FAO a communiqué les modalités pratiques concernant le Système mondial d'information et d'alerte rapide à tous les Etats Membres de la FAO et des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations internationales intéressées, et les a invités à participer au Système.

Dès novembre 1975, 48 pays, dont tous les principaux exportateurs de céréales, avaient accepté d'y participer, tandis que 10 autres avaient indiqué leur intention d'y participer.

#### POLITIQUE D'AIDE ALIMENTAIRE

La Conférence mondiale de l'alimentation a demandé que soit formulée une politique d'aide alimentaire améliorée qui garantirait un degré de continuité raisonnable en ce qui concerne l'approvisionnement au titre de l'aide alimentaire d'une année à l'autre. Afin de réduire les fluctuations du volume de l'aide alimentaire, lequel a eu tendance à tomber à son niveau le plus bas en période de pénurie lorsque

l'aide alimentaire est le plus nécessaire, la Conférence a recommandé que tous les donateurs adoptent le principe d'une planification de l'aide alimentaire et elle a approuvé un engagement tendant à fournir des produits et des moyens de financement pour l'aide alimentaire à concurrence d'un niveau minimal de 10 millions de tonnes de céréales par an à partir de 1975. La Conférence a recommandé en outre des directives en vue de la reconstitution du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (PAM) en tant que Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire qui serait chargé de promouvoir une coordination plus efficace des programmes d'aide alimentaire multilatérale et bilatérale.

En dépit de l'appel lancé par la Conférence mondiale de l'alimentation — et renouvelé au Conseil mondial de l'alimentation et à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies — deux pays donateurs seulement ont accepté le principe de la planification de l'aide alimentaire sur une base triennale. A la mi-octobre 1975, les engagements pour 1975/76 étaient estimés à 9 millions de tonnes, soit 1 million de tonnes de moins que l'objectif minimal de 10 millions de tonnes. Bien que ce chiffre représente une augmentation considérable par rapport au niveau exceptionnellement bas de 5,4 millions de tonnes d'aide alimentaire en céréales en 1973/74 et une amélioration par rapport à 1974/75, il reste très inférieur au niveau de 12,7 millions de tonnes de 1970/71, époque à laquelle la situation de la balance des paiements des pays les plus gravement touchés et, partant, leur aptitude à acheter des produits alimentaires par les voies commerciales étaient bien meilleures qu'elles ne le seront en 1975/76.

La proportion de l'aide alimentaire canalisée par le truchement du Programme alimentaire mondial s'est accrue de façon appréciable reflétant la recommandation formulée à la Conférence mondiale de l'alimentation. Des promesses de contributions s'élevant à l'équivalent de près de 600 millions de dollars ont été annoncées pour la période 1975-76, contre 360 millions pour 1973-74. Ces promesses de contributions sont distinctes du fonds de réserve d'urgence que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé de mettre à la disposition du PAM.

Le Conseil économique et social (ECOSOC) et le Conseil de la FAO ont approuvé le projet de résolution du Comité intergouvernemental du PAM tendant à ce que ce dernier soit reconstitué en un Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire conformément aux recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation. Dès la fin de 1975, la résolution avait été approuvée à la fois par la Conférence de la FAO et l'Assemblée générale des Nations Unies.

<sup>19</sup> *Perspectives de l'alimentation - bulletin trimestriel; Information sur l'alimentation*; supplément mensuel au bulletin trimestriel sur les perspectives de l'alimentation, et des rapports mensuels, *Cultures et pénuries alimentaires*.

## Septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 16 septembre 1975, a été consacrée au développement et à la coopération économique internationale. Ses deux principaux objectifs étaient:

- a) d'examiner de nouveaux concepts et de nouvelles options en vue de promouvoir efficacement la solution des problèmes économiques mondiaux;
- b) de mettre en route des changements de structure afin de faire du système des Nations Unies un instrument plus efficace pour promouvoir la coopération économique mondiale et mettre en œuvre la stratégie internationale du développement.

La session a débuté par une reconnaissance claire et nette des questions dont elle était saisie, des problèmes à résoudre et des options qui lui étaient soumises. Des préparatifs très poussés l'avaient précédé: une série de conférences avaient eu lieu au sein du système des Nations Unies, outre les négociations commerciales multilatérales au titre du GATT, les préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED IV) et les négociations sur le transfert des ressources et la réforme du système monétaire international au FMI. De plus, des négociations s'étaient poursuivies à titre officieux parallèlement aux travaux du Comité préparatoire et pendant la cinquante-neuvième session de l'ECOSOC.

Non moins importants ont été les préparatifs qui se sont poursuivis en dehors des Nations Unies: la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar en février 1975; les négociations aboutissant à la Convention de Lomé conclue entre la CEE et un certain nombre de pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; la réunion du Conseil de l'OCDE en mai; la réunion des Chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à la Jamaïque en mai; enfin, la réunion des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, à Lima, en août 1975.

La septième session extraordinaire a atteint son point culminant lorsqu'elle a adopté à l'unanimité la résolution 3362 (S-VII) définissant un cadre pour l'action future en vue de promouvoir le développement et la coopération économique internationale avec des propositions couvrant la totalité des sept questions principales abordées au cours de la session: commerce international; transfert des ressources des pays riches aux pays pauvres; sciences et

techniques; industrialisation; alimentation et agriculture; coopération entre pays en développement; restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies.

En ce qui concerne le commerce international, la résolution a formulé des propositions visant à élargir et à diversifier le commerce des pays en développement et à améliorer les termes de l'échange de ces pays avec le monde développé, y compris la protection de leur pouvoir d'achat et la réduction des barrières tarifaires. Une question importante était de savoir si la position des pays en développement devait être protégée par un système intégré de soutien des produits de base grâce à des mesures de financement de stocks régulateurs, ou bien par un financement destiné à compenser le déficit des recettes d'exportation. Ces problèmes, de même que d'autres questions importantes concernant les échanges commerciaux, tels que les accords commerciaux portant sur plusieurs produits et la possibilité d'indexer les prix des matières premières exportées par les pays en développement, feront l'objet de nouvelles études et seront de nouveau débattus à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et de développement à Nairobi en mai 1976.

Pour ce qui est du problème du transfert des ressources, les pays développés ont confirmé leur intention d'atteindre l'objectif fixé pour l'aide publique au développement en portant leurs contributions à 0,7 pour cent de leur PNB d'ici à 1980, ainsi qu'il a été décidé dans le cadre de la Stratégie internationale du développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ceux qui n'avaient encore contracté aucune obligation à cet égard se sont engagés à atteindre cet objectif si possible avant la fin de la décennie. La résolution demande aussi aux pays développés de renforcer, en élargissant la portée, les institutions internationales de développement déjà existantes, telles que la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et les banques régionales de développement. Aucune suite n'a pu être donnée aux propositions concernant l'établissement d'un lien entre l'aide au développement et les droits de tirage spéciaux ainsi que la révision du calendrier de remboursement des dettes contractées par les pays les plus pauvres.

La résolution a prévu expressément un accroissement de l'aide financière et technique en faveur des pays les plus pauvres pour les aider à développer leur production agricole. Elle invitait les pays développés à fournir aux pays pauvres en quantités suffisantes à la fois des facteurs de production agricoles (notamment des engrais) et des denrées alimentaires pour l'importation. La résolution a accordé la priorité à une nouvelle réduction des pertes alimentaires survenant après la récolte dans les pays en dévelop-

pement en vue de les réduire de moitié d'ici à 1985. Il était instamment demandé à la fois aux pays développés et aux pays en développement de verser des contributions au nouveau Fonds international de développement agricole. Un appel était lancé à tous les Etats membres pour qu'ils acceptent le double principe d'un objectif minimal pour l'aide alimentaire et du concept de la planification de l'aide alimentaire, combinés avec un premier objectif de 10 millions de tonnes de céréales vivrières pour la campagne 1975/76. Il était d'autre part demandé instamment à tous les Etats membres de participer au Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture.

Le Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement a été invité à identifier au plus tôt les pays en développement offrant le potentiel nécessaire pour un accroissement rapide et efficace de la production alimentaire, ainsi que les pays en développement présentant un déficit alimentaire mais dotés du potentiel nécessaire pour une rapide expansion de leur agriculture. Cette évaluation aiderait les pays développés et les institutions internationales compétentes à concentrer judicieusement les ressources et l'aide en vue de promouvoir la production alimentaire dans le monde en développement. A ces dispositions s'ajoutent des propositions en vue du transfert des compétences scientifiques et techniques.

La septième session extraordinaire a fourni la preuve encourageante d'un dialogue constructif sur des questions qui constituaient naguère une source de dissension au sein des Nations Unies ainsi que dans d'autres instances internationales. Par conséquent, non seulement la résolution témoigne des pressions qui se sont accumulées depuis quelques années en vue d'opérer d'importants changements dans le système économique international, mais de plus elle démontre l'utilité du cadre fourni par le système des Nations Unies.

### **Conférence sur le droit de la mer**

La troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à Genève du 17 mars au 9 mai 1975, a pris fin sans que puisse être conclu un accord définitif sur la question primordiale des droits d'exploitation de la mer et des fonds marins. Les présidents des trois commissions principales ont collaboré à l'établissement d'un texte de négociation s'inspirant des résultats des échanges de vues qui avaient eu lieu officiellement ou à titre officieux pendant la session, et l'on espère que ce texte pourra servir de base à des négociations plus fructueuses lors de la quatrième

session de la Conférence qui doit se tenir à New York en mars 1976.

Le principal obstacle à tout accord définitif a été la poursuite du différend sur la portée et la nature des eaux territoriales et des « zones économiques ». Si le principe général d'une limite de 12 milles pour les eaux territoriales et de 200 milles pour la zone économique située au large des côtes avait déjà été accepté par de nombreux pays à la deuxième session tenue à Caracas en 1974, la troisième session, par contre, a mis en relief les importantes divergences d'opinion quant à la délimitation de ces zones et aux droits dont chaque pays devrait jouir à l'intérieur de ces zones. C'est ainsi, par exemple, que la limite de 12 milles transformerait plus d'une centaine de détroits importants en eaux territoriales et bien des pays ont exprimé des craintes au sujet de la liberté de passage dans ces détroits. Aucun accord n'a été réalisé sur la délimitation des zones économiques, notamment autour des îlots et des archipels et dans certaines régions limitées telles que la mer du Nord, tandis que quelques pays comme le Canada, les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont montrés particulièrement soucieux d'étendre leurs droits au plateau continental au-delà de la limite de 200 milles qui avait été suggérée. Bien que la plupart des pays aient admis le principe du droit exclusif aux ressources des fonds marins situés à l'intérieur de ces zones, la délicate question de l'exclusivité des droits de pêche n'a pu être résolue, surtout parmi les pays de l'Atlantique nord. L'absence d'accord a suscité la crainte que ces pays n'agissent de façon unilatérale. L'Islande a déjà déclaré son intention de maintenir une zone de pêche de 200 milles. Les autres secteurs de désaccord concernent les droits de navigation et la lutte contre la pollution à l'intérieur des zones économiques, de nombreux pays redoutant que l'extension de la lutte contre la pollution ne conduise à certaines ingérences dans le domaine de la navigation.

Le désaccord a persisté quant à la nature de l'autorité proposée pour administrer et contrôler l'exploitation des ressources minérales des fonds marins, qualifiées de « patrimoine commun de l'humanité ». Les pays en développement ont exprimé la crainte que l'exploitation des ressources considérables de manganèse, de nickel, de cuivre et de cobalt que recèlent notamment ces fonds marins ne soit monopolisée par des entreprises privées des pays développés, ce qui entraînerait une chute des cours sur les marchés mondiaux, et bien des pays en développement ont exprimé la ferme opinion que seule l'autorité envisagée devrait avoir le droit d'exploiter ces ressources. En prononçant la clôture des travaux, le président a lancé un appel à la modération jusqu'à ce que se réunisse la conférence de 1976. Etant donné l'impatience croissante qui se manifeste dans de



nombreux pays, il est vital qu'un accord soit réalisé sur ces questions très importantes en 1976.

### **Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme**

En 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'Année internationale de la femme à la suite d'une suggestion de la Commission de la condition de la femme, organe des Nations Unies: 1975 était à mi-parcours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et cette année a été marquée par une intensification des efforts déployés par les Nations Unies et ses Etats membres pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, assurer l'intégration complète des femmes dans le développement social et économique, et souligner le rôle des femmes en faveur de la paix mondiale. Le point culminant de ces diverses activités a été une conférence internationale qui s'est tenue sous les auspices des Nations Unies.

La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a eu lieu à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975. Cette conférence avait pour but de centraliser l'examen des problèmes et d'élaborer un programme d'action en vue d'atteindre ultérieurement les objectifs d'égalité, de développement et de paix fixés pour l'Année internationale de la femme. C'était là la première conférence des Nations Unies consacrée expressément à la condition et au rôle de la femme et la première grande réunion internationale qui se soit jamais tenue pour permettre aux femmes de discuter de leurs problèmes communs et de leurs aspirations communes.

Les débats de la conférence couvraient tout un éventail de questions très diverses portant sur la condition et le rôle de la femme à tous les niveaux de la société dans le monde entier, une attention considérable étant accordée au rôle effectif et potentiel des femmes dans le processus de développement dans son sens le plus large, et plus particulièrement à la situation des femmes dans les pays les plus pauvres.

Bien que les femmes jouent un rôle majeur dans beaucoup d'économies, surtout dans les économies rurales des pays les plus pauvres, l'importance de leur apport est couramment négligée dans les plans et programmes de développement et elles sont sou-

vent exclues des systèmes de vulgarisation et de formation en milieu rural, des coopératives et des autres secteurs dans lesquels elles pourraient améliorer leur situation et leur rendement économique. Parallèlement, on constate une absence générale de programmes visant expressément à venir en aide aux femmes, surtout à réduire le fardeau des tâches quotidiennes qui leur incombent. La situation d'infériorité des femmes sur le plan économique et social est souvent renforcée par les traditions culturelles, la religion ou la législation.

Les résolutions adoptées par la conférence demandaient aux organisations internationales et aux gouvernements de tenir compte, en élaborant les plans de développement, de l'importance des femmes dans le processus de développement et elles demandaient également que soient institués et financés des programmes de recherche dans toutes les institutions pertinentes des Nations Unies en vue d'étudier la position et le rôle des femmes dans le développement et de formuler des politiques pour encourager et élargir leur participation. D'autres résolutions ont aussi été adoptées invitant les institutions pertinentes des Nations Unies à formuler un programme d'action précis (projets d'enseignement et de formation, par exemple), surtout dans les pays les plus pauvres et dans ceux où les femmes sont désavantagées sur le plan social, et demandant aux Nations Unies et à d'autres institutions internationales, aux pays donateurs et à tous les gouvernements de fournir des fonds pour de tels projets.

Parmi les objectifs qui, de l'avis de la conférence, devraient être atteints au cours d'une période initiale de cinq ans, les suivants intéressent particulièrement les femmes rurales et le rôle de la femme dans l'agriculture: développement considérable de la formation professionnelle; création et développement des services d'infrastructure en faveur des femmes dans les zones rurales; augmentation des moyens fournis pour appliquer des mesures complètes en matière de santé, d'éducation, de nutrition et de planification familiale; égalité des rémunérations et des conditions d'emploi; reconnaissance de la valeur économique du travail féminin, par exemple pour la production alimentaire, la commercialisation et les activités bénévoles qui, par tradition, ne sont pas rémunérées; développement des techniques rurales modernes et de l'artisanat; réduction du lourd volume de travail qui incombe aux femmes, en particulier dans les secteurs ruraux.

# Chapitre 2. - LA DEUXIÈME DÉCENNIE POUR LE DÉVELOPPEMENT - EXAMEN ET ÉVALUATION A MI-TERME

## Introduction

La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (DD2) a débuté sous de fâcheux auspices et cela n'a nulle part été plus sensible que dans le secteur vital de l'alimentation et de l'agriculture. Alors qu'on avait espéré une croissance accélérée, les progrès de la production se sont en fait ralentis. Depuis 1972, la situation alimentaire et agricole mondiale est devenue plus difficile et précaire qu'à aucun moment depuis la période immédiatement consécutive à la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire depuis près de 30 ans.

Bien que l'agriculture ait reçu une grande place dans la stratégie internationale du développement pour la DD2, un seul objectif quantitatif a été spécifié en ce qui concerne le secteur agricole, à savoir une croissance annuelle moyenne de la production de 4 pour cent dans les pays en développement<sup>1</sup>. Jusqu'ici, cependant, c'est-à-dire durant les quatre premières années de la décennie, la production n'a augmenté qu'à raison de 1,8 pour cent par an dans ces pays et de 2,1 pour cent dans l'ensemble du monde. Sa croissance a donc été beaucoup plus lente dans les pays en développement que celle de la population (2,4 pour cent par an).

L'évolution décevante de la production agricole jusqu'à ce point de la DD2 est liée en partie à des problèmes de longue haleine et à l'inadéquation des moyens mis en œuvre, mais elle s'explique aussi dans une grande mesure par des conditions météorologiques généralement défavorables pendant deux des quatre années déjà écoulées (1972 et 1974). La conséquence en est que l'offre de plusieurs grands produits agricoles, longtemps excédentaire, est brusquement devenue insuffisante. Les stocks mondiaux des principales céréales sont tombés au niveau le plus bas depuis plus de 20 ans, période pendant laquelle la population a augmenté de moitié environ, et l'aide

alimentaire s'est réduite au moment précis où elle était le plus nécessaire. Les prix ont atteint des niveaux sans précédent. Il faudrait maintenant que la production agricole fasse un bond exceptionnel durant les dernières années de la décennie, non seulement pour atteindre l'objectif visé — une croissance annuelle moyenne de 4 pour cent dans les pays en développement — mais aussi pour rétablir promptement un minimum de sécurité alimentaire dans le monde.

Voici quelques-unes des mesures essentielles préconisées pour le secteur agricole dans le cadre de la stratégie internationale: « Les pays en voie de développement définiront, dans les premières années de la Décennie, des stratégies appropriées pour l'agriculture — y compris l'élevage, la pêche et la sylviculture — visant à assurer un approvisionnement alimentaire plus adéquat des points de vue quantitatif et qualitatif, à répondre à leurs besoins nutritionnels et industriels, à développer les possibilités d'emploi dans les zones rurales et à augmenter les recettes d'exportation. Ils entreprendront, lorsqu'il y a lieu, des réformes du régime foncier pour promouvoir à la fois la justice sociale et le rendement des exploitations agricoles. Ils prendront les mesures nécessaires pour assurer une irrigation satisfaisante et pour disposer d'engrais, de semences de variétés améliorées et de matériel agricole approprié. Ils prendront également des mesures pour développer l'infrastructure d'installations de commercialisation et d'entreposage et le réseau de services de vulgarisation agricole. Ils feront davantage pour offrir des facilités de crédit aux agriculteurs. Ils encourageront les coopératives à organiser beaucoup de ces activités. Ils adopteront une politique appropriée de fixation des prix agricoles comme instrument complémentaire pour l'application de leur stratégie agricole. Les pays développés aideront ces efforts en fournissant des ressources aux pays en voie de développement pour leur permettre d'obtenir les facteurs de production essentiels, en leur offrant une assistance pour la

<sup>1</sup> Nations Unies. *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa vingt-cinquième session, 15 septembre-17 décembre 1970, Documents officiels: vingt-cinquième session, Supplément N° 28, A/8028, New York, 1971, Résolution 2626 (xxv), par. 16.*

recherche et la mise en place de l'infrastructure et en tenant compte dans leurs politiques commerciales des besoins particuliers des pays en voie de développement. Les organisations internationales fourniront elles aussi un appui approprié<sup>2</sup>. »

La stratégie envisage une expansion moyenne annuelle « d'un peu plus de 7 pour cent » pour les exportations des pays en développement, dont beaucoup sont étroitement tributaires des produits agricoles pour leurs recettes extérieures, et elle comporte aussi un grand nombre de mesures spécifiques sur le plan des politiques commerciales. « Les niveaux de nutrition devraient être améliorés tant en ce qui concerne la ration de calories que celle de protéines, tout spécialement pour ce qui est des groupes de populations vulnérables... Dans le cadre de leur stratégie de l'emploi, les pays en voie de développement accorderont la plus grande place possible à l'emploi dans les campagnes...<sup>3</sup> »

Les progrès du secteur alimentaire et agricole n'ont guère été plus encourageants à d'autres égards qu'ils ne l'ont été sur le plan de la production — dont la performance est de toute façon déterminante. De façon générale, la croissance des recettes provenant des exportations agricoles des pays en développement est restée insatisfaisante, même si les pénuries et les prix élevés ont été une source de gains temporaires pour certains d'entre eux. Phénomène particulièrement inquiétant, la situation nutritionnelle semble s'être aggravée depuis le début de la décennie. Il est peut-être à craindre aussi que, devant la nécessité de plus en plus impérieuse d'accroître la production alimentaire, et devant les tiraillements possibles entre les objectifs de production et d'emploi, les problèmes des petits exploitants et la question de l'emploi rural — qu'une prise de conscience plus aiguë des aspects sociaux et distributifs du développement avait mis en relief — ne soient de nouveau relégués au second plan. La stratégie internationale ne proposait pas un objectif spécifique en matière d'assistance extérieure à l'agriculture; néanmoins ce secteur a souffert du fait que, de façon générale, l'aide n'a pas atteint les niveaux escomptés<sup>4</sup>.

Les résultats décevants du secteur alimentaire et agricole ont été étroitement associés à maintes transformations profondes de l'économie générale, que nul ne pouvait prévoir au moment où a été adoptée la stratégie internationale. L'évolution cyclique de l'industrie productrice a ouvert une phase de pénuries et de prix élevés dans le secteur des engrais chimiques, indispensables à l'expansion de la production agricole, en particulier dans le cadre des techniques de la révolution verte qui avait suscité de si grandes espérances.

L'inflation et la désorganisation du système monétaire international ont avivé la spéculation et contribué aux mouvements désordonnés des produits alimentaires et agricoles. La forte hausse des taux de fret a ajouté à la difficulté de financer les importations de denrées alimentaires et d'engrais. La montée rapide des prix du pétrole depuis la fin de 1973 a alourdi les coûts de production des engrais et renchéri le carburant nécessaire pour faire fonctionner les pompes d'irrigation et les machines agricoles.

L'année 1975 offre donc un terrain particulièrement difficile et incertain pour tenter d'évaluer les résultats récents ou de déterminer les stratégies futures. A l'heure actuelle, l'attention se concentre nécessairement sur les problèmes immédiats et, notamment, sur la nécessité d'assurer une part adéquate des disponibilités de denrées alimentaires et d'engrais aux pays les plus atteints par les événements récents ainsi que de leur en faciliter l'achat par des initiatives comme l'Opération d'urgence des Nations Unies et le Programme international d'approvisionnement en engrais. Les mesures visant à résoudre de tels problèmes à court terme et à restituer à l'économie mondiale un peu de la stabilité dont elle a tant besoin devront figurer en bonne place dans toute modification de la stratégie internationale.

Les préoccupations qu'inspirent les difficultés immédiates du secteur alimentaire et agricole ont fort heureusement amené aussi à considérer de plus près les problèmes sous-jacents à long terme. C'est ce double souci des problèmes immédiats et de plus longue haleine qui a amené l'Assemblée générale des Nations Unies à décider en 1973, lors de sa vingthuitième session, de convoquer une Conférence mondiale de l'alimentation. Cette conférence a eu lieu à Rome du 5 au 16 novembre 1974. Elle a témoigné d'une unité de vue très encourageante, non seulement en ce qui concerne la nature et les dimensions du problème alimentaire mondial, mais aussi quant aux mesures nationales et internationales nécessaires pour le résoudre. Les initiatives qui seront prises à la lumière de ses recommandations auront une influence décisive sur la marche du progrès pendant le reste de la DD2 et au-delà.

Les résolutions adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation ont aussi permis de préciser beaucoup la stratégie que l'on juge devoir appliquer au secteur alimentaire et agricole. Bon nombre de ses recommandations apportent d'importants éléments nouveaux à ajouter à la stratégie internationale. La stratégie applicable au secteur alimentaire et agricole sera également revue et complétée en fonction de la Déclaration et du Programme d'action adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa sixième session extraordinaire (1974) au sujet d'un nouvel ordre économique international, des recommandations des récentes conférences des Nations

<sup>2</sup> *Ibid.*, par. 75.

<sup>3</sup> *Ibid.*, par. 18, 21-40, 66.

<sup>4</sup> *Ibid.*, par. 42-52.

Unies sur l'environnement, la population et la femme. Les conceptions nouvelles — développement rural intégré et programmes de développement axés sur la petite agriculture — doivent aussi trouver place dans la stratégie. Il n'est pas douteux que pendant le reste de la DD2 l'augmentation de la production alimentaire dans les pays développés revêtira bien plus d'importance pour les approvisionnements mondiaux que l'on ne l'imaginait lorsque la stratégie a été arrêtée. En fait, l'universalité du problème de production et d'échanges des denrées alimentaires apparaît avec beaucoup plus d'évidence aujourd'hui qu'alors. La stratégie internationale ne fait pas mention, par exemple, de l'aide alimentaire.

L'objectif de croissance annuelle moyenne de 4 pour cent pour la production agricole des pays en développement a été déterminé principalement d'après les objectifs proposés dans le Plan indicatif mondial provisoire de la FAO pour le développement de l'agriculture (PIM)<sup>5</sup>. Le PIM envisageait aussi une croissance des exportations agricoles des pays en développement de 3,3 pour cent par an. Il a fourni, lors de l'élaboration de la stratégie applicable à la DD2, une analyse détaillée qui n'avait d'équivalent pour aucun autre grand secteur de l'économie. Le bien-fondé des objectifs proposés dans le PIM a de façon générale été confirmé par les travaux de révision, mise à jour et autres effectués à l'occasion de la Conférence mondiale de l'alimentation, ainsi que par les conclusions et recommandations de la conférence elle-même.

La FAO a déjà examiné et évalué les progrès de la production agricole dans les pays en développement relativement aux objectifs de la DD2 et à ceux qui avaient été proposés dans le PIM<sup>6</sup>. Elle a également fait le point de la situation au début de la DD2 dans deux grands secteurs, celui de l'emploi agricole<sup>7</sup> et de la nutrition<sup>8</sup>, pour lesquels on possède peu de renseignements à jour et dont l'évolution est en principe assez lente. La FAO a repris les conclusions de ces deux études, et en particulier l'estimation actuelle selon laquelle au moins 460 millions de personnes sont victimes d'une grave malnutrition protéique et calorique, dans la documentation qu'elle a soumise tant à la Conférence mondiale de l'alimentation qu'à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population. En fait, une partie de la documentation destinée à la Conférence mondiale de l'alimentation était constituée essentiellement par un bilan des résultats

obtenus durant la DD1 et les premières années de la DD2 qui, il est vrai, ne prenait en considération ni les produits agricoles non alimentaires, ni les produits forestiers<sup>9</sup>. Les progrès accomplis jusqu'ici durant la DD2 ont fait l'objet de débats préliminaires lors de plusieurs conférences régionales convoquées par la FAO durant le second semestre de 1974. Le dernier des rapports périodiques à la Commission économique et sociale (ECOSOC) sur les progrès de la réforme agraire apporte également une contribution au bilan provisoire de la DD2<sup>10</sup>. D'autres études portent sur les progrès récents de l'éducation, de la formation et de la recherche dans le domaine agricole<sup>11</sup>.

Lorsqu'il a été décidé de faire entrer l'examen et l'évaluation des résultats dans l'approche adoptée à l'égard de la DD2, on espérait beaucoup parvenir à élaborer des systèmes permettant de couvrir un certain nombre de facteurs essentiels du progrès social et institutionnel qui avaient jusqu'alors échappé en grande partie à la statistique. Si certaines améliorations ont pu être réalisées, peu de ces éléments statistiques nouveaux sont actuellement disponibles, au moins dans le secteur alimentaire et agricole, aux fins de l'examen et de l'évaluation des résultats à mi-terme de la DD2. Un grand pas en avant a été accompli à la FAO avec l'introduction d'un système d'informatique intégré pour les statistiques alimentaires et agricoles. Cela a déjà permis d'obtenir des statistiques de base plus actuelles et cohérentes sur la production, le commerce et la consommation des produits agricoles, mais il reste à établir des séries couvrant divers aspects sociaux et institutionnels importants. Les systèmes d'information sur la situation alimentaire mondiale et de surveillance nutritionnelle, préconisés par la Conférence mondiale de l'alimentation, devraient entraîner de nouvelles améliorations.

Le bilan des résultats obtenus dans le secteur alimentaire et agricole à mi-terme de la DD2 est présenté ici sur une base mondiale mais il précise, chaque fois que cela est possible, les situations régionales et nationales. La présente étude porte surtout sur les quatre premières années de la DD2 (1971-74). Il s'agit toutefois d'une période trop brève pour qu'il soit possible d'en dégager des tendances significatives en ce qui concerne les principaux aspects de l'alimentation et de l'agriculture. On est donc généralement parti de 1961, première année de la DD1, pour aboutir à l'année la plus récente au sujet de laquelle on disposait de données, en indiquant aussi les tendances qui se manifestent depuis 1971. Il a été fait référence, tout au long du document, aux recommandations perti-

<sup>5</sup> FAO. *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, Rome, 1969.

<sup>6</sup> Production agricole dans les pays en développement et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. FAO, *Bulletin mensuel: économie et statistique agricoles* (FAO), 22(4), avril 1974, p. 1-17.

<sup>7</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1973*, Rome, 1973, p. 145-197 (réédité sous le titre *L'emploi agricole dans les pays en développement* dans la collection *Etudes sur la planification agricole*, N° 16, Rome, 1973).

<sup>8</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1974*, Rome, 1975, p. 105-173.

<sup>9</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Examen de la situation alimentaire mondiale présente et future*, E/Conf. 65/3, Rome, 1974.

<sup>10</sup> Nations Unies. *Sixième rapport sur les progrès de la réforme agraire* (sous presse).

<sup>11</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1972*, Rome, 1972.

nelles de la Conférence mondiale de l'alimentation. Une dernière section expose la façon dont pourrait être modifiée et complétée, en fonction notamment

de ces recommandations, la stratégie internationale applicable, pendant le reste de la DD2, au secteur alimentaire et agricole.

## Production

Au total, la production agricole, halieutique et forestière a augmenté dans le monde à un taux moyen annuel de 2,6 pour cent entre 1961 et 1974, tandis que la population augmentait de 2 pour cent par an (tableau 2-1). Durant la période la plus récente (1970-1974), le taux d'accroissement de la production est tombé à 2 pour cent par an. L'élément prépondérant est la production agricole proprement dite (cultures et élevage) qui, estime-t-on, représente en valeur environ 90 pour cent du total. La production halieutique a augmenté un peu plus vite que la production globale; la production forestière, en revanche, a progressé plus lentement.

Le tableau 2-2 renseigne de façon plus détaillée sur les tendances de la production alimentaire et agricole (cultures et élevage) dans l'ensemble du monde et dans les différentes régions. Entre 1961 et 1974, elle a progressé à peu près au même rythme dans les pays développés et en développement, encore qu'il y ait eu des différences sensibles entre les régions comme entre les pays d'un même groupe. Durant les quatre premières années de la DD2, cependant, les pays en développement ont enregistré un taux de croissance non seulement très inférieur à la tendance à plus long terme, mais aussi très faible relativement à celui des pays développés, où la tendance à long terme s'est dans l'ensemble maintenue.

Sur la plus longue période, c'est en Europe orien-

tale et en U.R.S.S., où les plans comportent une expansion très rapide de la production agricole, qu'ont été réalisés les progrès de loin les plus importants. Le taux le plus faible a été relevé en Amérique du Nord, où l'expansion potentiellement encore très considérable a été freinée jusqu'à ces derniers temps par des restrictions tendant à équilibrer l'offre et la demande ainsi qu'à réduire les stocks excédentaires accumulés précédemment. Les dernières restrictions encore en vigueur ont été levées aux Etats-Unis à la fin de 1972, trop tard cependant pour influencer les importantes cultures de blé d'hiver récoltées en 1973. Dans les pays en développement, dont tous les plans sans exception visent à accélérer la production agricole, l'augmentation annuelle moyenne durant la période 1961-74 a oscillé entre 2,4 pour cent en Afrique et 3,2 pour cent au Proche-Orient, sans jamais atteindre l'objectif de 4 pour cent fixé pour la DD2. Seule la production alimentaire du Proche-Orient a connu en 1970-74 un taux d'expansion égal à la tendance à long terme sur toute la période 1961-74.

## Le facteur météorologique et la production agricole

Durant les quatre premières années de la DD2, l'évolution de la production a été fortement influencée par les conditions météorologiques. Dans les pays en dé-

TABLEAU 2-1. — PRODUCTION AGRICOLE, HALIEUTIQUE ET FORESTIÈRE ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DANS LE MONDE

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage <sup>3</sup>	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage <sup>3</sup>
PRODUCTION TOTALE . . . . .	2,6	120	124	124	130	130	2,0
Agriculture <sup>4</sup> . . . . .	2,6	120	125	124	130	131	2,1
Pêches <sup>5</sup> . . . . .	4,3	139	143	144	148	155	2,5
Forêts <sup>6</sup> . . . . .	1,8	114	116	117	120	118	1,0
POPULATION . . . . .	2,0	114	117	119	121	124	1,9
PRODUCTION PAR HABITANT . . . . .	0,6	105	107	105	107	106	0,1
Agriculture <sup>4</sup> . . . . .	0,6	105	107	105	107	106	0,2
Pêches <sup>5</sup> . . . . .	2,3	122	123	124	122	125	0,5
Forêts <sup>6</sup> . . . . .	—0,1	100	100	99	99	96	—0,9

<sup>1</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>2</sup> Données provisoires. — <sup>3</sup> Tendance exponentielle. — <sup>4</sup> Cultures et élevage. — <sup>5</sup> Non compris la Chine. — <sup>6</sup> Bois rond, y compris le bois de feu.

TABLEAU 2-2. — PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE DANS L'ENSEMBLE DU MONDE ET DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS <sup>1</sup>

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1970-74
	Pourcentage <sup>3</sup>	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage <sup>3</sup>
<b>Production agricole</b>							
<i>Pays développés à économie de marché</i> <sup>4</sup> . . . . .	2,1	113	120	119	122	124	2,1
Amérique du Nord . . . . .	1,8	109	119	118	120	119	2,0
Europe occidentale . . . . .	2,3	116	121	119	125	130	2,5
Océanie . . . . .	2,4	120	123	122	127	123	0,8
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	3,5	129	132	133	147	146	3,6
<b>TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS</b> . . . . .	<b>2,6</b>	<b>119</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>131</b>	<b>132</b>	<b>2,7</b>
<i>Pays en développement à économie de marché</i> <sup>4</sup>							
Afrique . . . . .	2,4	121	123	124	121	127	0,8
Extrême-Orient . . . . .	2,6	124	124	122	132	129	1,4
Amérique latine . . . . .	2,6	122	122	125	126	132	1,9
Proche-Orient . . . . .	3,2	124	127	138	130	143	3,1
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i> . . . . .	2,8	122	126	124	131	134	2,2
<b>TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b> . . . . .	<b>2,7</b>	<b>123</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>129</b>	<b>132</b>	<b>1,8</b>
<b>Monde</b> . . . . .	<b>2,6</b>	<b>120</b>	<b>125</b>	<b>124</b>	<b>130</b>	<b>131</b>	<b>2,1</b>
<b>Production alimentaire</b> <sup>5</sup>							
<i>Pays développés à économie de marché</i> <sup>4</sup> . . . . .	2,3	116	123	122	126	128	2,3
Amérique du Nord . . . . .	2,2	113	124	122	124	124	1,9
Europe occidentale . . . . .	2,3	117	121	119	125	130	2,5
Océanie . . . . .	3,0	121	127	126	140	137	3,5
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	3,5	130	132	133	148	146	3,6
<b>TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS</b> . . . . .	<b>2,8</b>	<b>121</b>	<b>126</b>	<b>126</b>	<b>134</b>	<b>135</b>	<b>2,8</b>
<i>Pays en développement à économie de marché</i> <sup>4</sup>							
Afrique . . . . .	2,4	121	124	124	121	127	0,7
Extrême-Orient . . . . .	2,5	124	125	121	132	128	1,2
Amérique latine . . . . .	2,8	124	125	127	128	135	1,9
Proche-Orient . . . . .	3,2	124	127	138	130	143	3,2
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i> . . . . .	2,7	122	125	124	130	133	2,1
<b>TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b> . . . . .	<b>2,7</b>	<b>123</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>129</b>	<b>132</b>	<b>1,7</b>
<b>Monde</b> . . . . .	<b>2,7</b>	<b>121</b>	<b>126</b>	<b>125</b>	<b>131</b>	<b>132</b>	<b>2,1</b>

NOTE: Les nombres-indices FAO de la production agricole sont calculés en appliquant des coefficients régionaux de pondération, basés sur les rapports des prix agricoles en 1961-65, aux chiffres de la production, eux-mêmes ajustés pour tenir compte des quantités utilisées comme aliments des animaux et comme semences, ainsi que des pertes.

<sup>1</sup> Cultures et élevage uniquement. — <sup>2</sup> Données provisoires. — <sup>3</sup> Tendances exponentielles. — <sup>4</sup> Comprend des pays d'autres régions non spécifiés. — <sup>5</sup> Production végétale et animale, à l'exclusion du tabac, des graines oléagineuses non comestibles, des fibres animales et végétales et du caoutchouc.

veloppement, les taux d'accroissement généralement élevés atteints depuis 1967 avaient commencé à fléchir dès 1971. En Extrême-Orient, région qui compte près de 30 pour cent de la population mondiale, la production s'était accrue de 4 à 6 pour cent dans chacune des quatre années 1967-70, en grande partie grâce à une succession de campagnes météorologiquement favorables ainsi qu'à la diffusion rapide des techniques de la révolution verte. Mais déjà en 1971, la production agricole a cessé d'augmenter dans cette région ainsi qu'en Amérique latine.

Le mauvais temps a sévi un peu partout en 1972, année où la production agricole et alimentaire a légèrement diminué dans l'ensemble du monde. Ce phénomène est presque certainement sans précédent dans toute la période postérieure à la seconde guerre mondiale. La production a reculé dans chacune des régions développées, à l'exception de celle que forment l'Europe orientale et l'U.R.S.S. — encore que ce dernier pays ait enregistré une chute brutale. Dans le tiers monde, on a observé en 1972 une forte baisse de la production dans les pays en développement à économie de marché de l'Extrême-Orient ainsi qu'un fléchissement moins marqué en Chine et dans les autres pays d'Asie à économie centralement planifiée.

Les conditions météorologiques ont de façon générale été meilleures en 1973 et la production s'est vigoureusement redressée dans de nombreuses zones. La sécheresse a toutefois largement sévi en Afrique et au Proche-Orient, de sorte que leur production a baissé en 1973.

Devant les pénuries alimentaires qui se manifestent avec persistance depuis 1972, notamment dans le secteur des céréales de base, tous les pays ou presque ont accompli des efforts spéciaux pour accroître très fortement leur production en 1974. Malheureusement, le mauvais temps a en grande partie annulé ces efforts et à cela se sont ajoutées les difficultés inhérentes à la rareté et au coût élevé des engrais. Bien que le mauvais temps n'ait pas été aussi généralisé en 1974 qu'en 1972, il a particulièrement affecté deux régions qui, pour des raisons différentes, sont les plus importantes du point de vue des approvisionnements alimentaires mondiaux. En effet, la production a simultanément diminué en 1974 dans la région où se concentre la majeure partie des populations sous-alimentées du monde (Extrême-Orient) et dans celle qui est la principale exportatrice de produits alimentaires et agricoles (Amérique du Nord). On a aussi relevé une baisse de production en Europe orientale, en U.R.S.S. et en Océanie.

Sur le plan mondial, la production alimentaire et agricole a légèrement progressé en 1974. Néanmoins la production céréalière a baissé comme en 1972 et l'augmentation de la production alimentaire et agricole totale semble être principalement liée à une forte expansion des abattages de bétail,

surtout en Europe occidentale, ce qui ne modifie guère la situation alimentaire des catégories les plus pauvres. Qui plus est, l'augmentation des abattages reflète, on le verra plus loin, les graves difficultés que connaît l'industrie de l'élevage.

La production alimentaire et agricole a été à ce point marquée par les phénomènes météorologiques durant les premières années de la DD2 que l'on en est venu à se demander si les climats n'étaient pas en train de se modifier et en particulier si l'Amérique du Nord n'entraîne pas dans une phase cyclique de sécheresse analogue à celle des années trente. La conclusion de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) est que les conditions climatiques évoluent, dans le sens semble-t-il d'une plus grande fréquence des manifestations extrêmes dans des zones très distantes les unes des autres, de sorte que certaines régions sont désormais plus sujettes à des anomalies — sécheresse, inondations, températures extrêmes. Dans la zone sahélienne d'Afrique, par exemple, la saison des pluies remontait plus loin dans le nord entre les années vingt et les années soixante, et depuis six ans environ les pluies saisonnières sont bien inférieures à la moyenne<sup>12</sup>.

Ni les études de l'OMM ni celles de la FAO ne suggèrent cependant que les fluctuations du rendement des cultures et de la production aient été sensiblement plus amples ou plus fréquentes ces dernières années<sup>13</sup>. Ces études n'ont cependant pas permis d'isoler l'influence du facteur météorologique et se bornent donc à montrer qu'au total les effets des divers facteurs de variabilité de la production (temps, modifications des politiques, etc.) ont eu tendance à se compenser à l'échelle mondiale.

Si rien ne prouve que les fluctuations de la production résultant des conditions météorologiques se soient accentuées sur le plan mondial ces dernières années, il n'est guère douteux que leurs conséquences sont aujourd'hui beaucoup plus marquées et plus fortement ressenties, comme on le verra plus loin à propos des approvisionnements et stocks céréaliers. Autrefois, de nombreux pays s'arrangeaient pour résorber intérieurement une bonne part de ces fluctuations, soit en réduisant leur consommation, soit en abattant du bétail durant les années maigres. Aujourd'hui, on répuge davantage — et cela se comprend — à pallier les fluctuations par des mesures de cette sorte, et la tendance est de plus en plus à tenter de maintenir les niveaux de la consommation et l'effectif du cheptel en recourant à des importations. Or, le volume du commerce international étant bien inférieur à celui de la production, ses fluctuations sont encore plus violentes.

<sup>12</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation, *Examen de la situation alimentaire mondiale présente et future*, E/Conf. 65/3, Rome, 1974, p. 39-40.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 40-41.

Il apparaît aussi que la technologie agricole n'est peut-être pas véritablement en harmonie avec les conditions météorologiques et climatiques. La Conférence mondiale de l'alimentation a demandé que soient intensifiés les travaux visant à détecter les modifications des conditions météorologiques qui ont une importance pour l'agriculture, et que soient renforcés les services de surveillance afin de mieux adapter les observations météorologiques aux besoins de l'agriculture <sup>14</sup>.

### Production alimentaire et population

Les courbes assez semblables de la production alimentaire et agricole dans les pays développés et en développement durant la période 1961-74 apparaissent sous un jour totalement différent lorsqu'on les met en relation avec le taux d'accroissement démographique. La population des pays en développement n'augmente pas seulement beaucoup plus vite que celle des pays aujourd'hui développés (2,4 pour cent par an dans l'ensemble du tiers monde, et 2,7 pour

cent par an dans les pays en développement à économie de marché, contre 0,9 pour cent dans les pays développés), mais elle augmente aussi beaucoup plus vite qu'elle ne l'a jamais fait dans ces derniers pays à l'époque de leur développement. Le taux d'accroissement démographique dépasse maintenant 3,5 pour cent par an dans un certain nombre de pays du tiers monde.

C'est ce qui fait qu'en 1961-74 la production alimentaire par habitant a progressé de 1,8 pour cent par an dans les pays développés mais de 0,3 pour cent seulement dans les pays en développement (tableau 2-3). Entre 1970 et 1974, la production alimentaire par habitant a en fait diminué d'environ 0,6 pour cent par an dans les pays en développement. Nous verrons plus loin, d'après les fluctuations du commerce international, que cette contraction de la production par habitant ne s'est pas entièrement repercutée sur la consommation alimentaire, mais ses effets sautent aux yeux dans les nombreux pays dont les approvisionnements alimentaires sont en grande partie fondés sur la production intérieure. En Afrique comme en Extrême-Orient, la production alimentaire par habitant a reculé d'environ 6 pour cent en 1974 par rapport à 1970.

Il est déjà remarquable que, durant la période 1961-74, la production alimentaire ait réussi à croître

<sup>14</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation, Rome, 5-16 novembre 1974, E/CONF.65/20*. New York, 1975, p. 16-17.

TABLEAU 2-3. — PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS L'ENSEMBLE DU MONDE ET DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS <sup>1</sup>

	Augmentation annuelle moyenne 1961-74 <sup>2</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>3</sup>	Augmentation annuelle moyenne 1970-74 <sup>2</sup>
	<i>Pourcentage <sup>4</sup></i>	..... 1961-65 = 100 .....					<i>Pourcentage <sup>4</sup></i>
<i>Pays développés à économie de marché <sup>5</sup></i> . . . . .	1,3	108	114	111	114	115	1,3
Amérique du Nord . . . . .	1,0	104	113	110	111	110	1,0
Europe occidentale . . . . .	1,5	110	114	111	116	120	1,8
Océanie . . . . .	1,2	106	109	107	117	113	1,9
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	2,5	121	122	122	135	132	2,8
<b>TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS</b> . . . . .	1,8	112	117	115	121	121	1,9
<i>Pays en développement à économie de marché <sup>5</sup></i>	—	103	102	99	99	99	—1,1
Afrique . . . . .	—0,1	102	101	99	94	96	—2,0
Extrême-Orient . . . . .	—	104	102	97	103	97	—1,3
Amérique latine . . . . .	—0,1	102	100	98	97	99	—1,0
Proche-Orient . . . . .	0,3	102	101	107	98	105	0,1
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i> .	0,8	107	108	105	108	109	0,4
<b>TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b> . . . . .	0,3	105	104	101	102	102	—0,6
<b>MONDE</b> . . . . .	0,7	106	108	105	108	107	0,2

<sup>1</sup> Production végétale et animale, à l'exclusion du tabac, des graines oléagineuses non comestibles, des fibres animales et végétales et du caoutchouc. — <sup>2</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>3</sup> Données provisoires. — <sup>4</sup> Tendence exponentielle. — <sup>5</sup> Comprend des pays d'autres régions non spécifiées.



un peu plus vite que la population dans l'ensemble du tiers monde, où l'on a enregistré une explosion démographique sans précédent dans l'histoire. Néanmoins, dans l'espace de temps plus bref des quatre premières années de la DD2, la production vivrière a moins augmenté que la population dans chacune des régions en développement, exception faite des pays d'Asie à économie centralement planifiée — où la croissance démographique s'est déjà sensiblement ralentie — et du Proche-Orient. Même sur la longue période 1961-74, du reste, la production alimentaire par habitant n'a progressé ni en Afrique, ni en Extrême-Orient, ni en Amérique latine.

Il faut dire aussi que dans maints pays en développement la production alimentaire s'est laissée distancer par la population même sur la plus longue période partant de 1961. Sur 96 pays en développement pour lesquels on dispose de données (tableau 2-A, p. 112), 45, soit près de la moitié, comptant près de 40 pour cent de la population totale du tiers monde, ont vu leur effectif démographique croître plus rapidement que leur production alimentaire en 1961-74.

On estime que la part de l'augmentation annuelle de la demande alimentaire imputable à l'accroissement démographique est d'environ 70 pour cent dans les pays en développement et 55 pour cent dans les pays développés. Paradoxalement, la proportion atteint environ 80 pour cent à l'échelon mondial, car le niveau de la demande par habitant est beaucoup plus élevé dans les pays développés, où la population augmente peu, que dans les pays en développement, où elle augmente bien davantage. Pour le reste, le surcroît de demande est dû à l'élévation des revenus, une grande partie des gains supplémentaires étant utilisée dans les pays en développement, surtout parmi les classes pauvres, pour consommer plus d'aliments.

Sur 86 pays en développement pour lesquels on dispose de données pertinentes (tableau 2-A, p. 112), pas moins de 58 (soit environ les deux tiers du total) ont eu dans la période 1961-74 une production alimentaire dont l'expansion n'a pas réussi à égaler celle de la demande intérieure d'aliments, calculée d'après l'accroissement démographique et l'élévation des revenus. De ce fait, leurs importations alimentaires sont montées en flèche.

Semblables comparaisons des tendances nationales de la production, de la population et de la demande appellent certaines réserves. Divers facteurs importants interviennent en effet: situation au début de la période considérée, part de la production alimentaire destinée à l'exportation, etc. Tous les pays ne prétendent pas, ni ne pourraient ou ne devraient prétendre, à l'auto-suffisance dans le domaine alimentaire. Il n'empêche que la plupart des pays en développement cherchent à couvrir une plus grande partie de leurs besoins

par la production intérieure et qu'il n'en est pas, ou guère, qui s'orientent délibérément vers une moindre autonomie. Si donc les comparaisons sont faites, comme celles qui précèdent, sur un plan assez général, elles fournissent une indication valable pour ce qui est des pays en développement pris dans leur ensemble.

La situation est encore plus inquiétante si l'on considère, outre les tendances, les niveaux de la production alimentaire par habitant. Les pays développés, qui ne comptent qu'environ 30 pour cent de la population totale, ont à leur actif quelque 60 pour cent de la production alimentaire mondiale. La production alimentaire par habitant dans les pays en développement représentait 33 pour cent de celle des pays développés en 1961-63, et la proportion est tombée à 30 pour cent en 1971-73.

Les conférences mondiales de la population et de l'alimentation se sont longuement penchées sur les rapports alimentation/effectif démographique. La Conférence mondiale de l'alimentation a adopté à ce sujet une résolution par laquelle elle « Invite tous les gouvernements et tous les peuples non seulement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour produire et distribuer équitablement vivres et revenus en quantité suffisante, de manière que tous les êtres humains puissent avoir une alimentation adéquate... , mais aussi à donner leur appui, en vue d'une solution à plus long terme, à des politiques démographiques rationnelles conformes aux exigences nationales, dans le cadre d'une stratégie du développement assurant aux couples le droit de décider pour eux-mêmes, en toute liberté et en toute responsabilité, de l'espace-temps et du nombre des naissances <sup>15</sup>. »

### **Production agricole: objectifs de la DD2 et objectifs nationaux**

Il est clair que, dans l'ensemble des pays en développement comme dans chacune des régions en développement, la production agricole a été loin d'atteindre l'objectif proposé par la DD2, à savoir une croissance annuelle moyenne de 4 pour cent, et que le retard s'est encore accentué dans les premières années de la DD2 par rapport à la décennie précédente. A l'échelon régional, la principale exception est l'Extrême-Orient, où la production a fait un bond de 4 pour cent ou plus dans chacune des années 1967-70.

L'objectif de 4 pour cent était évidemment un chiffre moyen pour l'ensemble des pays en développement et l'on ne comptait pas qu'il s'appliquerait à chacun d'eux ou même à chaque région. Par ailleurs, il ne s'agissait pas d'y parvenir d'un seul coup mais par

<sup>15</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 13.

une accélération progressive des taux de croissance au cours de la décennie. Ceci dit, les progrès se sont jusqu'à présent ralentis au lieu de s'activer et ont été si inférieurs à l'objectif qu'il semble actuellement très improbable que la production puisse s'accélérer suffisamment pour atteindre un taux de croissance moyen de 4 pour cent sur l'ensemble de la décennie. Il faudrait en effet pour cela que la croissance moyenne soit de 5,3 pour cent par an durant les six années restantes.

L'objectif visé pour la DD2 se fondait surtout sur celui qui avait été proposé dans le PIM, à savoir une croissance annuelle moyenne de 3,7 pour cent dans les pays en développement entre 1961-63 et 1985<sup>16</sup>. Le chiffre un peu plus élevé de 4 pour cent avait été choisi surtout parce que la production accusait déjà un certain retard au début de la DD2 par rapport aux objectifs du PIM, de sorte qu'une accélération était nécessaire pour toucher au but dans les délais voulus, et aussi parce que la stratégie internationale se basait sur une projection du produit intérieur brut (PIB) plus forte que celle qui avait été utilisée dans le PIM. Les objectifs proposés dans le PIM et les études connexes pour les quatre régions en développement, ainsi que les chiffres correspondants établis séparément pour 62 pays, fournissent donc une ventilation approximative qui permet de jauger les résultats obtenus.

Le tableau 2-4 indique l'évolution de la production dans les différentes régions en 1961-74 et 1970-74 avec, en regard, les objectifs du PIM pour les périodes allant de 1961-63 à 1975 et de 1975 à 1985. Les résultats sont restés très inférieurs aux chiffres escomptés aussi bien en Afrique au sud du Sahara qu'en Extrême-Orient. Sur la plus longue période, l'écart a été relativement moindre en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique du Nord-Ouest. Il convient de noter toutefois que lorsque les objectifs proposés ont suscité des critiques, c'est en général qu'on les jugeait insuffisants. Une nouvelle étude sur l'Amérique du Sud, effectuée en partie pour tenir compte de ces objections, a conduit à envisager comme autres possibilités des taux de 3,6 ou 5 pour cent par an pour la période 1970-80<sup>17</sup>. Même le plus bas de ces deux chiffres dépasse de beaucoup l'objectif du PIM pour l'Amérique latine et la performance réelle de la production.

Les objectifs de production envisagés pour 62 pays sont indiqués séparément dans le PIM et les études connexes (tableau 2-B, p. 114). En 1961-74, le taux effectif d'augmentation de la production n'a égalé ou dépassé l'objectif visé pour 1975 (ou 1985 lorsqu'un objectif unique a été défini) que dans 23 pays, soit seulement le tiers du total. La gamme des objectifs

TABLEAU 2-4. — AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT, PAR COMPARAISON AVEC LES OBJECTIFS DU PIM

	Augmentation effective de la production		Objectifs du PIM	
	1961-74	1970-74	1961-63 à 1975	1975-85
	..... Pourcentage annuel <sup>1</sup> .....			
Afrique au sud du Sahara	2,3	0,8	3,2	3,3
Extrême-Orient . . . . .	2,6	1,4	3,6	4,0
Amérique latine . . . . .	2,6	1,9	3,0	3,1
Proche-Orient et Afrique du Nord-Ouest <sup>2</sup> . . . . .	3,2	2,8	3,4	3,5
MOYENNE . . . . .	2,6	1,7	<sup>3</sup> 3,4	<sup>3</sup> 3,7

NOTE: Les groupements régionaux couvrent les 64 pays étudiés dans le PIM: 24 en Afrique au sud du Sahara (84 pour cent de la population régionale), 8 en Extrême-Orient (80 pour cent), 7 en Amérique latine (90 pour cent) et 15 au Proche-Orient et en Afrique du Nord-Ouest (96 pour cent). Par conséquent, bien qu'elles englobent la majeure partie de la population des pays en développement à économie de marché, les données ne sont pas absolument comparables avec celles des autres tableaux figurant dans la présente publication.

<sup>1</sup> Tendence exponentielle. — <sup>2</sup> Les objectifs pour l'Afrique du Nord-Ouest sont basés sur l'année 1965. — <sup>3</sup> Chiffres empruntés aux quatre études régionales du PIM; dans l'étude mondiale, qui tablait sur une croissance plus rapide de la production porcine et avicole, les taux correspondant aux objectifs ont finalement été portés à 3,6 et 3,9 pour cent respectivement (3,7 pour cent sur l'ensemble de la période).

envisagés dans le PIM et les études connexes allait de 1,3 pour cent au Gabon pour 1975-85 à 5,3 pour cent au Honduras et au Nicaragua pour 1970-90.

En 1970-74, le nombre des pays où les objectifs du PIM ont été atteints ou dépassés est tombé à 19. Il y a toutefois lieu de noter que le taux d'accroissement de la production agricole a été plus élevé en 1970-74 qu'en 1961-74 dans 34 des 96 pays étudiés au tableau 2-B.

De façon générale, les objectifs de production agricole figurant dans les plans nationaux de développement sont plus ambitieux que ceux du PIM. Dans 95 plans récents ou actuellement en vigueur dans 64 pays indiqués au tableau 2-5, les objectifs vont de 1,5 pour cent par an au Maroc pour la période 1965-67 à 16 pour cent en Libye pour 1973-75 et pas moins de 42 d'entre eux envisagent une croissance annuelle de 4 pour cent ou plus. Ces objectifs des plans n'ont été atteints que dans 20 cas seulement, soit moins d'un cinquième du total.

Des chiffres indicatifs révisés ont été proposés à la Conférence mondiale de l'alimentation en ce qui concerne la croissance annuelle de la production alimentaire dans les régions en développement. Ils supposent un taux minimal de croissance de 3,6 pour cent par an jusqu'à 1985 dans l'ensemble des économies de marché en développement — 3,8 pour cent en Afrique, 3,4 pour cent en Extrême-Orient, 3,6 pour cent en Amérique latine et 4 pour cent au Proche-

<sup>16</sup> FAO. *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, Rome, 1969.

<sup>17</sup> FAO. *Perspective study of agricultural development for South America* (version provisoire), Rome, 1972.

TABLEAU 2-5. — CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DES PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

	Période du plan	Taux de croissance de la production agricole			Période du plan	Taux de croissance de la production agricole	
		Prévu	Effectif			Prévu	Effectif
		... Pourcentage annuel ...				... Pourcentage annuel ...	
<b>AFRIQUE</b>				<b>EXTRÊME- ORIENT (suite)</b>			
Algérie . . . . .	1970-73	4,5	1,5	Philippines . . . . .	1963-67	3,0	3,4
Cameroun . . . . .	1961-65	2,2	8,3		1967-70	5,5	3,7
	1966-71	3,5	4,4		1971-74	6,2	4,7
	1971-76	4,0	<sup>1</sup> 1,4	Sri Lanka . . . . .	1972-76	4,9	<sup>3</sup> 2,8
République centrafricaine	1967-70	6,0	1,6	Thaïlande . . . . .	1961-67	3,0	4,1
Bénin . . . . .	1966-70	4,6	4,2		1967-71	4,3	5,7
Ethiopie . . . . .	1968-73	3,1	1,4		1972-76	5,1	<sup>3</sup> 4,6
Gabon . . . . .	1966-70	3,7	3,2	Sud Viet-Nam, Rép. . . .	1962-66	3,7	-2,4
Côte-d'Ivoire . . . . .	1967-70	3,8	1,9				
	1971-75	4,1	<sup>1</sup> 3,2	<b>AMÉRIQUE LATINE</b>			
Kenya . . . . .	1970-74	4,5	1,4	Argentine . . . . .	1965-69	4,2	4,3
Lesotho . . . . .	1970-74	3,1	2,6	Barbade . . . . .	1969-72	2,6	-6,2
Mali . . . . .	1970-72	4,5	-6,6	Bolivie . . . . .	1962-71	6,3	3,8
Maurice . . . . .	1971-75	4,0	<sup>1</sup> 2,8	Chili . . . . .	1967-71	3,5	0,6
Maroc . . . . .	1965-67	1,5	-1,7	Colombie . . . . .	1970-73	5,4	2,4
Niger . . . . .	1965-68	3,3	2,5	Costa Rica . . . . .	1965-68	7,1	7,7
	1967-70	3,4	-0,8	Cuba . . . . .	1971-75	10,0	<sup>1</sup> 2,0
Nigeria . . . . .	1970-74	3,0	-2,0	République Dominicaine	1962-69	5,6	1,4
Rwanda . . . . .	1966-70	3,8	5,1		1970-74	5,6	4,4
Sénégal . . . . .	1965-69	5,4	-1,3	Equateur . . . . .	1964-73	5,6	1,7
	1969-73	5,9	-4,0		1973-77	5,3	<sup>2</sup> 0,4
Tanzanie . . . . .	1969-74	4,5	1,0	El Salvador . . . . .	1973-77	5,0	5,3
Togo . . . . .	1966-70	3,3	1,5	Guatemala . . . . .	1971-75	4,8	4,9
	1971-75	6,6	<sup>1</sup> -5,0	Honduras . . . . .	1965-69	4,6	5,4
Tunisie . . . . .	1965-68	2,8	—	Nicaragua . . . . .	1965-69	6,4	0,6
	1969-72	5,1	10,9	Panama . . . . .	1969-72	8,0	1,6
	1973-76	5,8	<sup>2</sup> -3,6	Paraguay . . . . .	1971-75	5,3	<sup>1</sup> 3,9
Ouganda . . . . .	1966-71	5,1	3,3		1972-77	5,0	<sup>3</sup> 5,5
	1972-76	4,8	<sup>3</sup> -1,2	Pérou . . . . .	61/63-70	5,6	2,1
Zambie . . . . .	1972-76	6,0	<sup>3</sup> 5,3		1971-75	4,0	<sup>1</sup> -1,0
				Surinam . . . . .	1972-76	7,1	<sup>3</sup> 4,7
				Trinité-et-Tobago . . . .	1969-73	5,0	1,2
				Uruguay . . . . .	1965-74	4,2	—
				Venezuela . . . . .	1970-74	6,1	4,3
<b>EXTRÊME-ORIENT</b>				<b>PROCHE-ORIENT</b>			
Bangladesh . . . . .	1973-78	4,6	<sup>2</sup> -8,5	Afghanistan . . . . .	1969-71	3,5	-7,7
Birmanie . . . . .	1966-70	6,0	4,2		1972-76	4,2	<sup>3</sup> 6,1
Cambodge . . . . .	1968-72	4,5	-7,7	Chypre . . . . .	1967-71	8,5	4,3
Inde . . . . .	1961-66	5,4	-0,5		1972-76	7,0	<sup>3</sup> 1,8
	1969-74	4,5	1,0	Iran . . . . .	1968-72	5,0	1,3
Corée, Rép. de . . . . .	1962-66	5,2	9,1	Irak . . . . .	1970-74	7,0	2,7
	1967-71	5,0	4,0	Liban . . . . .	1972-77	5,0	<sup>3</sup> 2,8
	1972-76	4,5	<sup>3</sup> 1,6	Libye . . . . .	1973-75	16,0	<sup>2</sup> 0,6
Malaisie . . . . .	1961-65	2,8	4,5	Arabie saoudite . . . . .	1971-75	4,9	<sup>1</sup> 3,8
	1966-70	5,5	7,9	Soudan . . . . .	1971-75	10,0	<sup>1</sup> 2,4
	1971-75	<sup>3</sup> 6,9	<sup>1</sup> 6,5	République arabe syrienne	1971-75	5,1	<sup>1</sup> 5,9
Népal . . . . .	1965-70	3,6	2,2	Turquie . . . . .	1968-72	4,4	4,2
Pakistan <sup>4</sup> . . . . .	1960-65	2,7	<sup>5</sup> 3,9		1973-77	4,5	<sup>2</sup> 12,5
	1965-70	5,7	5,0				
	1970-75	5,5	<sup>6</sup> 1,8				

SOURCE: Plans nationaux de développement et nombres-indices FAO de la production agricole.

<sup>1</sup> 1971-74. — <sup>2</sup> 1973-74. — <sup>3</sup> 1972-74. — <sup>4</sup> Y compris le Bangladesh. — <sup>5</sup> 1961-65. — <sup>6</sup> 1970-74.

Orient<sup>18</sup>. Sauf pour l'Extrême-Orient, ces objectifs sont plus élevés que ceux qui avaient été proposés dans le PIM<sup>19</sup>. On a reconnu qu'ils restent inférieurs

<sup>18</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial: propositions en vue d'une action nationale et internationale*, E/Conf. 65/4, Rome, 1974, p. 36-37.

<sup>19</sup> Il faut dire aussi qu'ils ne visent que la production alimentaire, tandis que les objectifs du PIM s'appliquent à la totalité de la production agricole.

à ceux de la DD2, soit 4 pour cent par an, qui correspondent aux projections de la demande fondées sur une croissance plus rapide du PIB. La Conférence a réaffirmé la nécessité d'« obtenir un taux de croissance agricole minimum de 4 pour cent par an » dans les pays en développement<sup>20</sup>. Bien que le rôle

<sup>20</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 4.

des pays développés dans les approvisionnements alimentaires mondiaux ait été amplement discuté, la Conférence mondiale n'a pas fixé d'objectifs précis touchant la croissance de la production dans ces pays — objectifs qui ne figurent pas non plus dans la stratégie internationale.

### Production des principales denrées agricoles

Il serait impossible d'exposer ici en détail l'évolution de la production de chacune des principales denrées agricoles. En revanche, il est nécessaire de rappeler brièvement les principaux faits intervenus en ce qui concerne la production céréalière, la production animale et leurs interrelations, ainsi que certains autres produits dont les tendances ont été particulièrement frappantes. Il sera aussi brièvement fait état du succès remporté dans un certain nombre de cas par tel ou tel pays en développement.

Le tableau 2-6 indique pour 1961-74 et 1970-74 les tendances de la production de 27 grands produits ou groupes de produits. Dans tous les cas sauf 12 (riz, maïs, soja, ensemble des huiles végétales et des graines oléagineuses, thé, café, tabac, coton, sisal, caoutchouc naturel, viande de porc et lait), la production mondiale a augmenté plus lentement en 1970-74 que pendant l'ensemble de la période 1961-74. La production mondiale de racines féculentes, de légumineuses, d'arachides, de cacao, de jute, de laine, de viande de mouton et d'agneau a manifesté une tendance négative en 1970-74. Dans les pays en développement, la croissance annuelle n'a été de 4 pour cent au plus en 1961-74 que pour le blé, les agrumes, le coton, le caoutchouc naturel et la viande de volaille.

La difficile situation alimentaire actuelle dans le monde a eu pour principale cause l'évolution récente de la production de céréales, qui compte pour environ 30 pour cent dans la production vivrière totale du globe. La production céréalière a augmenté de 2,5 pour cent par an en 1970-74, c'est-à-dire moins que la demande, de sorte que les stocks mondiaux se sont fortement réduits.

La production mondiale de céréales a fléchi deux fois durant les quatre années de la DD2 jusqu'ici écoulées: de 36 millions de tonnes en 1972 et d'environ 42 millions en 1974. La gravité de ces phénomènes saute aux yeux lorsqu'on sait qu'un supplément de production d'environ 21 millions de tonnes est désormais nécessaire chaque année simplement pour faire face à l'accroissement démographique, aux niveaux et dans l'état actuels de la consommation. En 1974, la production céréalière mondiale n'a probablement dépassé que de moins de 20 millions de tonnes le chiffre de 1971. Elle avait déjà baissé en 1965, mais de quelque 4 millions de tonnes seule-

ment, et à une époque où les stocks étaient encore très abondants.

La situation céréalière se complique du fait qu'une forte proportion de la production mondiale n'est pas utilisée directement pour la consommation humaine mais est destinée à l'élevage et donc consommée indirectement, non sans de grosses pertes énergétiques. Les quantités de céréales consacrées à l'alimentation animale sont passées de quelque 320 millions de tonnes (30 pour cent de la production mondiale) en 1964-66 à 420 millions de tonnes environ (35 pour cent de la production mondiale) en 1969-71. Cette forme d'utilisation intéresse essentiellement les pays développés, où l'élevage a absorbé quelque 370 millions de tonnes de céréales en 1969-71 contre 280 millions de tonnes environ en 1964-66. On estime que près de la moitié du supplément a été utilisée en Europe orientale et en U.R.S.S.

Ainsi donc, les pays développés, qui représentent environ 30 pour cent de la population mondiale, ont eu à leur actif environ 50 pour cent de la consommation globale de céréales à toutes fins en 1969-71. Durant cette période, ces pays ont utilisé annuellement pour l'alimentation animale plus de céréales (370 millions de tonnes) que la Chine et l'Inde prises ensemble pour la consommation humaine. C'est dire qu'il existe des possibilités considérables de réaliser une répartition plus équitable et plus rationnelle des disponibilités céréalières mondiales en période de pénurie. En fait, depuis que s'est ouverte en 1972 la présente période critique, les quantités de céréales utilisées pour l'élevage ont cessé d'augmenter aussi rapidement; les quantités destinées à l'alimentation animale en 1974 ont diminué légèrement en Europe occidentale et de façon très marquée aux Etats-Unis.

La raison principale en est la montée en flèche des prix, encore accentuée (comme dans le cas du soja) par la pénurie simultanée d'autres sources d'aliments concentrés pour l'élevage. Les disponibilités de farine de poisson se sont considérablement réduites depuis la quasi-disparition de l'anchoveta au large de la côte ouest de l'Amérique du Sud en 1972.

Nous avons déjà vu qu'en 1974 l'augmentation de la production agricole réalisée en Europe occidentale a été due surtout à des abattages massifs. Ceux-ci ont été motivés par l'expansion antérieure de l'effectif des bovins, l'accroissement de la production de viande de porc et le fait que le rapport entre les prix des denrées fourragères et ceux des produits animaux rendaient anti-économique l'engraissement du bétail. Les consommateurs n'ont pas profité de la conjoncture, car les prix de détail des produits animaux sont restés très élevés, de sorte que la demande a fléchi. Le secteur de l'élevage traverse donc une phase très critique.

La performance des pays en développement a de façon générale été un peu plus satisfaisante dans le

TABLEAU 2-6. — PRODUCTION DES PRINCIPALES DENRÉES AGRICOLES

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage <sup>3</sup>	Millions de tonnes					Pourcentage <sup>3</sup>
Blé . . . . .	3,6	318,3	354,0	346,8	377,3	360,2	3,2
Pays développés . . . . .	3,1	222,5	259,7	233,6	269,8	250,8	3,1
Pays en développement . . . . .	4,7	95,8	94,3	113,2	107,5	109,4	3,4
RIZ (PADDY) . . . . .	1,3	306,8	306,5	295,8	324,5	323,2	1,3
Pays développés . . . . .	1,6	23,6	21,6	22,8	24,0	25,3	1,8
Pays en développement . . . . .	0,8	283,2	284,9	273,0	300,5	297,9	1,3
MAÏS . . . . .	2,0	262,0	305,7	305,4	310,4	293,0	2,8
Pays développés . . . . .	3,9	161,4	205,3	202,7	208,7	188,3	3,8
Pays en développement . . . . .	1,1	100,4	100,4	102,7	101,7	104,7	1,1
MILLET ET SORGHO . . . . .	2,4	92,5	96,8	88,1	101,3	93,1	0,1
Pays développés . . . . .	2,2	21,0	26,8	25,1	30,0	21,3	0,1
Pays en développement . . . . .	2,4	71,5	70,0	63,0	71,3	71,8	0,4
TOTAL, CÉRÉALES . . . . .	2,9	1 211,8	1 315,2	1 278,7	1 376,0	1 333,9	2,5
Pays développés . . . . .	2,8	618,3	709,8	687,2	753,3	705,4	3,4
Pays en développement . . . . .	3,0	593,5	605,4	591,5	622,7	628,5	1,4
RACINES FÉCULENTES . . . . .	1,3	562,3	552,4	535,1	575,2	559,9	-0,1
Pays développés . . . . .	-0,4	259,6	238,7	230,0	260,4	235,6	-2,5
Pays en développement . . . . .	2,9	302,7	313,7	305,1	314,8	324,3	1,7
LÉGUMINEUSES . . . . .	1,2	44,7	43,7	43,5	44,2	44,1	-0,3
Pays développés . . . . .	2,9	12,4	11,5	11,4	12,5	13,3	1,8
Pays en développement . . . . .	0,5	32,4	32,3	32,1	31,7	30,8	-1,3
SUCRE (CENTRIFUGÉ) . . . . .	3,0	73,3	75,0	74,3	78,3	78,7	1,8
Pays développés . . . . .	2,3	33,6	35,4	35,6	36,1	34,0	0,3
Pays en développement . . . . .	3,5	39,7	39,6	38,7	42,2	44,7	3,0
BANANES . . . . .	3,7	33,2	33,8	34,8	35,5	35,8	1,9
Pays développés . . . . .	1,9	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	-0,4
Pays en développement . . . . .	3,8	32,5	33,0	34,1	34,7	35,1	2,0
AGRUMES . . . . .	4,8	37,4	39,7	41,2	43,1	43,7	4,0
Pays développés . . . . .	5,1	21,1	22,0	24,2	25,7	25,2	4,6
Pays en développement . . . . .	4,4	16,3	17,7	17,0	17,4	18,5	3,2
ARACHIDES . . . . .	1,5	18,4	19,3	15,9	17,1	17,6	-1,1
Pays développés . . . . .	5,3	1,9	2,0	2,1	2,0	2,4	6,3
Pays en développement . . . . .	1,0	16,5	17,3	13,8	15,1	15,2	-2,1
SOJA . . . . .	1,8	46,5	48,5	52,3	62,3	56,8	5,1
Pays développés . . . . .	4,6	31,8	33,1	35,6	43,4	34,9	2,3
Pays en développement . . . . .	-1,3	14,7	15,4	16,7	18,9	21,9	10,5
TOTAL, HUILES VÉGÉTALES ET GRAINES OLÉAGI- NEUSES <sup>4</sup> . . . . .	2,5	35,5	36,9	36,3	39,4	38,9	3,8
Pays développés . . . . .	3,2	14,8	15,2	15,3	17,7	15,9	3,0
Pays en développement . . . . .	2,6	20,7	21,7	21,0	21,7	23,0	3,9
CACAO (FÈVES) . . . . .	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,5	-0,7
THÉ . . . . .	3,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,6	3,4
Pays développés . . . . .	2,9	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	3,3
Pays en développement . . . . .	3,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	3,5
CAFÉ . . . . .	0,4	3,9	5,0	4,7	4,1	4,9	6,1
TABAC . . . . .	2,6	4,6	4,5	4,9	5,0	5,2	3,1
Pays développés . . . . .	1,8	2,0	1,9	2,9	2,1	2,2	1,3
Pays en développement . . . . .	3,3	2,6	2,6	2,9	2,9	3,1	4,4
COTON (FIBRE) . . . . .	2,4	12,0	12,5	13,3	13,4	13,7	3,1
Pays développés . . . . .	1,2	4,9	4,9	5,7	5,6	5,6	3,7
Pays en développement . . . . .	4,1	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	3,2
JUTE <sup>5</sup> . . . . .	0,2	3,6	3,4	3,6	4,2	3,4	-1,0
SISAL <sup>5</sup> . . . . .	1,1	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	2,2
CAOUTCHOUC (NATUREL) . . . . .	4,4	2,9	3,0	3,1	3,4	3,5	5,6
LAINES (EN SUINT) . . . . .	—	2,8	2,8	2,7	2,6	2,5	-2,7
Pays développés . . . . .	—	2,1	2,1	2,1	1,9	1,9	-3,1
Pays en développement . . . . .	—	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	-1,3
VIANDE DE BŒUF ET DE VEAU <sup>6</sup> . . . . .	2,8	40,2	39,8	39,8	40,2	42,4	1,4
Pays développés . . . . .	4,9	27,5	27,8	27,9	28,1	30,8	2,6
Pays en développement . . . . .	-0,7	12,7	12,0	11,9	12,0	12,0	-1,4
VIANDE DE MOUTON ET D'AGNEAU <sup>7</sup> . . . . .	0,7	7,2	7,2	7,2	7,0	7,0	-0,7
Pays développés . . . . .	0,2	3,8	3,9	4,0	3,5	3,7	-1,1
Pays en développement . . . . .	1,0	3,4	3,3	3,2	3,5	3,3	-0,5
VIANDE DE PORC . . . . .	2,9	37,1	39,8	40,5	40,6	42,5	3,5
Pays développés . . . . .	3,1	24,9	27,3	27,6	27,3	29,0	3,9
Pays en développement . . . . .	2,5	12,2	12,5	12,9	13,3	13,5	2,6
VIANDE DE VOLAILLE . . . . .	5,3	17,8	18,6	19,8	20,1	20,7	3,9
Pays développés . . . . .	5,1	12,8	13,4	14,3	14,5	14,8	3,5
Pays en développement . . . . .	5,5	5,0	5,2	5,5	5,6	5,9	4,3
LAIT (TOTAL) . . . . .	1,6	396,3	399,5	407,7	414,1	424,4	1,8
Pays développés . . . . .	1,4	318,9	319,0	325,9	331,4	339,2	1,6
Pays en développement . . . . .	2,2	77,4	80,5	81,9	82,7	85,2	2,5

<sup>1</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>2</sup> Données préliminaires. — <sup>3</sup> Tendances exponentielles. — <sup>4</sup> En équivalent d'huile. — <sup>5</sup> Y compris les fibres apparentées. — <sup>6</sup> Y compris la viande de buffle. — <sup>7</sup> Y compris la viande caprine.

secteur de l'élevage que dans celui des cultures, peut-être parce que celles-ci sont d'ordinaire plus sensibles au temps. Les pays en développement étudiés dans le PIM (tableau 2-4) ont accru leur production animale et végétale totale de 2,6 pour cent par an en 1961-74. En 1970-74, toutefois, la production animale a progressé un peu plus vite que la production végétale. En 1961-74, l'Extrême-Orient et l'Amérique latine ont à peu près atteint pour la production animale le taux de croissance envisagé dans le PIM pour la période 1961-63 à 1975, et l'objectif assez modeste assigné au Proche-Orient et à l'Afrique du Nord-Ouest a même été dépassé. Pour l'ensemble des pays en développement considérés dans le PIM, l'augmentation annuelle de la production animale en 1961-74 (2,6 pour cent) s'est sensiblement rapprochée de l'objectif visé pour la période 1961-63 à 1975 (2,9 pour cent). Elle est néanmoins restée très inférieure à l'objectif révisé de 4,1 pour cent par an jusqu'en 1985 que proposait l'étude mondiale du PIM sur la base d'une croissance plus rapide de la production porcine et avicole, à laquelle on prévoyait que serait consacrée une plus grande partie de la production céréalière, alors promise à une forte expansion.

L'augmentation de la production végétale réalisée en 1961-74 (2,6 pour cent par an) est nettement inférieure à l'objectif de 3,5 pour cent envisagé par le PIM pour la période allant de 1961-63 à 1975. Plusieurs pays ont cependant enregistré des succès remarquables dans la production de denrées particulières. Quelques cas sont illustrés dans le tableau 2-7; ils ont nécessairement dû être choisis de façon quelque peu arbitraire, l'un des critères étant toutefois que le pays cité soit un assez gros producteur de la denrée considérée.

Même ces aperçus réconfortants présentent des zones d'ombre. La plupart concernent des cultures d'exportation plutôt que des aliments de base destinés à la consommation intérieure, et ces bons résultats ont été obtenus plutôt dans les grandes exploitations commerciales que dans les petites exploitations, et grâce à l'accroissement des superficies plutôt qu'à une amélioration des rendements. Cela vaut en particulier pour la production de soja en Argentine, au Brésil et au Mexique, dont les progrès ont été les plus spectaculaires. La culture du soja a pratiquement commencé en 1961 dans chacun de ces pays et les prix élevés d'exportation (par rapport à ceux des autres productions) ont encouragé une extension très rapide des cultures sur les grandes exploitations mécanisées. Même s'il a en partie remplacé le coton et les céréales, le soja a en outre l'avantage de pouvoir dans certains cas succéder au blé comme seconde culture.

Dans le cas du maïs en Thaïlande, un contrat à long terme avec le Japon, pays importateur, et l'assistance technique fournie par ce pays, ont constitué

TABLEAU 2-7. — PROGRESSION ANNUELLE MOYENNE DE QUELQUES CULTURES DANS CERTAINS PAYS EN DÉVELOPPEMENT PENDANT LA PÉRIODE 1961-74

	Production	Superficie	Rendement
..... Pourcentage annuel <sup>1</sup> .....			
Blé			
Brésil . . . . .	13,4	10,6	2,6
Inde . . . . .	8,2	3,6	4,4
Riz			
Pakistan . . . . .	7,1	1,9	5,2
Venezuela . . . . .	7,2	3,2	3,8
Maïs			
Thaïlande . . . . .	10,8	10,2	0,5
SORGHO			
Argentine . . . . .	12,5	10,0	2,3
Mexique . . . . .	21,4	20,6	0,6
SOJA			
Argentine . . . . .	36,9	32,9	3,0
Brésil . . . . .	28,6	24,8	3,1
Mexique . . . . .	23,8	26,6	—1,8
HUILE DE PALME			
Malaisie (occidentale) . . . . .	20,1	17,9	1,9
FÈVES DE CACAO			
Côte-d'Ivoire . . . . .	7,5	4,0	3,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée . . . . .	7,0	7,0	—
THÉ			
Kenya . . . . .	11,9	9,2	2,4
Ouganda . . . . .	13,6	8,8	4,5

<sup>1</sup> Tendance exponentielle; le signe — indique une diminution.

des atouts supplémentaires. D'un autre côté, l'expansion de la production a été réalisée essentiellement par les petits exploitants sur des terres récemment défrichées. Au Brésil, l'augmentation de la production de blé a surtout été déterminée par les prix élevés offerts dans le cadre d'un programme de remplacement des importations, mais elle est venue presque entièrement des grandes exploitations mécanisées.

Ceci étant, le cas du blé en Inde et celui du riz au Pakistan apparaissent particulièrement remarquables, en ce sens que l'avance spectaculaire de la production de ces denrées vivrières essentielles a été obtenue pour une grande part grâce à l'amélioration des rendements des petites et moyennes exploitations. Ces progrès rapides et soutenus figurent parmi les plus grands succès remportés jusqu'ici grâce aux techniques de la révolution verte, fondées sur l'utilisation de variétés à haut rendement avec apport d'engrais et approvisionnement hydrique assuré. Les progrès ont été encore plus grands durant la période qui a suivi l'introduction des variétés à haut rendement et précédé les récentes années de temps défavorable. C'est ainsi que de 1967 à 1971, par exemple, la production de blé a augmenté en Inde de 10,6 pour cent par an.

D'un autre côté, bien des résultats décevants de

ces dernières années sont dus au fait que la révolution verte n'offrait aucune technique adaptée à des conditions particulières ou à un produit donné. Pour reprendre l'exemple de l'Inde, la riziculture s'y pratique surtout (ce qui n'est pas le cas au Pakistan) dans des zones non irriguées et ne peut donc guère tirer parti des variétés à haut rendement existantes. De 1961 à 1974, la production de riz ne s'est accrue en Inde que de 0,9 pour cent par an. Durant la même période, la production de légumineuses, qui s'est vue supplantée par des cultures comme celle du blé, pour lesquelles il existait des variétés à haut rendement, a reculé de 2 pour cent par an.

Certains des principaux facteurs qui influent sur le taux de croissance de la production agricole dans les pays en développement sont examinés de façon plus détaillée à propos des ressources productives et des institutions et services ruraux.

### Production halieutique

Comme l'indique le tableau 2-1, la production halieutique mondiale a augmenté beaucoup plus vite que la production agricole et forestière, tant pendant la période 1961-74 qu'entre 1970 et 1974. Etant donné que l'indice de la production halieutique pondéré par les prix, figurant dans ce tableau, n'est disponible qu'à l'échelle du monde, on ne peut se fonder pour une

analyse plus détaillée que sur les chiffres non pondérés de prises totales de poisson.

En raison surtout de la diminution des captures d'anchoveta dans le Pacifique sud-est, la production mondiale de poisson a fortement diminué en 1969 et de nouveau en 1972. Malgré une vive reprise en 1974, le taux de croissance des prises mondiales est tombé à 3,8 pour cent de 1961 à 1974, contre 5 à 6 pour cent auparavant; en 1970-74, on a enregistré une diminution annuelle moyenne de 0,8 pour cent (tableau 2-8). Outre que les prises ont diminué dans le Pacifique sud-est, au point de faire tomber la production totale de l'Amérique latine en 1973 à un tiers seulement de son volume de 1970, elles sont restées stationnaires dans l'Atlantique nord-ouest pendant les premières années soixante-dix et elles n'ont pas encore dépassé le plafond de 1968 dans l'Atlantique sud-est.

Ces dernières années, les variations de la production mondiale de poisson ont principalement dépendu des prises d'espèces pélagiques grégaires et principalement destinées à la réduction en farine et en huile, notamment dans les pêcheries de l'Angola, du Chili et du Pérou. Ce sont ces espèces qui avaient été en grande partie à l'origine de l'expansion de la production durant les années soixante et qui sont aussi responsables de la stagnation récente. En raison sans doute à la fois d'une exploitation très poussée et de modifications hydrographiques, les prises d'ancho-

TABLEAU 2-8. — PRODUCTION MONDIALE ET RÉGIONALE DE POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage <sup>3</sup>	..... Millions de tonnes .....					Pourcentage <sup>3</sup>
<i>Pays développés à économie de marché<sup>4</sup></i> . . . . .	2,8	26,3	26,4	26,6	27,4	27,2	1,1
Amérique du Nord . . . . .	—0,2	4,2	4,1	3,8	3,8	3,8	—2,4
Europe occidentale . . . . .	2,6	11,0	11,0	11,2	11,3	11,1	0,5
Japon . . . . .	4,5	9,4	9,9	10,3	10,7	10,7	3,4
Océanie . . . . .	4,8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	4,1
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	8,3	8,2	8,4	8,9	9,8	10,8	7,2
TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS . . . . .	4,0	34,5	34,8	35,5	37,2	38,0	2,6
<i>Pays en développement à économie de marché<sup>4</sup></i>	3,9	27,5	26,8	21,3	19,9	22,5	—6,8
Afrique . . . . .	7,6	2,8	2,9	3,4	3,4	3,4	5,8
Extrême-Orient . . . . .	6,8	8,4	9,0	9,4	10,3	10,7	6,4
Amérique latine . . . . .	—0,3	15,6	14,0	7,6	5,2	7,4	—22,0
Proche-Orient . . . . .	9,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	5,3
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i> .	3,6	8,0	8,6	8,7	8,7	8,8	1,9
TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	3,7	35,5	35,4	30,0	28,6	31,3	—4,5
MONDE . . . . .	3,8	70,0	70,2	65,5	65,8	69,3	—0,8

<sup>1</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>2</sup> Données provisoires. — <sup>3</sup> Tendence exponentielle. — <sup>4</sup> Comprend des pays d'autres régions non spécifiées.

TABLEAU 2-9. — PRODUCTION DE POISSON DESTINÉE A LA CONSOMMATION HUMAINE ET A D'AUTRES USAGES

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage <sup>3</sup>	Millions de tonnes					Pourcentage <sup>3</sup>
POUR LA CONSOMMATION HUMAINE . . . . .	3,3	43,5	44,7	45,1	47,3	48,7	2,8
Pays développés . . . . .	1,9	23,2	22,9	22,7	23,9	24,3	1,3
Pays en développement . . . . .	5,0	20,2	21,8	22,4	23,4	24,4	4,5
POUR D'AUTRES USAGES . . . . .	5,0	26,5	25,5	20,4	18,5	20,6	—7,9
Pays développés . . . . .	9,3	11,3	11,9	12,9	13,4	13,7	5,2
Pays en développement . . . . .	0,3	15,2	13,6	7,5	5,1	6,9	—22,6

<sup>1</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>2</sup> Données provisoires. — <sup>3</sup> Tendance exponentielle.

vetas au large de la côte ouest de l'Amérique du Sud ont considérablement diminué ces dernières années et les opérations de pêche ont été suspendues pendant de longues périodes. Un rétablissement des stocks est à présent manifeste, et l'on suppose qu'en 1975 les prises dépasseront largement le double du niveau le plus bas enregistré en 1973.

La production de poisson pour la consommation humaine directe, en revanche, a continué de progresser, avec une seule flexion légère qui a ramené le taux annuel de croissance de 3,3 pour cent en 1961-74 à 2,8 pour cent en 1970-74 (tableau 2-9). Alors que la part des pays en développement dans la production de poisson destinée à l'alimentation animale a fluctué sous l'influence des facteurs évoqués plus haut, leur contribution à la production mondiale s'est accrue beaucoup plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays développés.

Bien qu'à l'échelle mondiale le poisson occupe encore une petite place dans les approvisionnements alimentaires totaux, il constitue un élément important de l'alimentation dans un grand nombre de régions, et dans quelques pays — comme le Congo, l'Indonésie, le Japon, les Philippines et la République du Sud Viet-Nam — la consommation de poisson dépasse la consommation de viande. En 1971, le poisson a fourni 5,6 pour cent des disponibilités en protéines (14 pour cent des protéines animales) contre 4,3 pour cent en 1960. Il faut ajouter à cela la contribution indirecte que fournit la farine de poisson utilisée pour l'alimentation du bétail.

Les captures actuelles de poissons marins, de crustacés et de mollusques réalisent à peu près la moitié du potentiel, estimé à 110-120 millions de tonnes par an sur la base d'un rendement soutenu. Le degré d'exploitation varie cependant selon les régions et selon les espèces. Les eaux tempérées septentrionales sont déjà assez fortement exploitées, et il est peu probable que l'on puisse obtenir des prises beaucoup plus abon-

dantes pour bon nombre des espèces les plus connues, comme par exemple la morue et les espèces voisines, les poissons plats, le saumon, la langouste, la crevette et les grands thonidés. L'effort de pêche se réoriente donc progressivement vers des zones moins fortement exploitées, comme le nord-ouest de l'océan Indien, et vers des espèces moins familières.

Il y a eu également augmentation des quantités de poisson de consommation pêchées en eau douce, et les prises enregistrées dépassent maintenant 9 millions de tonnes par an. L'évolution est quelque peu inégale, mais les reculs dus à une forte exploitation (comme dans le golfe de Kavirondo au Kenya) ou à des causes naturelles (comme dans les cours d'eau de la zone sahélienne) ont été compensés et au-delà par l'effort de pêche accru dont les stocks sous-exploités ont fait l'objet. La production piscicole a augmenté, grâce principalement à l'accroissement des rendements par unité de superficie. On constate une intensification de l'intérêt commercial et des investissements dont bénéficie la pisciculture, et l'on peut s'attendre à une accélération de la croissance de la production dans ce secteur.

### Production forestière

Comme le démontre le tableau 2-1, la production forestière a augmenté plus lentement que la production agricole ou la production halieutique aussi bien en 1961-74 que dans la période plus récente 1970-74. L'indice de la production de bois rond figurant dans ce tableau sous-estime cependant la croissance réelle du secteur forestier car la production mondiale de bois rond, qui est de l'ordre de 2 500 millions de mètres cubes, est constituée pour moitié environ par du bois de feu. On ne peut estimer que de façon très approximative la production de bois de feu, mais elle a diminué très rapidement dans les pays développés



TABLEAU 2-10. — PRODUCTION DE BOIS ROND D'INDUSTRIE

	Croissance annuelle moyenne 1961-74	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Croissance annuelle moyenne 1970-74
	Pourcentage <sup>2</sup>	..... Millions de mètres cubes .....					Pourcentage <sup>2</sup>
Pays développés . . . . .	1,5	1 072	1 082	1 084	1 110	1 091	0,4
Pays en développement . . . . .	3,8	206	213	224	237	223	2,0
MONDE . . . . .	1,9	1 278	1 295	1 308	1 347	1 314	0,7

<sup>1</sup> Données provisoires. — <sup>2</sup> Tendence exponentielle.

tandis qu'elle paraît progresser encore lentement dans les pays en développement, malgré une certaine substitution par d'autres combustibles.

Envisagée séparément, la production de bois rond d'industrie (tableau 2-10) apparaît beaucoup plus dynamique, bien que le taux de croissance ait été considérablement ralenti par une diminution de production en 1974 à la suite de la crise économique. Elle a progressé dans le monde de 1,9 pour cent par an en 1961-74 et de 0,7 pour cent en 1970-74. Les pays en développement n'y contribuent que pour 17 pour cent. Pourtant, grâce à la rapide expansion des industries de transformation et aussi des exportations de grumes, la production de bois rond d'industrie s'est accrue de 3,8 pour cent par an dans ces pays, contre 1,5 pour cent dans les pays développés, entre 1961 et 1974. Cette faiblesse de la demande a eu un effet particulièrement marqué dans

les pays en développement, où une grande partie de la production est destinée à l'exportation.

L'utilisation de la matière première ligneuse gagnant en efficacité, la production mondiale de toutes les principales catégories de produits forestiers transformés, à l'exception des sciages, a avancé beaucoup plus rapidement que la production de bois rond d'industrie (tableau 2-11). Entre 1961 et 1974, la production de sciage s'est accrue bien davantage dans les pays en développement que dans les pays développés, mais les progrès se sont ralentis en 1970-74 par suite d'une quasi-stagnation en Afrique et en Amérique latine. En 1974, les pays en développement n'avaient encore à leur actif que 13 pour cent de la production de sciages.

C'est dans le secteur des panneaux dérivés du bois, en rapide expansion, que les pays en développement ont obtenu les taux de croissance les plus remarqua-

TABLEAU 2-11. — PRODUCTION DE PRODUITS FORESTIERS TRANSFORMÉS

	Accroissement annuel moyen 1961-74	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>1</sup>	Accroissement annuel moyen 1970-74
	Pourcentage <sup>2</sup>	..... Millions de mètres cubes .....					Pourcentage <sup>2</sup>
SCIAGES . . . . .	1,4	411	427	438	444	417	0,4
Pays développés . . . . .	1,2	359	373	383	388	364	0,3
Pays en développement . . . . .	2,8	52	54	56	56	53	0,5
PANNEAUX DÉRIVÉS DU BOIS . . . . .	8,5	70	78	87	96	93	7,4
Pays développés . . . . .	8,1	64	71	79	87	83	6,7
Pays en développement . . . . .	13,2	6	7	8	9	10	13,6
		..... Millions de tonnes .....					
PÂTE DE BOIS . . . . .	5,1	104	105	111	116	120	4,9
Pays développés . . . . .	5,0	101	101	107	112	115	3,3
Pays en développement . . . . .	7,8	3,5	3,7	4,0	4,3	5,3	10,9
PAPIERS ET CARTONS . . . . .	5,3	128	130	139	148	150	4,0
Pays développés . . . . .	5,2	118	119	127	135	139	4,2
Pays en développement . . . . .	6,2	10	11	12	12	11	2,5

<sup>1</sup> Données provisoires. — <sup>2</sup> Tendence exponentielle.

bles. L'évolution des industries des placages et des contre-plaquéés a favorisé les pays qui produisent de grandes grumes de qualité. La croissance a été particulièrement rapide en Extrême-Orient où les pays d'Asie du Sud-Est, riches en bois, fournissent des matières premières aux industries des pays en développement d'Asie de l'Est ainsi qu'à celles du Japon. Toutefois, cette région a été durement touchée par la récession de la demande qui s'est amorcée en 1974.

A partir du milieu de 1973 la consommation mondiale de sciages et de panneaux dérivés du bois a décliné rapidement, après quelque 12 mois de très forte demande. Les industries productrices en ont beaucoup souffert, dans les pays développés comme dans les pays en développement.

Ces derniers fournissent moins de 4 pour cent de la production mondiale de pâte, mais là encore leurs progrès ont été plus rapides que ceux des pays développés. Pour le papier et le carton, également, dont la pâte est la matière première essentielle, la croissance a été plus vigoureuse dans les pays en dévelop-

pement jusqu'à une époque récente. Une part importante et qui va croissant de la production de papier et de carton des pays en développement (37 pour cent en 1973) est exportée vers d'autres pays en développement.

La demande mondiale de papier et de carton a monté très rapidement de 1972 au début de la récession actuelle, après une période calme, en 1971 et au début de 1972, qui avait découragé la création de nouvelles usines. L'industrie n'a donc été en mesure de satisfaire qu'en partie la demande accrue et les pays en développement, qui n'ont à leur actif que 8 pour cent de la production mondiale, ont particulièrement souffert des difficultés d'approvisionnement en produits essentiels. Bien que le fléchissement actuel de la demande ait atténué le risque d'une aggravation de la pénurie, les contraintes qui en découlent pour l'investissement dans de nouvelles capacités de production pourraient encore avoir de graves répercussions sur les disponibilités en papier destiné aux programmes d'éducation.

## Commerce international

Le commerce international des produits agricoles a connu de profonds bouleversements durant les quatre premières années de la DD2, reflétant en cela les vicissitudes de l'économie mondiale. Les principaux facteurs de perturbation ont été, outre la situation critique de la production alimentaire, les fluctuations de l'activité économique et de la demande dans les pays développés, l'inflation galopante dans ces pays, et les problèmes d'ajustement soulevés par la hausse des prix du pétrole.

### Principaux faits récents

La croissance économique des pays développés n'a été en moyenne que de 2,6 pour cent en 1970 et de 3,7 en 1971, ce qui marque un recul considérable par rapport à la moyenne de 4,8 pour cent par an des années soixante. En revanche, les prix sont montés de 5,9 pour cent en 1970 et de 5,4 pour cent en 1971, dépassant largement la hausse moyenne de 3,4 pour cent des années soixante. La croissance économique s'était beaucoup accélérée en 1972 et pratiquement tous les pays développés ont connu simultanément un regain d'activité qui a duré jusqu'au milieu de l'année suivante. Pendant ce temps, l'inflation continuait de s'accroître, ayant reçu un nouveau coup de fouet avec la hausse rapide des prix des denrées alimentaires qui s'est amorcée sur les marchés mondiaux

au cours du deuxième semestre de 1972 et qui a continué jusqu'à la fin de 1974.

Depuis le milieu de 1973, on a assisté à une brusque inversion de tendance de la croissance économique et le produit national brut des principaux pays développés a baissé de plus de 1 pour cent en 1974. Les fortes hausses des prix pétroliers depuis la fin de 1973 ont encore accéléré l'inflation, qui a atteint 14 pour cent en 1974 dans les pays de l'OCDE.

Cette évolution brutale a entraîné de graves difficultés pour maints pays en développement. Beaucoup d'entre eux avaient temporairement bénéficié du boom économique dans les pays développés qui constituent les principaux débouchés pour leurs produits agricoles, et ils avaient vu croître très fortement en 1973 les recettes qu'ils tirent de leurs exportations agricoles. A présent, ces recettes se ressentent de la stagnation économique sur ces grands marchés, ce qui aggrave les problèmes d'ajustement que posent les prix plus élevés des importations indispensables. De façon générale, les recettes extérieures des pays en développement, et en particulier celles que leur assurent les exportations de produits agricoles, n'ont pas augmenté aussi rapidement que le coût de leurs importations — notamment celles de denrées alimentaires, d'engrais et de pétrole.

C'est pour tenir compte des difficultés auxquelles se heurtent les pays les plus éprouvés par ces événe-

ments qu'a été montée, en mai 1974, l'Opération d'urgence des Nations Unies destinée à mobiliser des ressources au profit des pays dont la balance des paiements est particulièrement désastreuse. Parmi les initiatives du même ordre on peut citer le Programme international d'approvisionnement en engrais, ainsi que les consultations que le Directeur général de la FAO a eues avec les principaux pays exportateurs et importateurs afin d'évaluer les ressources nécessaires pour couvrir la part non satisfaite des besoins d'importations céréalières des pays les plus éprouvés, et de trouver ces ressources.

Dans le secteur alimentaire et agricole, les faits les plus marquants, sur le plan du commerce international, ont intéressé les céréales de base, qui tiennent une grande place aussi bien dans les approvisionnements que dans les échanges mondiaux de denrées alimentaires. Les premières grosses difficultés ont surgi lors de la forte poussée de la demande d'importations engendrée par les récoltes céréalières généralement mauvaises de 1972. A elle seule, l'U.R.S.S. a acheté sur les marchés mondiaux 15,9 millions de tonnes de céréales en 1972 et 24,2 millions de tonnes en 1973, contre 3,6 millions seulement en 1971. Les échanges mondiaux de riz ont été limités par l'insuffisance des disponibilités exportables, ce qui n'a fait qu'accroître la demande de blé et d'autres céréales. Les stocks céréalières sont brusquement tombés à des niveaux dangereusement bas, tandis que les prix montaient en flèche pour réaligner la demande d'importations sur une offre plus restreinte. La rareté et le prix élevé des autres matières premières servant à la fabrication d'aliments concentrés pour les animaux, comme le soja et la farine de poisson, ont accentué la pression que subissaient les prix céréaliers. Les prix

des céréales et autres produits ont diminué depuis, mais ils restent beaucoup plus élevés qu'antérieurement.

### Exportations agricoles

La stratégie internationale envisagée, pour les exportations des pays en développement, une croissance annuelle moyenne dépassant 7 pour cent. Elle n'assigne pas d'objectif particulier à leurs exportations agricoles, pour lesquelles le PIM proposait une croissance annuelle de 3,3 pour cent. A ce chiffre correspondrait, si l'objectif global devait être atteint, une croissance des exportations non agricoles de 10 à 12 pour cent par an.

La valeur des exportations agricoles des pays en développement a augmenté de 8,2 pour cent par an de 1961 à 1974 et de 19,9 pour cent par an de 1970 à 1974 (tableau 2-12). Ces résultats impressionnants s'expliquent cependant dans une très grande mesure par la hausse des prix. D'après l'indice des Nations Unies des prix d'exportation, les prix agricoles ont monté dans l'ensemble de 30 pour cent par an entre 1970 et le premier trimestre de 1974, pour tendre à diminuer ensuite. Ils avaient à peu près doublé en 1973 par rapport à 1970, et la moitié environ de la hausse a eu lieu dans le courant même de l'année 1973.

Le tableau 2-12 indique qu'en volume (pondéré par les prix de 1961-65), les exportations agricoles des pays en développement n'ont augmenté que de 1,9 pour cent par an en 1961-74 et seulement de 0,6 pour cent en 1970-74. Ces chiffres ne sont pas seulement très loin de l'objectif de 3,3 pour cent envisagé dans

TABLEAU 2-12. — VALEUR ET VOLUME DES EXPORTATIONS AGRICOLES

	Augmentation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmentation annuelle moyenne 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
<b>VALEUR</b>							
Pays développés . . . . .	11,5	141	157	189	293	358	26,0
Pays en développement . . . . .	8,2	126	125	142	199	260	19,9
MONDE . . . . .	10,1	134	143	169	251	315	24,0
<b>VOLUME</b>							
Pays développés . . . . .	4,4	132	139	151	168	160	4,9
Pays en développement . . . . .	1,9	116	115	122	127	119	0,6
MONDE . . . . .	3,3	124	127	137	149	141	3,3

<sup>1</sup> Intérêt composé. — <sup>2</sup> Données provisoires.

le PIM, ils sont aussi inférieurs au taux de la croissance démographique.

La part des produits agricoles dans les recettes d'exportations des pays en développement, qui était de 43 pour cent en 1961-63, est tombée à 34 pour cent en 1971-74. On pouvait s'attendre à un certain recul à mesure que les exportations non agricoles seraient favorisées par le développement économique, mais l'ampleur du phénomène tient aussi à la progression extrêmement lente des exportations agricoles. La part de l'agriculture dans le produit intérieur brut des pays en développement est tombée de 32 pour cent en 1960 à 26 pour cent en 1970 <sup>21</sup>.

Les exportations agricoles des pays développés ont augmenté beaucoup plus vite que celles des pays en développement, et plus vite aussi en 1970-74 qu'en 1961-74. Le gain annuel de valeur, qui était de 11,5 pour cent en 1961-74, a atteint 26 pour cent en 1970-1974, tandis qu'en volume le taux d'augmentation est passé de 4,4 à 4,9 pour cent. En conséquence, la part des pays développés dans la valeur totale des exportations agricoles mondiales, qui était de 55,5 pour cent en 1961-63, est passée à 63,9 pour cent en 1972-74 (tableau 2-13). La part des pays d'Asie à économie centralement planifiée s'est légèrement accrue durant cette période, mais celle de toutes les autres régions en développement, et de l'Extrême-Orient en particulier, a diminué.

Pour ce qui est des produits cultivés aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement et qui représentent environ 80 pour cent du commerce agricole mondial, les deux tiers environ des importations des pays développés ont eu pour origine d'autres pays développés, et la proportion est allée en augmentant. Seuls ont maintenu leur position, dans les années soixante et au début de la présente décennie, les produits alimentaires tropicaux non concurrents; mais même dans ce cas les progrès enregistrés dans une région en développement ont souvent été réalisés aux dépens des autres. La part des matières premières dans les exportations agricoles des pays en développement est tombée de 29 pour cent en 1961-63 à 24 pour cent en 1971-73, en raison de l'avance des matières synthétiques et d'autres phénomènes liés à l'évolution technologique; ces matières risquent d'être particulièrement éprouvées par l'actuelle récession de l'activité économique dans les pays développés. Les matières premières agricoles (et les fibres en particulier) ont tiré fort peu d'avantages compétitifs de la montée rapide du coût des produits synthétiques de remplacement engendrée par la hausse des produits pétroliers.

Les échanges mondiaux de produits agricoles trans-

TABLEAU 2-13. — PART DES RÉGIONS DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES

	Part de la valeur des exportations mondiales de produits agricoles	
	1961-63	1972-74
.... Pourcentage ....		
<i>Economies de marché développées</i> <sup>1</sup> . . . . .	47,6	57,9
Amérique du Nord . . . . .	19,7	23,1
Europe occidentale . . . . .	17,6	26,1
Océanie . . . . .	8,2	7,1
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	7,9	6,0
TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS . . . . .	55,5	63,9
<i>Economies de marché en développement</i> <sup>1</sup> . . . . .	42,7	33,7
Afrique . . . . .	9,1	6,5
Extrême-Orient . . . . .	12,5	8,3
Amérique latine . . . . .	17,1	15,4
Proche-Orient . . . . .	3,7	3,2
<i>Economies centralement planifiées d'Asie</i> . . . . .	1,8	2,4
TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	44,5	36,1
MONDE . . . . .	100,0	100,0

<sup>1</sup> Y compris des pays d'autres régions non spécifiées.

formés ont poursuivi leur expansion rapide. La valeur de ces produits a représenté en moyenne 11,8 milliards de dollars U.S. en 1967-69, soit un tiers environ de la valeur totale du commerce des produits d'alimentation humaine et animale et des produits pour boissons. Toutefois, c'est dans les pays développés que la croissance a été la plus rapide, et la part des pays en développement dans les exportations totales de produits transformés pour l'alimentation humaine et animale et de produits pour boissons est tombée de 19 pour cent en 1969 à 16 pour cent environ en 1973. C'est aux marchés intérieurs des pays en développement qu'est allée la majeure partie du surcroît résultant de l'augmentation rapide de la production des produits transformés dans ces pays. De plus, la récente hausse des cours mondiaux a dans certains cas encouragé la vente immédiate de certains produits non transformés.

De nombreux pays en développement ont vu croître sensiblement les recettes provenant de leurs exportations agricoles durant les quatre premières années de la DD2, mais les gains ont été très inégalement répartis entre eux selon la composition de leurs exportations. Durant la période 1970-74, la valeur des exportations agricoles a augmenté annuellement de 15 pour cent en Afrique, alors qu'elle progressait de 19 à 23 pour cent dans chacune des autres régions en développement.

<sup>21</sup> Calculs effectués à partir de données concernant 60 pays (FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* 1973, Rome, 1973, p. 240-246).

Cette situation tient surtout à l'évolution des prix, différents selon les produits. Les prix du blé, du riz, des tourteaux et farines d'oléagineux, de la laine et du sisal ont plus que doublé en 1973, et les hausses ont été de 70 à 80 pour cent pour l'orge, le maïs, les matières grasses, le cacao, le coton et le caoutchouc. En revanche, les prix de la viande de bœuf n'ont monté que d'environ 25 pour cent et ceux des bananes, du beurre, des agrumes, du thé et du jute n'ont eu aucune part à la hausse.

L'amélioration des termes de l'échange obtenue grâce à la flambée des prix de 1973 semble avoir persisté en grande partie. L'indice des Nations Unies des prix d'exportation révèle que, durant 1974, les prix des matières premières alimentaires et agricoles se sont situés à un niveau plus de deux fois supérieur à celui de 1970. Si les prix du pétrole ont triplé ou quadruplé, ceux des articles manufacturés n'ont monté que d'environ 40 pour cent entre 1970 et 1974.

Selon les chiffres préliminaires pour 1974, bien que la valeur des exportations agricoles des pays en développement ait augmenté moins qu'en 1973, elle a cependant été supérieure à la valeur des exportations agricoles des pays développés. Cela tient en grande partie à certaines hausses extraordinaires, notamment dans le cas du sucre. En volume, les exportations agricoles mondiales ont diminué en 1974. Les exportations de matières premières agricoles ont été affectées par le ralentissement de la demande des pays développés. A la fin de 1974 les prix de la plupart des produits agricoles avaient commencé à fléchir par rapport aux niveaux records antérieurs.

La Conférence mondiale de l'alimentation s'est longuement penchée sur le problème des recettes fournies aux pays en développement par les exportations

agricoles. Ses recommandations sont résumées plus loin.

### Importations de denrées alimentaires

Le retard de la production alimentaire par rapport à la demande intérieure dans maints pays en développement n'a pas seulement freiné la croissance de leurs exportations agricoles, elle les a aussi rendus beaucoup plus tributaires des importations, dont le volume a augmenté annuellement de 4,4 pour cent en 1961-74 et de 6,2 pour cent en 1970-74 (tableau 2-14).

Les importations alimentaires des pays développés, bien plus importantes que celles des pays en développement, ont également connu une expansion rapide ces dernières années. Les importations alimentaires mondiales ont fait un bond de 7 pour cent en 1972, entièrement imputable à l'augmentation du volume importé par les pays développés. Celui-ci s'est en effet accru de 6 pour cent en 1972 et de 5 pour cent en 1973, principalement en conséquence des achats massifs de céréales effectués par l'U.R.S.S. après les très mauvaises récoltes de 1972. Dans les pays en développement, l'augmentation a surtout eu lieu en 1973, lorsque les importations alimentaires ont monté de 19 pour cent.

Les importations alimentaires des pays en développement sont constituées en grande partie de céréales, qui représentent l'aliment de base pour la plupart d'entre eux. Nombre de ces pays, qui étaient exportateurs nets de céréales avant la seconde guerre mondiale, sont progressivement devenus importateurs nets au cours des 20 dernières années, tandis que les Etats-Unis et le Canada devenaient les principaux fournis-

TABLEAU 2-14. — VALEUR ET VOLUME DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES

	Accroissement annuel moyen 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Accroissement annuel moyen 1970-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
<b>VALEUR</b>							
Pays développés . . . . .	11,0	148	162	189	264	329	22,0
Pays en développement . . . . .	12,2	131	144	159	249	393	32,0
<b>MONDE . . . . .</b>	<b>11,3</b>	<b>144</b>	<b>158</b>	<b>182</b>	<b>261</b>	<b>344</b>	<b>24,0</b>
<b>VOLUME</b>							
Pays développés . . . . .	3,7	128	133	145	154	145	3,2
Pays en développement . . . . .	4,4	128	134	136	159	163	6,2
<b>MONDE . . . . .</b>	<b>3,9</b>	<b>128</b>	<b>133</b>	<b>142</b>	<b>155</b>	<b>149</b>	<b>3,9</b>

<sup>1</sup> Intérêt composé. — <sup>2</sup> Données provisoires.

seurs. Entre 1949-51 et 1966-68, les importations céréalières brutes des pays en développement sont passées de 12,4 à 34,4 millions de tonnes; elles ont atteint 40 millions de tonnes en 1973 et 1974<sup>22</sup>. En valeur, ces importations sont passées de 2 milliards de dollars en 1961 à 3,3 milliards en 1967, 3,2 milliards en 1972, 6 milliards en 1973 et 10,4 milliards en 1974.

Les importations alimentaires des pays en développement ont représenté en moyenne 14 pour cent de leurs importations totales dans la période 1970-72. Les importations brutes ont représenté environ 10 pour cent de leurs disponibilités céréalières totales en 1972, mais la proportion a atteint jusqu'à 14 pour cent en Afrique et en Amérique latine. Si les importations alimentaires des pays en développement demeurent considérablement inférieures à leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, elles vont néanmoins s'élargissant. La valeur de ces importations a augmenté de 12,2 pour cent par an en 1961-74 et de 32 pour cent en 1970-74, tandis que celle de leurs exportations montait de 8,2 et 19,9 pour cent. Les pays en cause ont eu d'autant plus de mal à financer ces importations alimentaires accrues que les taux de fret maritime ont été fortement majorés: on estime qu'ils ont en moyenne à peu près quadruplé entre le premier trimestre de 1972 et le deuxième trimestre de 1974, même s'ils ont fléchi par la suite.

Dans les années soixante et au début de la présente décennie, la charge imposée par le financement de ces importations croissantes était beaucoup allégée par l'aide alimentaire, qui a fourni jusqu'à 45 pour cent des importations céréalières totales des pays en développement dans les périodes de pointe et une moyenne d'environ 30 pour cent en 1970-72. Malheureusement, cette aide s'est beaucoup réduite en 1972/73 et elle a encore diminué en 1973/74. Dans le secteur céréaliier (le plus important), les livraisons d'aide alimentaire sont tombées de 10-16 millions de tonnes par an entre 1962/63 et 1971/72, à environ 7 millions en 1973/74. Cette contraction est imputable non seulement à l'insuffisance des disponibilités, mais aussi au fait que, vu la hausse des prix et des taux de fret, les fonds destinés à l'aide alimentaire n'ont permis d'acheter et d'expédier que des quantités bien moindres. L'aide alimentaire totale n'a fléchi que d'environ 1 pour cent à prix courants en 1973, mais en termes réels la diminution atteint 57 pour cent<sup>23</sup>. Nous reviendrons plus loin sur les recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation en matière d'aide alimentaire, à propos des politiques internationales.

La documentation établie à l'occasion de cette

Conférence comporte une étude sur les besoins futurs d'importations céréalières des pays en développement à économie de marché<sup>24</sup>. Si les tendances que manifeste la production depuis 1961 devaient persister et la demande croître selon ces projections, le déficit céréalier net de ces pays passerait d'une moyenne de 16 millions de tonnes en 1969-71 à près de 85 millions de tonnes en 1985. Aussi l'accent a-t-il été mis, dans les propositions d'action soumises à la Conférence mondiale de l'alimentation et dans les recommandations de la conférence elle-même, sur la nécessité urgente d'accélérer la croissance de la production alimentaire dans les pays en développement.

### Commerce des produits halieutiques

Bien que le marché de certains importants produits halieutiques soit actuellement déprimé, le volume et la valeur des échanges mondiaux ont continué d'augmenter durant la DD2. Le commerce des produits destinés à la consommation humaine a régulièrement progressé, tandis que le recul marqué des quantités débarquées au Chili et au Pérou en 1972 et les faibles captures enregistrées depuis lors ont sérieusement diminué la valeur du commerce de la farine de poisson malgré des prix records.

Les taux de croissance des recettes fournies aux pays en développement par l'exportation de produits halieutiques ont été très différents selon les régions (tableau 2-15). C'est dans les pays d'Extrême-Orient que les exportations ont connu l'expansion la plus rapide (attribuable surtout aux crustacés et au poisson frais), puisqu'elles étaient près de dix fois plus importantes en 1974 qu'en 1961. Dans toutes les autres régions en développement, toutefois, les exportations ont progressé plus lentement que celles des pays développés, dont la valeur totale a augmenté d'environ cinq fois entre 1961 et 1974. Dans l'ensemble du monde, la valeur des exportations s'est accrue en moyenne de 12 pour cent par an dans la période 1961-74 et la récente flambée des prix a porté ce taux à 18,3 pour cent en 1970-74, malgré une très forte contraction du volume des exportations effectuées en 1973 par l'Amérique latine. D'après les données provisoires, l'accroissement de la valeur des exportations est tombé à environ 7 pour cent en 1974.

Les principaux courants commerciaux sont restés les mêmes que dans les années soixante. Les échanges de produits halieutiques frais, congelés et en boîtes entre pays développés demeurent les plus importants en valeur. Les pays en développement conservent la première place dans le commerce d'exporta-

<sup>22</sup> Compte non tenu de la Chine, pour laquelle on ne dispose pas de chiffres pour la première période.

<sup>23</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. *Coopération pour le développement: examen 1974*, Paris, novembre 1974.

<sup>24</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Examen de la situation alimentaire mondiale présente et future*, E/Conf. 65/3, Rome, 1974, p. 101-102.

TABLEAU 2-15. — VALEUR ET VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS HALIEUTIQUES

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1971-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage <sup>3</sup>	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage <sup>3</sup>
<b>VALEUR</b>							
<i>Pays développés</i> . . . . .	11,5	165	187	231	317	336	19,5
Afrique . . . . .	9,5	154	173	204	355	336	21,5
Extrême-Orient . . . . .	20,4	284	349	479	760	790	29,1
Amérique latine . . . . .	10,5	228	249	225	195	242	1,5
Proche-Orient . . . . .	9,6	156	169	211	268	305	18,9
<i>Total, pays en développement</i> <sup>4</sup> . . . . .	13,7	226	257	301	355	387	14,4
MONDE <sup>4</sup> . . . . .	12,0	179	206	248	329	351	18,3
<b>VOLUME</b>							
<i>Pays développés</i> . . . . .	3,3	122	125	140	140	135	2,6
Afrique . . . . .	5,1	131	141	167	212	190	9,8
Extrême-Orient . . . . .	10,5	180	198	235	326	317	15,2
Amérique latine . . . . .	1,2	164	168	160	83	99	-11,8
Proche-Orient . . . . .	8,0	101	107	102	150	170	13,9
<i>Total, pays en développement</i> <sup>4</sup> . . . . .	6,0	155	167	185	175	180	3,8
MONDE <sup>4</sup> . . . . .	4,0	130	135	149	148	145	2,8

<sup>1</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>2</sup> Données provisoires. — <sup>3</sup> Intérêt composé. — <sup>4</sup> Non compris les pays d'Asie à économie centralement planifiée.

tion des crustacés, et notamment des crevettes fraîches et congelées. L'Angola, le Chili et le Pérou occupent une grande part du marché de la farine et de l'huile de poisson, avec l'Afrique du Sud, l'Islande et la Norvège.

### Commerce des produits forestiers

Bien que dans ce secteur la production tende à s'ajuster assez étroitement aux niveaux de l'activité économique, dans l'industrie du bâtiment des pays développés surtout, le commerce mondial des produits forestiers a connu une croissance plus rapide du fait que les pénuries s'accroissaient dans maints pays (tableau 2-16).

La part des pays en développement dans le commerce mondial des produits forestiers est passée de 9 pour cent en 1961-63 à 14 pour cent en 1970-74. La valeur de leurs exportations de produits forestiers a augmenté annuellement de 15,6 pour cent en 1961-74 et de 23 pour cent en 1971-74, les chiffres correspondants étant, pour les pays développés, de 11,8 et 21 pour cent. Du point de vue de la progression

des quantités exportées, l'avantage des pays en développement sur les pays développés a été encore plus net. Cela vient de ce qu'une très forte proportion des exportations des pays en développement porte encore sur les grumes non transformées. Néanmoins, leurs exportations de toutes les grandes catégories de produits forestiers transformés, y compris les sciages, les panneaux dérivés du bois, la pâte et le papier, ont connu une expansion beaucoup plus rapide que celles des pays développés.

Durant la seule année 1973, les exportations de produits forestiers des pays en développement se sont accrues de 21 pour cent en volume et de 78 pour cent en valeur. Les plus grands progrès, tant en volume qu'en valeur, ont été enregistrés en Extrême-Orient et dans les pays d'Asie à économie centralement planifiée, dont les principaux produits exportés ont été les grumes de feuillus, les sciages, les placages et les contre-plaqués. Toutefois, comme on l'a relevé à propos de la production, la consommation mondiale de sciages et de panneaux dérivés du bois a diminué rapidement depuis le milieu de 1973 environ, et l'ensemble du secteur forestier a subi les

TABLEAU 2-16. — VALEUR ET VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS

	Augmen- tation annuelle moyenne 1961-74 <sup>1</sup>	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>2</sup>	Augmen- tation annuelle moyenne 1971-74 <sup>1</sup>
	Pourcentage	..... 1961-65 = 100 .....					Pourcentage
<b>VALEUR</b>							
Pays développés . . . . .	11,8	177	182	216	300	389	21,0
Pays en développement . . . . .	15,6	227	246	291	518	534	23,0
<b>MONDE . . . . .</b>	<b>12,2</b>	<b>182</b>	<b>189</b>	<b>223</b>	<b>319</b>	<b>388</b>	<b>21,0</b>
<b>VOLUME</b>							
Pays développés . . . . .	5,8	154	153	168	185	185	4,6
Pays en développement . . . . .	10,7	225	239	268	324	308	11,0
<b>MONDE . . . . .</b>	<b>6,5</b>	<b>163</b>	<b>164</b>	<b>180</b>	<b>200</b>	<b>198</b>	<b>4,9</b>

<sup>1</sup> Intérêt composé. — <sup>2</sup> Données provisoires.

conséquences de la récession économique dans les pays développés. D'après les données provisoires, l'accroissement de la valeur des exportations mon-

diales de produits forestiers est tombé d'environ 43 pour cent en 1973 à 22 pour cent en 1974, tandis qu'en volume les exportations ont fléchi légèrement.

## Disponibilités et stocks de céréales

Etant donné l'importance que revêtent les céréales dans les approvisionnements alimentaires mondiaux, non seulement comme produit de consommation directe mais aussi comme facteur de production animale, leur situation se répercute sur la quasi-totalité du secteur alimentaire et agricole. Bon nombre des changements les plus importants qui ont eu lieu dans ce secteur durant les 4 premières années de la DD2 sont partis de ce groupe fondamental de produits. Les grandes lignes de l'évolution récente des disponibilités céréalières mondiales sont donc brièvement évoquées dans les pages qui suivent, où l'accent est mis en particulier sur l'état des stocks.

C'est peut-être sur le plan des stocks céréalières que la situation du secteur alimentaire et agricole s'est le plus transformée durant la DD2. Les années soixante avaient été caractérisées par l'existence d'importants stocks « excédentaires » de céréales, en Amérique du Nord notamment, où à partir des premières années cinquante des programmes de soutien agricole en avaient accidentellement provoqué l'accumulation. Les pays possesseurs de ces stocks les considéraient comme une charge. D'autres pays fournisseurs de céréales craignaient qu'ils n'exercent une pression en baisse sur les prix et que leur utilisation pour l'aide alimentaire ne perturbe les marchés normaux. S'il est incontestable que les pays en développement ont tiré d'importants avantages de l'aide alimentaire, on a pu

craindre dans beaucoup de milieux qu'elle ne représente pour eux une solution de facilité susceptible de les inciter à faire passer au second plan la nécessité de développer leur propre production agricole.

La stratégie internationale ne fait pas mention de l'aide alimentaire et l'unique référence aux stocks, mis à part les stocks régulateurs envisagés dans le cadre des accords internationaux sur les produits, concerne la nécessité d'amplifier et de renforcer le mécanisme de consultation en matière d'écoulement des excédents. A présent, toutefois, la situation est complètement modifiée. Les stocks céréalières se sont brusquement amenuisés et ne suffisent plus à garantir un degré minimal de sécurité alimentaire mondiale ou de stabilité des prix. Aussi l'opinion générale est-elle maintenant que l'une des actions prioritaires qui s'imposent avec le plus d'urgence pendant le reste de la DD2 est la prompte reconstitution planifiée des stocks et une répartition plus équitable qu'auparavant de la charge qu'impose leur entretien.

A la fin de la campagne agricole 1969/70, c'est-à-dire à la veille de la DD2, les stocks de blé des principaux pays exportateurs atteignaient un niveau sans précédent et leurs stocks de céréales secondaires et de riz étaient aussi très amples (tableau 2-17). Deux ans plus tard ils avaient un peu diminué, par suite surtout de politiques plus efficaces d'aménagement de l'offre et d'une récolte de maïs compromise par la maladie



TABLEAU 2-17. — DISPONIBILITÉS MONDIALES DE CÉRÉALES

	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75 <sup>1</sup>
..... Millions de tonnes .....						
<b>Blé</b>						
Production <sup>2</sup> . . . . .	315,5	318,4	353,9	347,3	377,2	361,0
Importations <sup>3</sup> . . . . .	48,1	52,6	52,6	67,6	63,1	62,7
Pays développés <sup>4</sup> . . . . .	19,3	23,2	22,8	33,7	22,7	18,7
Pays en développement . . . . .	28,8	29,4	29,8	33,9	40,4	44,0
Stocks de clôture des principaux pays exportateurs <sup>5</sup> . . . . .	65,1	50,1	48,8	29,0	25,9	24,4
<b>CÉRÉALES SECONDAIRES <sup>6</sup></b>						
Production <sup>2</sup> . . . . .	583,5	581,7	648,8	631,0	675,0	649,2
Importations . . . . .	38,1	43,8	47,4	54,9	63,2	57,0
Pays développés <sup>4</sup> . . . . .	34,0	38,9	40,9	45,4	49,7	44,4
Pays en développement . . . . .	4,1	4,9	6,5	9,5	13,5	12,6
Stocks de clôture des principaux pays exportateurs <sup>7</sup> . . . . .	54,8	38,6	54,1	38,7	28,2	20,9
<b>RIZ (équivalent de riz usiné)</b>						
Production <sup>2</sup> . . . . .	197,2	205,7	205,9	197,4	216,3	214,5
Importations <sup>2</sup> . . . . .	6,3	7,1	7,6	7,6	7,7	7,3
Pays développés . . . . .	1,4	1,3	1,5	1,4	1,3	1,3
Pays en développement . . . . .	4,9	5,8	6,1	6,2	6,4	6,0
Stocks de clôture des principaux pays exportateurs <sup>8</sup> . . . . .	9,7	8,9	6,1	3,7	4,2	3,8
<b>TOTAL CÉRÉALES <sup>9</sup></b>						
Production . . . . .	1 096,2	1 105,8	1 208,4	1 176,2	1 268,5	1 224,7
Importations . . . . .	92,5	103,5	107,6	130,1	134,0	127,0
Pays développés . . . . .	54,7	63,4	65,2	80,5	73,7	64,4
Pays en développement . . . . .	37,8	40,1	42,4	49,6	60,3	62,6
Stocks de clôture des principaux pays exportateurs . . . . .	129,6	97,6	109,0	71,4	58,3	49,3

<sup>1</sup> Données provisoires. — <sup>2</sup> Années civiles, 1969 à 1974. — <sup>3</sup> Y compris la farine de blé en équivalent de blé. — <sup>4</sup> Non compris les échanges à l'intérieur de la CEE. — <sup>5</sup> Argentine, Australie, Canada, CEE, Etats-Unis. — <sup>6</sup> Seigle, orge, avoine, maïs, millet et sorgho, mélanges de céréales. — <sup>7</sup> Argentine, Australie, Canada, Afrique du Sud, Etats-Unis. — <sup>8</sup> Japon, Pakistan, Thaïlande, Etats-Unis. — <sup>9</sup> Voir les notes ci-dessus concernant le blé, les céréales secondaires et le riz; les chiffres relatifs à ce dernier étant exprimés en équivalent de riz usiné, les chiffres de la production céréalière totale ne coïncident pas avec ceux du tableau 2-6.

aux Etats-Unis en 1970; ils restaient cependant très volumineux et aucune réduction substantielle ne s'annonçait dans l'avenir immédiat.

Sous l'effet des mauvaises récoltes généralisées de 1972, pourtant, la demande d'importation est montée en flèche. Les échanges mondiaux de céréales sont passés de 108 millions de tonnes en 1971/72 à 130 millions en 1972/73 (+21 pour cent). Ce surcroît de demande a été satisfait au risque de compromettre gravement la sécurité alimentaire mondiale. Les stocks céréaliers des principaux pays exportateurs ont diminué de 38 millions de tonnes, ou de 35 pour cent. Ils se sont réduits de façon plus que proportionnelle même à l'expansion du commerce, car les principaux pays fournisseurs ont eux aussi eu de mauvaises récoltes.

L'augmentation des importations — 22 millions de tonnes — a été due pour une très large part à l'U.R.S.S., dont les achats de céréales se sont accrus de près de 14 millions de tonnes, ou d'environ 170

pour cent, en 1971/72. Les répercussions de la forte contraction de la récolte céréalière de 1972 en U.R.S.S. offrent en fait un exemple frappant de ce qui peut arriver lorsque, dans une économie alimentaire mondiale de plus en plus solidaire, la production d'un grand pays producteur et consommateur recule brusquement par suite de conditions météorologiques adverses. La récolte céréalière de l'U.R.S.S. a baissé de 13 millions de tonnes en 1972, ou de 8 pour cent seulement par rapport à la campagne précédente, ce qui est dans l'ordre des fluctuations liées au facteur météorologique. D'un autre côté, 13 millions de tonnes ne représentent pas moins de 12 pour cent à la fois du commerce mondial total des céréales en 1971/1972 et des stocks des principaux exportateurs à la fin de cette campagne. Devant les résultats de la récolte de 1972, l'U.R.S.S. n'a pas, comme en de précédentes occasions, pris le parti de freiner son programme d'expansion de l'élevage.

Les stocks étant amoindris, les disponibilités mon-

diales de céréales ont dépendu en 1973/74, plus qu'à aucun moment depuis les années immédiatement consécutives à la seconde guerre mondiale, des récoltes de la campagne en cours et par conséquent, dans une grande mesure, des conditions météorologiques. Heureusement les récoltes ont été abondantes en 1973, mais les progrès ont été réalisés surtout en dehors des principaux pays fournisseurs (et, en particulier, de l'U.R.S.S.), de sorte que ceux-ci ont vu leurs stocks diminuer encore de 18 pour cent en 1973/74, pour tomber à leur niveau le plus bas depuis la fin de la campagne 1951/52. Les disponibilités céréalières mondiales ont donc de nouveau été dangereusement tributaires de la récolte courante 1974/75. Les résultats de 1974 ayant été médiocres en Extrême-Orient et en Amérique du Nord, et la production céréalière mondiale ayant fléchi pour la deuxième fois en trois ans, les stocks des principaux exportateurs accuseront sans doute un nouveau recul de 15 pour cent à la fin de la campagne 1974/75.

Pour la troisième année consécutive, par conséquent, les disponibilités céréalières en 1975/76 seront presque entièrement fonction des résultats de la campagne et il a fallu différer encore d'une année l'urgente reconstitution des stocks. Ceux-ci sont maintenant dangereusement bas. La situation est si critique

que des mesures spéciales ont dû être prises pour tenter d'assurer les approvisionnements indispensables aux pays les plus gravement atteints.

Ces événements ont beaucoup contribué à la flambée des prix mondiaux des produits agricoles pendant la DD2. En février 1974, le blé américain pour l'exportation coûtait près de quatre fois plus qu'en juin 1972. Malgré un fléchissement ultérieur, son prix était encore trois fois plus élevé en décembre 1974 qu'en juin 1972. Le prix du riz thaïlandais a monté encore davantage et, en avril 1974, il avait quadruplé par rapport à juin 1972. Le prix du maïs des Etats-Unis a plus que doublé. Malgré un fléchissement considérable depuis novembre 1974, les prix des céréales restent très élevés.

Le tableau 2-18 présente les estimations de la FAO touchant le volume global des stocks de report de céréales, compte non tenu, malheureusement, de deux des principaux pays producteurs et consommateurs, la Chine et l'U.R.S.S., pour lesquels on ne possède pas de données sur les stocks<sup>25</sup>. Ces chiffres donnent une idée du rôle essentiel des stocks des principaux pays exportateurs, qui représentaient 72 pour cent du

<sup>25</sup> Les stocks de céréales vivrières de la Chine étaient de l'ordre de 40 millions de tonnes en 1971, soit l'équivalent d'environ 16 pour cent de la consommation annuelle.

TABEAU 2-18. — VOLUME ESTIMATIF DES STOCKS DE REPORT DE CÉRÉALES<sup>1</sup>

	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75 <sup>2</sup>
..... Millions de tonnes .....						
<b>Blé</b>						
Principaux pays exportateurs . . . . .	65	50	49	29	26	25
Principaux pays importateurs . . . . .	9	9	11	8	7	7
Divers . . . . .	7	5	7	6	6	7
<i>Total</i> . . . . .	81	64	67	43	39	39
<b>Riz</b>						
Principaux pays exportateurs . . . . .	10	9	6	4	4	4
Divers . . . . .	15	15	15	9	10	9
<i>Total</i> . . . . .	25	24	21	13	14	13
<b>CÉRÉALES SECONDAIRES</b>						
Principaux pays exportateurs . . . . .	54	39	54	39	28	21
Principaux pays importateurs . . . . .	10	10	11	11	12	13
Divers . . . . .	9	7	8	8	7	7
<i>Total</i> . . . . .	73	56	73	58	47	41
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b> . . . . .	179	144	161	114	100	93
..... Pourcentage .....						
En proportion de la consommation totale .	23	17	18	13	12	11

NOTE: Estimations de la FAO établies à partir de données de sources officielles et non officielles. Pour les données détaillées, se reporter au tableau 2-17.

<sup>1</sup> Non compris la Chine et l'U.R.S.S. — <sup>2</sup> Données provisoires.

total en 1969/70 et contribuent encore pour 54 pour cent au total fortement réduit escompté pour la fin de la campagne 1974/75. En dehors de ces pays, le niveau des stocks a beaucoup moins varié, encore que ceux-ci soient dans la plupart des cas plus bas qu'au début de la décennie. L'Inde, où les stocks gouvernementaux de céréales vivrières atteignaient 9,5 millions de tonnes au milieu de l'année 1972, offre un exemple remarquable d'un pays en développement qu'une série de bonnes récoltes avait mis en mesure de constituer des réserves très appréciables.

### Sécurité alimentaire mondiale

Le fait que le report global de céréales ne représentera sans doute plus, à la fin de la présente campagne, que 11 pour cent de la consommation totale (non compris la Chine et l'U.R.S.S.) contre 23 pour cent à la fin de la campagne 1969/70, donne une idée de la façon dont s'est détériorée la sécurité alimentaire mondiale (tableau 2-18). La FAO a calculé que des stocks de report correspondant au total à 17-18 pour cent de la consommation annuelle mondiale de céréales pourraient être considérés comme offrant « un niveau minimal de sécurité ». Aux niveaux de consommation de 1974, cela représenterait 150 millions de tonnes, sans compter la Chine et l'U.R.S.S., et 230 millions de tonnes pour l'ensemble du monde<sup>26</sup>.

Les propositions d'action présentées à la Conférence mondiale de l'alimentation en vue de renforcer la sécurité alimentaire mondiale comprenaient, outre une croissance nettement plus rapide de la production alimentaire dans les pays en développement:

- a) la mise en place d'un système d'information alimentaire et d'alerte rapide;
- b) un système coordonné de politiques nationales de stockage concrétisé par un engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale;
- c) la mise en place de meilleurs mécanismes pour satisfaire des besoins alimentaires d'urgence; et
- d) la réorganisation de l'aide alimentaire en tant qu'élément permanent des secours et de l'assistance au développement<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial: propositions en vue d'une action nationale et internationale*. E/Conf. 65/4, Rome, 1974, p. 195.  
<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 185-186.

Un projet d'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale a été soumis en novembre 1973 à la dix-septième session de la Conférence de la FAO, et la Conférence mondiale de l'alimentation a été saisie d'un texte révisé. Celle-ci a fait siens les objectifs, politiques et directives énoncés dans le projet d'Engagement international, et elle a invité tous les gouvernements à se déclarer prêts à les adopter et à coopérer ensuite à mettre en œuvre le plus rapidement possible cet Engagement international; elle a demandé qu'une aide soit fournie pour permettre aux pays en développement d'élaborer et d'appliquer des politiques nationales appropriées en matière de stocks alimentaires<sup>28</sup>. La Conférence mondiale de l'alimentation a en outre déclaré qu'un système mondial d'information et d'alerte rapide devrait être mis en place; elle a demandé à la FAO de mettre sur pied les arrangements nécessaires avec le concours des autres organisations intéressées et elle a invité « tous les mouvements à participer au système et à y coopérer sans restriction sur une base volontaire et permanente, en communiquant toutes les informations courantes disponibles »; enfin elle a demandé que les renseignements ainsi recueillis soient analysés à fond et communiqués périodiquement à tous les gouvernements participants, à leur usage exclusif<sup>29</sup>. Les recommandations de la Conférence mondiale en matière d'aide alimentaire, qui sont étroitement liées aux précédentes, seront examinées plus loin à propos des politiques d'aide alimentaire.

L'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale a été adopté en novembre 1974, lors de la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO, et officiellement transmis aux gouvernements pour adhésion. Un certain nombre de pays en développement ont défini des objectifs nationaux de stockage des céréales et des missions d'assistance technique ont été envoyées auprès de plusieurs d'entre eux. Des entretiens internationaux ont été consacrés aux conséquences techniques et opérationnelles de la sécurité alimentaire mondiale. Des progrès ont par ailleurs été accomplis dans la mise en œuvre du système mondial d'information et d'alerte rapide.

<sup>28</sup> Nations Unies, *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, *op. cit.*, p. 17-18.  
<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 17-18.

### Consommation alimentaire et nutrition

Il n'est pas encore possible d'évaluer dans le détail l'influence que pourront avoir, sur la consommation alimentaire et la nutrition, les faits les plus récents qui viennent d'être décrits en ce qui concerne la pro-

duction et le commerce. Tout porte à croire cependant qu'ils ont sérieusement aggravé une situation nutritionnelle déjà très préoccupante dans les pays en développement.

Les reculs récents de la production alimentaire par habitant dans ces pays ont dans une certaine mesure été compensés par un surcroît d'importations. Toutefois, étant donné la rareté et les prix élevés des produits offerts à l'importation, les disponibilités alimentaires par habitant ont dû fatalement décliner aussi dans de nombreux pays. En des points très différents du globe — au Sahel, dans certaines parties de l'Afrique méridionale, en Ethiopie, dans plusieurs parties de l'Asie — ceux qui produisent surtout pour leur propre subsistance ont souffert de plusieurs mauvaises récoltes successives. Parmi les consommateurs urbains, même lorsque les vivres ne s'étaient pas sérieusement raréfiés, la hausse rapide des prix a soumis à rude épreuve les classes pauvres qui doivent consacrer une forte proportion de leurs revenus à l'achat d'aliments.

La connaissance qu'on a actuellement des problèmes nutritionnels se fonde en grande partie sur les données nationales moyennes touchant les disponibilités alimentaires par habitant, car il n'existe pas un nombre suffisant d'enquêtes dignes de foi sur la consommation des ménages, les budgets et la santé. Malgré de très nombreuses lacunes, la documentation limitée dont on dispose suffit à mettre en évidence certaines grandes caractéristiques de la situation nutritionnelle, l'écrasante ampleur du problème et l'urgente nécessité d'agir.

Sur la base des quelques données existantes, la FAO a effectué une nouvelle étude de la situation nutritionnelle au début de la DD2 et des changements intervenus durant la DD1<sup>30</sup>. C'est sur cette étude, à partir de laquelle est élaborée la quatrième enquête alimentaire mondiale, que l'on s'est fondé pour évaluer, à l'intention de la Conférence mondiale de l'alimentation, les dimensions et les causes de la faim et de la malnutrition<sup>31</sup>.

Auparavant les problèmes nutritionnels étaient surtout envisagés sous l'angle du déficit protéique. Toutefois, conformément aux recommandations du dernier d'une longue série de groupes d'experts réunis conjointement par la FAO et l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour étudier les besoins nutritionnels, on considère à présent que selon toute vraisemblance une ration alimentaire qui permet de couvrir les besoins énergétiques suffit également à satisfaire les besoins en protéines<sup>32</sup>. Une carence protéique se rencontre donc rarement si l'apport énergétique est suffisant, sauf lorsque l'aliment de base est très pauvre en protéines (racines féculentes, plantain, fruit du jaquier) ou lorsqu'il s'agit de jeunes en-

fants dont la capacité d'absorption est limitée et qui ont donc besoin d'aliments ayant une plus forte concentration protéique. Dans la plupart des pays en développement, il faut donc surtout assurer à la population une ration alimentaire plus abondante, qui corrigera du même coup les carences énergétique et protéique. En revanche, si les besoins énergétiques ne sont pas entièrement couverts, l'apport protéique — fût-il suffisant d'après les tables des besoins — sera utilisé essentiellement pour la production d'énergie et la fonction protéique ne sera donc pas entièrement assurée.

Le tableau 2-19 indique les changements intervenus entre 1961 et 1969-71 dans les principales régions du monde en ce qui concerne les rations alimentaires moyennes, lesquelles sont confrontées avec les estimations les plus récentes des besoins nutritionnels. Au plan mondial, les disponibilités alimentaires auraient déjà été suffisantes en 1961 pour couvrir la totalité des besoins énergétiques si elles avaient été distribuées conformément aux exigences nutritionnelles. Toutefois, le tableau montre clairement qu'elles se sont réparties de façon très inégale entre pays développés et en développement, de même qu'entre les différentes régions en développement. En outre, les disponibilités sont également mal distribuées entre les pays en développement, entre les différents groupes de population à l'intérieur de ces pays, et aussi entre les membres d'une même famille.

Dans chacune des régions en développement les disponibilités de calories par habitant se sont un peu améliorées entre 1961 et 1969-71. C'est en Extrême-Orient, région densément peuplée, que les progrès ont été les plus faibles, et au Proche-Orient qu'ils ont été les plus grands, celui-ci passant de la quatrième à la seconde place parmi les cinq régions en développement. Mais même en 1969-71, l'Amérique latine et le Proche-Orient étaient les deux seules régions en développement où les disponibilités moyennes de calories par habitant dépassaient les besoins théoriques. Le tableau ne met pas en parallèle l'apport protéique réel et les besoins théoriques, étant donné la complexité aujourd'hui reconnue de la relation entre besoins énergétiques et besoins protéiques. Il faut toutefois se souvenir qu'il risque d'y avoir carence protéique partout où l'apport énergétique est insuffisant.

En 1961, la valeur énergétique du régime était insuffisante au niveau national moyen, eu égard aux besoins nutritionnels, dans 74 des 96 pays en développement pour lesquels on possède des données. En 1969-71, la situation s'était améliorée en ce sens que le nombre des pays déficitaires était tombé à 57 (tableau 2-A, p. 112). Mais même alors, 24 des 96 pays (dont 12 en Afrique) accusaient un déficit supérieur à 10 pour cent.

À l'intérieur même de chaque pays en développement, les disponibilités alimentaires sont aussi fort

<sup>30</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1974*, Rome, 1975, p. 105-173.

<sup>31</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Examen de la situation alimentaire mondiale, présente et future*, E/Conf. 65/3, Rome, 1974, p. 63-86. C'est ce texte que nous résumons ici.

<sup>32</sup> FAO/OMS. *Besoins énergétiques et besoins en protéines: rapport d'un comité spécial mixte FAO/OMS d'experts*, Rome, 22 mars-2 avril 1971, Réunions de la FAO sur la nutrition, Rapport N° 52, Rome, 1973.

TABLEAU 2-19. — DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES PAR PERSONNE ET PAR JOUR <sup>1</sup>

	Valeur énergétique du régime				Protéines	
	1961	1969-71	1961	1969-71	1961	1969-71
	..... Kilocalories .....		Pourcentage de couverture des besoins		..... Grammes .....	
<i>Pays développés à économie de marché</i> <sup>2</sup> . . .	2 950	3 090	115	121	87,5	95,1
Amérique du Nord . . . . .	3 110	3 320	118	126	92,3	105,2
Europe occidentale . . . . .	3 020	3 130	118	123	89,3	93,7
Océanie . . . . .	3 210	3 260	121	123	92,7	108,1
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	2 990	3 260	116	127	85,8	99,3
TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS . . . . .	2 960	3 150	116	123	87,0	96,4
<i>Pays en développement à économie de marché</i> <sup>2</sup>	2 130	2 210	93	97	55,0	56,0
Afrique . . . . .	2 120	2 190	91	94	55,7	58,4
Extrême-Orient . . . . .	2 050	2 080	92	94	51,3	50,7
Amérique latine . . . . .	2 410	2 530	100	105	63,7	65,0
Proche-Orient . . . . .	2 220	2 500	89	102	62,3	69,3
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i>	2 020	2 170	86	92	54,7	60,4
TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	2 100	2 200	91	95	54,9	57,4
MONDE . . . . .	2 380	2 480	100	104	65,2	69,0

<sup>1</sup> Disponibilités au stade du détail, pertes déduites. — <sup>2</sup> Comprend des pays situés dans des régions non spécifiées.

mal réparties eu égard aux besoins nutritionnels. Il est établi de longue date que cela dépend essentiellement du revenu. Les enquêtes sur les budgets des ménages révèlent que la ration énergétique individuelle, et à plus forte raison la ration protéique, est bien plus abondante dans les groupes qui se situent au sommet de l'échelle des revenus que dans ceux qui occupent le bas de cette échelle. Lorsqu'il existe des données distinctes pour les citadins et les ruraux, on constate qu'à revenu égal la ration alimentaire laisse en général davantage à désirer en milieu urbain. En fait, les personnes les plus mal nourries du monde sont probablement les citadins pauvres et en particulier ceux qui ont depuis peu quitté les campagnes. D'un autre côté, les ruraux mal nourris forment une catégorie numériquement beaucoup plus importante, qui comprend principalement les cultivateurs sans terre et les très petits exploitants.

Les disponibilités alimentaires sont inéquitabement réparties même au sein des familles. Même s'il n'y a pas assez d'aliments pour tous les membres du ménage, les travailleurs adultes tendent à en prendre la plus grande part. Ce fait est particulièrement grave, car les enfants ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes ont des besoins nutritionnels supplémentaires. D'études comparatives faites dans différents pays en développement il ressort qu'il existe des régions où les enfants pauvres ne reçoivent que la moitié environ des calories et des protéines consommées par ceux des familles plus aisées, et que la ration

d'éléments nutritifs allouée aux enfants n'est pas proportionnelle à la quantité de ces éléments dont dispose le ménage. Le fait que les enfants peuvent ne pas être capables d'absorber une quantité suffisante d'un aliment de base « encombrant » pose un problème particulier.

Aucune tentative d'estimer le nombre des victimes de la malnutrition dans le monde ne peut donc se fonder uniquement sur les disponibilités nationales moyennes d'aliments, car il faut aussi tenir compte de leur inégale répartition. Les dernières estimations de la FAO, établies selon une nouvelle méthode qui utilise comme limite critique la dépense énergétique d'entretien<sup>33</sup> indique qu'en 1970 au moins 460 millions de personnes souffraient d'une grave malnutrition protéino-calorique. Ces chiffres ne comprennent pas la Chine et les autres pays d'Asie à économie centralement planifiée, pour lesquels on ne possède pas de données comparables, mais il est probable que la répartition des aliments disponibles y est moins déficiente. Les pays développés comptent environ 30 millions de personnes atteintes de malnutrition grave et les enquêtes de consommation alimentaire indiquent que dans certains cas jusqu'à 6 pour cent des habitants sont peut-être exposés à un certain degré de malnutrition. Dans les pays en développement à économie de marché, la malnutrition frappe quelque

<sup>33</sup> Pour un exposé de la méthodologie, voir Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Examen de la situation alimentaire mondiale, présente et future*, p. 76-77 et 82-86.

430 millions de personnes, c'est-à-dire environ le quart de la population totale et, à lui seul, l'Extrême-Orient en compte 300 millions (30 pour cent de l'effectif de la région).

Les jeunes enfants figurent en très grand nombre parmi ceux qui souffrent de malnutrition grave. Les données cliniques et anthropométriques conduisent à une estimation selon laquelle, dans les pays en développement, au moins 10 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, 80 millions en sont victimes à un moindre degré et 120 millions en sont atteints sous une forme plus légère, moins évidente et plus difficile à définir. C'est donc la moitié environ des jeunes enfants du tiers monde qui est peut-être insuffisamment nourrie. Il ressort d'études récentes que dans certains pays de l'Amérique latine plus de 50 pour cent des décès d'enfants âgés de moins de cinq ans sont directement ou indirectement imputables à des carences nutritionnelles<sup>34</sup>.

A côté de la malnutrition protéique et énergétique examinée plus haut, il existe des carences spécifiques dont souffrent encore un grand nombre d'individus. Le manque de certains éléments nutritifs provoque des états pathologiques dont certains ont pu être efficacement combattus, comme la pelagre, le bérubéri et le scorbut. En revanche, on estime que dans la seule région d'Extrême-Orient plus de 100 000 enfants sont chaque année frappés de cécité par suite d'une carence de vitamine A. Les anémies par carence de fer et de folate sont encore extrêmement fréquentes dans les pays développés et en développement, et le goitre endémique accompagné de crétinisme est encore très répandu.

L'estimation selon laquelle au moins 460 millions de personnes souffrent de malnutrition grave se rapporte à une année moyenne. En période de sécheresse ou d'autres calamités, leur nombre augmente sensiblement. A vrai dire, l'estimation a été établie pour une période antérieure à la DD2, dont les premières années ont été caractérisées par des conditions météorologiques généralement défavorables et des baisses de la production et des disponibilités alimentaires par habitant dans maints pays. A présent que l'on s'approche du milieu de la décennie, il est probable que le nombre des personnes victimes d'une grave malnutrition est beaucoup plus grand qu'au début de la décennie. Les données relatives à la situation nutritionnelle toute récente sont, nous l'avons vu, très rares. Les taux de mortalité ont fortement monté dans plusieurs pays en développement et, selon toute probabilité, la cause principale en est une aggravation de la malnutrition. En Inde, par exemple, le taux brut

<sup>34</sup> Ruth Rice Puffer & Carlos V. Serrano. *Patterns of mortality in childhood: Report of the Inter-American Investigation of Mortality in Childhood*. World Health Organization, Pan American Health Organization, Scientific Publication N° 262, Washington, D.C., 1973, p. 164-166.

de mortalité est passé de 16,4 pour mille en 1969 à 18,9 pour mille en 1972<sup>35</sup>.

On ne peut guère espérer que le nombre des personnes souffrant d'une malnutrition aiguë diminue rapidement. A moins d'une distribution importante du revenu et de programmes nutritionnels spéciaux, il semble au contraire probable qu'il continuera d'augmenter. Même si l'on parvenait à couvrir le supplément projeté de demande alimentaire dans les pays en développement en intensifiant à la fois la production intérieure, les importations commerciales et l'aide alimentaire, on estime que le nombre des personnes souffrant de malnutrition grave dans ces pays atteindra 700 millions en 1985, soit un chiffre dépassant de presque deux tiers celui de 1970. On calcule qu'en 1985 il y aura encore 34 pays où l'apport énergétique moyen par habitant sera inférieur aux besoins nutritionnels<sup>36</sup>.

C'est dire combien il est nécessaire de prendre des mesures pour accroître la consommation alimentaire par une redistribution des revenus et par des programmes nutritionnels spéciaux, et cela plus rapidement que ne le ferait une simple élévation du revenu par habitant. S'il existe un certain nombre d'études théoriques indiquant l'effet potentiel d'une redistribution du revenu sur la consommation alimentaire, les exemples concrets sont très rares. L'un d'eux concerne le Chili, durant une période de réforme agraire accélérée et de fortes majorations des salaires minimaux garantis. Ces mesures ont entraîné une redistribution du revenu qui, estime-t-on, explique les trois quarts environ de l'augmentation de 14 pour cent de la consommation alimentaire en 1971<sup>37</sup>.

Les propositions d'action soumises à la Conférence mondiale de l'alimentation faisaient une place particulière aux programmes d'alimentation spéciaux destinés aux groupes vulnérables<sup>38</sup>. Dans sa résolution sur les politiques et programmes visant à améliorer la nutrition, la Conférence a recommandé que les gouvernements « entreprennent de nouveaux programmes d'intervention alimentaire et nutritionnelle ou consolident suffisamment ceux qui existent déjà pour faire face en permanence aux besoins d'une grande part des groupes vulnérables » et qu'ils « étudient des programmes spéciaux d'alimentation dans le cadre de leurs stratégies alimentaires et nutritionnelles, pour déterminer s'il est souhaitable et possible d'entreprendre ces nouveaux programmes ou d'améliorer ceux qui existent »; elle a en outre recommandé « que les institutions internationales, les

<sup>35</sup> Office of Registrar-General, Vital Statistics Division. *Sample registration*, 7 (4), New Delhi, 1974.

<sup>36</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Examen de la situation alimentaire mondiale, présente et future*, p. 97-99 et 108-109.

<sup>37</sup> Instituto de Capacitación e Investigación en Reforma Agraria. *Diagnóstico de la reforma agraria chilena (Noviembre 1970-Junio 1972)*, Santiago, 1972, p. IV-6 à IV-7.

<sup>38</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial: propositions en vue d'une action nationale et internationale*, E/Conf. 65/4, Rome, 1974, p. 161-167.

organismes non gouvernementaux et les pays qui sont en mesure de fournir des fonds et des aliments à cet effet fournissent une aide aux gouvernements qui en feront la demande afin de mettre sur pied, pendant la période 1975-76, des programmes de secours destinés à procurer une alimentation complémentaire à un nombre substantiel d'enfants victimes de malnutrition ». Enfin, la Conférence a recommandé « que la FAO, l'OMS et le FISE (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), instaurent un système mondial de surveillance nutritionnelle pour contrôler l'état alimentaire et nutritionnel des groupes défavorisés de la population et pour assurer une évaluation rapide et permanente de tous les facteurs qui influent sur les structures de la consommation alimentaire et sur l'état nutritionnel ». La Conférence a aussi beaucoup insisté sur la nécessité d'intégrer les plans et politiques alimentaires et nutritionnels dans la planification socio-économique et agricole et elle a recommandé que la FAO prépare, en collaboration avec d'autres institutions, un avant-projet en vue d'aider les gouvernements à dresser des plans alimentaires et nutritionnels intersectoriels <sup>39</sup>.

#### Prix de détail des denrées alimentaires

L'une des principales conséquences de la performance médiocre de la production agricole durant les premières années de la DD2 a été la hausse rapide des prix de détail des denrées alimentaires. Le tableau 2-20 fait ressortir l'accélération générale de ces hausses entre 1971 et 1974.

Durant l'année 1973, notamment, les prix de détail des produits alimentaires ont augmenté plus vite que le coût de la vie en général dans de nombreux pays et ils ont été pour beaucoup dans l'inflation générale. Entre mars 1973 et mars 1974, l'inflation dans les pays développés a été due pour une part allant de 21 pour cent (Finlande) à 56 pour cent (Australie) à la hausse des prix des denrées alimentaires <sup>40</sup>. En 1974, les prix à la consommation ont augmenté plus rapidement que le coût général de la vie dans les trois quarts à peu près des pays pour lesquels on dispose de données.

La hausse des prix des denrées alimentaires a des

<sup>39</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 10-11.

<sup>40</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. *Perspectives économiques de l'OCDE*, 15 Paris, juillet 1974.

#### Prix, revenus et emploi agricoles

En 1970, la production agricole faisait vivre environ 1 657 millions de personnes dans les pays en développement, soit 63 pour cent de la population totale de

TABLEAU 2-20. — VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX DE DÉTAIL DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS 84 PAYS, 1969/70-1973/74

	1969 /70	1970 /71	1971 /72	1972 /73	1973 /74
..... Nombre de pays .....					
<b>PAYS DÉVELOPPÉS</b>					
Hausse					
1-5 pour cent . . .	14	12	5	—	1
5,1-10 pour cent . .	9	10	17	9	5
10,1-20 pour cent .	2	3	2	12	14
Plus de 20 pour cent	—	—	1	4	5
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b>					
Baisse . . . . .					
Sans changement . . .	2	7	3	5	—
Hausse					
1-5 pour cent . . .	28	20	13	5	—
5,1-10 pour cent . .	14	17	20	16	5
10,1-20 pour cent .	10	4	16	18	24
Plus de 20 pour cent	2	6	5	15	30

SOURCE: Tableau annexe 11.

conséquences sérieuses même dans les pays développés, où la part du revenu disponible consacrée à l'alimentation va de 16 pour cent aux Etats-Unis jusqu'à 40 pour cent en Irlande, et se situe dans la majorité des cas entre 20 et 30 pour cent. Dans les pays en développement dont on connaît les chiffres, la proportion varie entre 34 pour cent au Malawi et 70 pour cent en Indonésie, et elle est de 35 à 55 pour cent dans la majorité des cas. Le pourcentage est encore plus élevé dans les classes pauvres, et l'on peut imaginer à quel point elles ont été éprouvées par les hausses récentes. A ce niveau, il n'est guère possible, en effet, d'éviter de se priver en se tournant, pour combattre le danger, vers des aliments meilleur marché.

Pour tenter de protéger les consommateurs contre les vagues de hausse, de nombreux pays développés ont récemment eu recours aux subventions et à des mesures de contrôle des prix des denrées alimentaires. Maints pays en développement ont fait de même, mais dans certains cas la charge financière est devenue telle que les dispositifs ont dû être modifiés ou abandonnés. A Sri Lanka, par exemple, d'importants changements ont été apportés au système d'approvisionnement alimentaire en octobre 1973 afin de réduire le rôle des subventions, dans une proportion qui n'a toutefois pu être maintenue par la suite.

ces pays, contre 70 pour cent en 1960. Ainsi, en examinant la situation des producteurs agricoles au cours de la DD2, on ne doit pas oublier qu'ils représentent

encore la majorité des consommateurs dans les pays en développement. L'amélioration de la situation nutritionnelle si inquiétante étudiée plus haut dépend en grande partie de l'accroissement des revenus des groupes les plus pauvres de la population agricole.

Ces dernières années ont été marquées par une prise de conscience de plus en plus nette de la nécessité d'orienter une proportion bien plus forte des programmes et projets de développement plus particulièrement vers les petits cultivateurs. La Banque mondiale s'efforce de le faire dans ses projets d'investissement et l'Inde s'est également inspirée de cette idée pour la stratégie agricole et rurale de son cinquième plan. Toutefois, on ne dispose que d'informations très peu abondantes sur l'évolution récente de la situation des petits exploitants, voire de l'ensemble de la population agricole, dans les pays en développement. Les renseignements disponibles quant aux prix agricoles, aux revenus agricoles et à l'emploi agricole et rural sont résumés ci-après. On étudiera dans une autre section les institutions et services ruraux qui ont une incidence profonde sur la vie des populations agricoles et rurales.

### Prix agricoles

Les premières années de la DD2 ont vu des hausses très rapides de prix dans l'agriculture, qu'il s'agisse des produits agricoles ou des intrants agricoles. Les données récentes disponibles concernant les prix reçus et payés par les agriculteurs ne se rapportent qu'à peu de pays, surtout dans le cas des pays en développement. Les termes de l'échange des agriculteurs paraissent cependant s'être améliorés en général et souvent de façon notable jusqu'à la fin de 1973. Depuis lors, en raison de l'augmentation rapide des prix des intrants, ils ont accusé une dégradation tout aussi générale, mais ils restent probablement plus favorables dans la plupart des cas qu'au début de la décennie.

La hausse des prix des produits agricoles a été particulièrement marquée pendant les derniers mois de 1972 et en 1973. Bien que les prix des intrants, notamment des engrais, aient déjà commencé à monter à cette époque, la hausse des produits a été bien plus rapide dans l'ensemble. Ainsi, sur 12 pays développés pour lesquels on dispose d'indices des prix reçus et payés par les agriculteurs en 1973, le rapport entre ces indices a évolué de façon favorable aux agriculteurs dans 8 pays (Australie, Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France et Japon) et ne s'est dégradé que dans 4 pays (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Norvège et Suède) entre 1972 et 1973. Quant aux rares pays en développement pour lesquels on dispose d'indices correspondants, le rapport s'est fortement amélioré en République de Corée de 1970 à 1972 et n'a guère varié en 1973; il s'est ren-

forcé rapidement aux Philippines entre 1971/72 et 1972/73.

Depuis la fin de 1973, les prix de la plupart des produits agricoles sont restés fermes mais ceux des intrants, tels que engrais, pesticides, machines et carburant, se sont accrus à un rythme très rapide; le crédit est également devenu plus coûteux. Malheureusement, les données sont encore plus rares pour cette période récente. Aux Etats-Unis, bien que le rapport entre les prix reçus et payés par les agriculteurs (1967 = 100) soit redescendu de 119 en novembre 1973 à 102 en novembre 1974, il est resté un peu plus élevé qu'à la fin de 1972 et beaucoup plus élevé qu'à la fin de 1970.

L'évolution des termes de l'échange n'a bien entendu pas été la même pour les différents produits agricoles. Ainsi les producteurs de produits animaux ont bénéficié d'une situation particulièrement favorable en 1972 et au premier semestre de 1973 lorsque les prix des produits de l'élevage (notamment de la viande) ont augmenté rapidement; ensuite, ils ont vu leur marge bénéficiaire se contracter en raison, d'abord, de la hausse rapide des aliments du bétail et plus récemment aussi de la baisse de la viande.

On peut se faire une idée de la situation en Inde en examinant les prix de gros des céréales et des engrais. Entre 1971 et octobre 1974, les prix de gros des principales céréales sont passés d'environ 200 pour cent (blé) à 450 pour cent (riz), tandis que ceux des principaux engrais n'ont augmenté que de 11 pour cent (urée et phosphate d'ammonium) à 45 pour cent (superphosphate triple) jusqu'en juin 1974. Toutefois, comme il y avait pénurie d'engrais, les prix du marché noir étaient sans aucun doute bien plus élevés. En outre, les prix des engrais en Inde ont été brusquement relevés de 80 pour cent en moyenne en juin 1974. Bien que le rapport de prix entre les engrais et les produits agricoles paraisse rester avantageux, ce relèvement soudain des engrais sans desserrement correspondant du crédit a provoqué une réduction de la demande d'engrais.

Dans les pays en développement, les variations des prix des produits et des intrants ont également eu des effets différents sur les agriculteurs selon l'importance de l'exploitation. Il est probable que les grands ou moyens agriculteurs, qui ont jusqu'ici été à l'avant-garde de la révolution verte, ont bénéficié plus que les petits exploitants de la première phase de hausse des prix des produits parce qu'ils produisaient davantage. Ces derniers sont probablement aussi ceux qui ont souffert de la récente hausse rapide des prix des biens de production faute d'épargne et d'accès facile au crédit. Il est évident que la crise de l'énergie dans l'agriculture frappera plus gravement les exploitants dynamiques, grands ou petits, des pays en développement qui participent à la révolution verte et accroissent leurs achats d'intrants.



## Revenus agricoles

Les données récentes concernant les revenus agricoles sont rares, notamment en ce qui concerne les pays en développement. Des chiffres relatifs au PIB dans l'agriculture et dans le reste de l'économie en 1960-62, 1964-66 et 1969-71 sont présentés au tableau 2-21 pour 45 pays, dont 28 en développement.

Dans ces pays, le PIB dans l'agriculture a augmenté de 8,3 pour cent par an aux prix courants de 1960 à 1970, tandis que dans les autres secteurs il augmentait de 12,7 pour cent. Le PIB agricole s'est accru de 9,1 pour cent et le PIB non agricole de 13 pour cent par an dans les pays en développement contre 7 et 12,1 pour cent dans les pays développés. La différence entre l'agriculture et les autres secteurs apparaît encore plus forte sur la base des prix constants, l'accroissement étant respectivement de 3,1 et de 6,8 pour cent dans l'ensemble des pays pour lesquels des données figurent au tableau, de 3,7 et de 7,2 pour cent dans les pays en développement et de 2,1 et de 6,2 pour cent dans les pays développés. Il y a cependant quatre pays (Égypte, Irak, Maroc et Philippines) où le PIB agricole a progressé plus vite que le PIB non agricole aux prix courants mais, aux Philippines, c'est le contraire sur la base des prix constants. En Inde, alors que le taux est le même dans tous les secteurs aux prix courants, aux prix constants la progression a été bien plus rapide dans les secteurs non agricoles.

Il ressort également du tableau 2-21 que le PIB par habitant est bien plus faible dans l'agriculture que dans le reste de l'économie. Pour l'ensemble du monde, le pourcentage est de 40 pour cent, mais il peut tomber à 10-12 pour cent certaines années et dans certains des pays les moins développés comme la Haute-Volta, le Niger et la Tanzanie. Les seuls pays où il soit plus élevé dans l'agriculture sont l'Australie et le Royaume-Uni.

L'écart entre l'agriculture et les autres secteurs a tendance à se réduire à mesure que le niveau de développement s'élève; ainsi, en 1969-71, le PIB agricole par habitant équivalait à 19 pour cent du PIB non agricole au niveau I, contre 67 pour cent au niveau V. Dans l'ensemble des pays en développement, il en représentait 26 pour cent aux prix courants et 29 pour cent aux prix constants, et dans les pays développés, 54 pour cent dans les deux cas pendant la même période. Comme le PIB augmente plus lentement en agriculture que dans d'autres activités, cette réduction de l'écart tient au fait que l'accroissement de la main-d'œuvre est plus lent dans le secteur agricole (il est même négatif dans les pays développés) que dans les autres secteurs.

La proportion du PIB agricole par habitant par rapport au PIB non agricole pourrait donc augmenter avec le temps. C'est ce qui s'est effectivement produit entre 1960-62 et 1969-71 dans 20 des 42 pays

pour lesquels on dispose de données aux prix courants; mais l'évolution s'est faite dans le sens opposé dans 20 autres pays et la situation est restée inchangée dans 2. La proportion est tombée de 28 à 26 pour cent pendant cette période dans l'ensemble des pays en développement et de 56 à 54 pour cent dans les pays développés.

Aux prix constants, la proportion a baissé dans 13 des 24 pays pour lesquels on dispose de données concernant la période comprise entre 1960-62 et 1969-1971. Cette proportion est tombée de 31 à 29 pour cent dans les pays en développement mais elle est passée de 49 à 54 pour cent dans les pays développés. Pour l'ensemble des 24 pays en cause, la proportion, sur la base des prix constants, est restée pratiquement inchangée.

Rien ne fait donc penser à une réduction générale de l'écart entre les revenus agricoles et non agricoles pendant les années soixante. En fait, cet écart a eu généralement tendance à s'élargir encore, surtout sur la base des prix courants. Dans les pays en développement, sur cette base, il s'est élargi dans 14 pays et réduit dans 11 seulement. Les mouvements sont restés limités dans l'ensemble; cependant, on a enregistré de fortes dégradations en Australie, en Bolivie, au Nigeria, à Sri Lanka et en Tanzanie, et des améliorations tout aussi importantes aux États-Unis, au Ghana, en Inde, aux Philippines et en U.R.S.S.

On ne dispose pas de données permettant de mesurer les modifications de la distribution des revenus au sein du secteur agricole lui-même<sup>41</sup>. Il semble cependant que la révolution verte dans sa phase initiale a peut-être contribué dans certaines zones à aggraver l'inégalité des revenus dans l'agriculture. Étant donné que les variétés à haut rendement n'existent jusqu'ici que pour quelques cultures et exigent un approvisionnement sûr en eau, les inégalités de revenu ont tendance à s'accroître entre les zones où ces variétés peuvent être utilisées et celles où elles ne peuvent l'être. L'effet de la révolution verte sur les écarts de revenus entre petits et gros agriculteurs est moins clair. Nombre de petits exploitants en ont certainement tiré des profits considérables. Cependant, dans de nombreuses zones les gros exploitants paraissent avoir été nettement avantagés parce qu'ils ont toujours été favorisés en ce qui concerne les services officiels de crédit, de commercialisation, de vulgarisation, etc., et ils semblent avoir renforcé encore leur

<sup>41</sup> Alors qu'« une proportion anormale des pauvres se trouve dans les zones rurales et travaille dans l'agriculture ou dans les activités rurales connexes », les rares données disponibles au sujet des pays en développement indiquent que « dans la plupart des pays, le secteur rural présente un degré d'inégalité moindre que le secteur urbain, ce degré restant cependant notable ». (Montek S. Ahluwalia. *Income inequality: some dimensions of the problem*. Dans Hollis Chenery *et al.*, *Redistribution with growth*, London, Oxford University Press, 1974, p. 19-21.)

TABLEAU 2-21. — COMPARAISON DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT DANS L'AGRICULTURE ET DANS LE RESTE DE L'ÉCONOMIE DE 45 PAYS PARVENUS A DIFFÉRENTS NIVEAUX DE DÉVELOPPEMENT

Niveau et pays <sup>1</sup>	Taux d'accroissement du PIB 1960-70				PIB par habitant dans l'agriculture exprimé en pourcentage du chiffre correspondant pour le reste de l'économie					
	Prix courants		Prix constants		Prix courants			Prix constants		
	Agriculture	Autres secteurs	Agriculture	Autres secteurs	1960-62	1964-66	1969-71	1960-62	1964-66	1969-71
	..... Pourcentage annuel <sup>2</sup> .....				..... Pourcentage .....					
Niveau I . . . . .	5,5	11,6	...	...	25	12	19	...	...	...
Haute-Volta . . . . .	5,1	10,3	...	...	12	13	10	...	...	...
Niger . . . . .	5,3	9,9	...	...	10	12	12	...	...	...
Ethiopie . . . . .	5,2	9,1	...	...	24	21	22	...	...	...
Tanzanie . . . . .	3,7	12,8	...	...	18	13	11	...	...	...
Nigeria . . . . .	4,2	12,3	...	...	69	57	39	...	...	...
Ouganda . . . . .	9,6	15,2	...	...	20	20	19	...	...	...
Niveau II . . . . .	6,7	9,6	3,9	7,1	29	29	30	30	27	27
Côte-d'Ivoire . . . . .	7,4	12,3	...	...	11	12	13	...	...	...
Ghana . . . . .	7,8	8,3	...	...	59	62	74	...	...	...
Bolivie . . . . .	4,0	12,7	2,9	7,2	25	20	14	29	26	<sup>3</sup> 23
Kenya . . . . .	7,2	10,4	...	...	12	13	13	...	...	...
Maroc . . . . .	6,5	6,3	...	...	26	26	29	...	...	...
Irak . . . . .	7,9	6,9	7,7	6,1	22	25	<sup>3</sup> 26	22	24	26
Inde . . . . .	10,1	10,1	2,0	4,6	34	37	44	33	30	35
Honduras . . . . .	3,8	8,2	2,0	7,8	35	30	27	38	30	<sup>3</sup> 27
Iran . . . . .	5,9	11,4	4,3	10,8	35	34	<sup>3</sup> 29	35	31	<sup>3</sup> 27
Guatemala . . . . .	...	...	4,4	6,1	...	...	...	21	22	22
Niveau III . . . . .	13,1	16,6	3,7	7,3	31	31	30	31	33	30
Thaïlande . . . . .	6,8	11,9	5,5	9,4	13	13	13	12	13	14
Philippines <sup>4</sup> . . . . .	11,6	8,9	5,0	5,2	16	18	<sup>3</sup> 25	16	16	<sup>3</sup> 20
Turquie . . . . .	8,2	12,3	2,5	7,5	19	21	20	19	20	19
Rép. arabe syrienne . . . . .	...	...	3,9	6,7	...	...	...	31	37	30
Egypte . . . . .	7,5	6,7	...	...	28	31	34	...	...	...
Corée, Rép. de . . . . .	22,2	29,5	4,0	12,4	33	41	30	39	41	28
Sri Lanka . . . . .	4,0	8,8	2,4	5,5	68	54	51	58	56	53
Tunisie . . . . .	4,1	9,4	...	...	26	25	25	...	...	...
Colombie . . . . .	14,9	17,5	3,5	5,6	44	45	45	47	46	49
Paraguay . . . . .	5,9	8,3	2,2	4,9	46	47	43	45	45	40
Brésil <sup>4</sup> . . . . .	51,5	57,0	...	...	28	28	<sup>3</sup> 26	...	...	...
Mexique . . . . .	7,2	12,4	3,9	8,1	<sup>5</sup> 16	17	14	<sup>5</sup> 16	16	15
PAYS EN DÉVELOPPEMENT (I-III) . . . . .	9,1	13,0	3,7	7,2	28	27	26	31	29	29
Niveau IV . . . . .	8,9	14,0	2,1	7,1	43	45	41	42	41	39
Yougoslavie <sup>6</sup> . . . . .	15,7	20,3	2,8	8,1	20	24	21	26	24	25
Grèce . . . . .	6,4	11,4	2,9	8,5	29	31	27	29	29	25
Portugal . . . . .	5,5	10,0	1,2	7,3	41	38	37	41	36	32
Bulgarie <sup>7</sup> . . . . .	4,9	10,0	...	...	39	51	43	...	...	...
Argentine . . . . .	24,6	28,2	1,8	4,7	72	87	<sup>3</sup> 77	80	89	85
Espagne . . . . .	7,3	15,1	2,6	8,0	43	36	32	42	35	36
Pologne <sup>7</sup> . . . . .	3,7	8,4	0,6	7,7	38	37	35	37	35	28
Israël . . . . .	9,7	16,4	...	...	79	67	64	...	...	...
U.R.S.S. <sup>7</sup> . . . . .	7,0	7,2	...	...	39	50	55	35	34	28
Japon . . . . .	8,3	16,2	...	...	31	31	28	...	...	...
Italie . . . . .	5,0	10,4	2,5	5,6	37	40	37	42	47	50
Niveau V . . . . .	3,6	8,9	2,3	4,7	69	71	67	60	68	79
France . . . . .	5,4	10,5	1,8	5,8	37	37	39	38	40	43
Australie . . . . .	1,9	9,2	...	...	117	119	87	...	...	...
Royaume-Uni . . . . .	3,3	6,7	2,3	2,8	103	103	108	94	110	128
Canada . . . . .	4,6	9,0	2,3	5,7	47	57	54	47	57	61
Suède . . . . .	2,5	9,1	...	...	50	47	43	...	...	...
Etats-Unis . . . . .	4,0	7,4	2,7	4,5	61	66	73	59	64	72
PAYS DÉVELOPPÉS (IV-V) . . . . .	7,0	12,1	2,1	6,2	56	58	54	49	51	54
TOTAL . . . . .	8,3	12,7	3,1	6,8	39	39	37	38	40	39

SOURCES: FAO, *World comprehensive estimates and projections, 1950-1985*, Rome, 1972. Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1972*, New York, 1972. Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, *National accounts statistics for African countries*, Addis Ababa, 1974.

<sup>1</sup> Pays classés à l'intérieur de chaque niveau par degré de développement croissant; le degré de développement est mesuré suivant un indicateur composite construit à partir de 16 variables économiques et sociales dont la plupart sont assez étroitement liées au PIB par habitant; les « niveaux de développement » représentent des groupes de pays qui sont homogènes sous le rapport des 16 variables (E.F. Szczepanik, *Agricultural policies at different levels of development*, FAO, sous presse). — <sup>2</sup> Tendance exponentielle. — <sup>3</sup> 1969 seulement. — <sup>4</sup> Produit intérieur net. — <sup>5</sup> 1960 seulement. — <sup>6</sup> Produit matériel brut. — <sup>7</sup> Produit matériel net.

position au détriment des petits exploitants en expulsant les métayers et en achetant de nouvelles terres <sup>42</sup>.

### Emploi agricole et emploi rural

L'emploi agricole est étroitement lié au problème de la répartition des revenus évoqué plus haut. La FAO a publié une étude repère sur la situation de l'emploi agricole dans les pays en développement au début de la DD2 et de ses principaux facteurs <sup>43</sup>, mais on dispose de très peu d'information pour mesurer les changements intervenus. On possède d'assez nombreuses statistiques générales sur l'évolution passée et probable de l'offre de main-d'œuvre agricole, mais les tendances plus complexes de la demande sont beaucoup moins bien connues.

La main-d'œuvre agricole des pays en développement est tombée de 73 pour cent de la main-d'œuvre totale en 1960 à 66 pour cent en 1970 et probablement à quelque 62 pour cent en 1975 (tableau 2-22); dans les pays développés, les pourcentages correspon-

dants sont de 28, 21 et 17 pour cent. Toutefois, alors que dans ces derniers pays cette baisse en pourcentage s'est accompagnée d'une baisse en chiffres absolus (de 124 millions en 1960 à environ 88 millions en 1975), la main-d'œuvre agricole a continué d'augmenter en chiffres absolus dans les pays en développement: elle est passée de 614 millions de personnes en 1960 à 671 millions en 1970 et probablement 700 millions environ en 1975. Le taux d'accroissement de la main-d'œuvre agricole des pays en développement s'est établi à environ 0,9 pour cent par an pendant les années soixante et devrait être de 0,8 pour cent en moyenne pendant la DD2. Cet accroissement de la main-d'œuvre agricole des pays en développement se poursuivra probablement encore très longtemps à moins que l'accroissement démographique puisse être fortement freiné et l'expansion de l'emploi non agricole accéléré.

La main-d'œuvre agricole des pays en développement se compose principalement de petits exploitants familiaux. Dans certains pays elle comprend aussi une forte proportion de paysans sans terre ou presque; ces derniers ont tendance, non pas à constituer une classe sociale distincte, mais à se fondre avec les petits exploitants qui ont eux-mêmes besoin pour vivre de travailler à temps partiel comme ouvriers salariés sur les grandes exploitations. On ne dispose pas de statistiques concernant l'évolution récente de

<sup>42</sup> V.K.R.V. Rao. *Growth with justice in Asian agriculture; an exercise in policy formulation*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 1974, p. 1-2.

<sup>43</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1973*, Rome, 1973, p. 145-188 (réédité sous le titre *L'emploi agricole dans les pays en développement*, dans la collection *Études sur la planification agricole*, N° 16, Rome, 1973).

TABLEAU 2-22. — MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE <sup>1</sup>

	Total			Part de la main-d'œuvre totale			Accroissement annuel moyen <sup>2</sup>	
	1960	1970	1975	1960	1970	1975	1960-70	1970-80
	Millions			Pourcentage			Pourcentage annuel <sup>3</sup>	
<i>Pays développés à économie de marché</i> <sup>4</sup> . . .	55,6	43,1	37,0	20	14	11	-2,5	-3,1
Amérique du Nord . . . . .	5,5	3,9	3,3	7	4	3	-3,2	-3,1
Europe occidentale . . . . .	33,2	25,7	22,2	24	17	14	-2,5	-3,1
Océanie . . . . .	0,6	0,6	0,5	12	9	7	-0,7	-1,4
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	68,1	57,3	51,3	43	32	27	-1,7	-2,6
TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS . . . . .	123,7	100,4	88,3	28	21	17	-2,1	-2,8
<i>Pays en développement à économie de marché</i> <sup>4</sup>	375,6	421,1	444,9	71	65	61	1,1	1,1
Afrique . . . . .	73,6	83,8	39,4	81	76	73	1,3	1,3
Extrême-Orient . . . . .	236,4	265,4	280,2	74	68	64	1,2	1,1
Amérique latine . . . . .	33,6	36,6	38,0	48	42	38	0,9	0,7
Proche-Orient . . . . .	30,8	34,1	35,9	69	62	58	1,0	1,0
<i>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</i>	238,5	249,5	254,8	75	67	63	0,5	0,3
TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	614,1	670,6	699,8	73	66	62	0,9	0,8
MONDE . . . . .	737,8	771,1	788,1	58	51	48	0,4	0,4

SOURCE: FAO, sur la base de l'ouvrage de l'OIT, *Projections de la main-d'œuvre*, Genève, 1971. On dispose en général de données allant jusqu'à une année comprise entre 1960 et 1965, et les estimations relatives aux années ultérieures sont des projections fondées sur l'année 1965. Ces projections prennent comme base la variante moyenne des projections des Nations Unies concernant la population totale, les projections macro-économiques des Nations Unies pour la DD2, et le PIM.

<sup>1</sup> Population économiquement active en agriculture. — <sup>2</sup> Le signe — indique une diminution. — <sup>3</sup> Intérêt composé. — <sup>4</sup> Y compris des pays d'autres régions non spécifiées.

la composition de la main-d'œuvre agricole, mais une certaine tendance descendante paraît se dessiner dans de nombreux pays pour l'ensemble du groupe des petits exploitants et des paysans sans terre ou presque. On signale que le problème des paysans sans terre est de plus en plus aigu dans certains pays comme l'Inde. Dans les nombreux pays où la pression démographique sur les terres est déjà très forte, la superficie moyenne des exploitations a tendance à diminuer.

Les femmes occupent probablement une place plus importante dans la main-d'œuvre du secteur agricole que dans celle des autres grands secteurs de l'économie, bien que cette situation ne ressorte pas toujours clairement des statistiques officielles. Cette absence des femmes dans les statistiques est une des raisons pour lesquelles elles sont négligées dans les programmes et projets de développement agricole et rural. Ainsi, on ne possède pratiquement pas d'information sur l'incidence de la généralisation progressive de l'enseignement dans les zones rurales qui empêche les grands enfants de participer aux travaux de l'exploitation et du ménage, ni sur la façon dont les femmes rurales réussissent à faire face à leurs lourdes tâches agricoles et ménagères tout en s'occupant des enfants. La Conférence mondiale de l'alimentation a adopté une résolution particulière sur les femmes et l'alimentation où elle demandait aux gouvernements «de faire pleinement participer les femmes aux mécanismes de décision en matière de politiques de production alimentaire et de nutrition» et «de faire figurer dans leurs plans des dispositions tendant à assurer aux femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, une éducation et une formation en matière de production alimentaire et de technologie agricole»<sup>44</sup>. La Conférence mondiale de la population a également adopté plusieurs résolutions où elle soulignait le rôle des femmes et la nécessité d'alléger la tâche des femmes rurales.

Le sous-emploi reste bien plus répandu que le chômage pur et simple dans l'agriculture des pays en développement. Un degré assez élevé de sous-emploi est inévitable en raison du rythme saisonnier de la production, de la petitesse de nombreuses exploitations (qui tient elle-même à la fois à la pression démographique sur les terres et aux régimes agraires peu équitables) et du fait que la main-d'œuvre agricole est tellement plus nombreuse que la main-d'œuvre non agricole qui constitue son principal débouché. Toutefois, le sous-emploi agricole reste dans les pays en développement bien au-dessus du niveau irréductible. En particulier, la situation serait bien meilleure si ces pays avaient pu accélérer l'accroissement de la production agricole conformément aux objectifs de la DD2 et à leurs propres plans de déve-

loppement au lieu d'être de plus en plus tributaires des importations alimentaires et de laisser ainsi en fait échapper des possibilités d'emploi au profit des pays développés. Une division plus rationnelle du travail dans la production et le commerce agricole mondiaux, comme celle que la FAO a suggéré à propos de l'ajustement agricole international, aurait pour effet d'accroître l'emploi agricole dans les pays en développement ainsi que leurs recettes d'exportations et entraînerait une réduction bien plus faible de l'emploi agricole dans les pays développés où, en tout état de cause, la main-d'œuvre agricole diminue d'ores et déjà rapidement.

Bien que de nombreuses estimations du sous-emploi agricole aient été établies pour des pays en développement particuliers, on ne sait guère si les choses se sont améliorées ou aggravées au cours des dernières années. D'après une étude de la FAO sur la Colombie, pour les 10 principales cultures, la production a augmenté de 17 pour cent entre 1965 et 1970 et l'emploi de 10 pour cent; étant donné que la main-d'œuvre agricole a augmenté de moins de 8 pour cent pendant cette même période, on peut supposer que le sous-emploi s'est légèrement atténué<sup>45</sup>.

C'est sans doute la Chine qui, ces dernières années, a le mieux réussi à réduire le sous-emploi agricole et rural. La commune, unité de base de la société rurale, constitue une unité de main-d'œuvre plutôt qu'une unité territoriale, et en tant que telle il lui incombe d'assurer de l'emploi à ses membres dans des activités agricoles ou non agricoles, ou encore dans des travaux publics. Le sous-emploi agricole et rural semble avoir été résorbé dans une large mesure, et ce qu'il en subsiste paraît beaucoup plus également réparti dans la population active que ce n'est le cas dans la plupart des autres pays en développement.

Le secteur agricole devrait toujours fournir plus de la moitié des nouveaux emplois selon 10 des 27 plans nationaux de développement en cours ou récents qui donnent des objectifs quantitatifs d'emploi agricole. Presque tous les plans prévoient l'absorption des nouveaux venus sur le marché du travail et une certaine réduction du chômage (et souvent aussi du sous-emploi agricole). Certains ne prévoient cependant pas qu'il serait possible de trouver un emploi à tous les nouveaux venus: ce sont les plans de l'Algérie pour 1970-73, de l'Inde pour 1961-66, du Maroc pour 1968-73, du Soudan pour 1970-71/1974-75, enfin de Trinité-et-Tobago pour 1964-68. En Malaisie, les objectifs d'emploi agricole n'ont pas été atteints en 1966-70 parce que l'emploi a diminué dans les plantations d'hévéas et que les programmes de mise en valeur des terres ont été insuffisants. En Turquie, le nombre d'emplois en agriculture ne s'est accru que

<sup>44</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 13.

<sup>45</sup> FAO. *Perspective study of agricultural development for South America* (provisional version), Rome, 1972, Vol. I, p. IV-11 à IV-15.

de 213 000 en 1963-67 alors que l'objectif était fixé à 700 000 car la production agricole ne s'est pas développée aussi rapidement que prévu <sup>46</sup>.

Une progression plus rapide de la production agricole aurait certes bien amélioré l'emploi agricole dans les pays en développement mais le nombre d'emplois effectivement créés pour un niveau et une composition de production donnés dépend de la technique utilisée pour obtenir cette production. La plupart des pays ont désormais bien moins de possibilités d'accroître la production en agrandissant la superficie cultivée, ce qui entraîne généralement un accroissement proportionnel de l'emploi. Bien des choses dépendent donc de la technique utilisée pour élever les rendements et en particulier de l'ampleur et du type de mécanisation appliquée.

On a largement étudié les répercussions sur l'emploi de la technique de la révolution verte. On a généralement constaté que celle-ci accroît les besoins de main-d'œuvre à l'hectare mais les réduit par unité de produit, de sorte que les besoins totaux de main-d'œuvre augmentent tant que la production s'accroît plus vite que la productivité de la main-d'œuvre; ceci sera probablement possible quelque temps encore dans la plupart des pays en développement, car ils ont encore une marge considérable de remplacement des importations de produits alimentaires par des denrées locales. Dans certains cas, la révolution verte paraît s'accompagner de mécanisation, mais non dans d'autres; cela semble dépendre principalement des structures institutionnelles, notamment du régime agraire et du crédit et autres services accessibles aux petits exploitants, dans lesquelles se situe l'introduction de la technologie nouvelle. Il existe de nombreux cas bien attestés où la mécanisation est non seulement indispensable pour porter au maximum la superficie cultivée, ou faire des récoltes multiples, mais aussi pour accroître l'emploi lié à la culture et à la récolte (ainsi qu'à la manutention, l'entreposage et la transformation) de productions agricoles d'un volume accru ou d'un type nouveau qui ne pourraient être pratiquées sans mécanisation; en revanche, il existe aussi des cas où la mécanisation a déplacé la main-d'œuvre <sup>47</sup>.

La plupart des gouvernements ont désormais adopté le principe de la « sélectivité » consistant à éviter toute mécanisation qui supprime sans nécessité le travail humain. Toutefois, faute en partie d'une bonne connaissance des problèmes au niveau de l'exploitation, bien peu de pays ont jusqu'ici élaboré les mesures opérationnelles de mécanisation sélective requises pour les modes de culture particuliers et les régions particulières de leur territoire. Ainsi, la plupart des

pays continuent à mécaniser sans grande sélectivité. Il y a même des cas où les gouvernements encouragent la mécanisation plus vivement qu'ils ne le souhaitent pour des raisons telles que les taux de change surévalués et la réduction des remboursements de crédit, en raison de l'inflation rapide. Simultanément, l'introduction progressive des salaires minimaux et des prestations de sécurité sociale dans les zones rurales, qui se conjugue à une agitation sociale croissante, font de plus en plus hésiter les gros exploitants à employer un grand nombre de salariés.

Bien peu de pays ont jusqu'ici pris des mesures aptes à améliorer la situation. Certains d'entre eux indexent désormais les prêts officiels de mécanisation et autres pour compenser l'inflation. De même, le Brésil et l'Uruguay, par exemple, ont élaboré des dispositifs visant à modifier l'incidence des versements de sécurité sociale de façon à ce que ceux-ci ne fassent pas office d'impôt sur l'emploi.

Fait encourageant, on a de plus en plus tendance depuis quelques années à considérer les problèmes d'emploi agricole dans le contexte plus large de l'emploi rural dans son ensemble et du développement rural intégré. L'importance du sous-emploi et le caractère saisonnier de nombreux emplois agricoles ont fait reconnaître la nécessité de développer l'emploi rural non agricole et d'étudier ses liens avec l'emploi agricole. Divers pays donnent de plus en plus d'importance à des facteurs comme l'électrification et l'amélioration générale des services et des conditions de vie dans les zones rurales, le développement d'agglomérations rurales décentralisées et la participation des ruraux aux décisions intéressant le développement. Toutefois, l'action dans ces domaines s'amorce très lentement et le retard général des campagnes par rapport aux villes continue d'accroître les différences de revenus évoquées plus haut et d'inciter les ruraux à émigrer vers les villes bien plus vite que des emplois ne peuvent être créés dans ces dernières. Les travaux publics en milieu rural bénéficient également d'un regain d'intérêt dans de nombreux pays, peut-être à la suite des résultats spectaculaires obtenus par la Chine à cet égard, bien que la pénurie récente de produits alimentaires en général et d'aide alimentaire en particulier ait rendu encore plus difficile d'éviter que ces travaux n'aient des conséquences inflationnistes.

Nombre de pays se proposent dans leur plan de développement d'utiliser des méthodes à fort coefficient de main-d'œuvre tant que celles-ci n'entraînent pas un accroissement des coûts et ne sont contraires à d'autres objectifs de développement. Il est donc évident que les gouvernements se préoccupent des conflits ou des compromis éventuels entre l'emploi et la production, la formation de capital et les autres objectifs. Alors qu'il y a quelques années, étant particulièrement soucieux de l'emploi et des autres aspects so-

<sup>46</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* 1973, p. 169-171.

<sup>47</sup> Bureau international du travail. *Mechanization and employment in agriculture: case studies from four continents*, Genève, 1973.

ciaux du développement et de l'équité, ils étaient probablement prêts à accepter quelques compromis, ils sont sans doute moins disposés à le faire à l'heure actuelle en raison de la crise alimentaire et de la nécessité absolue d'accroître la production alimentaire le plus vite possible. Les compromis consistent généralement à admettre la « perte de production » due à l'importance moyenne donnée à l'emploi, et on tend à oublier l'ampleur de la « perte d'emploi » enregis-

Parmi les nombreux facteurs qui déterminent la production agricole, seules les conditions climatiques ont été examinées jusqu'ici. Ces conditions ont certes provoqué d'importantes fluctuations durant les quatre premières années de la DD2, mais c'est évidemment ailleurs que réside l'explication de l'insuffisance de la production sur la période longue. On peut trouver certaines indications à cet égard en examinant les tendances de l'utilisation des principaux facteurs ou ressources de production, pour laquelle le PIM proposait des objectifs en fonction de ceux qu'il envisage pour la production.

#### Investissements agricoles

On ne peut estimer que très approximativement le volume des investissements agricoles. Le PIM chiffre les investissements qui seraient nécessaires pour atteindre les objectifs proposés en matière de production (et, par conséquent, l'objectif de 4 pour cent de la DD2). Des chiffres révisés ont été calculés à l'intention de la Conférence mondiale de l'alimentation<sup>48</sup>, d'après lesquels les investissements agricoles dans les pays en développement devraient être portés aux alentours de 16 à 18 milliards de dollars U.S. par an durant la période 1975-80, si l'on veut accélérer comme il le faudrait l'expansion de la production.

De tels chiffres sont inévitablement des ordres de grandeur très généraux, mais on aura quelque idée de l'insuffisance des investissements agricoles dans le passé si l'on considère que leur volume actuel est estimé à 8-10 milliards de dollars seulement, donc environ la moitié de ce qui serait nécessaire.

#### Accroissement des superficies et des rendements

Du montant total des investissements qui devraient être effectués à l'horizon 1980, 7 à 8 milliards de

trée pendant les longues années où la production était l'objectif unique. En outre, peut-être faut-il maintenant envisager le risque que la perte de production soit encore plus forte si on néglige l'emploi que si on lui donne une place majeure. L'agitation sociale et la désorganisation que pourrait entraîner un nouvel oubli des problèmes d'emploi pourraient provoquer un choc en retour et compromettre les possibilités d'accroître assez rapidement la production.

## Ressources productives

dollars environ iraient au développement des terres et des eaux. Ce montant lui-même serait consacré pour un tiers à la mise en exploitation de terres nouvelles, le reste servant à rénover et améliorer les superficies actuellement irriguées, et à en équiper de nouvelles<sup>49</sup>. D'après les propositions soumises à la Conférence mondiale de l'alimentation, les superficies cultivables dans les pays en développement devraient passer de 737 millions d'hectares en 1970 à 890 millions en 1985, soit une augmentation annuelle de 1,2 pour cent<sup>50</sup>, rythme très supérieur à celui de 0,7 pour cent par an entre 1961-63 et 1985 que propose le PIM pour les pays considérés.

Le relèvement de l'objectif fixé pour les superficies cultivables résulte en partie de la constatation que l'on n'a pas jusqu'à présent réussi à relever suffisamment les rendements à l'hectare. De manière générale, il semble que, d'ores et déjà, la superficie cultivable se soit accrue dans les pays en développement plus vite que ne l'envisageait le PIM. Le tableau 2-7 montre que la plupart des gains importants de production proviennent davantage d'un accroissement des superficies que d'une amélioration des rendements, les principales exceptions étant le blé en Inde et le riz au Pakistan. En fait, le blé est un exemple de réussite pour les pays en développement pris dans leur ensemble, puisque la production a augmenté de 4 pour cent annuellement en 1961-74, plus de la moitié de ce gain étant imputable aux rendements (2,3 pour cent). A noter toutefois que, si cette augmentation est très proche de l'objectif du PIM pour les années 1961-63 à 1975 (4,8 pour cent par an), la progression des superficies (1,9 pour cent par an) a fortement dépassé le chiffre de 1,2 pour cent proposé dans le PIM. L'accroissement de la superficie du riz (1,1 pour cent par an) a été légèrement supérieur au chiffre du PIM (0,9 pour cent) mais près de la moitié des gains de production sont venus des rendements (plus 1 pour cent par an). Toutefois, ceux-ci accusent un retard

<sup>48</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial: propositions en vue d'une action nationale et internationale*. E/Conf. 65/4, Rome, 1974, p. 147-151.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 75.  
<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 72.

considérable, puisque la production n'a augmenté que de 2,1 pour cent, par rapport à l'objectif de 3,3 pour cent inscrit dans le PIM<sup>51</sup>.

Devant la médiocrité des performances récentes de la production agricole dans les pays en développement et, en particulier, la lenteur de la progression des rendements, beaucoup se sont demandé si la révolution verte ne commençait pas à s'essouffler. Nul doute que l'élan s'est ralenti, mais il est impossible de calculer l'effet de freinage dû simplement aux conditions météorologiques. Les résultats spectaculaires de 1967-70 avaient coïncidé avec une période de temps généralement propice, alors que les mauvais résultats de la DD2 sont nécessairement en étroit rapport avec le mauvais temps généralisé qui a sévi durant deux des quatre premières années.

Un certain essoufflement de la révolution verte était prévisible. En règle générale, les premiers gains de rendement sont en effet les plus forts et les plus faciles à obtenir. Or, dans certains pays, la diffusion des variétés nouvelles a été extrêmement rapide, et il semble qu'une grande partie des terres propices aux variétés céréalières à haut rendement soit déjà utilisée. En outre, la poursuite du progrès est désormais de plus en plus conditionnée par la mesure dans laquelle les petits exploitants seront associés en nombre croissant à cette révolution. On examine plus loin les difficultés que comporte l'extension des services de crédit, de vulgarisation, de commercialisation, etc., à cette catégorie, ainsi que l'orientation générale de ces services en faveur des gros exploitants.

La lenteur des progrès de l'irrigation a fait peser une forte contrainte sur la diffusion des variétés céréalières. En outre, la technologie de la révolution verte souffre depuis quelque temps de la raréfaction et du renchérissement des engrais, des pesticides et des carburants. Le problème des engrais et des pesticides est examiné ci-après. Pour une bonne part, la hausse du pétrole sur l'agriculture frappe les pays en développement de manière indirecte, par le biais du prix de ces facteurs de production essentiels. Toutefois, nombre de ces pays éprouvent également des difficultés en raison de la rareté et de la cherté du carburant indispensable aux machines agricoles, spécialement aux pompes d'irrigation. Bien que les tonnages de pétrole directement et indirectement nécessaires à l'agriculture dans les pays en développement (et, en fait, dans le monde entier) ne représentent qu'une petite partie de la consommation totale, ils sont d'une importance décisive pour les agriculteurs éclairés qui participent à la révolution verte et méritent une très haute priorité dans toute répartition rationnelle des ressources pétrolières.

<sup>51</sup> Les chiffres donnés dans ce paragraphe ont été limités aux pays en développement à économie de marché, ceci afin d'assurer plus de comparabilité avec les pays couverts par le PIM.

## Irrigation

La maîtrise de l'eau a gagné en importance depuis l'avènement d'une technologie comme celle de la révolution verte, qui se fonde sur les variétés à haut rendement, lesquelles dépendent étroitement d'un apport d'eau contrôlé et adéquat. La nécessité de développer l'irrigation a également été mise en relief par les mauvaises récoltes généralisées de 1972 et 1974, qui ont clairement montré encore une fois l'extrême vulnérabilité de la production agricole aux conditions climatiques.

S'appuyant en grande partie sur les plans gouvernementaux, le PIM envisageait un accroissement annuel de 1,7 pour cent des superficies irriguées entre 1961-63 et 1985. Plus importantes encore apparaissent les propositions connexes prévoyant le développement rapide du système de récoltes multiples, grâce à quoi les pays en développement auraient dû pouvoir accroître les superficies irriguées récoltées dans une mesure considérable: 2,9 pour cent par an.

Il n'est pas possible de confronter globalement l'expansion récente des superficies irriguées et les objectifs susmentionnés. Toutefois, et particulièrement en Extrême-Orient, les résultats obtenus jusqu'à présent, qu'il s'agisse de la superficie irriguée ou de la multiplication des récoltes, semblent très inférieurs aux chiffres envisagés. En vérité, il semble que l'expansion des superficies non irriguées ait contribué aux récents gains de production bien plus fortement que ne l'envisageait le PIM.

En Inde, la superficie irriguée n'a augmenté que de 0,9 pour cent par an entre 1962 et 1969, alors que l'objectif inscrit dans le PIM pour 1962-75 était de 1,7 pour cent. Il n'y a pas eu d'intensification des cultures (sauf si l'on considère la seule superficie irriguée) et la superficie non irriguée a continué de croître, contrairement à ce que prévoyait le PIM. En Malaisie occidentale, la superficie irriguée n'a pas varié de 1962 à 1969, alors que le PIM proposait de l'accroître de 1,6 pour cent par an sur 1962-75. Les chiffres correspondants sont de 1,3 et 4,0 pour cent à Sri Lanka et de 0,8 et 2,2 pour cent en Thaïlande. Par contre, l'expansion de la superficie irriguée a été très supérieure à l'objectif du PIM en Algérie, en Egypte et, singulièrement, au Soudan; on signale également un très fort accroissement des superficies irriguées en Chine.

Non seulement l'expansion de la superficie irriguée a été inférieure aux prévisions du plan dans de nombreux pays, mais, en outre, les gains ont été partiellement annulés du fait que certaines terres sont devenues moins productives, voire totalement improductives, par suite de mauvaises pratiques d'irrigation. Nombre des réseaux d'irrigation existants ne sont pas rationnellement utilisés et, comme on l'a dit, le manque d'énergie de pompage a récemment accentué les

difficultés. De fait, dans les propositions d'investissement soumises à la Conférence mondiale de l'alimentation et examinées plus haut, le tiers environ des dépenses destinées à l'irrigation intéresse la rénovation et l'amélioration de réseaux existants, et cette proportion est encore plus élevée au Proche-Orient. L'objectif général est de rénover environ la moitié de ces dispositifs d'ici à 1985.

La Conférence mondiale de l'alimentation a recommandé tout un assortiment de mesures d'aménagement scientifique de l'eau<sup>52</sup>. Elle a également préconisé d'entreprendre « une évaluation des terres pouvant encore être mises en culture, sans perdre de vue la couverture forestière pour protéger les bassins versants et les besoins en terres pour d'autres utilisations » et « l'établissement d'une Charte mondiale des sols qui servirait de base à une coopération internationale en vue de l'utilisation la plus rationnelle des ressources en terres »<sup>53</sup>.

### Semences améliorées

Dans certains des principaux pays d'Extrême-Orient présentant un déficit alimentaire, les variétés à haut rendement de riz et surtout de blé ont très fortement contribué à accélérer l'expansion de la production agricole à la fin des années soixante, de sorte que quelques-uns sont devenus temporairement à peu près autosuffisants pour ce qui est de certaines céréales (par exemple, les Philippines pour le riz en 1968-70). Selon les objectifs de production préconisés dans le PIM, la superficie plantée en ces variétés de céréales en Extrême-Orient devrait passer, d'ici à 1985, à environ 75 millions d'hectares, soit près de la moitié de la superficie céréalière totale de la région. L'expansion proposée pour les autres régions est en général bien moindre.

Il est difficile de confronter les résultats avec ces objectifs, à cause des problèmes que pose la définition des variétés à haut rendement et faute également de statistiques complètes pour les années les plus récentes. D'après la toute dernière analyse consacrée aux variétés de blé et de riz<sup>54</sup>, leur place relative dans la superficie totale occupée par ces deux cultures a continué de s'accroître régulièrement dans la plupart des pays qui les utilisent jusqu'à 1972/73, qui est d'ordinaire la dernière année dont les chiffres soient connus. La principale exception est le Pakistan où, en 1972/73, leur superficie relative a diminué légèrement pour le blé et fortement pour le riz (en

partie probablement à cause des politiques de prix). En 1972/73, bien que la superficie totale des variétés à haut rendement de blé n'ait que très légèrement dépassé celle de riz, ces variétés occupaient près de 35 pour cent de la superficie totale du blé et 20 pour cent de celle du riz dans les pays asiatiques en développement à économie de marché. Pour le blé, les plus fortes proportions ont été observées au Népal (66 pour cent en 1972/73), au Pakistan (57 pour cent en 1971/72 et 56 pour cent en 1972/73) et en Inde (51 pour cent en 1972/73 et 52 pour cent en 1973/74); pour le riz, on trouve en tête les Philippines (56 pour cent en 1972/73), puis le Pakistan (50 pour cent en 1971/72 et 43 pour cent en 1972/73), la Malaisie occidentale (40 pour cent en 1973/74), la République du Sud Viet-Nam (32 pour cent en 1972/73) et l'Inde (25 pour cent en 1972/73).

On est mal renseigné sur les rendements effectifs des variétés à haut rendement en culture, bien que l'on puisse fournir quelques exemples<sup>55</sup>. Entre 1966/1967 et 1973/74, leurs rendements en Inde ont représenté de 2,3 à 3,7 fois ceux des variétés classiques de blé et de 1,7 à 2,6 fois ceux des variétés classiques de riz. Aux Philippines, les variétés de riz à haut rendement ont produit en moyenne 1,3 fois plus que les variétés traditionnelles en 1968-72. Ces chiffres comparatifs sont toutefois influencés par le fait qu'en général les meilleures terres sont réservées aux variétés à haut rendement.

Certains des obstacles à une diffusion plus rapide de ces variétés ont déjà été mentionnés. On s'attend également à rencontrer fréquemment des problèmes dus aux parasites et aux maladies, étant donné qu'elles sont moins résistantes que les variétés classiques, localement bien adaptées, que leur parenté génétique est très étroite et que l'apport massif d'eau et d'engrais favorise une végétation exubérante. Il ne semble pas qu'il y ait eu jusqu'à présent d'attaques importantes de parasites et de maladies directement imputables à ces variétés et, bien que ce danger subsiste incontestablement, il semble s'être atténué par suite de la multiplication des croisements entre variétés à haut rendement et variétés locales, et également du fait que les variétés à haut rendement récemment mises au point sont plus résistantes<sup>56</sup>.

Des problèmes d'acceptabilité de la part du consommateur continuent de se poser par endroits. Toutefois, un inconvénient bien plus sérieux est la dégradation des semences constatée dans de nombreuses régions par suite de mélanges. En outre, l'introduction des variétés à haut rendement s'est souvent ressentie de l'absence d'une industrie convenablement organisée

<sup>52</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 11-12.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>54</sup> Dana G. Dalrymple. *Development and spread of high-yielding varieties of wheat and rice in the less developed nations*. Foreign Agricultural Economic Report No. 95, U.S. Department of Agriculture, Washington, D.C., juillet 1974, p. viii-ix, 66-71.

<sup>55</sup> Dana G. Dalrymple. *The green revolution: past and prospects* (3rd draft). U.S. Department of Agriculture, Washington, D.C., novembre 1974, p. 26-30.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 53-54.



pour produire des semences de qualité. D'après une enquête de la FAO, les services chargés de la multiplication des semences et des activités apparentées ne sont efficaces que dans un tiers environ des quelque 25 pays qui utilisent en grand les variétés de céréales à haut rendement<sup>57</sup>. En conséquence, la Conférence mondiale de l'alimentation a recommandé diverses mesures d'amélioration de l'industrie semencière, et notamment la constitution de réserves nationales ou régionales de semences<sup>58</sup>.

La discussion qui précède a été limitée aux variétés à haut rendement de blé et de riz, car ce sont celles qui ont eu jusqu'ici les effets les plus considérables dans les pays en développement. Il existe toutefois des variétés analogues de maïs, de millet et de sorgho, mais leur diffusion a été freinée par le manque de moyens de production de semences hybrides. Il existe également divers types de semences et autres matériels végétatifs améliorés pour de nombreuses autres cultures. Par contre, il n'y en a pas pour un grand nombre de plantes importantes, et une exigence prioritaire, examinée plus loin, serait de mettre au point de telles variétés pour une gamme bien plus large de cultures et de conditions de croissance.

<sup>57</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 61.

<sup>58</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 14.

## Engrais

L'utilisation accrue d'engrais chimiques a été un élément décisif de l'amélioration des rendements durant ces dernières années. La réussite des variétés à haut rendement de blé et de riz est due pour beaucoup à leur vive réaction aux engrais. La raréfaction et la cherté des engrais ont donc opposé un sérieux obstacle au développement agricole.

Le PIM préconisait d'accroître l'utilisation des engrais dans les pays en développement au rythme annuel de 14,6 pour cent entre 1961-63 et 1975, les extrêmes étant de 9,5 pour cent au Proche-Orient et en Afrique du Nord-Ouest et de 22,2 pour cent en Amérique latine. On voit au tableau 2-23 que dans les pays en développement à économie de marché (qui sont en gros les pays couverts par le PIM), l'accroissement effectif a été de 13,4 pour cent par an en 1961-73 et n'a que légèrement fléchi en 1970-73, avec 12,7 pour cent. Ainsi, le retard pris par rapport à cet important objectif n'est pas très considérable jusqu'à présent. En Extrême-Orient surtout, il est probablement lié en partie à la lenteur du développement des moyens d'irrigation, car l'accroissement proposé pour la consommation d'engrais reposait pour beaucoup sur l'emploi de variétés à haut rendement en culture irriguée. Le fléchissement de 1970-73 semble avoir été particulièrement marqué en Chine et dans les autres pays asiatiques à économie centralement planifiée.

TABLEAU 2-23. — CONSOMMATION D'ENGRAIS CHIMIQUES<sup>1</sup>

	Accroissement annuel moyen 1961-73 <sup>2</sup>	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74 <sup>3</sup>	Accroissement annuel moyen 1970-73 <sup>2</sup>
	Pourcentage	Millions de tonnes				Pourcentage
<i>Pays développés à économie de marché</i> <sup>4</sup> . . .	5,3	37,9	38,7	40,5	43,2	4,5
Amérique du Nord . . . . .	7,3	16,4	16,5	17,3	18,6	4,3
Europe occidentale . . . . .	5,0	17,4	18,1	18,7	19,4	3,7
Océanie . . . . .	6,4	1,4	1,4	1,7	2,1	10,7
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i> . . . . .	12,5	16,9	18,5	20,0	21,7	8,7
TOTAL, PAYS DÉVELOPPÉS . . . . .	7,6	54,8	57,2	60,5	65,0	5,9
<i>Pays en développement à économie de marché</i> <sup>4</sup>	13,2	8,8	9,9	11,4	12,4	12,1
Afrique . . . . .	13,4	0,7	0,8	0,9	0,9	8,8
Extrême-Orient . . . . .	13,7	4,1	4,7	5,3	5,6	10,9
Amérique latine . . . . .	13,0	2,9	3,1	3,6	4,1	12,2
Proche-Orient . . . . .	12,9	1,1	1,3	1,6	1,8	17,8
<i>Pays asiatiques à économie centralement planifiée</i> . . . . .	15,5	4,7	4,9	5,3	6,2	9,7
TOTAL, PAYS EN DÉVELOPPEMENT . . . . .	14,1	13,5	14,8	16,7	18,6	11,3
MONDE . . . . .	8,7	68,2	72,0	77,5	83,6	7,0

<sup>1</sup> En équivalent d'éléments fertilisants (N, P et K); campagne juillet/juin. — <sup>2</sup> Taux composé. — <sup>3</sup> Données provisoires. — <sup>4</sup> Y compris des pays d'autres régions non spécifiés.

D'après les estimations préliminaires disponibles pour 1973/74, l'accroissement de la consommation d'engrais dans les pays en développement à économie de marché est tombé à environ 1 million de tonnes (9 pour cent), contre 1,5 million de tonnes correspondant à un taux de croissance à long terme de 13,2 pour cent. La baisse s'explique par les pénuries et les prix élevés des engrais chimiques sur les marchés mondiaux ces derniers temps. Toutefois la baisse de 1973/74 aura été bien moindre qu'on ne l'avait craint. Durant la « campagne engrais » de juillet 1974/juin 1975, la persistance des pénuries et des prix élevés, dont les effets se sont désormais propagés plus complètement jusqu'au niveau des exploitations, aura probablement eu des répercussions plus considérables sur la consommation, encore que l'on ait constaté récemment une certaine détente des prix des engrais sur les marchés internationaux, et un fléchissement de la demande dans les pays développés à économie de marché.

A l'origine des pénuries et des hausses de prix, on trouve le creux cyclique de la capacité de production. L'arrivée des sociétés pétrolières dans l'industrie des engrais a été suivie de la construction de quelques très grandes usines et la production a excédé la demande, d'où une forte chute des prix à partir du milieu des années soixante. Cela a non seulement freiné la réalisation de nouvelles capacités, mais certaines sociétés pétrolières ont fermé leurs nouvelles usines, tandis que quelques installations plus anciennes n'ont pas pu continuer de produire par suite de la baisse des prix. Du coup, l'offre s'est tendue et les prix ont commencé à monter. Parallèlement, il s'est produit une nouvelle poussée de la demande, due en partie à l'envolée des prix céréaliers. Plus récemment, les prix des engrais se sont ressentis de la hausse rapide des coûts d'équipement et des prix des matières de base. Les prix de certains engrais azotés et phosphatés ont monté de 300 à 400 pour cent par rapport au niveau relativement bas de 1970/71, la hausse ayant été encore plus forte dans le cas d'achats « en catastrophe », bien que l'on ait enregistré une légère détente ces derniers mois.

Les pays en développement à économie de marché importent encore près de la moitié des engrais qu'ils utilisent et, parmi ceux qui produisent eux-mêmes des engrais, beaucoup dépendent dans une très grande mesure de matières premières étrangères. De plus, la hausse des frets (qui s'est maintenant ralentie) a sensiblement contribué au renchérissement des importations d'engrais. On estime qu'en 1974 les pays en développement auraient dû consentir une dépense supplémentaire de 1 200 millions de dollars en devises pour importer le même tonnage qu'en 1973<sup>59</sup>. Ainsi,

outre la difficulté matérielle de trouver des approvisionnements suffisants, les importations d'engrais ont occasionné de très gros problèmes de balance des paiements à nombre de ces pays.

Pour aider les pays les plus gravement touchés à faire face à ces difficultés le Conseil de la FAO, réuni en session extraordinaire du 15 au 19 juillet 1974, a institué un Programme international d'approvisionnement en engrais. Il s'agit d'accroître la disponibilité d'engrais destinés aux pays en développement, et notamment de créer un pool d'engrais ainsi que de mobiliser l'assistance financière et technique pour l'achat d'engrais et l'amélioration de la production nationale d'engrais dans les pays en développement importateurs. L'assistance pour l'achat d'engrais par l'entremise de ce programme est également un élément important des activités de l'Opération d'urgence des Nations Unies lancée en mai 1974. Enfin, étant donné que la capacité de production d'engrais est sous-utilisée dans la plupart des pays en développement pour des raisons telles que pénuries de matières premières et d'énergie, défaillances et vétusté du matériel, et faiblesses de la gestion, l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), la FAO et la Banque mondiale coopèrent depuis décembre 1971 à un programme destiné à relever le taux d'utilisation de cette capacité.

A long terme et en admettant que les disponibilités ne limiteront pas la consommation, la demande réelle d'engrais devrait s'accroître d'environ 6 pour cent par an jusqu'en 1980/81 pour l'ensemble du monde, et d'environ 10 pour cent dans les pays en développement à économie de marché. Ces chiffres correspondraient en gros à une croissance annuelle de 3,6 pour cent de la production agricole dans ces derniers pays. Les estimations établies pour la Conférence mondiale de l'alimentation font apparaître qu'il subsistera un décalage important entre l'offre d'engrais et la demande projetée en 1980/81<sup>60</sup>. Cependant, il apparaît maintenant qu'il ne devrait y avoir en 1980/81 que des déficits réduits.

La rareté et la cherté des engrais chimiques de ces derniers temps ont ranimé l'intérêt pour les engrais organiques. Selon une estimation approximative, la disponibilité potentielle totale d'engrais organiques des pays en développement en 1970/71 équivalait à sept à huit fois autant d'éléments fertilisants (N, P et K) que tous les engrais chimiques consommés cette année-là<sup>61</sup>. Or, cette ressource est actuellement inutilisée dans sa majeure partie. En développer l'emploi pose certes de nombreux problèmes pratiques et organisationnels, mais des programmes efficaces à cette fin méritent une haute priorité en raison non seulement de la situation des engrais chimiques, mais

<sup>59</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 46.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 39-44.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 52.

aussi pour des raisons de conservation de l'environnement et des sols.

Outre qu'elle a approuvé les initiatives à court terme susmentionnées, la Conférence mondiale de l'alimentation a émis diverses recommandations touchant les problèmes à long terme. Elle a préconisé l'octroi d'une assistance à des conditions de faveur « pour créer la capacité supplémentaire de production d'engrais qui est nécessaire dans les pays en développement appropriés qui possèdent du pétrole et du gaz naturel, du phosphate de roche ou d'autres ressources naturelles comme le charbon », y compris l'étude des possibilités de mettre sur pied des initiatives conjointes. Elle a demandé que l'on entreprenne de toute urgence « une analyse approfondie de la situation à long terme de l'offre et de la demande d'engrais, afin de fournir les éléments d'une politique mondiale des engrais qui aurait notamment pour objectif global d'éviter les fluctuations cycliques de l'offre et de la demande, de contribuer à une stabilisation des prix des engrais à des niveaux raisonnables et permettrait aux pays en voie de développement d'obtenir les engrais dont ils ont besoin pour leur production alimentaire et agricole. » Elle a également préconisé d'utiliser efficacement « les autres sources supplémentaires d'éléments fertilisants, tels les engrais organiques, les cultures de légumineuses et les autres agents de fixation biologique de l'azote », de promouvoir « le recyclage des déchets » et de « réduire volontairement les utilisations non indispensables des engrais »<sup>62</sup>. A sa deuxième session, tenue en 1975, la Commission FAO des engrais a formulé un certain nombre de recommandations concernant les mesures à prendre pour mettre en œuvre les recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation.

## Pesticides

Les pesticides occupent eux aussi une place importante dans la panoplie des articles nécessaires non seulement pour accroître les rendements et la production, mais également, en l'occurrence, pour réduire les pertes après récolte. On estime que les dégâts provoqués par les parasites, les maladies et les mauvaises herbes au cours du processus de production et durant les opérations qui suivent la récolte peuvent être de l'ordre d'un tiers de la production végétale potentielle dans les pays en développement<sup>63</sup>. Or, devant les récentes pénuries alimentaires ces pertes prennent encore plus d'importance. Comme dans le cas des engrais, toutefois, les disponibilités de pesticides ont également été réduites.

D'après les estimations du PIM, il faudrait que les pays en développement étudiés augmentent leur consommation de pesticides de 11 pour cent par an entre 1961-63 et 1985, avec des valeurs extrêmes de 6 pour cent en Amérique latine et de 19 pour cent en Extrême-Orient. Selon des estimations plus récentes établies à l'intention de la Conférence mondiale de l'alimentation, il serait nécessaire que l'utilisation des pesticides dans les pays en développement à économie de marché passe d'environ 160 000 tonnes en 1970/71 à environ 800 000 tonnes d'ici à 1985, soit une progression annuelle de 17 pour cent<sup>64</sup>.

Il n'est pas possible d'estimer l'accroissement récent de la consommation de pesticides dans les pays en développement. On a toutefois l'impression que, si l'utilisation des herbicides a rapidement progressé en maints endroits par suite de la pénurie de main-d'œuvre en périodes de pointe, celle des insecticides et des fongicides n'a pas augmenté aussi vite. Les méthodes de lutte biologique se sont substituées dans une certaine mesure aux méthodes chimiques.

La lenteur des progrès dans l'utilisation des insecticides chimiques est due en partie à l'interdiction ou aux restrictions décrétées contre le DDT et d'autres composés organochlorés persistants. Ces contraintes écologiques ont considérablement accru le temps et les crédits nécessaires à l'expansion de la production. En 1973/74, la demande mondiale a augmenté d'environ 25 pour cent, mais la production a légèrement diminué. La demande a été satisfaite en grande partie par des prélèvements sur la production de l'année en cours, qui aurait normalement dû être utilisée en 1974/75. Aussi a-t-on estimé qu'en 1974/75 l'offre mondiale de pesticides serait inférieure d'environ 20 à 30 pour cent aux besoins<sup>65</sup>. Comme la quasi-totalité des matières de base servant à la fabrication des pesticides est produite dans les pays développés, un tel déficit, si des mesures particulières n'avaient pas été prises, aurait risqué d'interrompre pratiquement l'approvisionnement des pays en développement. Les prix des pesticides ont dans l'ensemble doublé au cours des deux dernières années, et pour certains des types moins coûteux répandus dans les pays en développement, ils ont triplé ou quadruplé.

Toutefois, la situation s'est améliorée temporairement en ce qui concerne les disponibilités d'insecticides, car la baisse des prix du coton décourage les fortes applications pour cette culture, qui représente environ la moitié de l'utilisation totale d'insecticides. En outre, la récession économique a eu pour effet d'accroître les disponibilités en matières de base, dont la pénurie avait contraint de nombreuses usines de pesticides à travailler bien en-dessous de leur capacité. Etant donné, toutefois, que la capacité de production

<sup>62</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 7-8.

<sup>63</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 56.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 56.

de la matière de base ne pourra être accrue avant 1977, toute reprise économique importante pourrait de nouveau affecter la production de pesticides et jusqu'alors la menace de pénurie subsistera.

La Conférence mondiale de l'alimentation a recommandé « d'instituer une coordination internationale pour faciliter aux pays en voie de développement ou leurs organisations communes de lutte, l'obtention, avec un maximum d'assurance, dans des conditions économiques favorables, des pesticides et de l'équipement nécessaires et de conseils visant à garantir l'efficacité et l'innocuité de leur application, en encourageant autant que possible les fabrications locales et l'établissement de stocks de réserve adéquats pour faire face à toute crise<sup>66</sup>. Le Conseil de la FAO a par la suite invité instamment les gouvernements et la profession à donner la priorité aux pays en développement pendant la période de pénurie; un programme de rassemblement des informations a été établi à la FAO. La consultation gouvernementale *ad hoc* sur l'utilisation des pesticides en agriculture et dans le domaine de la santé publique s'est tenue en juin 1975 afin de mettre au point l'action à entreprendre pour donner suite aux recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation.

### Machinisme agricole

Les objectifs de production inscrits dans le PIM postulaient une expansion rapide du machinisme agricole. Il a été proposé que dans les pays en développement étudiés, le parc des tracteurs, qui peut être considéré comme un indice général du niveau approximatif de la mécanisation, s'accroisse de 8,4 pour cent par an en 1965-75. Les objectifs régionaux s'étagaient entre 3,1 pour cent en Afrique du Nord-Ouest et 12,5 pour cent en ce qui concerne les tracteurs à quatre roues, et 19,1 pour cent pour les motoculteurs en Extrême-Orient.

Le taux effectif d'accroissement dans les pays étudiés a été de 5,9 pour cent annuellement en 1965-74, donc quelque peu inférieur à l'objectif. Toutefois, ce dernier a été sensiblement dépassé en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique du Nord-Ouest. Il a été à peu près atteint en Afrique au sud du Sahara, ainsi que, dans le cas des motoculteurs, en Extrême-Orient. Le seul retard substantiel concerne les tracteurs à quatre roues dans cette dernière région (6,7 par an au lieu des 12,5 pour cent prévus). Le dépassement des objectifs dans plusieurs régions ne doit pas être accueilli avec sérénité à cause des effets possibles de la mécanisation sur l'emploi, dont il a été question plus haut. Les objectifs du PIM tenaient

<sup>66</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 13-14.

compte de la nécessité de créer un nombre maximal d'emplois sans sacrifier les objectifs de production, mais la rapide progression de la mécanisation a pu parfois provoquer des déplacements inutiles de main-d'œuvre.

En Extrême-Orient, le retard enregistré par rapport au très fort taux d'expansion qui était prévu pour les tracteurs à quatre roues peut avoir suscité des difficultés. Il apparaît qu'il n'y a pas assez de machines pour manutentionner, sécher, emmagasiner et traiter rapidement les céréales dans de nombreuses zones à récoltes multiples, bien que la situation soit moins claire en ce qui concerne les machines permettant de procéder rapidement à la préparation du sol.

D'après les chiffres préliminaires disponibles pour 1974, le parc des tracteurs des pays en développement ne s'est accru que de 4,3 pour cent, ce qui est très inférieur à la tendance de la croissance à long terme. La cause probable en est la hausse récente du prix des machines et, plus encore, l'augmentation sensible des coûts d'exploitation résultant du renchérissement du pétrole.

### Ressources pour la production animale

On n'a guère de statistiques sur les ressources productives du secteur de l'élevage, dans lequel, comme on l'a dit plus haut, les résultats de la production dans les pays en développement ont généralement été plus proches des objectifs du PIM que ceux de la production végétale. Une grande partie des ressources productives nécessaires intéresse l'alimentation animale, de sorte que le progrès de l'élevage ne peut qu'avoir souffert des insuffisances de la production végétale déjà examinées. En particulier, on ne voit encore apparaître nulle part, si ce n'est sporadiquement, les excédents céréaliers supplémentaires dont il faudrait disposer par rapport à la consommation humaine afin d'atteindre les taux de croissance plus élevés que propose, pour les secteurs porcins et avicoles, l'étude mondiale du PIM. L'utilisation des sous-produits des agro-industries, en particulier pour l'alimentation des ruminants, qui est un moyen de dégager de plus grandes quantités de céréales pour nourrir les porcs et la volaille, n'a guère marqué de progrès.

L'expansion de la production animale dans les pays en développement a été due bien davantage à l'accroissement des troupeaux et du nombre des abattages qu'au relèvement de la productivité par animal. En 1971/72, ces pays produisaient en moyenne 14 kilogrammes de bœuf et de veau par tête, contre 75 kilogrammes dans les pays développés. Les progrès ont généralement été plus rapides dans le domaine vétérinaire que sur le plan de la sélection, de l'alimentation et de la conduite de l'élevage, même si les principaux se sont limités à quelques-unes des grandes

maladies épizootiques. Il n'y a guère eu de renforcement des services vétérinaires, particulièrement en ce qui concerne la production de vaccins, les moyens de diagnostic et les programmes de prophylaxie et de contrôle des maladies infectieuses et parasitaires sur le terrain. Dans de nombreux cas, la mortalité des veaux et des agneaux en bas âge se maintient au niveau très élevé de 50 pour cent. Beaucoup de pays ne sont pas en mesure d'accroître leurs exportations de viande du fait que leurs zones pastorales ne peuvent pas être classées comme indemnes de maladies.

## Institutions et services ruraux

Lorsqu'on tente d'examiner et d'évaluer les progrès de l'agriculture et de l'alimentation mondiales durant la DD2, le secteur le plus difficile, qui est en même temps particulièrement vital, est celui des institutions et des services ruraux. Il n'existe pas de statistiques globales permettant de se faire une idée même approximative de la situation. Les seuls faits concrets concernent des cas bien délimités dans des pays particuliers, qui ne fournissent pas matière à un examen et à un jugement d'ampleur mondiale. En conséquence, la plus grande partie de la présente section a dû être fondée sur des impressions qualitatives générales, bien plus que le reste du document. Toutefois, diverses études récemment consacrées aux principaux services et institutions ruraux confèrent quelque validité aux impressions générales esquissées ci-après.

Les fonctions des institutions et des services ruraux ont une portée considérable. Au niveau le plus simple, ces institutions et services constituent le moyen d'assurer aux agriculteurs les ressources productives examinées ci-dessus, de sorte que leur développement insuffisant explique en partie que, de manière générale, on n'a pas réussi à atteindre les objectifs de production dans les pays en développement. Mais les institutions et services ruraux doivent fournir aux exploitants non seulement des moyens matériels de production, mais aussi des incitations à accroître l'utilisation des ressources productives (y compris leur propre travail) et à augmenter leur production. Chose encore plus importante, ce sont eux qui déterminent dans une grande mesure l'accès des ruraux à des ressources et à des possibilités d'améliorer leurs revenus, et par conséquent la répartition des avantages d'une production accrue et l'étendue de la participation de cette catégorie à la vie de la société, aux décisions qui l'intéressent en matière de développement et aux fruits de l'expansion.

Indépendamment des objectifs sociaux en jeu, on comprend de mieux en mieux depuis quelques années

La principale recommandation de la Conférence mondiale de l'alimentation relative à l'élevage concerne l'organisation d'un programme à long terme de lutte contre la trypanosomiase animale en Afrique<sup>67</sup>. Un tel programme, estime-t-on, permettrait à la zone tropicale africaine d'entretenir un effectif bovin supplémentaire de 120 millions de têtes, qui pourrait fournir 1,5 million de tonnes de viande par an<sup>68</sup>.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>68</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 83.

que seule une approche fondée sur la participation généralisée des masses rurales peut assurer l'expansion rapide et soutenue de la production agricole qui est nécessaire dans les pays en développement. On commence à considérer l'indépendance et la participation populaire comme des facteurs essentiels du développement, si elles sont dûment associées aux améliorations techniques. L'optique s'élargissant graduellement, on a abandonné la primauté accordée à la production agricole pour adopter une vision d'ensemble: celle du développement rural intégré. Un aspect particulièrement important de cette nouvelle approche est la prise de conscience que, pour associer la grande masse des déshérités à l'accroissement de production nécessaire en double qualité de bénéficiaires et de contributeurs, les programmes et les projets de développement doivent être bien plus nettement orientés vers eux. D'où la place nouvelle faite aux petits exploitants, qui constituent une forte proportion des groupes les plus pauvres dans les pays en développement.

A cet égard, la Conférence mondiale de l'alimentation a recommandé que les institutions internationales accordent « la priorité à des programmes et projets visant à favoriser les groupes les plus pauvres de la population et mettant l'accent autant sur les avantages économiques que sur les avantages sociaux »<sup>69</sup>.

Or, malgré cette nette modification de la conception du développement, les résultats concrets demeurent bien minces. La raison en est qu'il faut en général beaucoup de temps pour appliquer des modifications de cette nature, mais aussi que les structures rurales actuelles de la plupart des pays en développement sont source de nombreux problèmes. Dans quelques pays, comme le Japon, qui est bien entendu devenu un pays développé, et la République de Corée, il existe depuis longtemps une structure agricole « uni-

<sup>69</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 5.

modale », c'est-à-dire de petites exploitations relativement uniformes. De ce fait, leurs gouvernements n'ont guère eu de difficultés à concevoir et à appliquer des politiques fondées sur la pleine participation des petits exploitants. Mais, dans la plupart des pays en développement, la structure agricole demeure extrêmement « bimodale » ou « dualiste », c'est-à-dire qu'un étroit secteur commercial composé de gros exploitants coexiste avec un vaste secteur de petits exploitants, qui pratiquent principalement une agriculture de subsistance suivant des méthodes traditionnelles. Dans ces conditions (étant donné le manque de personnel qualifié dans les services gouvernementaux, la difficulté d'atteindre une multitude de petits exploitants très dispersés et le poids politique des gros agriculteurs), les services s'occupant du crédit, de la vulgarisation, de la commercialisation et d'autres aspects essentiels pour l'agriculture tendent à orienter leur action surtout vers les gros exploitants. Même dans les cas où la nécessité d'atteindre les petits exploitants est pleinement perçue, on n'a généralement pas encore suffisamment conscience des innovations que cela exigerait.

La gamme des institutions et services ruraux est très vaste. Au niveau le plus élevé, on trouve les divers services chargés de la planification du secteur agricole et rural. Depuis quelques années, un nombre croissant de pays ont créé au sein de leur ministère de l'agriculture des unités de planification agricole qui travaillent avec l'unité centrale de planification. Beaucoup de plans nationaux de développement établis récemment consacrent au secteur agricole une part accrue des dépenses de développement. Toutefois, on ne s'est guère encore attaché à la planification dans le cadre plus large du développement rural intégré. L'évaluation des projets tend encore à se faire principalement en termes purement économiques. Dans de nombreux pays, la responsabilité de s'occuper, non seulement du secteur rural, mais aussi du secteur agricole est partagée entre un certain nombre de départements distincts.

A l'autre extrême figurent un grand nombre d'institutions et de services hautement spécialisés — dont certains ont déjà été brièvement évoqués — dans des domaines tels que la protection des plantes, l'amélioration des semences, la santé animale, les pêches et les forêts. Les paragraphes qui suivent ont été limités aux institutions et services qui exercent l'effet le plus large: régime foncier; crédit; commercialisation et activités connexes; enseignement, formation professionnelle et vulgarisation; enfin, recherche.

### Régime foncier

La nécessité de la réforme agraire dans de nombreux pays et la complexité des processus qu'elle

comporte sont de plus en plus reconnus depuis quelques années. Comme exemple important de ce courant de pensée, on peut citer la Déclaration relative à la réforme agraire qui a été adoptée par la onzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine, en octobre 1970<sup>70</sup>, et le rapport du Comité spécial constitué par la FAO, conjointement avec les Nations Unies et l'OIT (Organisation internationale du travail), pour examiner les progrès de la réforme agraire durant la DD1 et formuler des recommandations en vue de la DD2<sup>71</sup>.

Le Comité a conclu que les objectifs de la DD2 ne pourront être atteints sans une accélération de la réforme agraire. « Contrairement à l'idée qui inspirait la plupart des réformes mises en œuvre à une époque antérieure, on considère maintenant qu'il ne suffit pas de modifier le régime foncier et qu'un tel changement n'est pas une fin en soi. Les changements doivent être assortis ou rapidement suivis d'autres modifications de caractère institutionnel... La réforme a désormais pour double objectif de servir à redistribuer équitablement les terres et à accroître la productivité pour réaliser l'amélioration souhaitée. » Le Comité a insisté en particulier sur la création d'organisations coopératives de production par les bénéficiaires de la réforme. La stratégie détaillée qu'a proposée le Comité pour la DD2 a été approuvée par la Conférence de la FAO à sa seizième session (novembre 1971) et par l'ECOSOC<sup>72</sup>.

Le sixième rapport à l'ECOSOC sur le progrès de la réforme agraire<sup>73</sup>, préparé conjointement par la FAO, les Nations Unies et l'OIT, est considéré par l'ECOSOC comme une contribution à l'évaluation de la DD2 à mi-terme. Il cadre en général avec les conclusions du cinquième rapport<sup>74</sup> et du Comité spécial, à savoir que durant la DD2 l'ampleur et le rythme du changement dans les régions où existent des structures agraires périmées ont été moins remarquables qu'au cours des deux décennies précédentes. Nombre des mesures de réforme durant les années soixante ont été de portée limitée et n'ont pas visé à aider la majorité de la population rurale. Pour la plupart, elles n'ont modifié que de manière insignifiante les structures agraires existantes et aucun effort n'a été fait pour s'en servir afin d'intégrer les masses rurales dans le processus de développement. En l'absence de réformes de structures efficaces, de nombreux pays se sont repliés sur une stratégie de réinstallation de population dans de nouvelles régions, mais cela n'a guère contribué encore à la solution des principaux problèmes ruraux.

<sup>70</sup> FAO. *Rapport de la onzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine, Caracas, 12-20 octobre 1970*, Rome, 1970, p. 34-40.

<sup>71</sup> FAO. *Rapport du Comité spécial de la réforme agraire*, Rome, 1971, p. 5.

<sup>72</sup> ECOSOC, Résolution 1707 (LIII) sur la réforme agraire.

<sup>73</sup> Nations Unies. *Progrès de la réforme agraire: sixième rapport* (sous presse).

<sup>74</sup> Nations Unies. *Progrès de la réforme agraire: cinquième rapport*, E.70.IV.5, New York, 1970.

La plupart des modifications apportées aux structures agraires sont venues principalement de décisions répondant à un objectif de croissance économique. La nécessité d'augmenter la production a conduit à intensifier et à spécialiser les activités dans de grandes entreprises modernes, et notamment à développer les sociétés agricoles multinationales. Cette évolution a eu tendance à renforcer la primauté des grands entrepreneurs privés, des gestionnaires et des dirigeants gouvernementaux, aux dépens des travailleurs de la terre. L'absence de volonté politique et le refus des sacrifices de la part des privilégiés ont opposé des obstacles majeurs à une réforme agraire efficace. En l'absence d'organisations agricoles solides, certains programmes ont été relégués au second plan à la suite d'ingérences administratives et politiques. Il est arrivé que des administrations interviennent dans les affaires de ces organisations en prétextant que les agriculteurs ne sont pas capables de les faire fonctionner.

Depuis quelque temps, même si la situation reste décourageante dans l'ensemble, les nouvelles tendances des programmes de réforme agraire dans certains pays ouvrent des perspectives réconfortantes. Quelques pays latino-américains ont adopté une approche intégrée en matière d'expropriation, de redistribution et d'attribution des terres, appuyée par la mise en place de structures agraires et productives de caractère communautaire. Ces structures comportent d'ordinaire le contrôle collectif de l'utilisation des terres (même si la propriété individuelle subsiste) et le contrôle de la production et des activités connexes par les bénéficiaires. Un grand nombre de nouvelles organisations d'agriculteurs ont été créées et leur action en matière d'organisation, de motivation et de formation a fortement contribué à l'apparition de ce qui constitue maintenant une vigoureuse direction paysanne dans un grand nombre de pays.

L'évolution récente en Afrique et en Asie offre moins d'innovations institutionnelles importantes. La plupart des pays africains conservent leurs structures agraires traditionnelles, mais quelques gouvernements ont lancé des programmes de développement comportant la participation des paysans eux-mêmes et la mise en place de leurs propres organisations. En Asie également, les programmes de développement rural ont généralement été mis en œuvre sans modification fondamentale des structures. De nombreuses mesures législatives ont été promulguées afin de réformer les régimes fonciers, mais les résultats concrets sont très minces.

La Conférence mondiale de l'alimentation a invité les gouvernements « à mettre en œuvre des réformes agraires pertinentes et novatrices, en conformité avec les objectifs politiques et la capacité administrative de chaque pays, à introduire des moyens d'information appropriés et des motivations adéquates, et à apporter d'autres améliorations institutionnelles aux

zones rurales, afin de créer des possibilités d'emploi et des sources de revenu, d'organiser la population rurale, y compris les nomades, de l'inciter et de l'aider à participer au développement rural intégré, et d'éliminer les régimes fonciers, les systèmes de crédit et de commercialisation basés sur l'exploitation, là où ils existent encore ». Elle a également invité « les gouvernements à promouvoir la mise sur pied d'organisations coopératives et autres associations au service de la masse des agriculteurs et ouvriers ruraux »<sup>75</sup>.

## Crédit

L'utilisation accrue des facteurs de production commerciaux que nécessite le progrès technologique dépend beaucoup de l'amélioration du crédit. Le PIM proposait des objectifs approximatifs à l'expansion du crédit. Il était prévu que les besoins de crédits d'exploitation augmenteraient de 177 pour cent entre 1962 et 1975, puis de 69 pour cent entre 1975 et 1985. En ce qui concerne la masse bien plus considérable que constituent les crédits de développement à moyen et à long terme, on estimait que les besoins annuels en 1975-85 seraient supérieurs de 50 pour cent à ceux de 1962-75.

L'augmentation du crédit agricole a été substantielle ces dernières années mais il n'est pas possible de l'estimer par rapport aux objectifs précités. Même les statistiques du crédit institutionnel sont loin d'être complètes et l'on est très mal renseigné sur le crédit provenant de sources non institutionnelles. On estime que 5 pour cent environ seulement des agriculteurs bénéficient de crédits institutionnels en Afrique et environ 15 pour cent en Asie et en Amérique latine<sup>76</sup>. Il faut ajouter que dans la plupart des pays, seule une minuscule partie du crédit institutionnel va aux petits exploitants. Alors que la plupart des gros exploitants ont le choix entre diverses sources de crédit, les petits exploitants ou n'en trouvent aucune ou doivent s'adresser aux prêteurs locaux parce que les institutions de crédit jugent excessivement onéreuses l'administration et la surveillance des prêts de faible montant. En conséquence, les petits exploitants se trouvent souvent en situation d'endettement chronique.

Très rares sont les pays en développement qui aient réussi à mettre sur pied des institutions de crédit efficaces pour s'occuper de la multitude de petits exploitants qu'il faudrait associer à l'effort de production comme participants actifs. Les principaux succès ont été enregistrés dans les cas où le soin d'aider les exploitants en ce qui concerne les semences et les engrais, le crédit, les conseils techniques et l'écoulement

<sup>75</sup> Nations Unies, *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 6.

<sup>76</sup> Nations Unies, *Conférence mondiale de l'alimentation. Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 65.

de leur production est confié à une seule administration, mais cette situation demeure exceptionnelle. Moins nombreux encore les pays qui ont pu passer à l'étape suivante, celle de la mobilisation de l'épargne agricole pour financer le crédit. En outre, la fiscalité agricole reste rudimentaire dans la plupart des pays en développement. En Inde et au Pakistan, par exemple, le revenu agricole (à la différence des terres agricoles) n'est pas imposable, de sorte que les confortables profits apportés aux gros exploitants par la révolution verte ne sont pas touchés.

La performance récente des institutions de crédit agricole a été examinée à l'occasion d'une série de séminaires régionaux organisés par la FAO en vue de la Conférence mondiale sur le crédit agricole pour les petits exploitants dans les pays en développement qui s'est tenue en octobre 1975. Au Proche-Orient, le crédit agricole institutionnel est chose relativement récente et, dans de nombreux pays, les banques de crédit agricole sont des créations des 10 ou 15 dernières années seulement (par exemple, en Arabie saoudite, où elles remontent à 1965). Bien que le volume du crédit institutionnel ait doublé et parfois triplé depuis 10 ans, sa place dans le crédit agricole total demeure très réduite (par exemple, 6 pour cent en Iran en 1971/72). Dans plusieurs pays du Proche-Orient, un très grand nombre de petits agriculteurs, de nomades et de pêcheurs demeurent dans l'impossibilité de trouver du crédit auprès des établissements publics pour des raisons telles que la faiblesse de leurs revenus et de leur capacité de remboursement, le risque élevé qu'ils représentent, et la difficulté matérielle de les atteindre dans leurs habitats épars et leurs villages lointains <sup>77</sup>.

En Afrique, les principales faiblesses des institutions de crédit agricole sont les suivantes: dans bien des cas, le crédit agricole est accordé sans être accompagné par des services de soutien à l'agriculture; certains pays n'ont pas d'organisme de prêts efficace, tandis que, dans d'autres, les institutions existantes fonctionnent mal; les services offerts, en particulier aux petits agriculteurs, sont irréguliers et insuffisants; le personnel entraîné et les gestionnaires compétents font défaut; enfin, les ingérences politiques sont redoutables <sup>78</sup>.

### Commercialisation et services connexes

Selon les estimations des Nations Unies, la population urbaine des pays en développement s'est accrue entre 1960 et 1970 au taux moyen de 4,6 pour cent

par an, et sa part de la population totale y est passée de 22 à 26 pour cent <sup>79</sup>. C'est surtout à cause de cette urbanisation rapide que les objectifs du PIM reposent sur un taux d'expansion de la production agricole commercialisée atteignant 5 à 6 pour cent par an. Selon le PIM, il faudrait investir quelque 30 milliards de dollars entre 1961-63 et 1985 dans les installations de commercialisation, y compris l'entreposage et la transformation mais non compris le transport et les points de vente au détail; cela représenterait environ un quart des investissements estimés nécessaires pour l'accroissement de la production.

Même quand il y a de bonnes communications et que les producteurs ne sont pas physiquement isolés, il s'avère généralement difficile d'intégrer les petits exploitants au système de commercialisation. Les tentatives d'organiser le ramassage et la commercialisation primaire par le moyen de coopératives de producteurs, si elles ont parfois réussi, ont plus souvent échoué. Dans certains pays, des offices ou organismes publics d'achats ont été créés pour traiter directement avec les producteurs, mais ils se sont souvent révélés trop coûteux et mal organisés pour ramasser la production de petites exploitations dispersées. La distribution des engrais et autres intrants a rencontré des difficultés analogues, là aussi surtout dans les petites exploitations.

Les politiques de commercialisation souffrent encore souvent de la primauté accordée aux aspects formels de l'organisation, alors que la bonne gestion, le risque, l'innovation, les stimulants sont négligés. L'intervention de l'Etat est souvent sporadique et maladroite.

Les politiques en matière de prix alimentaires tendaient souvent autrefois plutôt à favoriser le consommateur urbain qu'à fournir au niveau de l'exploitation les stimulants nécessaires pour accroître assez rapidement la production. Depuis plusieurs années, quelque chose a changé à cet égard; le relèvement des prix agricoles a été un stimulant essentiel dans les nombreux pays (surtout d'Extrême-Orient) où le taux d'expansion de la production s'est accéléré à la fin des années soixante. Plus récemment, les prix aussi bien des produits agricoles que des intrants ont monté très rapidement du fait de la pénurie générale. Il n'en est que plus important d'ajuster avec soin les politiques de prix pour continuer à stimuler la production. De tels ajustements seront particulièrement nécessaires dans les pays développés si l'on veut maintenir une expansion rapide de la production pour reconstituer les stocks.

Dans de nombreux pays, toute la chaîne de commercialisation, du producteur au consommateur, est débordée du fait de l'urbanisation extrêmement ra-

<sup>77</sup> Le crédit agricole: institutions et fonctionnement, notamment au Proche-Orient, FAO, *Bulletin mensuel: économie et statistiques agricoles*, 22(12), déc. 1973, p. 1-12.

<sup>78</sup> Les institutions de crédit et leur effet sur le développement agricole en Afrique, FAO, *Bulletin mensuel: économique et statistiques agricoles*, 23(10/11), oct.-nov. 1974, p. 7-16.

<sup>79</sup> Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistiques*, 25(11), 1971 p. xxxvi.



TABEAU 2-24. — PRINCIPALES AGRO-INDUSTRIES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT A ÉCONOMIE DE MARCHÉ

	Valeur ajoutée						Emploi			
	Part du secteur manufacturier			Valeur	Taux moyen annuel d'accroissement		Part du secteur manufacturier		Nom- bre	Taux moyen annuel d'ac- croisse- ment
	1960	1970	1972	1972	1960-70	1970-72	1960	1970	1970	1960-70
	..... Pourcentage .....			Milli- iards de dollars	..... Pourcentage .....				Millions de per- sonnes	Pour- cen- tage
Produits alimentaires, boissons, tabac .	29	24	23	13,3	4,5	5,6	20	19	10,4	2,7
Textiles . . . . .	15	12	12	7,0	4,0	7,7	26	21	11,7	1,1
Produits du bois, mobilier . . . . .	4	4	4	2,1	6,1	6,4	10	11	6,0	4,4
TOTAL . . . . .	48	40	39	22,4	4,5	6,4	56	51	28,1	2,3

SOURCE: Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. *Etude du développement industriel: Numéro spécial pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI*, ID/CONF. 3/2 (ID/134), New York, 1974, p. 250-251.

N.B. Le tableau correspond aux catégories 31, 321 et 33 de la crci. La catégorie 33 comprend du mobilier fait de matériaux non agricoles. Comme on ne dispose pas de chiffres ventilés, les produits des industries du cuir, du papier et du caoutchouc ne sont pas compris dans le tableau.

pide. Les installations d'entreposage, de traitement et de commerce de gros ne sont pas suffisantes, d'où des pertes importantes — et évitables — de produits alimentaires. On estime que ces pertes représentent dans les pays en développement 5 à 10 pour cent de la récolte pour les céréales (20 à 40 pour cent dans des cas exceptionnels), et 30 à 40 pour cent pour les fruits et légumes périssables<sup>80</sup>. La qualité nutritionnelle des aliments se détériore aussi beaucoup pendant l'entreposage. Il est d'autant plus important d'améliorer l'entreposage qu'il faudra des stocks nationaux de sécurité beaucoup plus considérables qu'autrefois.

La création d'industries agricoles permet non seulement de réduire les pertes après la récolte, mais aussi d'accroître la valeur ajoutée et d'offrir de nombreux emplois situés en grande partie dans les zones rurales, tout en stimulant la production agricole et en servant de première étape pour l'industrialisation. Dans les pays les moins avancés, la part des industries basée sur l'agriculture (produits alimentaires, textiles, produits du bois, du cuir et du caoutchouc) dans la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier va de 54 pour cent en Ouganda à 99 pour cent en Somalie; leur part de l'emploi dans le secteur manufacturier va de 56 pour cent au Bénin à 99 pour cent en Somalie<sup>81</sup>.

Le tableau 2-24 illustre l'évolution récente des prin-

cipales agro-industries dans les pays en développement à économie de marché. La valeur totale de la production des trois grands groupes d'industrie a augmenté à raison de 4,5 pour cent par an entre 1960 et 1970 et de 6,4 pour cent par an de 1970 à 1972, pour atteindre 22,4 milliards de dollars à cette dernière date. L'emploi qu'elles fournissent s'est accru de 2,3 pour cent par an de 1960 à 1970 pour atteindre en 1970 un total de 28,1 millions de personnes. Leur part de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier, bien qu'elle ne cesse de décroître, était encore de 39 pour cent en 1972 et leur part de l'emploi dans ce même secteur de 51 pour cent en 1970. Si l'on y ajoute les industries du cuir, du papier et du caoutchouc, pour lesquelles on ne dispose pas de données ventilées, la part approximative des agro-industries en 1970 monte à 46 pour cent de la valeur ajoutée et à 59 pour cent de l'emploi dans le secteur manufacturier des pays en développement à économie de marché. Les industries alimentaires restent de loin la plus importante catégorie si l'on prend comme critère la valeur ajoutée (23 pour cent en 1972), mais ce sont les textiles qui se placent au premier rang pour l'emploi (21 pour cent en 1970).

### Éducation, formation et vulgarisation

Le PIM contenait une estimation de surcroît de personnel qui serait nécessaire pour que les services agricoles de l'Etat puissent promouvoir les objectifs de production envisagés. Par la suite, il s'est tenu une Conférence mondiale sur l'éducation et la for-

<sup>80</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 111.

<sup>81</sup> Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. *Etude du développement industriel: Numéro spécial pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI*, ID/CONF. 3/2 (ID/134), New York, 1974, p. 297.

mation agricoles<sup>82</sup>, et une étude spéciale passant en revue les progrès réalisés pendant la DD1 et formulant des propositions pour la DD2 a été préparée<sup>83</sup>.

Pendant la première Décennie du développement, les institutions d'enseignement supérieur agricole se sont multipliées très rapidement dans les pays en développement. En Amérique latine, elles sont passées de 15 en 1964 à 151 en 1969. En Asie, leur nombre s'est accru de plus de 150 pour cent entre 1957 et 1968 et celui des diplômés de 250 pour cent. Particulièrement en Asie, bon nombre des institutions récentes sont des universités d'agronomie complètes. Dans 13 pays d'Asie, 10 pour cent des institutions de niveau universitaire ayant des cours d'agriculture sont des universités d'agronomie qui groupent le quart des étudiants dans cette discipline<sup>84</sup>. Mais malgré la multiplication rapide des institutions et des diplômés, le manque de personnel qualifié reste grave dans de nombreux pays.

L'expansion de l'enseignement supérieur n'a pas été suivie au niveau intermédiaire de l'éducation et de la formation agricoles, niveau si important pour la vulgarisation et les autres services de terrain. La pyramide de l'enseignement et de la formation est donc souvent renversée, déséquilibrée par les effectifs nombreux sortant de l'enseignement supérieur, tandis que les niveaux plus bas sont négligés. En général, la planification du système éducatif est mal adaptée aux besoins de personnel qualifié. Cela vient en partie du fait que la responsabilité de la planification et du développement de l'enseignement est souvent partagée entre le ministère de l'agriculture, qui s'occupe généralement de la formation intermédiaire et professionnelle, et le ministère de l'instruction publique, qui a la charge des niveaux supérieurs. Le besoin de conseils nationaux de coordination de l'enseignement et de la formation agricoles est largement reconnu, mais rares sont ceux qui ont été établis.

Trop souvent, l'enseignement agricole souffre d'être copié sur le modèle d'autres pays, où il a été conçu pour des conditions différentes, ainsi que du manque de souplesse pour s'adapter à l'évolution des besoins. L'isolement de l'enseignement supérieur par rapport à la vie concrète des communautés rurales limite aussi son efficacité. Souvent son orientation est peu pratique, et il est rare que les diplômés soient utilisés au niveau de l'exploitation, qui est pourtant celui où ils sont le plus nécessaires.

L'enseignement intermédiaire souffre de l'incertitude et des réformes constantes. Il est souvent conçu comme une pâle imitation des facultés universitaires

d'agronomie et se trouve donc coupé des besoins pratiques du développement rural et agricole. Presque toujours, il consiste en cycles d'études formelles de deux ou trois ans; les expériences d'enseignement moins scolaire et même de brefs stages périodiques permettant aux étudiants d'avoir un certain contact avec l'exploitation sont rares.

Dans le domaine crucial de la vulgarisation et de la formation agricoles, une nouvelle étude a été préparée à l'intention de la troisième session du Comité FAO de l'agriculture qui s'est réuni en avril 1975<sup>85</sup>. Cette étude part de la prémisse suivante: « les systèmes classiques de vulgarisation ayant un personnel peu nombreux et hautement qualifié n'ont pas donné de bons résultats dans les pays en développement qui possèdent de très nombreuses petites exploitations isolées et des réseaux de transport insuffisants »<sup>86</sup>.

S'il est aujourd'hui largement admis que la vulgarisation doit avoir pour but général d'améliorer le niveau de vie dans les campagnes, elle est encore considérée dans de nombreux pays comme un simple instrument d'accroissement de la production. On reconnaît rarement que l'introduction d'une nouvelle variété d'une culture de base entraîne des modifications substantielles, non seulement pour des modes d'exploitation agricole bien établis, mais aussi pour les habitudes sociales, économiques et diététiques.

Le nombre de familles agricoles par vulgarisateur n'est plus considéré comme un indicateur valable d'efficacité, mais il illustre les grandes différences existant d'un pays à l'autre; ainsi, en Inde et en Zambie, il dépasse 800, au Brésil il est d'environ 5 500, en Bolivie de plus de 8 000. Le nombre de familles effectivement touchées est bien plus faible encore. D'après une étude récente, elles ne représentent qu'environ 2,5 pour cent de toutes les exploitations au Paraguay et pas plus de 10 000 exploitations sur 300 000 en Equateur<sup>87</sup>. Certains des programmes de vulgarisation et de formation qui ont donné les meilleurs résultats, tels que ceux du Gezira au Soudan, de Comilla au Bangladesh et de Monkara au Tchad, sont d'échelle relativement petite et contrôlée, et s'accompagnent d'investissements massifs, souvent aux dépens d'autres régions du pays.

On considère souvent les services de vulgarisation comme des systèmes fixes et rigides, au lieu d'envisager les services souples ou même non classiques qui seraient nécessaires pour provoquer l'innovation et le changement, et permettre de s'adapter à des situations qui évoluent sans cesse. Planification et décision sont fortement centralisées. Les services de vulgarisation

<sup>82</sup> FAO/Unesco/OIT. *Rapport de la Conférence mondiale sur l'éducation et la formation agricoles, Copenhague, Danemark, 28 juillet-8 août 1970*, Rome, 1971.

<sup>83</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1972*, Rome, 1972, p. 143-161.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 143-144.

<sup>85</sup> FAO. *Vulgarisation et formation agricoles*. COAG 75/5 Rome, février 1975.

<sup>86</sup> FAO. *Rapport de la deuxième session du Comité de l'agriculture*, CL 63/5, Rome, 1974, p. 4.

<sup>87</sup> J. Herzberg & S. Antuña. *Analytical study of the extension services for Ecuador and Paraguay*, FAO, Rome, 1973.

ne sont souvent rattachés que de façon marginale à tous les autres intrants essentiels, non seulement de l'ensemble du système éducatif dans les campagnes, mais aussi de l'ensemble de l'effort de développement rural. Dans certains pays, les divers services s'adressant aux familles agricoles relèvent souvent de plusieurs ministères et ne coopèrent guère entre eux.

Tant la vulgarisation que la formation sont très nettement orientées vers les gros agriculteurs les plus favorisés, parfois exprès, dans l'idée qu'il est plus facile et plus rapide d'accroître ainsi la production, mais souvent aussi parce que c'est là que poussent naturellement le système institutionnel ainsi que le désir naturel des vulgarisateurs d'avoir des résultats tangibles à montrer. De plus, la plupart des services de vulgarisation s'occupent exclusivement des adultes de sexe masculin. Bien que, dans de nombreux pays, une grande part du travail agricole et des décisions importantes incombent aux femmes, les programmes qui leur sont destinés portent généralement avant tout sur l'économie familiale, sans qu'il soit question d'agriculture. Beaucoup de services de vulgarisation comportent une section destinée aux jeunes ruraux, mais celle-ci est généralement faible. On n'utilise guère les services de vulgarisation comme moyen de faire connaître les besoins des familles rurales.

Il est rare que la vulgarisation offre une carrière capable d'attirer des personnes qualifiées, et le traitement est souvent très bas. A cause du souci d'accroître la production, la formation est axée sur les disciplines techniques, les questions économiques et sociales étant souvent à peu près exclues. Les techniques modernes de communication et notamment l'emploi des auxiliaires audio-visuels ne sont guère enseignés, non plus que les plus simples principes d'administration. On ne se soucie guère de recyclage pour tenir les vulgarisateurs au courant des progrès techniques et de l'évolution générale.

Il est absolument nécessaire de créer divers types d'associations, de groupements et d'organisations de producteurs. Outre leur importance pour stimuler la participation populaire, dont il est question plus haut, ces groupements facilitent l'auto-assistance, favorisant l'apparition d'élites locales, et permettent aux vulgarisateurs de travailler davantage au moyen de réunions collectives et moins par contacts limités de personne à personne. Il est possible d'établir de cette façon d'autres services d'éducation non scolaire pour tous les secteurs de la communauté rurale et de former des clubs de radio et de télévision afin d'associer les moyens de communication modernes aux agents du progrès qui sont sur place. Mais jusqu'à présent, il n'existe guère d'expérience d'organisations paysannes appropriées, et encore moins de leur utilisation à ces fins.

Le problème de l'enseignement agricole et rural commence au niveau de l'école primaire de campagne.

Le système actuel dirige une minorité douée vers un enseignement secondaire et supérieur qui est de plus en plus orienté vers les villes, tandis que les autres, moins brillants, sont très mal équipés pour le travail agricole qui sera leur lot leur vie durant et qu'ils tendront à mépriser. D'où la nécessité de reconsidérer tout le système d'enseignement rural. Un autre défaut de l'enseignement, de la formation et de la vulgarisation agricoles est que, dans la plupart des pays, ils ne sont pas suffisamment liés à la recherche.

La Conférence mondiale de l'alimentation avait recommandé ce qui suit: « il faudrait donner la priorité et accorder des ressources accrues au développement de l'éducation et de la formation agricoles à tous les niveaux afin de mettre sur pied les programmes de formation nécessaires, y compris la formation de chercheurs et de vulgarisateurs aux techniques de gestion, la formation technique spéciale, dans les établissements d'enseignement et en cours de service, du personnel de vulgarisation de niveau supérieur ou intermédiaire, ainsi que la formation des exploitants eux-mêmes y compris des programmes pour les femmes et les enfants ruraux de façon à réaliser un système éducatif intégré à l'intention de la population rurale dans un cadre socio-politique approprié »<sup>88</sup>.

## Recherche

La recherche agronomique est un des rares grands domaines où des progrès encourageants aient été réalisés dès les premières années de la DD2; cela reste toutefois insuffisant par rapport aux besoins. Les progrès récents de la recherche agronomique sont évalués dans une étude de la FAO<sup>89</sup> ainsi que dans les propositions présentées à la Conférence mondiale de l'alimentation<sup>90</sup>.

Grâce surtout aux résultats spectaculaires de la révolution verte dans de nombreux pays en développement, on a pris conscience du rôle que peut jouer la recherche en faveur du développement. De plus en plus on reconnaît qu'il faut considérer la recherche et les activités connexes comme faisant partie d'une chaîne dont la formation est un maillon essentiel pour accroître les capacités nationales de recherche, et qui aboutit à l'application pratique.

Jusqu'au milieu de la dernière décennie, l'application de la technologie moderne dans les pays en développement était pratiquement limitée aux cultures d'exportations et industrielles: cacao, thé, hévéa, palmier à huile. Un résultat brillant obtenu par la recherche appliquée pendant cette période est la maîtrise du

<sup>88</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 8-9.

<sup>89</sup> FAO. *La situation mondiale de l'agriculture 1972*, Rome, 1972, p. 163-189.

<sup>90</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial*, op. cit., p. 93-111.

criquet pèlerin. La recherche sur les cultures vivrières et la recherche zootechnique, particulièrement en ce qui concerne les ruminants, n'a pas eu autant de succès. Le progrès est réel dans la lutte contre les maladies animales mais décevant dans les autres disciplines. La situation était jusqu'à ces derniers temps analogue pour la plupart des cultures de base, essentiellement à cause de l'idée que ce dont on avait surtout besoin c'était de mieux appliquer les connaissances existantes grâce à des programmes de vulgarisation.

Puis, on a vu le décollage historique de la production de blé et de riz dans les pays en développement; c'est ce que l'on appelle généralement la révolution verte, due à une « ingénierie génétique » qui a réussi à créer de nouvelles variétés ayant une réponse très forte à l'irrigation et aux engrais, et à fournir ces variétés aux exploitants en les assortissant de tout un ensemble d'autres intrants et de méthodes culturales basées sur des expériences dans les champs des agriculteurs. On a appris des leçons importantes et mis au point des techniques de « phyto-ingénierie » capables d'accélérer les progrès dans la production des autres céréales et, on l'espère, des légumineuses à graines, des légumes, des racines et des tubercules.

Il est difficile d'obtenir des renseignements sur les sommes consacrées à la recherche agronomique dans les pays en développement ou pour leur compte. En 1970 le total était probablement de l'ordre de 360 millions de dollars, dont environ 125 millions d'aide extérieure. Selon ce qui a été proposé à la Conférence mondiale de l'alimentation, le chiffre devrait en 1985 atteindre 1 250 millions de dollars au prix de 1970, dont 350 millions d'aide extérieure<sup>91</sup>.

L'essentiel de l'aide extérieure à la recherche agronomique est fourni aux pays en développement à titre bilatéral, mais l'accroissement rapide des sommes acheminées par les programmes multilatéraux est une innovation récente de grande importance. Le programme de sélection du riz aux Philippines a donné lieu à la création en 1962 d'un centre international de recherche sur le riz (International Rice Research

Institute); de même un centre international d'amélioration du maïs et du blé a été établi en 1968 au Mexique pour la recherche sur le blé et le maïs. Depuis lors six autres centres internationaux ont été établis pour étudier le sorgho, le mil, les légumineuses à graines, le manioc, les pommes de terre, les patates douces, la production de viande de bœuf (en Afrique et en Amérique latine), les maladies animales et la production de viande de porc. Ces centres étudient intensivement les systèmes agricoles applicables dans les tropiques humides de basse altitude (en Afrique et en Amérique latine), dans les régions semi-arides et dans les régions rizicoles d'Asie. Tous suivent une approche multidisciplinaire orientée vers les problèmes. Outre les programmes centraux de recherche et de formation, ces centres ont de nombreux liens et coopèrent étroitement au moyen de programmes extérieurs avec les programmes nationaux de recherche<sup>92</sup>.

Pour accroître l'appui fourni à ces centres et à la recherche agronomique dans les pays en développement, le Groupe consultatif de la recherche agronomique internationale a été fondé en 1971 sous les auspices conjoints de la FAO, de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement. Outre le soutien qu'il fournit aux centres internationaux, ce groupe finance le nouveau Conseil international des ressources génétiques végétales. Le Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (AGRIS) a été créé sous les auspices de la FAO qui met également sur pied, avec l'aide de membres du Groupe consultatif, un système d'information sur la recherche agronomique en cours (CARIS) qui est lié aux systèmes existant dans les pays développés.

La Conférence mondiale de l'alimentation a formulé des recommandations très diverses sur la recherche agronomique et a notamment demandé que les ressources dont dispose le Groupe consultatif soient considérablement accrues<sup>93</sup>.

<sup>92</sup> Groupe consultatif de la recherche agronomique internationale. *International research in agriculture*, New York, 1974.

<sup>93</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 8-9.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 109-111.

## Politiques internationales

Le gros de l'effort dans les secteurs alimentaires et agricoles dans les pays en développement doit évidemment être fourni par ces pays eux-mêmes sur place. Cependant, le soutien international à ces efforts intérieurs a un rôle crucial à jouer et c'est en fait cela qui constitue l'essentiel de la stratégie internationale.

On a déjà évoqué brièvement certains domaines où une coopération internationale est nécessaire, notamment la sécurité alimentaire mondiale et la recherche agronomique. Reste à parler de l'aide au développement, de l'aide alimentaire, des politiques influant sur le commerce international et de l'intégration régionale.

Toutes ces questions, sauf l'aide alimentaire, ont une grande place dans la stratégie internationale. Leur importance à toutes sans exception est fortement soulignée dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

### Aide au développement

Nul n'ignore que l'aide au développement ne s'est pas accrue comme le voudraient les objectifs de la stratégie internationale: il n'y a pas lieu de s'étendre là-dessus. La stratégie ne fixe pas d'objectif particulier pour l'aide extérieure à l'agriculture. En fait, jusqu'à tout récemment, on ignorait presque tout de la part de l'aide totale qui allait à ce secteur et, même maintenant, on est loin d'en savoir suffisamment sur ce point. Les propositions présentées à la Conférence mondiale de l'alimentation comprenaient des estimations de l'aide extérieure nécessaire à l'agriculture.

Selon une estimation récente du Comité d'aide au développement (CAD), au moins 500 millions de dollars U.S., ou environ 7 pour cent de l'aide bilatérale officielle nette au développement des pays appartenant au Comité, étaient en 1972 consacrés directement ou indirectement au développement de la production agricole. Les estimations pour 1973 indiquent que cette somme atteint environ 800 millions de dollars, dont 600 millions sous forme de projets d'équipement et d'assistance technique et 200 millions d'engrais. Cela représente environ 8 pour cent de l'aide officielle bilatérale au développement pour 1973 et 12 à 15 pour cent des sommes indiquées comme aide aux projets d'équipement<sup>94</sup>. Les estimations provisoires pour 1974 font apparaître un nouvel accroissement des engagements bilatéraux destinés à l'agriculture dans le cadre du CAD, les portant à environ 1,3 milliard de dollars.

Si l'on ajoute à cela l'aide multilatérale, on peut estimer approximativement que le total des engagements dans le cadre du CAD ont atteint approximativement 2 milliards de dollars en 1973 et probablement 3,2 milliards en 1974. Les engagements de la Banque mondiale en faveur de ce secteur sont passés de 436 millions de dollars en 1971/72 à 938 millions en 1972/73 et à 956 millions en 1973/74.

Une part importante et croissante des crédits de la Banque mondiale est dirigée vers l'agriculture. Sur le total approuvé en 1973/74, 22 pour cent lui étaient destinés, contre environ 10 pour cent seulement pendant les années soixante. Une part croissante de ces crédits va à des projets aidant directement les petits

exploitants. L'agriculture reçoit une part substantielle des crédits des banques régionales de développement, lesquels augmentent, eux aussi, rapidement. Ainsi, les prêts de la Banque asiatique de développement au secteur agricole sont passés de 33 millions de dollars en 1972 à 47 millions en 1973; ceux de la Banque interaméricaine de développement de 130 millions à 182 millions (et n'ont donc toutefois pas encore rejoint la pointe de 216 millions qui avait été touchée en 1970) et ceux de la Banque africaine de développement de 6 millions à 9 millions d'unités de compte (dollars U.S. d'avant la dévaluation). En 1973 l'agriculture a reçu 11 pour cent des crédits totaux accordés par ces banques en Asie, 21 pour cent en Amérique latine, 26 pour cent en Afrique.

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas l'aide fournie par les pays socialistes ni la notable quantité supplémentaire d'aide à l'agriculture qui est maintenant offerte par les pays exportateurs de pétrole. Des estimations très approximatives font apparaître que l'aide totale de toutes provenances accordée au secteur agricole est passée d'environ 2,5 milliards de dollars en 1973 à 3,5 milliards environ en 1974. Sur ce total, l'aide financière (c'est-à-dire non compris l'assistance technique) a été portée de 2,2 milliards environ en 1973 à 3,1 milliards environ en 1974.

Dans les propositions présentées à la Conférence mondiale de l'alimentation, on estimait que l'aide extérieure en capital à l'agriculture des pays en développement avoisinait 1,5 milliard de dollars, ce qui semble maintenant considérablement sous-estimé. On estimait aussi que, pour atteindre les objectifs de production envisagés, elle devrait passer à quelque 5 ou 6 milliards de dollars. Cette aide étrangère en capital serait principalement dirigée vers les secteurs suivants: 2,5 milliards de dollars pour la mise en valeur des terres et des eaux, 1 milliard pour le développement des cultures et de l'élevage (y compris l'équipement pour la transformation des produits de l'élevage), 600 millions pour la recherche et la formation et 1,2 milliard de crédit (y compris 200 millions pour des fonds de roulement destinés à accroître le crédit aux intrants courants)<sup>95</sup>.

Ces estimations ne comprennent pas les ressources financières d'origine extérieure nécessaires pour construire des fabriques d'engrais dans les pays en développement, ou pour les investissements dans les industries de transformation des produits agricoles (sauf celles de la viande et du lait). Il faut aussi ajouter aux besoins en capital cités plus haut un accroissement correspondant de l'assistance technique.

Evidemment, en l'absence de nouvelles initiatives de grande ampleur pour accroître les moyens finan-

<sup>94</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. *Coopération pour le développement: examen 1974, op. cit.*

<sup>95</sup> Nations Unies, Conférence mondiale de l'alimentation. *Le problème alimentaire mondial, op. cit.*, p. 147-151.

ciers d'origine extérieure disponibles pour l'équipement et l'assistance technique, les montants offerts seront de loin inférieurs aux besoins. Il faudrait trouver encore 2 à 3,5 milliards de dollars par an pour assurer l'accroissement nécessaire de la production dans les pays en développement.

La Conférence mondiale de l'alimentation a décidé qu'« Il faudrait créer immédiatement un fonds international de développement agricole pour financer des projets agricoles principalement axés sur la production alimentaire dans les pays en voie de développement », que « Tous les pays développés ainsi que tous les pays en voie de développement qui seraient en mesure de le faire fourniraient des contributions volontaires à ce fonds » et que « Le fonds deviendrait opérationnel dès que le Secrétaire général des Nations Unies aurait constaté... que l'on peut espérer qu'il engendrerait un surcroît substantiel de ressources pour l'aide aux pays en développement, et que ses opérations auraient des perspectives suffisantes de continuité »<sup>96</sup>. Quant au reste, la Conférence mondiale de l'alimentation a demandé à la Banque mondiale, à la FAO et au PNUD d'organiser un groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement<sup>97</sup>. Ce groupe a été créé et il est fort probable que le nouveau fonds international entrera en activité en 1976.

## Aide alimentaire

Le rôle important que joue l'aide alimentaire pour aider les pays en développement à faire face à leurs besoins d'importations alimentaires, ainsi que la brusque réduction des quantités disponibles au titre de cette aide en 1973 et 1974 ont déjà été examinés. Toutefois, les chiffres cités plus haut quant à l'aide extérieure à l'agriculture ne comprennent pas l'aide alimentaire, qui a représenté au total 1,3 milliard de dollars en 1974 et 1,1 milliard en 1973.

L'origine de l'aide alimentaire, pratiquement limitée pendant les années cinquante aux Etats-Unis, qui restent d'ailleurs le principal donateur, s'est graduellement diversifiée; la plupart des pays du Comité d'aide au développement y participent maintenant. Il existe une aide alimentaire multilatérale depuis la création, en 1962, du Programme alimentaire mondial ONU/FAO, aide qui a représenté ces dernières années environ 10 pour cent de la valeur totale de l'aide alimentaire.

Dans le passé, l'aide alimentaire posait divers problèmes, notamment le risque de perturbations de la

production agricole intérieure des pays en développement ainsi que des échanges commerciaux normaux. C'est pourquoi la clause suivante a été incorporée dans la stratégie internationale: « Les mécanismes de consultation pour l'écoulement des excédents seront élargis et renforcés afin d'éviter ou de minimiser les effets néfastes que l'écoulement d'excédents de production ou de réserves stratégiques pourrait avoir sur les échanges commerciaux normaux et de tenir compte de l'intérêt des pays excédentaires comme de celui des pays déficitaires. »<sup>98</sup> Depuis l'adoption de la stratégie, les problèmes de l'aide alimentaire ont radicalement changé avec l'épuisement des stocks excédentaires de céréales dans les principaux pays exportateurs, stocks qui jusqu'alors étaient la principale source de cette aide.

D'où l'insistance avec laquelle la Conférence mondiale a demandé une meilleure politique en matière d'aide alimentaire. Elle a recommandé que tous les pays donateurs « acceptent et appliquent le principe d'une planification à terme de l'aide alimentaire, qu'ils fassent tout leur possible pour fournir... un volume d'aide alimentaire d'au moins 10 millions de tonnes de céréales par an, à partir de 1975 » et qu'ils acheminent « une part accrue de l'aide alimentaire par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial »<sup>99</sup>. En ce qui concerne l'action consécutive, elle a recommandé que « le Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial soit remanié de manière à pouvoir participer à la mise au point et à la coordination des politiques d'aide alimentaire à court terme et à long terme... » et qu'il puisse « constituer un centre de consultations intergouvernementales... » notamment sur « la possibilité d'assurer une coordination meilleure entre l'aide alimentaire bilatérale et multilatérale » et que le Comité ainsi remanié soit appelé « Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire »<sup>100</sup>.

Depuis la Conférence mondiale de l'alimentation, de sérieux progrès ont été réalisés en direction de l'objectif minimal de 10 millions de tonnes de céréales au titre de l'aide alimentaire, et le total des engagements pour 1975/76 atteint déjà 9 millions de tonnes.

L'aide alimentaire a tenu une grande place dans les secours d'urgence rendus nécessaires par des catastrophes naturelles ou autres. Les Etats-Unis sont le principal donateur, la moitié environ des dons au titre de la loi 480 des dix dernières années ayant été accordés à l'occasion de situations d'urgence. Depuis la création du Programme alimentaire mondial (PAM) jusqu'à décembre 1974, 191 projets d'urgence ont été

<sup>96</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation, op. cit.*, p. 15.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>98</sup> Nations Unies. *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, op. cit.*, Résolution 2626 (XXV), par. 30.

<sup>99</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation, op. cit.*, p. 18.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 22.

réalisés dans 76 pays pour un coût d'environ 153 millions de dollars. Le Bureau des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a été créé en 1972 pour coordonner les opérations de secours, les activités opérationnelles étant confiées dans les cas d'urgence alimentaire aux institutions et programmes techniques compétents. C'est ainsi que la FAO a été chargée de diriger les opérations de secours à la suite de la sécheresse dans le Sahel.

La Conférence mondiale de l'alimentation a recommandé que les gouvernements « réservent, si possible, des stocks ou des crédits pour faire face aux besoins d'urgence internationaux » et mettent une partie de ces crédits ou stocks à la disposition du PAM<sup>101</sup>.

### Politiques en matière de commerce international

La stratégie internationale fait une place considérable à l'amélioration des relations commerciales internationales en faveur des pays en développement et surtout des pays les moins avancés. Cette question a de nouveau été mise en vedette dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Au problème général de l'amélioration des débouchés d'exportations agricoles des pays en développement, s'ajoutent maintenant une masse de nouveaux problèmes commerciaux dus à la forte instabilité des dernières années. Certaines des mesures de politiques qui ont été prises pour résoudre ces difficultés immédiates sont décrites plus haut. Il est probable que les marchés mondiaux des produits agricoles resteront très instables pendant quelque temps encore. Pour qu'une certaine stabilisation soit possible, il faudrait non seulement que les stocks alimentaires soient reconstitués, mais aussi que des progrès importants soient réalisés hors du secteur de l'alimentation et de l'agriculture, notamment des ajustements à la hausse des prix du pétrole, un ralentissement de l'inflation et une amélioration du système monétaire mondial.

Entre-temps, on s'efforce toujours d'améliorer les relations commerciales au profit des exportations agricoles des pays en développement. Une série de consultations spéciales sur les produits a eu lieu comme le demandait la Résolution 83 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Entre octobre 1973 et septembre 1974, des consultations tenues sous les auspices conjoints de la FAO et de la CNUCED ont eu lieu sur 11 produits ou groupes de produits agricoles (riz; agrumes; jute, kénaf et fibres apparentées; graines oléagineuses et matières grasses; cuirs et peaux; fibres dures; bananes, coton; thé; tabac; et céréales autres que le blé).

Les principaux problèmes dont souffre le commerce international de chaque type de produit ont généralement été identifiés au cours de ces débats intensifs, mais il n'a pas été possible d'aboutir à des accords sur des mesures particulières à recommander aux gouvernements pour résoudre ces problèmes.

En ce qui concerne la libéralisation du commerce et l'accès aux marchés, les pays importateurs se sont, lors de ces réunions, généralement déclarés prêts à étudier la possibilité de libéraliser encore les échanges de produits tant primaires que transformés sur la base du traitement de la nation la plus favorisée dans le cadre plus général des négociations commerciales multilatérales du GATT. Les pays en développement ont demandé que les importations soient libéralisées et que l'accès préférentiel leur soit accordé dans le cadre du système généralisé de préférences, qui jusqu'ici ne s'applique aux produits agricoles que dans une mesure limitée.

Les efforts internationaux en vue de stabiliser les prix des produits pour accroître les recettes d'exportation des pays en développement ont été d'une certaine façon dépassés par les événements de 1973 et 1974 sur les marchés internationaux. Mais tous les produits agricoles n'ont pas bénéficié de ce bond en avant des prix et, dans ces circonstances, les gouvernements ont continué à travailler, par exemple dans le cadre du Comité des produits de la FAO, de la Commission des produits de base de la CNUCED et de divers groupes intergouvernementaux permanents sur les produits, en vue d'aboutir à des mesures de stabilisation des prix à des niveaux rémunérateurs et équitables, et de susciter l'expansion des exportations agricoles des pays en développement et la stabilité à long terme.

L'inclusion des produits agricoles dans les négociations actuelles du GATT est particulièrement importante. La « Déclaration de Tokyo » de septembre 1973, qui a été à l'origine des négociations, met en place un comité des négociations commerciales, dont un groupe chargé de mettre au point, pour les négociations, une méthodologie qui tienne compte des caractères et des problèmes propres à l'agriculture.

Contrairement aux premières années de la DD2 durant lesquelles peu de progrès avaient été accomplis, on a observé en 1975 une activité considérable liée à la renégociation des accords internationaux existants sur les produits. L'Accord international sur le blé de 1971 a été prorogé jusqu'au 30 juin 1976, par l'entrée en vigueur de deux protocoles concernant la Convention sur le commerce du blé et la Convention relative à l'aide alimentaire. Des entretiens devant conduire à la conclusion d'un nouvel accord international sur les céréales se sont ouverts tant au Conseil international du blé que dans le cadre des négociations commerciales multilatérales organisées sous les auspices du GATT.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 18-19.

Un certain nombre d'arrangements moins officiels sur les produits sont restés en vigueur. En ce qui concerne les accords entièrement nouveaux sur les produits agricoles, ceux qui seront le plus probablement envisagés concerneront les produits laitiers, le caoutchouc et le thé. Des négociations se sont ouvertes entre les producteurs de caoutchouc naturel au sujet des propositions de la Malaisie visant la création d'un stock international destiné à stabiliser le cours mondial. La CNUCED a récemment proposé la création d'un stock régulateur multi-produits.

La situation actuelle fait ressortir l'interdépendance manifeste entre la production et le commerce agricoles qui était à la base de la résolution sur l'Ajustement agricole international adoptée par la Conférence de la FAO à sa dix-septième session en novembre 1973. La Conférence mondiale de l'alimentation a réaffirmé la nécessité de la plupart des mesures de politique commerciale demandées dans la stratégie internationale et a aussi rappelé l'importance de l'Ajustement agricole international ainsi que « la nécessité pour les gouvernements de travailler ensemble à harmoniser leurs politiques nationales et régionales intéressant l'évolution future de l'alimentation et de l'agriculture ». Elle a aussi souligné « la nécessité de mesures garantissant aux couches les plus pauvres de la population rurale leur part des possibilités et fruits issus de l'expansion des échanges » et a demandé aux gouvernements et aux organisations internationales d'« accorder la plus haute priorité et les conditions les plus favorables aux pays en voie de développement les moins avancés, sans accès à la mer et insulaires, ainsi qu'aux pays en voie de développement les plus durement touchés par les crises économiques »<sup>102</sup>.

### **Intégration économique régionale**

Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni appliquent depuis le 1<sup>er</sup> février 1973 la politique agricole commune de la Communauté économique européenne (CEE). Un accord de commerce, d'aide et de coopération a été conclu le 29 janvier 1975 entre la CEE et 46 pays en développement de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). L'un des éléments importants de cet accord est un système de stabilisation des recettes fournies par les produits, qui vise à assurer aux pays ACP une compensation pour les pertes résultant de baisses des prix de leurs exportations de produits à destination de la CEE. Parmi les produits agricoles visés par ce système figurent le cacao, le café, le coton, le coprah, la noix de coco, l'arachide

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 19-20.

et l'huile d'arachide, les produits du palmier, la banane et le thé.

Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), qui groupe les pays d'Europe orientale, l'U.R.S.S., Cuba et la Mongolie, prévoit des contrats à long terme pour les produits agricoles et une assistance aux pays membres les moins développés.

En Amérique latine, le marché commun des Caraïbes (CARICOM) et le Pacte andin ont rapidement progressé ces dernières années alors que le progrès de l'ALALE (Association latino-américaine de libre échange) a ralenti ainsi que celui du MCAC (Marché commun de l'Amérique centrale). Parmi les principaux objectifs du CARICOM (créé le 4 juillet 1973) figure la rationalisation de l'agriculture. Les pays du Pacte andin viennent de créer un Conseil de l'agriculture pour analyser périodiquement le progrès de l'intégration agricole; les services s'occupant de ce problème seront renforcés dans les ministères de l'agriculture des Etats Membres.

En Extrême-Orient, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a décidé de chercher à aboutir à une communauté économique analogue à la CEE. Le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, les Philippines, Sri Lanka et le Sud Viet-Nam ont signé un accord portant création d'un Fonds asiatique pour le commerce du riz. D'autres groupements d'intérêt commun portant sur des produits particuliers, tels que la Communauté asiatique de la noix de coco et la Communauté asiatique du poivre, continuent à progresser. Des initiatives sont actuellement lancées en vue de la création d'une Communauté du bois.

Au Proche-Orient, les plans de développement font une place croissante à l'intégration régionale, mais le progrès est relativement lent. On s'efforce d'inclure d'autres pays arabes dans le Conseil de l'unité économique arabe.

En Afrique, les pays du Sahel ont récemment pris l'initiative de créer un Comité inter-Etats permanent pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Il y a de bonnes chances, particulièrement en Afrique de l'Est, pour que soient créées des réserves régionales de vivres, mesure conseillée depuis plusieurs années par l'Organisation de l'unité africaine. Entre autres initiatives qui se poursuivent, il faut citer l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest.

La Conférence mondiale de l'alimentation a invité les pays en développement « à intensifier leur coopération économique mutuelle » et les pays développés ainsi que les organisations internationales intéressées « à maintenir et à élargir l'appui qu'ils apportent à la coopération économique entre pays en développement »<sup>103</sup>.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 20.



## Conclusions

Cette analyse et cette évaluation générales des grands traits de l'évolution du secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde pendant les quatre premières années de la DD2 sont peu réconfortantes et nullement rassurantes. D'ailleurs, l'un des phénomènes les plus positifs est que la confiance qui régnait naguère quant à l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation est sans doute maintenant dissipée une fois pour toutes. Depuis quelques années les gouvernements tant individuellement que collectivement s'occupent du secteur de l'alimentation et de l'agriculture plus activement qu'auparavant.

Dans beaucoup de domaines d'une importance cruciale, la situation a empiré ou, au mieux, s'est améliorée moins vite que pendant la décennie précédente. La production alimentaire et agricole a augmenté beaucoup plus lentement que pendant la DD1 et, dans les pays en développement, son rythme de croissance a été inférieur à celui de l'expansion démographique. S'il est vrai que les termes de l'échange des produits agricoles sur les marchés mondiaux se sont améliorés, les importations alimentaires des pays en développement ont augmenté beaucoup plus vite que leurs exportations agricoles, de sorte que la majeure partie de l'amélioration des échanges de produits agricoles a bénéficié aux pays développés. Les prix internationaux des produits alimentaires et agricoles sont restés très instables et beaucoup d'entre eux ont augmenté brutalement. De nombreux pays en développement sont en butte à des difficultés extrêmes pour se procurer et payer leurs importations essentielles d'aliments et d'engrais.

Les stocks de céréales de base sont tombés loin en dessous des niveaux minimaux de sécurité et pendant trois années consécutives l'approvisionnement alimentaire mondial est resté précaire, dépendant de la récolte de l'année, et donc du temps. Bien qu'on ne dispose pas de renseignements à jour sur la consommation alimentaire et la nutrition, il est évident que la réduction brutale de la production alimentaire par habitant dans de nombreux pays en développement, jointe à la pénurie et aux prix élevés des disponibilités importables et à la réduction de l'aide alimentaire, a causé une grave détérioration de la situation nutritionnelle. Même lorsqu'il n'y a pas de pénurie physique, la montée rapide des prix alimentaires à la consommation rend la vie très dure aux plus pauvres.

L'instabilité du rapport entre prix des intrants et prix des produits cause des difficultés aux agriculteurs des pays tant développés qu'en développement, et il faudra ajuster soigneusement les politiques de prix à la production pour maintenir les stimulants. Sauf exception, il ne semble pas que le large écart qui

sépare le revenu agricole des revenus non agricoles soit en passe de se rétrécir, particulièrement dans les pays en développement, non plus que celui qui sépare l'équipement social et récréatif des villes de celui des campagnes. Les inégalités de revenus entre les zones agricoles plus ou moins favorisées d'un même pays et entre les petits et les gros exploitants se sont probablement encore accrues. Il paraît probable que le sous-emploi agricole et rural s'est aggravé dans bon nombre de pays en développement, surtout là où une croissance rapide de la main-d'œuvre agricole s'est accompagnée d'un développement particulièrement lent de la production agricole.

Sauf quelques exemples éclatants de succès, comme pour le blé en Inde et le riz au Pakistan, le rendement à l'hectare des principales cultures n'a pas augmenté autant qu'il serait nécessaire, tant s'en faut. Un certain nombre de pays où il serait essentiel de développer et de rationaliser l'irrigation n'ont pas atteint les objectifs des plans nationaux dans ce secteur. La pénurie et le prix élevé des engrais et des pesticides ainsi que du carburant nécessaire pour les pompes à irrigation et pour d'autres machines agricoles provoquent encore des difficultés supplémentaires dans de nombreux pays. Ces difficultés particulières, jointes aux fluctuations dues aux conditions météorologiques, rendent difficile l'évaluation du progrès récent de la révolution verte, mais il est hors de doute qu'il faudra accroître énormément les efforts pour qu'elle retrouve son élan précédent.

De plus en plus, on reconnaît la nécessité de réformer radicalement la structure des institutions et services ruraux, non seulement pour mobiliser les populations rurales en vue de l'accroissement de la production, mais aussi pour les mettre à même de s'intégrer plus pleinement à la société et de recevoir une part plus juste des avantages du développement. De plus en plus, ces changements sont conçus dans l'optique plus large du développement rural intégré et sous l'angle de la nécessité de concentrer les programmes et projets de développement plus précisément sur les petits exploitants et autres pauvres des campagnes. Mais là aussi, il ne semble guère y avoir eu de progrès concrets, sauf des cas isolés, et le manque d'information quantitative n'est pas la seule explication de cette impression. Dans la plupart des pays en développement, les services agricoles de l'Etat sont encore loin d'avoir l'esprit d'innovation nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux que posent le manque de personnel qualifié et le fait que le secteur agricole consiste principalement en des millions de petites exploitations dispersées.

L'aide internationale au progrès de l'agriculture des pays en développement et surtout à la recherche

agronomique augmente depuis quelque temps de façon encourageante. Elle reste toutefois loin d'atteindre le niveau nécessaire pour rejoindre les objectifs de production agricole de la DD2, et les perspectives demeurent confuses du fait que, d'une manière générale, les objectifs de la stratégie internationale en matière d'aide au développement n'ont pas été atteints. La nécessité d'améliorer les relations commerciales, soulignée dans la stratégie internationale, a de nouveau été mise en vedette dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans le secteur agricole on reconnaît maintenant plus largement la nécessité de prendre des mesures d'ajustement agricole international et l'accord de principe s'est fait sur la coopération internationale nécessaire à la sécurité alimentaire mondiale et au maintien de stocks. Il est encourageant de noter que les engagements d'aide alimentaire pour 1975 atteignent déjà presque le niveau minimal dont la Conférence mondiale de l'alimentation était convenue. Mais en général on n'a guère progressé dans l'amélioration concrète des relations commerciales, en partie seulement du fait de la grande instabilité du commerce mondial pendant les quatre premières années de la DD2.

Evidemment, quatre ans sont un laps de temps bien court pour permettre d'analyser et d'évaluer les progrès, surtout dans un secteur tel que celui de l'alimentation et de l'agriculture, toujours sujet à des fluctuations annuelles, et plus encore lorsque ces années ont été marquées par des bouleversements de l'économie mondiale aussi profonds et imprévisibles que ceux qui sont intervenus récemment. De plus, dans une analyse et une évaluation à l'échelle mondiale — rien de plus détaillé n'était possible ici — beaucoup de réussites particulières obtenues dans certains pays, qui jettent une lueur d'espoir dans un tableau général autrement sombre, risquent d'échapper à l'analyse.

Mais s'il est dangereux d'utiliser l'évolution des quatre dernières années particulièrement instables comme indication des tendances, il faut bien souligner que la plupart des tendances à plus long terme sont aussi très peu encourageantes. La production agricole a particulièrement souffert des conditions météorologiques dans deux de ces quatre dernières années, mais il ne faut pas que cela masque le fait que l'évolution décevante de la production pendant cette période est aussi due à ce que l'on ne s'est pas suffisamment occupé de l'agriculture et aux carences des politiques dans ce secteur. Si l'on avait jeté plus tôt les bases d'un accroissement plus rapide et soutenu de la production, le niveau de celle-ci en année « moyenne » serait plus élevé, et les effets des fluctuations dues au temps moins graves.

Beaucoup de mesures de politique agricole, surtout dans le domaine des institutions, prennent quel-

ques années pour porter leurs fruits. Ainsi la présente analyse des quatre premières années de la DD2 revient dans une large mesure à faire le point de l'effet de politiques adoptées avant le début de la décennie. Les nombreuses modifications des politiques qui apparaîtront sans doute nécessaires à la lumière de l'analyse et de l'évaluation en milieu de décennie devront être formulées et appliquées de toute urgence si l'on veut qu'elles aient une influence sensible sur les événements d'ici la fin de la DD2.

Il faudra une volonté politique beaucoup plus ferme pour que la stratégie internationale, modifiée ou non, puisse être appliquée de façon à avoir un impact sur le développement économique et social dans le reste de la décennie. Nombre des recommandations approuvées en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation, en dehors de celles qui visent à résoudre des problèmes immédiats, étaient déjà esquissées dans le PIM lorsqu'il a été publié en 1969. Cinq années pendant lesquelles la communauté internationale aurait pu entreprendre bon nombre des mesures concertées indispensables, ont ainsi été pratiquement perdues, non pas faute de solutions aux problèmes mais faute d'une volonté politique d'appliquer ces solutions. La nécessité de décisions politiques est attestée par la création du Conseil mondial de l'alimentation à l'échelon des ministres ou des plénipotentiaires, comme l'avait demandé la Conférence mondiale de l'alimentation<sup>104</sup>.

### Conséquences pour la stratégie internationale du développement

L'échec éclatant des objectifs divers de la stratégie internationale de la DD2 ne signifie évidemment pas que la stratégie était mauvaise. En fait, la validité d'un des principaux objectifs, qui était d'accélérer le taux moyen d'accroissement de la production agricole dans les pays en développement et de le porter à environ 4 pour cent, a été largement confirmée. De plus, ce qui s'est passé pendant les quatre premières années de la DD2 a mis plus que jamais en évidence l'interdépendance croissante de tous les pays du monde et la nécessité d'une action concertée. Mais, d'un autre côté, il ne faudrait pas croire que la stratégie n'a besoin d'aucune modification sous prétexte que, si elle n'a pas été mise en œuvre, c'est en grande partie à cause de bouleversements profonds et imprévisibles.

Il vaudrait peut-être mieux que la stratégie ne soit pas liée aussi rigide à une échéance décennale. Sans doute est-ce là un intervalle utile pour exprimer certains objectifs et pour analyser et évaluer périodiquement la stratégie elle-même, mais au moins en ce

<sup>104</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, op. cit., p. 21.

qui concerne le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, la stratégie ne saurait se couler dans le cadre rigoureux d'une décennie. Le PIM avait déjà envisagé certaines modifications à porter à la stratégie entre la période allant jusqu'en 1975 et celle de 1975 à 1985<sup>105</sup>. La Conférence mondiale de l'alimentation s'est intéressée essentiellement à l'horizon 1985. La FAO commence actuellement à préparer une étude prospective mondiale sur le développement de l'alimentation et de l'agriculture qui couvre toutes les années quatre-vingt.

A l'autre extrême, il est évidemment nécessaire de faire place dans la stratégie aux mesures immédiates à court terme indispensables à la fois pour satisfaire les besoins d'urgence et pour accélérer le rétablissement d'une certaine stabilité. Dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, il s'agira surtout de prendre des mesures pour assurer les importations essentielles d'aliments, d'engrais et de pesticides aux pays les plus éprouvés pour reconstituer rapidement les stocks à un niveau de sécurité et pour réaliser les programmes d'urgence d'alimentation complémentaire à l'intention d'un grand nombre d'enfants mal nourris que la Conférence mondiale avait recommandé d'entreprendre en 1975/76. Jusqu'à présent cette aide d'urgence a été considérée séparément des programmes de développement à plus long terme, mais il apparaît aujourd'hui que les urgences peuvent avoir une portée beaucoup plus vaste qu'on ne le pensait autrefois et il faut introduire dans la politique de développement elle-même un nouvel élément pour faire face aux besoins immédiats<sup>106</sup>.

L'objectif de base de la stratégie internationale, qui était de porter à 4 pour cent l'accroissement moyen annuel de la production agricole des pays en développement, fausse maintenant les perspectives à l'horizon 1980, qui était celui de la DD2. En effet, pour atteindre cet objectif sur l'ensemble de la décennie, il faudrait que le taux soit de 5,3 pour cent par an pendant les six prochaines années. Cela n'est guère possible, mais un taux de croissance de 4 pour cent semble encore un objectif raisonnable pour le reste de la décennie et au-delà. Mais, s'il était atteint, l'accroissement annuel effectif pendant l'ensemble de la DD2 ne serait en moyenne que de 3,1 pour cent, et les autres objectifs connexes devraient être réduits en conséquence.

Compte tenu de ces divers problèmes de dates, la meilleure solution serait peut-être que la stratégie internationale vise plusieurs horizons différents, certains plus proches et d'autres plus lointains que celui de la décennie, avec renouvellement périodique.

<sup>105</sup> FAO. *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, Rome, 1969, Vol. 2, p. 736-744.

<sup>106</sup> Organisation de coopération et de développement économiques. *Coopération pour le développement: examen 1974*, op. cit.

Il est désormais possible de rendre plus précises et concrètes beaucoup des mesures de politique indiquées dans la stratégie internationale comme nécessaires pour atteindre les objectifs de base, par exemple, le paragraphe 75 de la stratégie concernant les mesures nécessaires dans le secteur agricole (cité au début du présent document). Sur la base des recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation, on pourrait rendre ce texte beaucoup plus concret et précis. De même, s'il est vrai que la stratégie internationale fait parfois allusion aux femmes, ces références devraient être multipliées, comme l'ont demandé aussi bien la Conférence mondiale de l'alimentation que la Conférence mondiale de la population et la récente Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. Les considérations d'environnement sont brièvement évoquées dans la stratégie, mais on pourrait maintenant en dire beaucoup plus en s'inspirant des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. La FAO a soumis aux Nations Unies certaines suggestions concernant les aspects alimentaires et agricoles des questions d'environnement à inclure dans la stratégie.

Toutefois, la principale conséquence, pour la stratégie internationale, que permettent de dégager cet examen et cette évaluation des progrès réalisés dans le secteur alimentaire et agricole pendant la DD2 est que, pour le reste de la décennie et pour bien des années ultérieures, la stratégie devrait accorder une priorité beaucoup plus élevée à l'agriculture — non seulement en raison de la situation difficile des disponibilités alimentaires, mais aussi parce que, pour jouer à l'avantage des plus pauvres, une stratégie doit porter essentiellement sur le secteur agricole et rural où ils sont le plus nombreux.

Accorder une priorité plus élevée à l'agriculture, cela suppose en particulier un fort accroissement des investissements intérieurs et de l'aide au développement dont bénéficie le secteur agricole des pays en développement. Or, s'il est vrai que c'est dans ces pays que s'impose la plus forte accélération de la production, les faits récents montrent à l'évidence que la stratégie doit avoir une portée mondiale et englober aussi la production alimentaire des pays développés, même si elle ne fixe pas d'objectif précis à cet égard.

Il faudrait aussi élargir la stratégie en y ajoutant des éléments qui ont pris une place de premier plan depuis son adoption en 1970. Il s'agit notamment de la sécurité alimentaire mondiale et de l'ajustement agricole international. Quant à l'aide alimentaire, dont la stratégie internationale ne parle pas, il serait particulièrement indiqué d'inclure le nouvel objectif international de 10 millions de tonnes de céréales au minimum, adopté par la Conférence mondiale de l'alimentation.

En fait, la Déclaration pour l'élimination définitive

de la faim et de la malnutrition et les résolutions de la Conférence mondiale de l'alimentation <sup>107</sup> — textes adoptés ultérieurement par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingt-neuvième session — représentent déjà à tous égards (sauf sur le plan purement formel) des adjonctions acceptées à la stratégie internationale pour le secteur alimentaire et agricole. Bon nombre de leurs dispositions ont été évoquées dans d'autres parties du présent rapport, mais il n'est peut-être pas inutile de les récapituler brièvement.

Restent deux types de retouches et d'adjonctions qui pourraient être envisagées pour la stratégie internationale: le premier concerne la nécessité de disposer de meilleures données pour l'analyse et l'évaluation; l'expérience acquise par la première étude en milieu de décennie pourrait être mise à profit pour déterminer plus précisément quelles données sont nécessaires dans les domaines tels que le sous-emploi rural, la répartition des revenus et les réformes institutionnelles, et pour mieux identifier les ruraux pauvres. Deuxièmement, on pourrait aussi s'efforcer de donner à la stratégie internationale plus d'utilité opérationnelle au niveau des pays. Evidemment on ne suggère pas de proposer des objectifs pour chaque pays, mais certains pourraient peut-être être formulés pour des groupes plus limités et plus homogènes que l'ensemble des pays en développement. Il devrait être possible d'utiliser l'aide considérable que le système des Nations Unies fournit à la planification du développement général et du développement agricole pour

---

<sup>107</sup> Nations Unies. *Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation*, *op. cit.*, p. 1-23.

faire en sorte que la stratégie internationale s'applique plus concrètement au niveau des pays. Des initiatives telles que les études prospectives par pays de la FAO pourraient également être adaptées pour servir mieux cet objectif. Des études de ce genre peuvent aussi aider à rendre plus réaliste la stratégie mondiale et seront un apport important à l'étude prospective mondiale que la FAO se propose de faire pour les années quatre-vingt.

Il convient enfin de mentionner la plus ambitieuse de toutes les recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation: « que tous les gouvernements doivent . . . se fixer comme but que, d'ici dix ans, aucun enfant ne devra aller se coucher en ayant faim, qu'aucune famille ne devra vivre dans la crainte de manquer de pain pour le lendemain, et que l'avenir et les capacités d'aucun être humain ne devront être compromis par la malnutrition » <sup>108</sup>. Cette recommandation dépasse clairement la portée de l'effort massif d'aide au secteur agricole qui a été proposé à la Conférence mondiale de l'alimentation et qu'elle a dans l'ensemble accepté. Toutes les conséquences n'en ont pas encore été tirées, et cet examen sera probablement l'une des premières tâches qu'entreprendra le Conseil mondial de l'alimentation nouvellement établi. Il semble toutefois éminemment souhaitable qu'une stratégie internationale de développement modifiée fixe une date, acceptée par l'ensemble de la communauté internationale, pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition dans le monde.

---

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 5.

## Annexe au chapitre 2

TABLEAU 2-A. — TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION, DE LA PRODUCTION ET DE LA DEMANDE INTÉRIEURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES INDIQUANT LES DISPONIBILITÉS ÉNERGÉTIQUES ET PROTÉIQUES PAR HABITANT, PAR PAYS

	Taux annuel de croissance			Par personne et par jour				Taux annuel de croissance			Par personne et par jour		
	Popu- lation	Pro- duc- tion ali- men- taire <sup>1</sup>	De- mande inté- rieure de pro- duits ali- men- tai- res <sup>2,3</sup>	Apport énergétique <sup>3,4</sup>		Ap- port pro- téi- que <sup>3,4</sup>		Popu- lation	Pro- duc- tion ali- men- taire <sup>1</sup>	De- mande inté- rieure de pro- duits ali- men- tai- res <sup>2,3</sup>	Apport énergétique <sup>3,4</sup>		Ap- port pro- téi- que <sup>3,4</sup>
				Kilo- calo- ries	Pour- cen- tage des be- soins <sup>6</sup>						Gram- mes	Kilo- calo- ries	
	... Pourcentage <sup>5</sup> ...						... Pourcentage <sup>5</sup> ...						
<b>Pays développés</b>													
EUROPE OCCIDENTALE													
<i>Communauté économique européenne</i>													
Belgique-Luxembourg . . . . .	0,5	2,2	1,2	3 380	128	95							
Danemark . . . . .	0,7	0,0	1,3	3 240	120	93							
France . . . . .	1,0	2,3	2,0	3 210	127	105							
Allemagne, Rép. féd. . . . .	0,8	1,9	1,9	3 220	121	89							
Irlande . . . . .	0,6	2,3	0,3	3 410	136	103							
Italie . . . . .	0,8	1,9	2,3	3 180	126	100							
Pays-Bas . . . . .	1,2	3,4	1,7	3 320	123	87							
Royaume-Uni . . . . .	0,5	2,3	0,7	3 190	126	92							
<i>Autres pays d'Europe occidentale</i>													
Autriche . . . . .	0,5	1,3	1,1	3 310	126	90							
Finlande . . . . .	0,3	1,5	1,1	3 050	113	93							
Grèce . . . . .	0,5	4,6	2,3	3 190	128	113							
Islande . . . . .	1,3	0,8	1,4	3 180	120	101							
Malte . . . . .	0,1	4,3	1,2	2 820	114	89							
Norvège . . . . .	0,8	1,2	1,3	2 960	110	90							
Portugal . . . . .	0,9	0,8	2,3	2 900	118	85							
Espagne . . . . .	1,1	3,4	3,0	2 600	106	81							
Suède . . . . .	0,6	1,0	1,0	2 810	104	86							
Suisse . . . . .	1,3	1,6	1,9	3 190	119	91							
Yougoslavie . . . . .	1,0	3,1	2,4	3 190	125	94							
<i>Europe orientale et U.R.S.S.</i>													
Albanie . . . . .	1,1	3,9	4,6	2 390	99	74							
Bulgarie . . . . .	0,7	3,3	2,8	3 290	132	100							
							Tchécoslovaquie	0,5	3,2	1,9	3 180	129	94
							Rép. dém. allemande . . . . .	0,5	3,0	0,8	3 290	126	87
							Hongrie . . . . .	0,3	3,9	1,9	3 280	125	100
							Pologne . . . . .	0,9	2,5	2,3	3 280	125	101
							Roumanie . . . . .	1,0	3,8	2,7	3 140	118	90
							U.R.S.S. . . . .	1,1	3,1	3,0	3 280	131	101
							AMÉRIQUE DU NORD						
							Canada . . . . .	1,6	1,6	2,5	3 180	129	101
							Etats-Unis . . . . .	1,1	2,3	1,6	3 330	126	106
							Océanie						
							Australie . . . . .	1,8	3,3	2,4	3 280	123	108
							Nouvelle-Zélande . . . . .	1,7	2,2	2,0	3 200	121	109
							AUTRES RÉGIONS						
							Israël . . . . .	2,9	6,1	4,9	2 960	115	93
							Japon . . . . .	1,0	2,1	3,7	2 510	107	79
							Afrique du Sud . . . . .	2,4	4,0	3,2	2 740	112	78
							Pays en développement						
							AMÉRIQUE LATINE						
							Argentine . . . . .	1,5	1,4	2,0	3 060	115	100
							Barbade . . . . .	0,1	1,4	...	...	...	...
							Bolivie . . . . .	2,4	3,8	2,7	1 900	79	46
							Brésil . . . . .	2,9	3,7	4,0	2 620	110	65
							Chili . . . . .	2,1	1,3	3,3	2 670	109	77
							Colombie . . . . .	3,5	3,2	3,9	2 200	95	51
							Costa Rica . . . . .	3,2	5,9	4,8	2 610	116	66



TABLEAU 2-B. — PRODUCTION AGRICOLE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT COMPARÉE AUX OBJECTIFS DU PLAN INDICATIF MONDIAL<sup>1</sup>

	Indices de la production agricole					Accroissement annuel moyen <sup>2</sup>		Objectif du PIM	
	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>3</sup>	1961-74	1970-74	1961-63 à 1975	1975 à 1985
	..... 1961-65 = 100 .....					..... Pourcentage annuel .....			
<b>AFRIQUE</b>									
Algérie	111	107	127	110	103	1,5	-1,2	<sup>4</sup> 3,2	4,6
Angola	122	126	123	121	129	2,4	0,8	...	...
Botswana	137	156	140	160	173	4,9	5,0	...	...
Burundi <sup>5</sup>	150	166	209	212	232	7,5	11,8	...	...
Cameroun	139	142	148	142	151	4,4	1,7	2,9	2,7
République centrafricaine	111	115	118	118	119	1,6	1,7	2,8	2,5
Tchad <sup>5</sup>	102	103	82	75	79	-1,7	-7,9	2,7	3,0
Congo	93	95	97	99	104	-0,2	2,7	2,8	3,4
Bénin <sup>5</sup>	133	134	130	141	149	3,5	2,8	3,4	3,4
Ethiopie <sup>5</sup>	118	118	120	120	114	1,8	-0,6	2,5	2,9
Gabon	126	128	131	132	132	2,9	1,3	1,4	1,3
Gambie	117	124	123	138	147	3,2	5,7	3,0	2,8
Ghana	124	137	136	137	142	3,4	2,8	3,1	3,4
Guinée <sup>5</sup>	119	120	114	112	118	1,7	-0,8	...	...
Côte-d'Ivoire	132	147	147	154	161	4,9	4,6	4,7	3,3
Kenya	129	124	130	132	134	2,8	1,4	3,8	3,9
Lesotho <sup>5</sup>	105	105	80	122	111	0,5	2,6	...	...
Libéria	130	134	134	135	155	3,7	3,7	...	...
Madagascar	118	117	115	116	127	2,0	1,4	3,1	3,1
Malawi <sup>5</sup>	130	144	160	157	162	4,6	5,6	3,3	3,4
Mali <sup>5</sup>	109	118	95	75	96	-0,4	-6,7	3,0	3,5
Mauritanie	112	108	95	80	81	-0,8	-9,2	2,7	3,4
Maurice	101	110	120	125	119	1,9	4,6	...	...
Maroc	144	147	149	132	152	4,4	0,1	<sup>4</sup> 3,5	3,6
Mozambique	119	120	125	130	127	2,4	2,3	...	...
Niger <sup>5</sup>	117	106	105	76	96	-0,2	-6,9	3,0	3,2
Nigeria	107	110	107	95	105	0,6	-2,0	3,1	3,4
Rhodésie	100	115	126	102	144	1,9	6,4	...	...
Rwanda <sup>5</sup>	145	148	145	151	131	3,6	-1,8	...	...
Sénégal	82	115	74	90	100	-0,6	1,6	3,2	3,2
Sierra Leone	124	127	132	130	136	3,0	2,2	...	...
Tanzanie	141	133	136	138	138	3,4	-0,1	3,6	3,0
Togo	135	133	106	97	116	1,8	-6,1	2,8	3,8
Tunisie	118	142	129	155	149	4,0	5,6	<sup>4</sup> 3,4	4,0
Ouganda <sup>5</sup>	128	123	125	122	123	2,4	-0,9	3,9	2,9
Haute-Volta <sup>5</sup>	119	113	107	90	77	-0,1	-10,4	2,4	2,9
Zaire	136	130	139	150	161	4,0	4,9	2,7	3,4
Zambie	119	122	127	130	141	2,7	4,1	5,0	4,8
<b>EXTRÊME-ORIENT</b>									
Bangladesh	116	104	106	124	114	1,5	1,4	<sup>6</sup> 4,1	<sup>6</sup> 4,6
Birmanie	110	111	105	118	117	1,5	1,9	...	...
Cambodge	139	106	86	61	48	-2,8	-23,5	...	...
Chine	123	127	125	131	135	2,8	2,2	...	...
Inde	121	123	118	127	121	2,1	0,2	3,4	3,9
Indonésie	122	125	126	140	145	3,1	4,5	...	<sup>7</sup> 4,3
Corée, Rép. pop. dém. dc	117	122	123	130	136	2,6	3,8	...	...
Corée, Rép. dc	131	132	136	138	140	3,6	1,9	3,4	2,4
Laos <sup>5</sup>	152	144	145	155	160	4,9	1,7	...	...
Malaisie (occid.)	154	164	166	190	193	6,2	6,2	3,8	4,8
Mongolie	98	100	103	110	110	0,4	3,3	...	...
Népal	111	111	104	115	110	1,1	0,2	...	...
Pakistan	147	148	151	155	157	4,7	1,8	<sup>8</sup> 4,1	<sup>8</sup> 4,6
Philippines	125	126	130	142	143	3,2	3,8	4,2	4,6
Sri Lanka	117	116	116	114	122	1,8	0,7	4,3	4,1
Thaïlande	130	136	130	155	142	3,6	3,1	4,4	4,3
Viet-Nam, Rép. dém. du	109	103	112	112	114	1,0	1,8	...	...
Sud Viet-Nam, Rép. du	110	119	119	130	134	2,3	4,1	...	...
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>									
Argentine	113	106	109	112	116	1,2	1,1	2,5	2,5
Barbados	101	92	77	87	83	-1,4	-4,2	...	...
Bolivie	129	136	142	151	156	4,1	4,9	3,1	3,2
Brésil	128	131	140	138	149	3,6	3,6	2,5	3,0

TABLEAU 2-B. — PRODUCTION AGRICOLE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT COMPARÉE AUX OBJECTIFS DU PLAN INDICATIF MONDIAL<sup>1</sup> (fin)

	Indices de la production agricole					Accroissement annuel moyen <sup>2</sup>		Objectif du PIM	
	1970	1971	1972	1973	1974 <sup>3</sup>	1961-74	1970-74	1961-63 à 1975	1975 à 1985
	..... 1961-65 = 100 .....					..... Pourcentage annuel .....			
<b>AMÉRIQUE LATINE (fin)</b>									
Chili . . . . .	118	117	113	95	117	1,4	-2,2	2,6	3,1
Colombie . . . . .	126	130	132	136	145	3,3	3,2	3,1	3,6
Costa-Rica . . . . .	155	163	175	172	174	5,8	2,9	...	<sup>9</sup> 5,1
Cuba . . . . .	131	114	104	112	119	1,4	-2,1	...	...
République Dominicaine . . . . .	126	134	143	147	150	3,6	4,4	...	...
Equateur . . . . .	125	128	121	120	121	2,3	-1,2	2,7	3,3
El Salvador . . . . .	113	126	123	133	140	2,9	5,1	...	<sup>9</sup> 3,7
Guatemala . . . . .	128	134	143	149	155	4,2	5,1	...	<sup>9</sup> 4,4
Guyane . . . . .	122	135	128	125	143	2,9	2,4	...	...
Haiti <sup>5</sup> . . . . .	108	113	115	118	120	1,6	2,7	...	...
Honduras . . . . .	139	157	154	169	153	4,8	2,7	...	<sup>9</sup> 5,3
Jamaïque . . . . .	104	112	108	108	114	1,0	1,4	...	...
Mexique . . . . .	122	131	130	130	135	3,0	1,9	4,0	4,3
Nicaragua . . . . .	123	132	138	141	154	4,2	5,1	...	<sup>9</sup> 5,3
Panama . . . . .	141	152	152	153	159	4,7	2,6	...	...
Paraguay . . . . .	125	124	122	133	136	4,5	2,5	3,2	3,5
Pérou . . . . .	121	121	120	119	118	1,9	-0,7	2,9	3,1
Surinam . . . . .	172	181	172	195	188	6,7	2,6	...	...
Trinité-et-Tobago . . . . .	124	130	132	128	130	2,9	0,7	...	...
Uruguay . . . . .	111	97	90	94	101	3,8	-2,3	2,6	3,1
Venezuela . . . . .	148	150	153	161	177	4,4	4,3	3,6	4,2
<b>PROCHE-ORIENT</b>									
Afghanistan <sup>5</sup> . . . . .	103	98	112	119	126	1,5	6,2	2,6	3,1
Chypre . . . . .	132	180	172	137	178	5,5	4,0	...	...
Egypte . . . . .	123	127	129	130	132	3,0	1,5	3,2	2,9
Iran . . . . .	137	126	141	144	146	3,6	2,7	3,8	3,8
Irak . . . . .	134	131	182	131	152	4,2	2,7	3,4	4,3
Jordanie . . . . .	48	66	77	40	79	-4,2	5,2	3,1	4,0
Liban . . . . .	121	142	161	152	170	4,6	7,7	3,7	3,7
Libye . . . . .	117	110	174	200	201	5,5	19,5	...	...
Arabie saoudite . . . . .	130	138	143	145	155	3,9	4,2	3,6	3,9
Somalie <sup>5</sup> . . . . .	125	124	137	138	139	3,2	3,2	...	...
Soudan <sup>5</sup> . . . . .	149	155	154	149	169	4,8	2,2	3,6	3,7
Rép. arabe syrienne . . . . .	85	89	135	84	126	1,0	7,6	3,3	3,7
Turquie . . . . .	126	134	139	129	146	3,3	2,7	...	...
Yémen, Rép. arabe du . . . . .	82	108	119	119	112	1,0	7,5	...	...
Yémen, Rép. pop. dém. du . . . . .	110	118	112	124	127	2,0	3,4	<sup>10</sup> 3,4	<sup>10</sup> 4,0

<sup>1</sup> FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, Rome, 1970. — <sup>2</sup> Tendances exponentielles; le signe — indique une diminution. — <sup>3</sup> Chiffres provisoires. — <sup>4</sup> 1965 à 1975. — <sup>5</sup> Appartient au groupe des pays les moins développés. — <sup>6</sup> Y compris le Pakistan. — <sup>7</sup> 1970 à 1980; d'après *Perspective study of agricultural development (provisional) for Indonesia 1970-80*, FAO, Rome, 1972. — <sup>8</sup> Y compris le Bangladesh. — <sup>9</sup> Taux de croissance projetés, 1970 à 1990, de la «tendance avec forte croissance des exportations», d'après *Perspective plan for agricultural development and integration in Central America* (version provisoire), FAO, Rome. — <sup>10</sup> Ancienne Fédération de l'Arabie du Sud.





## TABLEAUX ANNEXES

1. Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	119
2. Indices de la production alimentaire et de la production agricole, par pays . . . .	125
3. Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	132
4. Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers . . . . .	139
5. Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	141
6. Indices de la valeur des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	147
7. Indices du volume des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	149
8. Indices de la valeur des importations de produits agricoles et forestiers . . . . .	151
9. Indices du volume des importations de produits agricoles et forestiers . . . . .	153
10. Variations des stocks de certains produits agricoles . . . . .	155
11. Variations annuelles des prix à la consommation: tous produits et denrées alimentaires	156
12. Principales caractéristiques des plans de développement en cours . . . . .	158









TABLEAU ANNEXE 1. — VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... Millions de tonnes .....													
<b>Océanie</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé . . . . .	8,57	9,17	10,31	7,32	12,99	7,89	15,25	11,00	8,18	8,83	6,82	12,49	11,45
Sucre (centrifugé) . . . . .	1,88	1,75	1,98	1,98	2,38	2,37	2,77	2,21	2,51	2,79	2,84	2,53	2,85
Laine (en suint) . . . . .	1,05	1,04	1,09	1,12	1,08	1,13	1,13	1,21	1,26	1,22	1,20	1,04	0,99
Lait (total) . . . . .	12,15	12,31	12,66	13,14	13,26	13,75	13,18	13,61	13,48	13,19	13,20	13,05	12,53
Viande <sup>3</sup> . . . . .	2,41	2,53	2,63	2,64	2,61	2,62	2,82	2,92	3,10	3,23	3,55	3,63	3,15
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES<sup>4</sup> . . . . .</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>	<b>0,12</b>	<b>0,13</b>	<b>0,14</b>	<b>0,15</b>	<b>0,16</b>	<b>0,14</b>	<b>0,16</b>	<b>0,18</b>	<b>0,18</b>	<b>0,19</b>	<b>0,19</b>
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois de feu <sup>5</sup> . . . . .	7,6	7,5	7,5	7,4	7,4	7,3	7,3	7,3	7,2	7,4	7,4	7,4	7,4
Bois ronds d'industrie <sup>5</sup> . . . . .	15,0	16,0	17,3	17,6	18,1	18,2	19,0	19,8	20,3	20,9	21,5	20,9	21,0
Sciages de résineux <sup>5</sup> . . . . .	2,1	2,2	2,5	2,5	2,5	2,3	2,4	2,5	2,6	2,4	2,6	2,6	2,6
Sciages de feuillus <sup>5</sup> . . . . .	2,4	2,5	2,6	2,8	2,7	2,6	2,8	2,6	2,7	2,8	2,8	2,5	2,5
Panneaux de particules <sup>5</sup> . . . . .	0,02	0,04	0,06	0,10	0,15	0,18	0,23	0,27	0,32	0,34	0,33	0,41	0,50
Pâte de bois mécanique . . . . .	0,31	0,38	0,42	0,46	0,43	0,44	0,46	0,53	0,61	0,59	0,60	0,70	0,70
Pâte de bois chimique . . . . .	0,33	0,38	0,41	0,44	0,49	0,54	0,54	0,67	0,69	0,71	0,80	0,80	0,90
Papier journal . . . . .	0,21	0,26	0,28	0,29	0,28	0,30	0,30	0,33	0,39	0,40	0,39	0,39	0,40
Autres papiers et cartons . . . . .	0,49	0,55	0,59	0,69	0,71	0,77	0,78	0,89	0,97	0,99	1,1	1,3	1,4
<b>Amérique latine</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé . . . . .	9,75	12,80	15,61	10,47	10,55	11,74	10,47	12,38	11,01	11,78	12,31	12,10	12,99
Maïs . . . . .	25,55	26,10	27,93	31,08	32,69	34,96	33,60	33,21	38,07	39,11	35,18	37,51	38,86
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup> . . . . .	5,50	5,48	6,07	7,01	5,90	6,72	6,72	6,60	7,62	7,10	7,13	7,66	7,71
Sucre (centrifugé) . . . . .	16,05	15,70	16,92	20,13	17,99	20,07	18,62	18,53	22,57	21,86	21,44	23,73	25,37
Agrumes . . . . .	5,87	6,22	6,29	6,66	7,31	7,53	8,05	8,65	8,87	9,57	8,83	8,86	9,85
Bananes . . . . .	12,28	12,84	13,93	14,75	15,01	15,81	15,90	17,03	18,01	19,79	19,92	19,95	19,87
Arachides . . . . .	1,29	1,11	1,02	1,37	1,52	1,29	1,23	1,18	1,39	1,60	1,43	1,23	0,99
Graines de coton . . . . .	2,86	2,75	2,86	3,01	2,90	2,53	3,01	3,04	2,82	2,52	3,00	3,01	3,23
Graines de tournesol . . . . .	0,97	0,59	0,57	0,84	0,94	1,23	1,03	0,97	1,22	0,90	0,91	0,97	10,3
Coprah . . . . .	0,25	0,25	0,25	0,25	0,24	0,26	0,28	0,22	0,23	0,24	0,24	0,23	0,23
Palmistes . . . . .	0,18	0,20	0,21	0,24	0,24	0,25	0,25	0,26	0,30	0,29	0,30	0,31	0,31
Total des huiles végétales et oléa- gineux (équivalent d'huile) <sup>7</sup> . . . . .	2,12	2,05	2,10	2,31	2,39	2,38	2,41	2,54	2,79	2,64	2,99	3,26	3,87
Café . . . . .	3,46	2,96	2,32	3,62	2,54	2,88	2,41	2,64	2,21	3,26	2,99	2,35	3,12
Cacao . . . . .	0,32	0,32	0,32	0,33	0,33	0,37	0,36	0,38	0,38	0,41	0,38	0,37	0,39
Tabac . . . . .	0,48	0,53	0,50	0,53	0,50	0,52	0,55	0,54	0,55	0,53	0,59	0,57	0,61
Coton (fibre) . . . . .	1,59	1,53	1,60	1,69	1,63	1,42	1,68	1,68	1,55	1,40	1,66	1,66	1,76
Sisal . . . . .	0,23	0,24	0,24	0,26	0,26	0,25	0,24	0,27	0,27	0,27	0,29	0,33	0,37
Laine (en suint) . . . . .	0,33	0,35	0,35	0,34	0,37	0,36	0,35	0,35	0,34	0,32	0,31	0,30	0,30
Lait . . . . .	18,72	19,33	20,49	21,24	22,14	22,19	23,21	23,93	24,06	26,04	26,23	26,05	27,37
Viande <sup>8</sup> . . . . .	8,17	8,61	8,33	8,58	9,01	9,39	9,88	10,56	10,58	9,95	10,56	10,65	11,26
Œufs . . . . .	0,98	1,02	1,06	1,15	1,25	1,31	1,36	1,46	1,53	1,63	1,65	1,69	1,75
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES<sup>4</sup> . . . . .</b>	<b>8,75</b>	<b>8,90</b>	<b>11,67</b>	<b>9,64</b>	<b>11,64</b>	<b>12,82</b>	<b>13,66</b>	<b>11,96</b>	<b>15,53</b>	<b>14,01</b>	<b>7,64</b>	<b>5,23</b>	<b>7,45</b>
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois de feu <sup>5</sup> . . . . .	193,5	204,6	209,1	209,8	215,9	216,2	221,3	221,4	221,8	226,0	227,0	225,0	225,0
Bois ronds d'industrie <sup>5</sup> . . . . .	36,2	34,5	36,4	37,9	39,6	40,4	43,7	45,5	50,4	52,0	52,0	53,0	54,0
Sciages de résineux <sup>5</sup> . . . . .	5,3	5,0	5,5	5,7	6,2	6,2	6,6	7,0	7,3	7,4	7,6	7,8	8,0
Sciages de feuillus <sup>5</sup> . . . . .	6,6	6,4	6,8	6,7	7,1	7,2	7,4	7,8	8,6	8,3	8,0	8,1	8,0
Contre-plaqué <sup>5</sup> . . . . .	0,37	0,37	0,38	0,39	0,40	0,44	0,49	0,53	0,67	0,84	1,70	1,11	1,11
Panneaux de particules <sup>5</sup> . . . . .	0,07	0,10	0,14	0,16	0,19	0,21	0,30	0,38	0,59	0,63	0,68	0,71	0,72
Toutes pâtes de bois . . . . .	0,75	0,86	0,94	1,09	1,31	1,34	1,46	1,52	1,72	1,80	1,98	2,20	2,40
Tous papiers et cartons . . . . .	1,90	2,01	2,30	2,60	2,80	2,90	3,10	3,40	3,80	4,00	4,20	4,70	5,30

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE I. — VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... Millions de tonnes .....													
<b>Extrême-Orient <sup>8</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé . . . . .	16,61	15,44	14,60	17,43	14,96	16,71	23,67	26,04	28,20	31,04	33,94	32,75	30,29
Maïs . . . . .	11,50	10,86	12,51	11,39	13,01	13,55	13,94	13,56	16,26	13,92	13,72	15,16	14,74
Millet et sorgho . . . . .	18,56	17,99	19,20	15,19	17,83	20,02	17,98	19,83	21,35	18,00	15,34	21,19	18,09
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup> . . . . .	76,06	82,39	85,66	76,24	76,27	84,42	89,39	93,69	97,30	97,39	91,15	104,19	99,51
Sucre (centrifugé) . . . . .	5,40	5,05	5,63	6,51	6,73	5,34	5,30	7,11	8,60	8,37	7,81	8,77	9,47
Sucre (non centrifugé) . . . . .	7,84	8,24	8,58	9,46	9,34	8,67	8,48	9,79	9,77	9,71	8,97	9,46	10,83
Légumineuses <sup>9</sup> . . . . .	13,42	13,36	12,07	13,92	11,52	10,54	13,76	12,39	13,88	13,30	12,70	12,65	11,34
Soja . . . . .	0,65	0,57	0,61	0,62	0,64	0,70	0,73	0,69	0,80	0,83	0,85	0,91	0,95
Arachides . . . . .	6,23	6,23	7,02	5,21	5,50	6,86	5,86	6,41	7,47	7,57	5,33	7,17	6,41
Coprah . . . . .	2,46	2,97	2,79	2,79	3,01	2,67	2,81	2,76	2,91	3,19	3,70	3,09	2,92
Total des huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>10</sup> . . . . .	5,64	5,96	5,97	5,60	5,77	6,14	6,17	6,27	7,01	7,71	7,22	7,69	7,66
Thé . . . . .	0,70	0,70	0,74	0,75	0,75	0,75	0,78	0,76	0,77	0,77	0,80	0,83	0,86
Tabac . . . . .	0,73	0,74	0,74	0,75	0,74	0,83	0,89	0,88	0,83	0,83	0,99	0,93	0,99
Coton (fibre) . . . . .	1,48	1,60	1,50	1,46	1,52	1,72	1,65	1,64	1,56	2,00	1,91	1,86	1,90
Jute <sup>2</sup> . . . . .	2,66	2,81	2,76	2,86	3,08	3,15	2,18	3,05	2,85	2,58	2,90	3,33	2,54
Caoutchouc (naturel) . . . . .	1,94	2,01	2,08	2,16	2,23	2,23	2,42	2,66	2,69	2,73	2,79	3,16	3,20
Lait (total) . . . . .	26,37	26,49	26,52	26,41	26,17	26,85	27,47	28,60	29,65	30,71	31,19	32,94	33,53
Viande <sup>3</sup> . . . . .	2,78	2,87	3,03	3,14	3,28	3,31	3,33	3,45	3,60	3,81	3,79	3,95	4,03
Œufs . . . . .	0,55	0,58	0,62	0,66	0,68	0,70	0,76	0,85	0,87	0,92	0,86	0,89	0,91
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES <sup>4</sup></b> . . . . .	4,74	5,20	5,87	6,11	6,59	6,95	7,70	8,16	8,43	8,99	9,38	10,36	10,05
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois de feu <sup>5</sup> . . . . .	249,1	253,7	261,1	267,4	274,2	280,9	288,9	295,1	302,0	318,7	327,1	331,5	343,5
Bois ronds d'industrie <sup>6</sup> . . . . .	38,6	43,9	46,0	49,6	50,8	55,3	61,2	64,1	66,5	68,7	77,0	94,0	96,0
Sciages de résineux <sup>5</sup> . . . . .	0,9	1,1	1,3	1,4	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,6	1,7	1,7	1,7
Sciages de feuillus <sup>5</sup> . . . . .	8,5	9,4	9,8	10,1	10,5	11,7	11,2	12,3	12,7	12,0	13,1	13,2	13,2
Contre-plaqués <sup>5</sup> . . . . .	0,4	0,5	0,5	0,7	0,8	1,0	1,4	1,5	1,6	1,8	2,5	3,0	3,1
Toutes pâtes de bois . . . . .	0,08	0,11	0,12	0,15	0,16	0,16	0,21	0,23	0,25	0,25	0,30	0,40	0,46
Tous papiers et cartons . . . . .	0,87	0,96	1,05	1,16	1,23	1,12	1,23	1,39	1,51	1,62	1,82	1,91	1,98
<b>Chine et autres pays asiatiques à économie centralement planifiée</b>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES <sup>4</sup></b> . . . . .	21,62	22,19	25,94	26,40	26,04	28,40	27,30	28,73	31,38	32,95	34,80	36,47	37,40
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé . . . . .	23,67	24,41	25,50	27,11	27,24	27,78	27,78	29,08	30,97	32,09	30,63	32,47	33,34
Maïs . . . . .	16,85	17,54	18,16	19,37	19,38	19,69	19,70	20,62	22,42	23,44	22,96	23,48	23,99
Millet et sorgho . . . . .	58,83	58,93	61,85	64,72	64,04	66,47	65,52	68,08	73,21	75,36	73,19	77,58	79,93
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup> . . . . .	1,98	2,12	2,71	3,19	3,33	3,22	3,42	3,56	3,66	3,97	4,04	4,12	4,30
Sucre (centrifugé) . . . . .	0,29	0,28	0,61	0,68	0,70	0,71	0,78	0,79	0,79	0,79	0,79	0,80	0,87
Sucre (non centrifugé) . . . . .	7,24	7,51	7,84	7,83	7,84	7,85	7,77	8,18	8,29	8,49	8,60	8,68	8,74
Légumineuses <sup>10</sup> . . . . .	10,45	10,65	11,44	11,25	11,26	11,42	11,00	11,23	11,89	11,99	11,49	12,03	12,14
Soja . . . . .	1,77	2,03	2,45	2,47	2,52	2,48	2,30	2,50	2,82	2,72	2,54	2,75	2,75
Arachides . . . . .	3,33	3,70	4,12	4,17	4,32	4,35	4,15	4,17	4,54	4,58	4,31	4,67	4,72
Total des huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>11</sup> . . . . .	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,20	0,22	0,23	0,25	0,26	0,29	0,31	0,32
Thé . . . . .	0,66	0,78	0,83	0,84	0,85	0,91	0,91	0,84	0,85	0,85	0,90	1,01	1,03
Tabac . . . . .	1,00	1,15	1,50	1,65	1,85	1,94	1,81	1,76	2,00	2,09	1,78	2,15	2,15
Coton (fibre) . . . . .	0,33	0,38	0,43	0,47	0,50	0,52	0,53	0,53	0,59	0,62	0,64	0,71	0,73
Jute <sup>2</sup> . . . . .	4,55	4,62	4,70	4,76	4,80	4,85	4,90	4,96	5,19	5,25	5,38	5,43	5,50
Lait (total) . . . . .	12,17	12,55	12,82	13,17	13,49	13,88	14,15	14,37	14,68	14,90	15,29	15,70	15,97
Viande <sup>3</sup> . . . . .	2,59	2,87	2,88	3,01	2,98	3,34	3,39	3,44	3,47	3,52	3,52	3,56	3,71
Œufs . . . . .	4,93	5,44	6,24	6,82	7,16	6,75	7,03	7,20	7,97	8,63	8,67	8,74	8,74

Voir notes en fin de tableau.





TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS

	Total						Par habitant						
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	
	..... 1961-65 = 100 .....						Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					
<b>Europe occidentale</b>													
<b>PRODUCTION ALIMENTAIRE</b>													
<i>Communauté économique européenne</i>													
Belgique . . . . .	119	128	122	123	128	+ 4	114	123	117	117	121	+ 4	
Danemark . . . . .	94	98	96	99	108	+ 9	89	93	90	92	100	+ 8	
France . . . . .	116	122	122	129	133	+ 3	109	113	112	118	120	+ 2	
Allemagne, Rép. féd. . . . .	116	121	115	119	122	+ 2	109	114	108	111	113	+ 2	
Irlande . . . . .	115	128	121	121	133	+10	111	122	114	114	124	+ 9	
Italie . . . . .	120	119	113	122	122	—	114	113	106	114	112	— 1	
Luxembourg . . . . .	104	105	103	110	115	+ 5	99	99	97	103	106	+ 4	
Pays-Bas . . . . .	129	138	133	140	147	+ 5	118	125	119	124	130	+ 4	
Royaume-Uni . . . . .	116	120	121	124	131	+ 5	112	116	116	119	125	+ 5	
<i>Autres pays d'Europe occidentale</i>													
Autriche . . . . .	110	112	109	115	119	+ 4	107	103	104	109	113	+ 3	
Finlande . . . . .	111	119	118	109	111	+ 2	109	116	115	106	107	+ 1	
Grèce . . . . .	142	145	150	154	165	+ 7	137	139	143	147	157	+ 6	
Islande . . . . .	101	100	107	113	115	+ 2	91	90	95	99	100	+ 1	
Malte . . . . .	142	144	146	152	151	— 1	142	144	147	153	150	— 2	
Norvège . . . . .	104	106	109	110	124	+13	98	100	101	102	114	+12	
Portugal . . . . .	110	102	102	108	107	— 1	103	95	94	99	98	— 1	
Espagne . . . . .	125	129	132	142	151	+ 6	116	119	120	128	135	+ 5	
Suède . . . . .	104	105	108	102	124	+22	99	100	101	95	116	+22	
Suisse . . . . .	107	114	111	122	123	+ 1	99	104	99	108	108	+ 1	
Yougoslavie . . . . .	116	129	128	135	149	+10	109	119	117	123	134	+ 9	
<i>Indice régional</i> . . . . .	117	121	119	125	130	+ 4	110	114	111	116	120	+ 3	
<b>PRODUCTION AGRICOLE</b>													
<i>Communauté économique européenne</i>													
Belgique . . . . .	117	126	120	121	126	+ 4	112	122	115	115	119	+ 4	
Danemark . . . . .	94	98	96	99	108	+ 9	89	93	90	92	100	+ 8	
France . . . . .	116	121	121	128	132	+ 3	108	113	112	117	120	+ 2	
Allemagne, Rép. féd. . . . .	116	121	115	119	122	+ 2	108	114	108	111	113	+ 2	
Irlande . . . . .	115	127	120	120	132	+10	111	122	114	113	123	+ 9	
Italie . . . . .	120	119	113	122	122	—	114	113	106	114	112	— 1	
Luxembourg . . . . .	104	105	103	110	115	+ 5	99	99	97	103	106	+ 4	
Pays-Bas . . . . .	128	137	132	138	145	+ 5	117	124	118	123	128	+ 4	
Royaume-Uni . . . . .	116	120	121	124	130	+ 5	112	115	115	118	124	+ 5	
<i>Autres pays d'Europe occidentale</i>													
Autriche . . . . .	110	112	109	115	119	+ 4	107	108	104	109	113	+ 3	
Finlande . . . . .	111	119	118	109	111	+ 2	109	116	115	106	107	+ 1	
Grèce . . . . .	135	138	142	146	153	+ 5	130	132	136	140	145	+ 4	
Islande . . . . .	97	97	103	109	111	+ 2	88	87	92	96	97	+ 1	
Malte . . . . .	142	144	146	152	151	— 1	142	144	147	153	150	— 2	
Norvège . . . . .	103	106	108	110	124	+13	98	99	101	101	113	+12	
Portugal . . . . .	109	102	104	107	107	— 1	103	95	93	98	97	— 2	
Espagne . . . . .	123	127	130	139	148	+ 6	114	117	118	125	132	+ 5	
Suède . . . . .	104	106	108	101	124	+22	98	100	101	95	116	+22	
Suisse . . . . .	107	114	111	122	123	+ 1	99	104	99	108	108	+ 1	
Yougoslavie . . . . .	115	127	127	134	146	+ 9	108	117	116	122	132	+ 8	
<i>Indice régional</i> . . . . .	116	121	119	125	130	+ 4	110	114	111	115	119	+ 3	

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (suite)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>												
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
Europe orientale . . . . .	118	124	134	138	144	+ 4	112	117	126	130	134	+ 3
U.R.S.S. . . . .	135	136	132	153	147	- 4	125	125	120	138	132	- 5
<i>Indice régional</i> . . . . .	130	132	133	148	146	- 1	121	122	122	135	132	- 2
PRODUCTION AGRICOLE												
Europe orientale . . . . .	117	124	134	138	143	+ 4	112	117	126	129	133	+ 3
U.R.S.S. . . . .	135	136	132	152	147	- 3	125	125	120	137	131	- 4
<i>Indice régional</i> . . . . .	129	132	133	147	146	- 1	121	122	122	134	132	- 2
<b>Amérique du Nord</b>												
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
Canada . . . . .	106	122	113	115	108	- 6	94	107	98	99	92	- 8
Etats-Unis . . . . .	114	124	123	125	126	-	105	114	111	113	112	-
<i>Indice régional</i> . . . . .	113	124	122	124	124	-	104	113	110	111	110	- 1
PRODUCTION AGRICOLE												
Canada . . . . .	106	122	113	116	109	- 6	95	107	98	100	92	- 7
Etats-Unis . . . . .	109	118	118	120	120	-	101	108	107	108	107	- 1
<i>Indice régional</i> . . . . .	109	119	118	120	119	-	100	108	106	107	106	- 1
<b>Océanie</b>												
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
Australie . . . . .	121	129	127	145	143	- 2	106	111	107	121	118	- 3
Nouvelle-Zélande . . . . .	118	120	124	124	119	- 3	107	107	108	106	100	- 5
<i>Indice régional</i> . . . . .	121	127	126	140	137	- 2	106	109	107	117	113	- 3
PRODUCTION AGRICOLE												
Australie . . . . .	121	125	123	130	127	- 2	106	107	104	109	105	- 4
Nouvelle-Zélande . . . . .	118	119	120	118	113	- 5	106	106	105	101	94	- 7
<i>Indice régional</i> . . . . .	120	123	122	127	123	- 3	106	107	104	107	102	- 4

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (suite)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>Amérique latine</b>												
<b>PRODUCTION ALIMENTAIRE</b>												
<i>Amérique centrale</i>												
Costa Rica . . . . .	156	165	176	174	175	+ 1	124	127	133	128	125	- 2
El Salvador . . . . .	126	138	128	142	147	+ 4	100	106	96	102	102	-
Guatemala . . . . .	131	137	141	144	144	-	107	109	109	108	105	- 3
Honduras . . . . .	143	162	159	174	156	-10	114	124	117	124	108	-13
Mexique . . . . .	132	141	138	140	143	+ 2	104	107	101	100	98	- 1
Nicaragua . . . . .	137	144	139	142	142	-	112	114	107	105	102	- 3
Panama . . . . .	141	152	152	153	160	+ 4	112	117	114	111	111	+ 1
<i>Caraïbes</i>												
Barbade . . . . .	101	92	77	87	83	- 4	101	91	76	86	82	- 5
Cuba . . . . .	132	116	104	112	120	+ 6	114	99	86	92	97	+ 5
République Dominicaine . . . . .	129	138	146	146	151	+ 4	102	105	108	104	104	-
Haïti . . . . .	109	114	117	120	122	+ 2	93	94	94	94	93	- 1
Jamaïque . . . . .	104	112	109	108	114	+ 6	89	94	89	87	90	+ 4
<i>Amérique du Sud</i>												
Argentine . . . . .	114	108	110	113	118	+ 4	102	96	96	98	100	+ 2
Bolivie . . . . .	129	135	139	145	152	+ 5	110	112	112	114	117	+ 2
Brésil . . . . .	128	133	140	138	151	+ 9	105	106	109	104	111	+ 6
Chili . . . . .	118	119	116	96	120	+25	101	100	95	78	96	+23
Colombie . . . . .	124	129	130	134	142	+ 6	98	99	96	96	98	+ 2
Equateur . . . . .	125	128	122	120	119	- 1	99	98	90	86	83	- 4
Guyane . . . . .	122	135	128	124	143	+15	99	107	99	94	105	+12
Paraguay . . . . .	126	127	122	127	133	+14	100	97	90	91	91	+ 1
Pérou . . . . .	129	130	131	128	125	- 2	104	102	99	94	89	- 5
Uruguay . . . . .	115	96	95	102	111	+ 9	106	87	86	91	97	+ 8
Venezuela . . . . .	149	151	153	161	176	+ 9	119	116	114	116	122	+ 6
Indice régional . . . . .	124	125	127	128	135	+ 5	102	100	98	97	99	+ 2
<b>PRODUCTION AGRICOLE</b>												
<i>Amérique centrale</i>												
Costa Rica . . . . .	155	163	175	172	174	+ 1	124	126	131	126	124	- 2
El Salvador . . . . .	113	126	123	133	140	+ 5	90	97	91	96	98	+ 2
Guatemala . . . . .	128	134	143	149	155	+ 4	105	107	111	112	114	+ 1
Honduras . . . . .	139	157	154	169	153	-10	110	120	114	121	106	-12
Mexique . . . . .	122	131	130	130	135	+ 4	96	100	95	92	93	-
Nicaragua . . . . .	123	132	138	141	154	+ 9	101	105	106	105	111	+ 6
Panama . . . . .	141	152	152	153	159	+ 4	112	117	114	110	111	+ 1
<i>Caraïbes</i>												
Barbade . . . . .	101	92	77	87	83	- 4	101	91	76	86	82	- 5
Cuba . . . . .	131	114	104	112	119	+ 6	113	97	86	92	96	+ 5
République Dominicaine . . . . .	126	134	143	147	150	+ 3	100	103	105	104	103	- 1
Haïti . . . . .	108	113	115	118	120	+ 2	91	93	93	93	92	- 1
Jamaïque . . . . .	104	112	108	108	114	+ 6	89	94	89	87	90	+ 4
<i>Amérique du Sud</i>												
Argentine . . . . .	113	106	109	112	116	+ 4	101	94	95	96	98	+ 2
Bolivie . . . . .	129	136	142	151	156	+ 3	110	113	115	119	120	+ 1
Brésil . . . . .	128	131	140	138	149	+ 8	105	105	108	104	109	+ 5
Chili . . . . .	118	117	113	95	117	+24	101	98	94	77	93	+22
Colombie . . . . .	126	130	132	136	145	+ 7	100	100	97	97	100	+ 3
Equateur . . . . .	125	128	121	120	121	-	99	98	90	86	84	- 3
Guyane . . . . .	122	135	128	125	143	+15	100	107	99	94	106	+12
Paraguay . . . . .	125	124	122	133	136	+ 2	99	95	90	95	94	- 1
Pérou . . . . .	121	121	120	119	118	- 1	97	95	91	88	84	- 4
Uruguay . . . . .	111	97	90	94	101	+ 7	102	88	81	84	88	+ 5
Venezuela . . . . .	148	150	153	161	177	+10	118	116	114	116	123	+ 6
Indice régional . . . . .	122	122	125	126	132	+ 5	100	98	97	95	97	+ 2

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (suite)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>Extrême-Orient</b>												
<b>PRODUCTION ALIMENTAIRE</b>												
<i>Asie du Sud</i>												
Bangladesh	117	107	106	127	117	— 8	92	81	78	90	80	—11
Inde	123	124	119	127	121	— 5	105	104	97	102	96	— 7
Népal	111	110	103	114	109	— 4	96	93	85	92	86	— 6
Pakistan	147	144	149	156	157	+ 1	120	113	114	115	113	— 2
Sri Lanka	116	115	115	115	126	+ 9	98	95	93	91	97	+ 7
<i>Asie de l'Est et du Sud-Est</i>												
Birmanie	110	111	103	116	116	—	94	92	84	92	90	— 2
Cambodge	146	113	89	62	49	—21	120	90	69	47	36	—24
Indonésie	124	127	127	141	147	+ 4	103	103	99	107	108	+ 1
Corée, Rép. de	129	129	131	132	134	+ 2	108	106	105	103	102	— 1
Laos	152	144	145	154	159	+ 3	128	118	116	120	121	—
Malaisie												
Sabah	149	174	210	214	260	+22	116	131	152	149	175	+17
Sarawak	127	134	141	136	136	—	102	103	105	97	94	— 4
Malaisie occidentale	150	162	170	185	203	+ 9	124	132	134	142	151	+ 6
Philippines	127	128	131	143	144	+ 1	101	98	97	103	100	— 3
Sud Viet-Nam, Rép. du	114	122	123	134	139	+ 3	97	102	101	108	109	+ 1
Thaïlande	129	135	127	151	140	— 7	103	105	95	110	99	—10
<i>Pays en développement</i>	124	125	121	132	128	— 3	104	102	97	103	97	— 5
Chine	122	126	124	130	133	+ 2	108	109	106	109	110	+ 1
Japon	120	114	121	122	122	—	112	106	110	110	109	— 1
<b>PRODUCTION AGRICOLE</b>												
<i>Asie du Sud</i>												
Bangladesh	116	104	106	124	114	— 9	92	79	78	88	78	—12
Inde	121	123	118	127	121	— 4	104	103	97	102	95	— 6
Népal	111	111	104	115	110	— 4	96	93	85	92	87	— 6
Pakistan	147	148	151	155	157	+ 1	120	117	116	115	112	— 2
Sri Lanka	117	116	116	114	122	+ 7	99	95	93	90	94	+ 4
<i>Asie de l'Est et du Sud-Est</i>												
Birmanie	110	111	105	118	117	— 1	94	92	85	94	91	— 3
Cambodge	139	106	86	61	48	—20	114	85	66	45	35	—23
Indonésie	122	125	126	140	145	+ 4	102	101	99	106	107	+ 1
Corée, Rép. de	131	132	136	138	140	+ 2	110	108	109	108	107	— 1
Laos	152	144	145	155	160	+ 3	128	119	116	121	121	+ 1
Malaisie												
Sabah	141	152	170	186	220	+18	110	114	123	130	148	+14
Sarawak	88	88	92	118	123	+ 4	70	68	68	84	85	+ 1
Malaisie occidentale	154	164	166	190	197	+ 4	128	132	131	146	147	+ 1
Philippines	125	126	130	142	143	+ 1	100	97	96	102	99	— 3
Sud Viet-Nam, Rép. du	110	119	119	130	134	+ 3	94	100	98	104	105	+ 1
Thaïlande	130	136	130	155	142	— 8	104	106	97	112	100	—11
<i>Pays en développement</i>	124	124	122	132	129	— 3	104	102	97	103	98	— 5
Chine	123	127	125	131	135	+ 2	109	110	107	110	111	+ 1
Japon	119	113	119	120	120	—	111	104	108	108	107	— 1

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (suite)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>Proche-Orient</b>												
<b>PRODUCTION ALIMENTAIRE</b>												
<i>Proche-Orient - Afrique</i>												
Egypte . . . . .	125	130	132	134	136	+ 2	104	105	103	101	100	— 1
Libye . . . . .	115	97	177	202	203	—	93	76	135	149	145	— 3
Soudan . . . . .	147	153	152	152	170	+12	119	121	116	112	121	+ 8
<i>Proche-Orient - Asie</i>												
Afghanistan . . . . .	103	98	112	120	126	+ 6	88	81	91	95	97	+ 3
Chypre . . . . .	155	183	174	140	181	+29	146	171	162	128	165	+28
Iran . . . . .	138	127	140	144	145	+ 1	114	102	108	108	105	— 3
Irak . . . . .	132	129	185	131	153	+17	105	98	136	93	105	+13
Jordanie . . . . .	46	64	76	38	77	+105	37	50	58	27	54	+98
Liban . . . . .	120	142	160	150	170	+13	99	113	124	113	123	+ 9
Arabie saoudite . . . . .	130	138	143	145	155	+ 7	108	111	112	110	115	+ 4
République arabe syrienne . . . . .	81	85	141	78	132	+68	65	66	106	57	93	+63
Turquie . . . . .	125	131	137	128	143	+12	105	106	108	98	107	+ 9
Yémen, Rép. arabe du . . . . .	82	107	117	117	110	— 6	68	86	91	89	81	— 9
Yémen, Rép. dém. pop. du . . . . .	113	120	116	128	132	+ 3	94	97	91	98	97	—
<i>Pays en développement</i>	124	127	138	130	143	+10	102	101	107	98	105	+ 6
Israël . . . . .	143	164	179	180	180	—	118	132	140	138	135	— 2
<b>PRODUCTION AGRICOLE</b>												
<i>Proche-Orient - Afrique</i>												
Egypte . . . . .	123	127	129	130	132	+ 1	102	102	101	99	97	— 2
Libye . . . . .	117	100	174	200	201	+ 1	95	79	132	148	144	— 3
Soudan . . . . .	149	155	154	149	169	+13	121	122	117	110	120	+ 9
<i>Proche-Orient - Asie</i>												
Afghanistan . . . . .	103	98	112	119	126	+ 6	88	81	91	94	97	+ 3
Chypre . . . . .	152	180	172	137	178	+30	144	169	159	126	162	+29
Iran . . . . .	137	126	141	144	146	+ 1	112	101	109	108	106	— 2
Irak . . . . .	134	131	182	131	152	+17	106	100	134	93	105	+12
Jordanie . . . . .	48	66	77	40	79	+96	39	52	58	30	56	+89
Liban . . . . .	121	142	161	152	170	+12	99	113	124	113	123	+ 9
Arabie saoudite . . . . .	130	138	143	145	155	+ 7	108	111	112	110	115	+ 4
République arabe syrienne . . . . .	85	89	135	84	126	+51	68	69	101	61	89	+46
Turquie . . . . .	126	134	139	129	146	+13	105	108	110	99	109	+ 9
Yémen, Rép. arabe du . . . . .	82	108	119	119	112	— 6	68	87	93	91	83	— 9
Yémen, Rép. dém. pop. du . . . . .	110	118	112	124	127	+ 3	92	96	88	94	94	—
<i>Pays en développement</i>	124	127	138	130	143	+10	102	102	107	98	104	+ 6
Israël . . . . .	146	166	180	181	183	+ 1	120	133	141	139	137	— 1

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (suite)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>Afrique</b>												
<b>PRODUCTION ALIMENTAIRE</b>												
<i>Afrique du Nord-Ouest</i>												
Algérie . . . . .	110	105	126	109	101	- 7	89	83	96	80	72	-10
Maroc . . . . .	144	148	150	132	151	+15	116	115	113	96	106	+11
Tunisie . . . . .	118	143	128	155	149	- 4	96	113	98	115	107	- 7
<i>Afrique occidentale</i>												
Bénin . . . . .	128	127	121	132	140	+ 6	108	104	96	102	106	+ 3
Gambie . . . . .	117	124	123	138	147	+ 6	102	106	103	114	118	+ 4
Ghana . . . . .	124	137	136	137	142	+ 4	101	108	104	101	101	-
Guinée . . . . .	119	120	115	112	118	+ 6	102	101	94	90	92	+ 3
Côte-d'Ivoire . . . . .	130	144	143	150	157	+ 5	111	120	116	119	121	+ 2
Libéria . . . . .	104	110	111	111	124	+12	93	96	95	92	102	+10
Mali . . . . .	106	114	91	72	93	+28	90	95	74	57	72	+25
Mauritanie . . . . .	112	108	95	80	81	+ 2	97	91	78	64	63	- 1
Niger . . . . .	116	106	105	77	96	+26	96	84	81	57	70	+22
Nigeria . . . . .	108	110	107	94	104	+10	91	90	85	73	79	+ 8
Sénégal . . . . .	81	113	73	88	98	+11	69	94	59	70	75	+ 8
Sierra Leone . . . . .	124	128	132	131	137	+ 5	107	107	109	105	107	+ 2
Togo . . . . .	135	133	105	95	115	+21	114	109	84	74	87	+18
Haute-Volta . . . . .	117	110	104	87	75	-14	102	94	86	71	60	-16
<i>Afrique centrale</i>												
Angola . . . . .	120	125	122	122	126	+ 3	105	107	102	100	101	+ 1
Cameroun . . . . .	139	143	149	144	152	+ 5	122	123	124	118	121	+ 3
République centrafricaine . . . . .	108	112	114	117	117	-	93	95	94	94	92	- 2
Tchad . . . . .	101	100	78	71	74	+ 5	87	84	64	56	58	+ 3
Congo . . . . .	92	95	97	98	103	+ 5	80	80	79	79	81	+ 3
Gabon . . . . .	126	128	131	132	132	-	120	121	122	122	121	- 1
Zaïre . . . . .	137	131	141	151	162	+ 7	118	110	115	121	127	+ 5
<i>Afrique orientale</i>												
Burundi . . . . .	150	166	210	212	233	+10	129	139	171	169	181	+ 7
Ethiopie . . . . .	118	117	119	118	113	- 5	103	100	99	96	90	- 7
Kenya . . . . .	132	127	134	135	135	-	107	100	102	99	96	- 3
Madagascar . . . . .	118	117	114	115	125	+ 9	98	95	90	88	93	+ 6
Malawi . . . . .	129	142	157	155	161	+ 3	109	117	126	121	122	+ 1
Maurice . . . . .	101	110	120	125	119	- 5	87	94	101	104	98	- 6
Mozambique . . . . .	118	122	126	132	131	- 1	103	104	105	108	104	- 4
Rhodésie . . . . .	107	128	140	115	161	+40	85	98	104	82	111	+35
Rwanda . . . . .	145	148	145	151	131	-13	119	118	112	113	96	-16
Somalie . . . . .	125	124	138	138	139	+ 1	107	104	113	110	108	- 2
Tanzanie . . . . .	147	139	143	146	144	- 1	124	114	114	113	109	- 4
Ouganda . . . . .	128	124	126	123	125	+ 1	108	101	101	95	94	- 1
Zambie . . . . .	122	124	129	132	143	+ 9	99	98	99	98	103	+ 5
<i>Afrique méridionale</i>												
Botswana . . . . .	139	158	141	162	175	+ 8	120	133	117	130	138	+ 6
Lesotho . . . . .	104	106	81	128	117	- 8	92	92	69	107	96	-10
Souaziland . . . . .	157	162	180	168	181	+ 8	129	129	139	126	132	+ 5
<i>Pays en développement</i>	121	124	124	121	127	+ 5	102	101	99	94	96	+ 2
<b>Afrique du Sud</b>	128	145	155	130	173	+33	108	120	125	102	133	+30

TABLEAU ANNEXE 2. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR PAYS (fin)

	Total						Par habitant					
	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)	Chan- ge- ments 1973 à 1974
	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage	..... 1961-65 = 100 .....					Pour- centage
<b>PRODUCTION AGRICOLE</b>												
<i>Afrique du Nord-Ouest</i>												
Algérie . . . . .	111	107	127	110	103	- 7	90	84	97	81	73	-10
Maroc . . . . .	144	147	149	132	152	+15	116	115	112	96	107	+11
Tunisie . . . . .	118	142	129	155	149	- 4	96	112	98	115	107	- 7
<i>Afrique occidentale</i>												
Bénin . . . . .	133	134	130	141	149	+ 6	112	110	104	110	113	+ 3
Gambie . . . . .	117	124	123	138	147	+ 6	102	106	103	114	118	+ 4
Ghana . . . . .	124	137	136	137	142	+ 4	101	108	104	101	102	-
Guinée . . . . .	119	120	114	112	118	+ 6	102	101	94	90	92	+ 3
Côte-d'Ivoire . . . . .	132	147	147	154	161	+ 5	113	123	119	122	125	+ 2
Libéria . . . . .	130	134	134	135	155	+14	115	117	115	113	127	+12
Mali . . . . .	109	118	95	75	96	+28	93	98	77	60	74	+24
Mauritanie . . . . .	112	108	95	80	81	+ 2	97	91	78	64	63	- 1
Niger . . . . .	117	106	105	76	96	+26	96	84	81	57	70	+22
Nigeria . . . . .	107	110	107	95	105	+11	90	90	86	74	79	+ 8
Sénégal . . . . .	82	115	74	90	100	+11	70	95	60	21	77	+ 8
Sierra Leone . . . . .	124	127	132	130	136	+ 5	106	107	108	104	107	+ 2
Togo . . . . .	135	133	106	97	116	+20	114	110	85	75	88	+16
Haute-Volta . . . . .	119	113	107	90	77	-14	104	96	89	73	61	-16
<i>Afrique centrale</i>												
Angola . . . . .	122	126	123	121	129	+ 6	106	108	103	99	104	+ 4
Cameroun . . . . .	139	142	148	142	151	+ 6	121	121	124	116	120	+ 3
République centrafricaine . . . . .	111	115	118	118	119	+ 1	96	97	97	96	94	- 2
Tchad . . . . .	102	103	82	75	79	+ 5	87	86	66	60	61	+ 3
Congo . . . . .	93	95	97	99	104	+ 5	80	80	80	79	81	+ 3
Gabon . . . . .	126	128	131	132	132	-	120	121	122	122	121	- 1
Zaïre . . . . .	136	130	139	150	161	+ 7	117	109	114	120	126	+ 5
<i>Afrique orientale</i>												
Burundi . . . . .	150	166	209	212	232	+10	129	139	171	169	180	+ 7
Ethiopie . . . . .	118	118	120	120	114	- 4	103	100	100	98	91	- 7
Kenya . . . . .	129	124	130	132	134	+ 1	105	98	99	98	96	- 2
Madagascar . . . . .	118	117	115	116	127	+ 9	98	95	90	89	94	+ 6
Malawi . . . . .	130	144	160	157	162	+ 3	109	118	129	123	124	+ 1
Maurice . . . . .	101	110	120	125	119	- 5	87	94	101	104	98	- 6
Mozambique . . . . .	119	120	125	130	127	- 2	103	102	104	106	101	- 5
Rhodésie . . . . .	100	115	126	102	144	+41	79	88	93	73	99	+36
Rwanda . . . . .	145	148	145	151	131	-13	119	118	112	113	95	-16
Somalie . . . . .	125	124	137	138	139	+ 1	107	104	112	109	108	- 2
Tanzanie . . . . .	141	133	136	138	138	-	118	109	108	107	104	- 3
Ouganda . . . . .	128	123	125	122	123	-	107	100	100	95	92	- 3
Zambie . . . . .	119	122	127	130	141	+ 8	97	97	97	97	101	+ 5
<i>Afrique méridionale</i>												
Botswana . . . . .	137	156	140	160	173	+ 8	118	132	115	129	136	+ 6
Lesotho . . . . .	105	105	80	122	111	- 9	93	91	68	102	91	-11
Souaziland . . . . .	156	163	181	170	184	+ 8	128	130	140	127	133	+ 5
<i>Pays en développement</i> . . . . .	121	123	124	121	127	+ 5	102	101	99	94	96	+ 3
Afrique du Sud . . . . .	124	140	147	125	164	+31	105	115	119	98	126	+28



TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>Monde<sup>1</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équiv. de blé)	44,87	49,67	59,11	56,46	62,64	52,87	53,26	48,61	57,16	58,49	64,93	81,54	65,39
Orge	6,64	5,70	7,99	8,06	6,41	7,21	6,39	7,11	10,47	11,00	13,82	12,33	11,61
Maïs	19,92	21,10	22,32	25,03	25,86	27,58	28,90	27,47	29,42	30,85	37,29	48,06	50,55
Avoine	1,48	1,26	1,37	1,75	1,40	1,26	1,05	1,01	1,51	1,62	2,13	1,67	1,36
Seigle	2,12	1,53	0,67	0,47	0,76	0,81	0,56	0,55	0,62	1,03	0,68	2,01	1,20
Millet et sorgho	3,91	3,98	3,84	5,36	9,20	7,79	5,28	4,75	6,69	6,65	6,50	9,59	11,05
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup>	6,74	7,99	8,35	8,38	8,33	8,19	7,95	8,43	8,82	9,32	9,46	9,26	8,85
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup>	18,78	17,69	17,13	19,05	18,64	20,17	20,33	19,41	21,81	21,38	22,17	23,21	22,99
Pommes de terre	3,37	2,94	3,63	3,78	3,56	3,37	3,41	3,58	3,78	3,02	5,12	3,90	3,88
Légumineuses (grain sec)	1,39	1,53	1,48	2,26	2,07	1,69	1,81	2,16	1,78	1,78	1,97	2,06	1,78
Pommes	1,72	1,52	1,73	2,00	1,91	1,99	2,10	2,27	2,12	2,28	2,65	2,42	2,73
Bananes	3,98	4,27	4,33	4,75	5,17	5,21	5,66	5,66	5,92	6,53	6,75	6,91	6,56
Agrumes <sup>4</sup>	3,65	3,36	4,20	4,30	4,30	4,48	4,40	4,62	5,00	4,87	5,23	5,63	5,45
Raisins frais	0,79	0,76	0,78	0,98	0,80	0,82	0,80	0,95	0,86	0,99	0,78	0,88	0,89
Dattes	0,32	0,42	0,37	0,35	0,38	0,35	0,33	0,38	0,43	0,35	0,39	0,40	0,36
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>5</sup>	6,87	6,97	7,41	7,54	8,12	8,32	8,90	9,05	9,80	10,64	11,62	11,69	11,85
Tourteaux et farine d'oléagineux	6,58	6,90	7,27	8,19	8,84	8,89	9,18	9,67	11,00	11,63	12,62	14,21	14,49
Bovins <sup>6</sup>	5,06	5,26	4,98	5,57	5,31	5,60	6,28	6,61	6,93	6,96	7,73	6,94	6,08
Espèces ovine et caprine <sup>6</sup>	8,03	8,41	8,22	8,83	9,51	9,03	9,80	10,03	10,19	10,77	11,22	10,75	10,29
Porcs <sup>6</sup>	2,66	2,38	2,96	3,80	3,40	3,19	3,40	3,93	4,52	5,36	5,89	5,69	5,93
Viande <sup>7</sup>	2,89	3,34	3,33	3,49	3,54	3,81	3,93	4,29	4,57	4,72	5,33	5,65	5,18
Lait (condensé, évaporé et en pou- dre)	1,55	1,76	1,92	1,94	1,95	2,11	2,27	2,33	2,61	2,98	2,90	3,60	4,07
Oeufs (en coque)	0,48	0,41	0,37	0,35	0,32	0,33	0,34	0,37	0,41	0,45	0,46	0,46	0,52
Café (vert)	2,90	3,10	2,87	2,78	3,11	3,18	3,39	3,43	3,27	3,31	3,51	3,75	3,41
Fèves de cacao	1,05	1,05	1,05	1,31	1,13	1,09	1,06	1,02	1,13	1,19	1,24	1,11	1,18
Thé	0,62	0,62	0,64	0,66	0,64	0,69	0,73	0,69	0,75	0,75	0,76	0,78	0,78
Vin	2,96	2,39	2,68	2,57	2,80	2,41	2,51	3,22	3,71	3,52	4,30	4,75	4,25
Poivre et piments	0,14	0,15	0,14	0,14	0,15	0,19	0,20	0,18	0,18	0,20	0,20	0,20	0,21
Tabac (non manufacturé)	0,87	0,90	1,01	0,98	0,92	0,99	1,00	1,00	0,99	1,03	1,21	1,22	1,38
Laine (poids réel)	1,46	1,45	1,41	1,44	1,50	1,38	1,50	1,53	1,50	1,39	1,48	1,37	1,03
Coton (fibre)	3,41	3,76	3,95	3,77	4,01	3,85	3,85	3,72	3,94	4,02	4,06	4,71	3,96
Jute et kénaf	1,03	1,27	1,06	1,15	1,39	1,27	0,92	0,92	1,00	0,91	1,00	0,98	0,95
Caoutchouc (naturel) <sup>8</sup>	2,35	2,17	2,30	2,39	2,43	2,42	2,69	2,96	2,86	2,93	2,89	3,41	3,25
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé	1,34	1,48	1,71	1,72	1,80	1,79	1,82	1,80	2,02	2,04	2,17	2,57	2,52
Poisson séché, salé ou fumé	0,55	0,54	0,50	0,50	0,50	0,50	0,49	0,50	0,52	0,48	0,51	0,50	0,46
Crustacés et mollusques frais, con- gelés, séchés, salés, etc.	0,27	0,27	0,30	0,30	0,30	0,32	0,34	0,38	0,44	0,52	0,62	0,65	0,67
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermé- tiques ou non	0,54	0,51	0,58	0,52	0,57	0,55	0,61	0,59	0,61	0,63	0,68	0,76	0,76
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non	0,05	0,05	0,06	0,06	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,08	0,10	0,09
Matières grasses, brutes ou raf- finées provenant d'animaux aqua- tiques	0,67	0,74	0,63	0,72	0,68	0,81	0,83	0,70	0,64	0,71	0,75	0,55	0,55
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques	1,72	1,78	2,44	2,47	2,48	3,02	3,55	3,03	3,00	3,00	2,97	1,61	1,96
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte <sup>9</sup>	12,2	11,6	13,2	13,8	14,2	14,7	14,1	15,9	18,6	16,3	14,9	16,7	20,0
Grumes de résineux <sup>9</sup>	6,4	8,7	9,9	11,6	13,8	17,2	21,1	20,4	24,7	21,9	25,8	29,0	26,8
Grumes de feuillus <sup>9</sup>	14,6	18,0	20,0	21,2	23,8	25,2	30,1	35,0	38,8	40,9	43,5	53,3	48,2
Sciages de résineux <sup>9</sup>	38,2	41,4	44,6	44,0	42,6	42,8	47,5	47,3	49,5	51,7	59,4	60,9	53,5
Sciages de feuillus <sup>9</sup>	4,3	4,6	5,4	5,6	5,8	5,7	6,3	6,9	7,2	7,1	8,4	10,2	8,3
Contre-plaqué et placages <sup>9</sup>	2,1	2,4	3,0	3,1	3,5	3,8	4,7	5,0	5,3	6,0	7,2	7,9	7,1
Panneaux de fibres	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,6

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Données prélim.)
..... Millions de tonnes .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS (fin)</b>													
Pâte de bois mécanique . . . . .	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,2	1,3	1,3	1,3	1,0	1,2	1,3	1,3
Pâte de bois chimique . . . . .	9,0	10,1	11,1	11,1	12,0	12,4	13,7	14,9	15,6	14,0	15,2	17,2	17,6
Papier journal . . . . .	7,5	7,8	8,5	9,0	9,7	9,4	9,7	10,6	10,6	10,3	10,8	11,1	11,5
Autres papiers et cartons . . . . .	5,3	5,9	6,9	7,5	8,4	8,8	10,2	11,9	12,8	13,2	14,5	16,4	18,8
<b>Europe occidentale</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	3,70	5,08	5,29	7,00	6,45	6,16	8,42	10,91	9,39	7,13	10,14	12,71	12,39
Orge . . . . .	1,71	2,29	3,16	2,63	3,37	4,08	4,21	4,32	4,39	3,78	5,31	5,59	5,97
Mais . . . . .	0,35	0,94	1,27	1,90	2,11	2,78	2,54	3,24	3,88	5,30	4,59	5,61	5,98
Seigle . . . . .	0,18	0,16	0,05	0,05	0,06	0,05	0,09	0,14	0,20	0,39	0,39	0,54	0,40
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup> . . . . .	1,25	1,60	1,45	1,54	1,28	1,15	1,66	1,45	1,97	2,02	2,82	2,83	2,64
Pommes de terre . . . . .	1,83	1,65	1,70	2,26	1,98	1,86	1,85	2,42	2,22	1,90	2,76	2,49	2,34
Légumineuses . . . . .	0,22	0,18	0,15	0,18	0,20	0,25	0,29	0,28	0,26	0,26	0,29	0,29	0,25
Pommes . . . . .	0,87	0,53	0,70	0,86	0,76	0,78	0,86	0,95	0,94	1,06	1,31	1,16	1,31
Agrumes <sup>4</sup> . . . . .	1,74	1,22	2,00	1,91	1,98	1,94	1,80	1,92	2,29	1,98	2,26	2,32	2,37
Raisins frais . . . . .	0,34	0,29	0,38	0,41	0,41	0,42	0,41	0,41	0,44	0,48	0,41	0,44	0,44
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>10</sup> . . . . .	0,50	0,49	0,56	0,52	0,55	0,67	0,76	0,98	1,23	1,43	1,53	1,73	1,83
Tourteaux et farine d'oléagineux . . . . .	0,93	0,89	1,03	1,07	1,17	1,27	1,19	1,34	1,56	1,79	2,14	2,70	2,86
Bovins <sup>6</sup> . . . . .	1,37	1,85	1,88	1,75	1,46	2,00	2,34	2,48	2,60	2,74	3,09	2,57	2,31
Espèces ovine et caprine <sup>6</sup> . . . . .	1,30	1,35	0,88	0,85	0,58	0,72	0,93	0,98	0,63	0,72	0,78	0,61	0,58
Porcs <sup>6</sup> . . . . .	0,49	0,40	0,66	0,82	0,50	0,88	1,17	1,90	2,35	2,29	2,45	2,55	2,57
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>7</sup> . . . . .	0,86	0,93	0,91	1,03	1,02	1,22	1,32	1,37	1,55	1,81	1,82	1,93	2,21
Bacon, jambon et porc salé . . . . .	0,37	0,35	0,36	0,37	0,31	0,37	0,38	0,36	0,36	0,36	0,35	0,32	0,30
Lait (condensé, évaporé et en poudre) . . . . .	0,91	0,93	0,99	1,18	1,41	1,51	1,69	1,70	1,84	2,27	2,25	2,97	3,34
Beurre . . . . .	0,24	0,24	0,23	0,27	0,27	0,31	0,35	0,33	0,49	0,45	0,36	0,77	0,69
Fromage . . . . .	0,36	0,38	0,40	0,42	0,47	0,48	0,52	0,53	0,60	0,61	0,66	0,74	0,82
Œufs (en coque) . . . . .	0,29	0,24	0,20	0,15	0,14	0,13	0,15	0,19	0,23	0,26	0,27	0,27	0,31
Vin . . . . .	1,00	1,14	1,12	1,20	1,30	1,28	1,32	1,46	1,78	2,36	3,05	2,92	2,83
Laine (poids réel) . . . . .	0,13	0,14	0,11	0,12	0,12	0,10	0,12	0,11	0,10	0,10	0,12	0,11	0,09
..... Milliers de tonnes .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	771,7	849,9	877,0	907,7	876,5	861,2	905,8	971,7	1098,4	1035,0	1061,0	1092,2	1019,9
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	353,8	334,3	314,7	323,2	317,4	312,9	311,9	337,2	338,4	314,8	345,6	329,2	282,8
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	123,4	114,0	118,9	108,8	113,7	116,4	130,8	133,8	151,6	188,2	244,0	198,0	227,9
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	211,7	196,7	209,1	221,4	211,3	193,6	195,5	172,8	183,7	175,7	214,0	234,0	223,5
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	9,0	9,0	13,0	13,0	13,0	12,6	13,3	15,4	19,2	20,1	24,9	26,1	24,4
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	243,9	199,8	190,0	266,2	340,1	391,5	260,1	270,0	171,7	149,1	196,0	271,6	193,3
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	240,2	306,9	434,8	555,0	576,8	810,7	787,5	657,9	606,2	726,1	839,7	796,0	801,8
..... Millions de tonnes .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte <sup>9</sup> . . . . .	4,28	3,34	3,62	3,61	3,01	3,82	4,17	5,22	6,71	6,23	5,51	5,09	5,67
Grumes de résineux <sup>9</sup> . . . . .	1,14	1,05	1,06	1,03	1,35	1,55	1,37	1,23	1,46	1,35	1,39	2,22	2,86
Grumes de feuillus <sup>9</sup> . . . . .	0,93	0,91	0,97	1,02	1,10	1,17	1,20	1,23	1,35	1,47	1,55	1,86	2,17
Bois de mine <sup>9</sup> . . . . .	1,37	1,07	0,83	0,56	0,54	0,36	0,39	0,49	0,57	0,49	0,43	0,49	0,49
Sciages de résineux <sup>9</sup> . . . . .	13,86	13,86	14,62	13,57	12,72	12,85	15,05	16,24	16,21	16,55	18,09	20,30	17,04
Sciages de feuillus <sup>9</sup> . . . . .	0,96	0,98	1,14	1,21	1,26	1,23	1,35	1,44	1,51	1,52	1,77	22,5	1,85
Contre-plaqué et placages <sup>9</sup> . . . . .	0,66	0,73	0,83	0,86	0,88	0,92	1,05	1,16	1,21	1,23	1,30	1,52	1,28
Panneaux de fibres . . . . .	0,79	0,84	0,88	0,82	0,75	0,82	0,87	0,90	0,88	0,87	0,90	0,92	0,90

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... Millions de tonnes .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS (fin)</b>													
Panneaux de particules . . . . .	0,43	0,48	0,56	0,80	0,89	1,04	1,20	1,45	1,69	2,20	2,43	3,03	2,95
Pâte de bois mécanique . . . . .	0,97	1,05	1,15	1,12	1,13	1,00	1,06	1,04	1,04	0,77	0,86	1,08	1,00
Pâte de bois chimique . . . . .	4,83	5,35	5,85	5,78	6,27	6,20	6,54	6,76	6,74	5,63	6,34	7,59	7,10
Papier journal . . . . .	1,63	1,71	1,88	1,97	2,07	2,10	2,31	2,43	2,56	2,49	2,69	2,75	2,60
Autres papiers et cartons . . . . .	3,77	4,24	4,75	5,13	5,55	5,67	6,49	7,74	8,17	8,36	9,34	10,84	12,30
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	5,18	4,98	2,52	2,32	4,51	7,68	6,91	7,98	6,83	9,28	5,88	7,04	8,35
Orge . . . . .	0,61	0,69	0,76	2,14	0,39	0,54	0,67	0,82	0,73	0,80	0,67	0,46	1,04
Maïs . . . . .	2,34	1,79	1,94	1,38	0,83	1,60	0,74	1,54	1,12	0,88	0,95	1,57	1,84
Seigle . . . . .	1,35	0,89	0,17	0,07	0,32	0,45	0,28	0,30	0,25	0,22	0,04	0,37	0,39
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup>	3,23	2,19	1,71	2,02	2,17	2,42	2,68	2,15	2,11	1,71	0,96	0,92	0,72
Pommes de terre . . . . .	0,70	0,50	1,18	0,79	0,77	0,70	0,71	0,30	0,63	0,34	1,51	0,53	0,67
Graines de tournesol . . . . .	0,22	0,16	0,27	0,20	0,35	0,49	0,47	0,57	0,31	0,21	0,23	0,14	0,10
Tourteaux et farine d'oléagineux	0,38	0,23	0,07	0,16	0,42	0,40	0,34	0,34	0,04	0,02	0,01	0,01	—
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>7</sup>	0,30	0,31	0,24	0,33	0,34	0,48	0,46	0,42	0,32	0,37	0,39	0,42	0,48
Beurre . . . . .	0,11	0,10	0,06	0,08	0,10	0,12	0,12	0,11	0,11	0,05	0,04	0,06	0,08
Œufs . . . . .	0,11	0,08	0,08	0,11	0,09	0,11	0,09	0,08	0,09	0,11	0,10	0,10	0,11
Coton . . . . .	0,35	0,32	0,39	0,46	0,52	0,55	0,57	0,45	0,52	0,55	0,65	0,73	0,74
..... Milliers de tonnes .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	33,7	80,9	88,9	178,3	229,5	216,0	236,1	230,6	306,5	338,4	332,8	370,5	482,5
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	40,5	44,4	35,3	39,9	28,6	36,0	25,4	23,1	21,6	16,7	16,0	14,6	13,3
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	0,3	0,6	1,1	1,2	1,3	1,3	0,6	0,9	1,7	1,4	1,6	0,8	1,2
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	24,3	19,3	18,9	19,6	22,7	24,2	27,1	28,8	29,4	28,1	28,5	30,9	32,2
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	3,0	5,0	5,6	4,9	5,0	5,0	4,7	3,4	3,8	3,5	3,4	2,1	1,9
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	15,2	32,2	40,0	57,1	71,9	58,3	59,6	64,0	34,5	14,6	17,1	5,3	5,5
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	3,7	3,8	4,2	7,2	14,2	38,3	30,6	32,6	13,5	12,2	18,7	12,4	11,2
..... Millions de tonnes .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte <sup>9</sup> . . . . .	4,40	5,13	6,00	6,38	7,32	7,49	6,88	7,57	8,68	7,57	7,28	9,78	12,50
Grumes de résineux <sup>9</sup> . . . . .	2,62	2,89	3,43	4,72	5,04	5,01	6,12	6,38	7,57	7,38	8,00	10,54	8,82
Bois de mine <sup>9</sup> . . . . .	1,36	1,58	1,53	1,58	1,31	0,96	0,85	0,88	0,97	0,88	0,82	0,96	0,96
Sciages de résineux <sup>9</sup> . . . . .	8,47	9,49	10,96	11,17	11,44	10,88	10,93	10,74	11,01	10,76	11,07	11,07	11,00
Contre-plaqués et placages <sup>9</sup> . . . . .	0,25	0,28	0,29	0,38	0,38	0,40	0,45	0,45	0,47	0,43	0,44	0,51	0,40
Pâte de bois . . . . .	0,34	0,32	0,37	0,37	0,39	0,47	0,51	0,57	0,55	0,55	0,61	0,67	0,70
<b>Amérique du Nord</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	25,97	31,89	38,26	32,38	40,23	29,11	27,84	21,10	30,59	31,17	37,25	51,35	36,67
Orge . . . . .	2,59	1,62	2,48	2,11	2,04	2,02	1,03	0,80	4,15	5,16	5,75	5,17	3,55
Maïs . . . . .	10,83	11,15	12,19	15,20	15,56	12,94	14,96	13,97	14,41	12,92	22,41	33,22	29,87
Millet et sorgho . . . . .	2,80	2,95	2,56	4,41	7,44	5,84	3,61	2,77	3,81	2,89	3,90	5,65	5,74
Seigle . . . . .	0,57	0,48	0,29	0,18	0,35	0,31	0,18	0,09	0,15	0,41	0,24	1,00	0,30
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup> . . . . .	1,05	1,20	1,33	1,15	1,35	1,85	1,90	1,92	1,74	1,48	2,04	1,63	1,73
Agrumes <sup>4</sup> . . . . .	0,27	0,26	0,30	0,33	0,37	0,42	0,27	0,39	0,39	0,39	0,46	0,49	0,53

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS AGRICOLES (fin)</b>													
Légumineuses . . . . .	0,26	0,34	0,28	0,30	0,32	0,30	0,27	0,35	0,40	0,34	0,36	0,43	0,33
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>11</sup> . . . . .	1,78	1,78	2,20	2,33	2,18	2,27	2,33	2,47	3,54	3,92	4,04	4,07	4,25
Tourteaux et farine d'oléagineux . . . . .	1,38	1,69	1,95	2,47	2,67	2,75	3,00	3,28	3,97	4,43	4,01	4,95	5,21
Lait (condensé, évaporé et en poudre) . . . . .	0,48	0,62	0,72	0,51	0,29	0,27	0,29	0,32	0,37	0,33	0,24	0,18	0,12
Tabac (non manufacturé) . . . . .	0,24	0,25	0,26	0,23	0,27	0,28	0,30	0,29	0,26	0,24	0,30	0,31	0,33
Coton (fibre) . . . . .	0,87	0,99	1,19	0,86	0,82	0,91	0,88	0,55	0,68	0,94	0,70	1,25	1,17
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé . . . . .	157,3	159,1	197,5	216,4	240,0	224,9	252,1	225,4	211,2	224,6	233,8	264,1	200,3
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	59,9	70,0	61,4	54,3	53,6	56,2	56,7	51,9	54,1	60,2	57,9	57,8	55,4
Crustacés et mollusques frais, con- gelés, séchés, salés, etc. . . . .	18,9	22,8	24,5	25,6	23,7	24,2	26,9	34,0	36,1	38,4	36,2	47,3	38,7
Produits et préparations à base de poisson en récipients herméti- ques ou non . . . . .	26,4	31,2	42,8	36,0	37,1	42,4	34,6	36,4	31,3	31,6	38,0	45,2	32,8
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	6,6	7,2	7,7	10,4	10,6	11,5	9,7	9,5	8,5	9,8	9,4	10,1	8,4
Matières grasses, brutes ou raf- finées, provenant d'animaux aqua- tiques . . . . .	61,7	129,8	87,4	58,7	41,1	46,7	37,6	103,8	94,8	118,1	95,1	120,7	100,6
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	46,2	54,3	60,4	57,5	51,7	51,3	66,0	73,0	77,4	71,8	42,3	62,9	85,1
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte <sup>9</sup> . . . . .	3,20	2,88	3,14	3,44	3,52	3,07	2,64	2,66	2,84	2,10	1,70	1,45	1,51
Grumes de résineux <sup>9</sup> . . . . .	2,24	4,33	4,85	5,25	6,42	9,25	11,84	10,93	13,39	10,85	14,10	14,25	13,22
Grumes de feuillus <sup>9</sup> . . . . .	0,40	0,41	0,38	0,45	0,52	0,52	0,51	0,43	0,37	0,34	0,50	0,75	0,63
Sciages de résineux <sup>9</sup> . . . . .	14,50	16,68	17,36	17,43	16,51	17,25	19,16	18,27	20,06	22,02	25,71	27,30	22,87
Sciages de feuillus <sup>9</sup> . . . . .	0,60	0,59	0,69	0,74	0,91	0,81	0,66	0,75	0,67	0,79	1,01	1,07	0,85
Contre-plaqués et placages <sup>9</sup> . . . . .	0,29	0,31	0,45	0,50	0,60	0,62	0,67	0,72	0,68	0,80	0,90	1,09	1,23
Pâte de bois mécanique . . . . .	0,24	0,23	0,26	0,29	0,24	0,22	0,22	0,25	0,28	0,23	0,27	0,27	0,27
Pâte de bois chimique . . . . .	3,59	4,08	4,47	4,59	4,86	5,21	5,97	6,91	7,59	6,88	7,31	7,77	8,69
Papier journal . . . . .	5,68	5,74	6,29	6,60	7,19	6,85	6,90	7,60	7,47	7,24	7,49	7,71	7,99
Autres papiers et cartons . . . . .	1,04	1,22	1,57	1,76	2,01	2,22	2,64	2,83	3,03	3,33	3,48	3,55	4,40
<b>Océanie</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	6,29	4,82	7,81	6,47	5,68	6,97	6,99	5,37	7,38	9,48	8,71	5,66	5,33
Orge . . . . .	0,71	0,23	0,40	0,37	0,23	0,43	0,13	0,45	0,63	1,12	1,83	0,84	0,81
Avoine . . . . .	0,35	0,32	0,30	0,37	0,25	0,40	0,18	0,33	0,22	0,56	0,33	1,11	0,18
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup> . . . . .	0,86	1,17	1,14	1,29	1,27	1,67	1,63	2,07	1,39	1,57	2,01	2,09	1,81
Viande de bœuf et de veau . . . . .	0,32	0,39	0,41	0,44	0,38	0,37	0,39	0,39	0,51	0,52	0,59	0,79	0,68
Viande de mouton et d'agneau . . . . .	0,40	0,45	0,46	0,47	0,47	0,46	0,53	0,58	0,59	0,60	0,69	0,63	0,44
Beurre . . . . .	0,25	0,25	0,28	0,29	0,28	0,31	0,28	0,27	0,30	0,28	0,25	0,25	0,22
Fromage . . . . .	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12	0,13	0,13	0,11	0,13	0,13	0,12	0,12	0,11
Laine (poids réel) . . . . .	0,90	0,89	0,92	0,89	0,92	0,88	0,94	1,01	1,06	0,98	1,04	0,99	0,74
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé . . . . .	3,0	3,0	4,0	4,4	5,0	3,0	3,8	4,1	7,8	10,0	14,4	13,7	13,1
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	6,0	6,0	7,0	8,0	8,0	10,1	13,0	12,9	13,6	16,3	17,5	16,7	16,2
Produits et préparations à base de poisson en récipients herméti- ques ou non . . . . .	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,4	0,5	0,6	0,7	1,0	0,4	1,8	0,4

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
<i>Milliers de tonnes</i>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES (fin)</b>													
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	—	—	—	1,0	1,0	1,2	2,0	2,0	1,9	2,6	3,6	3,0	2,4
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	8,0	4,0	5,3	9,0	6,0	3,9	6,5	5,6	4,2	6,4	5,8	7,7	7,9
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	—	—	—	—	—	—	0,3	0,1	—	1,8	—	—	—
<i>Millions de mètres cubes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Grumes de résineux . . . . .	0,29	0,29	0,36	0,45	0,55	0,80	1,44	1,68	1,80	1,80	1,81	1,93	1,80
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>Amérique latine</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	2,88	1,98	4,32	7,45	5,27	2,37	2,45	2,79	2,47	1,16	1,81	3,14	2,08
Maïs . . . . .	3,00	3,18	3,75	4,79	5,29	6,05	5,08	5,52	6,78	7,76	3,64	4,14	6,74
Millet et sorgho . . . . .	0,68	0,64	0,89	0,34	1,18	1,17	0,88	1,54	2,19	2,51	0,75	2,46	3,28
Seigle . . . . .	0,01	—	0,11	0,10	—	—	0,02	0,01	0,03	—	—	0,09	0,11
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup> . . . . .	0,29	0,16	0,15	0,44	0,60	0,33	0,47	0,36	0,41	0,43	0,19	0,32	0,37
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3,12</sup> . . . . .	8,89	7,69	7,63	9,27	8,60	10,25	9,52	9,26	11,66	10,73	10,95	11,95	11,78
Bananes . . . . .	3,20	3,45	3,37	3,67	4,10	4,18	4,71	4,68	4,86	5,20	5,33	5,47	4,98
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>13</sup> . . . . .	0,61	0,54	0,44	0,63	0,53	0,65	0,49	0,60	0,71	0,65	0,77	1,03	1,03
Tourteau et farine d'oléagineux . . . . .	1,50	1,42	1,29	1,66	1,72	1,55	1,51	1,71	2,18	2,35	2,62	2,82	3,00
Bovins . . . . .	1,39	1,20	0,88	1,04	1,07	1,06	1,20	1,36	1,44	1,24	1,47	1,04	0,98
Viande de bœuf et de veau . . . . .	0,51	0,68	0,62	0,51	0,54	0,52	0,48	0,70	0,71	0,55	0,84	0,68	0,42
Café (vert) . . . . .	1,92	2,07	1,82	1,69	1,91	1,94	2,12	2,10	1,94	2,01	2,10	2,19	1,81
Fèves de cacao) . . . . .	0,15	0,18	0,16	0,19	0,21	0,22	0,20	0,21	0,22	0,23	0,22	0,17	0,23
Tabac (non manufacturé) . . . . .	0,11	0,13	0,15	0,13	0,11	0,12	0,12	0,14	0,15	0,16	0,18	0,18	0,25
Laine (poids réel) . . . . .	0,21	0,19	0,14	0,20	0,22	0,19	0,22	0,17	0,17	0,15	0,11	0,11	0,08
Coton (fibre) . . . . .	1,01	0,97	0,91	1,03	1,05	0,80	0,89	1,17	0,92	0,68	0,84	0,84	0,68
<i>Milliers de tonnes</i>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	33,7	35,9	24,3	30,6	32,0	39,5	40,2	47,4	53,9	56,0	72,1	104,7	116,2
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	1,1	—	1,6	1,6	0,4	0,8	0,8	1,0	1,5	1,1	1,6	7,2	8,1
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	62,1	62,2	64,5	68,5	65,3	70,3	68,3	73,7	88,1	87,4	90,8	92,4	86,0
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	20,6	17,8	18,2	14,0	14,1	8,2	9,8	8,2	8,7	16,0	19,3	24,3	17,9
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	4,0	4,7	3,5	5,0	3,4	3,2	3,8	4,8	4,7	2,6	3,4	2,7	3,9
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	161,3	154,2	137,6	171,3	114,9	210,6	344,9	178,1	217,5	308,0	318,5	12,5	94,5
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	1143,7	1139,4	1590,6	1500,3	1506,6	1727,4	2269,5	1860,0	2011,8	1972,0	1712,3	396,2	759,1
<i>Millions de mètres cubes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte . . . . .	0,34	0,24	0,41	0,34	0,36	0,33	0,36	0,42	0,38	0,37	0,38	0,32	0,30
Grumes de feuillus . . . . .	0,40	0,36	0,41	0,54	0,55	0,40	0,39	0,38	0,36	0,31	0,22	0,52	0,50
Sciages de résineux . . . . .	1,06	1,05	1,39	1,49	1,66	1,52	1,94	1,60	1,52	1,64	1,33	1,50	1,50
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>Extrême-Orient<sup>14</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Maïs . . . . .	0,69	0,94	1,32	0,95	1,52	1,39	1,73	1,79	1,75	2,15	1,95	1,63	2,70
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup> . . . . .	4,00	4,65	4,65	4,39	3,74	3,00	2,31	2,33	2,72	2,93	3,28	2,19	2,11
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup> . . . . .	1,62	1,98	1,75	1,62	1,64	1,22	1,17	1,20	1,62	2,23	1,86	2,05	2,72

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS AGRICOLES (fin)</b>													
Légumineuses . . . . .	0,21	0,24	0,20	0,26	0,25	0,20	0,18	0,24	0,23	0,26	0,23	0,24	0,22
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>5, 15</sup> . . . . .	1,56	1,65	1,66	1,51	1,76	1,48	1,81	1,69	1,78	2,22	2,71	2,56	2,39
Tourteaux et farine d'oléagineux	1,33	1,57	1,66	1,49	1,44	1,36	1,47	1,30	1,55	1,57	1,85	2,13	1,98
Café (vert) . . . . .	0,14	0,18	0,12	0,17	0,18	0,27	0,19	0,26	0,22	0,20	0,20	0,21	0,21
Thé . . . . .	0,47	0,48	0,48	0,49	0,45	0,49	0,49	0,44	0,48	0,47	0,47	0,46	0,46
Poivre et piments . . . . .	0,11	0,11	0,09	0,09	0,10	0,14	0,14	0,11	0,11	0,13	0,13	0,13	0,13
Coton (fibre) . . . . .	0,17	0,27	0,26	0,22	0,21	0,21	0,20	0,24	0,15	0,23	0,34	0,25	0,10
Jute et kénaf . . . . .	1,00	1,22	1,00	1,08	1,33	1,21	0,87	0,87	0,94	0,85	0,96	0,94	0,92
Caoutchouc (nature) <sup>8</sup> . . . . .	2,07	1,91	2,05	2,12	2,14	2,14	2,43	2,71	2,60	2,67	2,63	3,14	2,98
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé . . . . .	74,9	84,2	99,5	93,3	107,9	214,0	140,9	130,4	137,9	140,3	158,9	232,7	184,4
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	43,9	40,7	37,6	33,9	46,0	44,0	44,8	44,9	58,6	53,3	41,3	49,9	36,9
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	35,1	39,2	53,8	56,9	58,5	64,7	67,3	83,8	106,2	132,7	161,5	210,3	219,8
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	3,5	4,3	5,6	9,0	8,1	6,0	7,1	10,5	9,3	10,0	6,4	12,4	15,5
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	10,2	9,2	9,6	10,7	11,3	12,5	12,7	12,0	15,3	15,3	23,7	33,1	28,0
Matières grasses, brutes ou raf- finées, provenant d'animaux aqua- tiques . . . . .	0,4	0,1	—	0,4	0,3	0,5	0,6	0,9	0,6	0,4	—	—	—
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	11,9	12,4	14,8	21,9	29,2	25,8	23,7	25,7	39,0	40,5	62,6	72,2	67,0
..... <i>Millions de mètres cubes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Grumes de feuillus . . . . .	8,30	10,91	11,89	13,34	15,76	17,13	21,04	24,57	29,07	30,77	32,99	41,00	37,50
Sciages de feuillus . . . . .	0,94	1,10	1,45	1,48	1,50	1,59	2,07	2,33	2,52	2,48	3,07	4,09	3,00
Contre-plaqués . . . . .	0,11	0,18	0,27	0,34	0,50	0,57	1,01	1,14	1,38	1,70	2,10	2,50	2,00
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>Chine et autres pays asiatiques à économie centralement planifiée</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Maïs . . . . .	0,01	0,15	0,19	0,24	0,16	0,08	0,06	0,02	—	—	—	0,05	0,15
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup> . . . . .	0,79	1,21	1,33	1,24	1,92	2,04	2,06	2,17	1,94	2,28	2,44	3,57	3,28
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup> . . . . .	0,90	0,90	1,18	1,21	1,38	0,96	0,93	0,70	0,50	0,66	0,65	0,63	0,63
Thé . . . . .	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,05	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
<b>Proche-Orient<sup>16</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	0,30	0,24	0,26	0,09	0,10	0,12	0,24	0,07	0,04	0,03	0,63	0,60	0,02
Orge . . . . .	0,79	0,54	0,29	0,47	0,19	0,07	0,15	0,36	0,23	0,02	0,14	0,02	0,01
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>2</sup> . . . . .	0,16	0,40	0,55	0,39	0,38	0,45	0,58	0,79	0,68	0,55	0,49	0,32	0,16
Pommes de terre . . . . .	0,24	0,20	0,19	0,18	0,23	0,24	0,21	0,25	0,29	0,25	0,28	0,32	0,30
Légumineuses . . . . .	0,18	0,18	0,20	0,31	0,14	0,18	0,13	0,14	0,11	0,12	0,14	0,17	0,15
Agrumes <sup>4</sup> . . . . .	0,16	0,18	0,19	0,23	0,23	0,27	0,34	0,41	0,43	0,60	0,51	0,78	0,66
Dattes . . . . .	0,27	0,38	0,31	0,31	0,33	0,31	0,28	0,34	0,40	0,32	0,35	0,36	0,32
Tourteaux et farine d'oléagineux	0,43	0,50	0,54	0,59	0,62	0,61	0,70	0,70	0,70	0,58	0,75	0,55	0,41
Espèces ovine et caprine <sup>6</sup> . . . . .	1,51	1,55	1,63	1,90	1,61	1,23	1,36	1,20	1,23	1,15	0,93	1,00	0,87
Coton (fibre) . . . . .	0,70	0,84	0,80	0,84	1,00	0,90	0,87	0,86	1,09	1,10	1,05	1,10	0,83
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou con- gelé . . . . .	8,9	9,5	10,9	14,7	13,5	9,8	9,8	9,7	10,4	8,1	8,2	12,9	13,1
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	4,7	6,2	6,7	8,3	9,9	5,3	6,7	6,5	8,0	10,1	10,1	3,2	3,2
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	5,1	4,0	3,5	3,6	2,8	4,6	4,9	4,8	2,9	5,4	4,7	5,9	8,0

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 3. — VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES (fin)</b>													
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non	0,6	0,6	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,5	0,6	0,9	0,8	1,0	1,0
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non	—	—	—	—	0,9	0,5	0,1	0,1	—	—	—	1,3	1,3
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques	0,1	0,1	0,3	0,3	0,1	0,1	—	0,5	0,3	—	1,0	0,9	0,9
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>Afrique <sup>17</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) <sup>18</sup>	0,19	0,25	0,18	0,30	0,13	0,08	0,09	0,09	0,15	0,06	0,08	0,08	0,04
Orge	0,04	0,28	0,35	0,03	0,07	0,01	—	0,13	0,24	0,01	—	0,07	—
Maïs	0,62	0,45	0,23	0,24	0,34	0,73	0,84	0,62	0,27	0,35	0,54	0,51	0,26
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>3</sup>	1,13	1,20	1,23	1,31	1,30	1,28	1,40	1,40	1,43	1,26	1,45	1,57	1,41
Bananes	0,44	0,47	0,45	0,44	0,38	0,38	0,38	0,39	0,39	0,39	0,44	0,43	0,45
Agrumes <sup>4</sup>	0,65	0,68	0,75	0,69	0,69	0,70	0,75	0,79	0,78	0,71	0,77	0,88	0,72
Légumineuses	0,28	0,33	0,38	0,35	0,28	0,26	0,40	0,35	0,40	0,30	0,46	0,46	0,37
Arachides et huile (équiv. d'huile)	0,68	0,69	0,70	0,70	0,81	0,75	0,88	0,66	0,55	0,33	0,48	0,40	0,26
Palmistes et huile (équiv. d'huile)	0,33	0,33	0,34	0,34	0,34	0,24	0,28	0,27	0,28	0,29	0,25	0,22	0,26
Huile de palme	0,31	0,31	0,31	0,28	0,27	0,17	0,20	0,18	0,28	0,20	0,16	0,14	0,20
Tourteaux et farine d'oléagineux	0,52	0,53	0,65	0,67	0,71	0,81	0,82	0,82	0,81	0,66	0,90	0,71	0,58
Bovins <sup>6</sup>	1,21	1,33	1,30	1,26	1,23	1,25	1,30	1,30	1,38	1,42	1,52	1,52	1,48
Espèces ovine et caprine <sup>8</sup>	3,00	3,04	3,23	3,01	3,27	3,26	3,70	3,87	3,59	3,58	3,92	3,33	3,24
Café (vert)	0,76	0,79	0,85	0,84	0,94	0,90	0,99	0,99	1,01	1,00	1,08	1,18	1,19
Fèves de cacao	0,86	0,83	0,84	1,08	0,88	0,84	0,82	0,76	0,87	0,92	0,98	0,89	0,88
Vin	1,78	1,04	1,29	1,08	1,17	0,77	0,79	1,32	1,47	0,65	0,71	1,26	0,77
Tabac (non manufacturé)	0,11	0,11	0,14	0,16	0,09	0,08	0,07	0,07	0,08	0,09	0,11	0,13	0,13
Coton (fibre)	0,20	0,28	0,29	0,29	0,32	0,34	0,33	0,36	0,45	0,41	0,39	0,41	0,33
Sisal	0,40	0,40	0,39	0,38	0,37	0,34	0,34	0,31	0,37	0,30	0,29	0,26	0,27
Caoutchouc (naturel)	0,15	0,15	0,16	0,16	0,18	0,17	0,18	0,19	0,21	0,21	0,20	0,20	0,19
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	36,2	33,5	17,8	17,2	19,2	17,1	19,4	18,6	30,7	41,9	50,8	93,2	105,9
Poisson séché, salé ou fumé	38,3	36,8	33,7	42,3	38,7	35,0	36,6	34,4	40,2	36,4	29,9	29,6	49,3
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc.	2,9	2,9	3,5	3,8	3,3	5,2	6,6	7,8	9,7	11,5	13,9	22,3	22,9
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non	59,4	56,3	63,0	37,6	56,7	52,7	61,8	62,3	60,0	69,4	60,4	83,2	81,1
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	—	—	—	—
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques	7,6	8,3	12,7	6,5	11,1	13,1	14,9	16,6	16,9	11,7	24,9	32,0	17,9
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques	49,6	49,0	77,1	77,2	92,8	63,5	83,6	121,1	91,5	76,6	150,7	143,2	92,7
..... <i>Millions de mètres cubes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Grumes de feuillus	4,48	5,17	6,06	5,64	5,60	5,61	6,46	7,84	6,85	6,99	7,17	8,24	6,50
Sciages de feuillus	0,59	0,58	0,71	0,73	0,77	0,71	0,75	0,74	0,76	0,65	0,69	0,86	0,80

<sup>1</sup> Y compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale, la Chine et d'autres pays asiatiques à économie centralement planifiée. — <sup>2</sup> Y compris le paddy converti à 65%. — <sup>3</sup> Y compris le sucre raffiné converti à 108,7%. — <sup>4</sup> Oranges, mandarines et citrons. — <sup>5</sup> Non compris le coprah réexporté par la Malaisie, mais y compris les expéditions non déclarées de coprah indonésien et philippin à destination de la Malaisie. — <sup>6</sup> Millions de têtes. — <sup>7</sup> Bœuf et veau, mouton et agneau, porc, volaille. — <sup>8</sup> Non compris les importations malaises destinées à être réexportées et les exportations de Hong-kong, mais y compris les livraisons non déclarées de l'Indonésie à la Malaisie. — <sup>9</sup> Millions de mètres cubes. — <sup>10</sup> Graines de lin, graines de tournesol, huile d'olive, huile d'arachide, huile de coco, huile de palme, huile de palmiste, huile de soja, huile de tournesol, huile de ricin, huile de coton, huile de lin. — <sup>11</sup> Arachides, soja, graines de tournesol, graines de lin, graines de coton, huile d'arachide, huile de coco, huile de soja, huile de lin, huile de ricin, huile de coton. — <sup>12</sup> Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. — <sup>13</sup> Arachides, coprah, palmiste, soja, graines de tournesol, graines de lin, graines de ricin, graines de coton, huile d'olive, huile d'arachide, huile de coco, huile de palme, huile de palmiste, huile de tournesol, huile de lin, huile de ricin, huile de coton. — <sup>14</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays asiatiques à économie centralement planifiée. — <sup>15</sup> Arachides, coprah, palmiste, soja, graines de coton, huile d'arachide, huile de coco, huile de palme, huile de palmiste, huile de soja, huile de coton. — <sup>16</sup> Non compris Israël. — <sup>17</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>18</sup> Y compris la farine moulue grossièrement.

TABLEAU ANNEXE 4. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... Dollars U.S. la tonne .....													
<b>Produits agricoles</b>													
Blé . . . . .	66	66	66	61	63	68	64	65	62	65	69	106	170
Farine de blé . . . . .	85	85	86	86	89	86	85	85	86	92	93	135	212
Orge . . . . .	57	57	57	63	69	67	64	58	53	60	58	94	135
Maïs . . . . .	51	55	56	58	58	56	52	55	60	63	63	91	124
Riz (usiné) . . . . .	122	124	124	125	134	157	173	158	129	121	134	225	377
Sucre (brut) . . . . .	97	133	142	106	103	100	101	107	118	128	148	186	389
Pommes . . . . .	142	148	133	142	153	152	147	156	156	168	187	250	240
Bananes . . . . .	78	75	83	92	91	92	86	88	83	83	88	93	99
Oranges . . . . .	120	136	118	118	129	126	123	131	124	138	146	161	176
Raisins secs . . . . .	275	277	332	340	337	326	322	327	334	301	362	710	915
Dattes . . . . .	126	105	109	106	104	110	125	120	108	123	150	173	195
Graines de coton . . . . .	68	62	63	68	74	76	72	62	65	79	75	99	138
Coprah . . . . .	143	157	164	189	162	160	189	161	185	167	122	212	502
Palmistes . . . . .	118	134	136	165	147	126	159	136	147	139	112	177	357
Soja . . . . .	95	101	101	107	114	109	103	98	103	115	126	216	246
Arachides (décortiquées) . . . . .	172	168	175	192	186	172	157	189	207	229	248	338	472
Huile d'olive . . . . .	561	798	548	622	625	660	694	637	668	685	781	1 118	1 685
Huile de coton . . . . .	290	258	258	298	298	289	280	265	298	362	316	355	609
Huile de coco . . . . .	222	255	278	307	262	262	316	273	306	288	211	357	925
Huile de palme . . . . .	196	189	202	237	203	193	146	144	222	227	189	252	529
Huile de palmistes . . . . .	215	217	240	296	261	241	321	267	298	302	243	332	789
Huile de soja . . . . .	244	239	243	293	313	272	221	227	278	315	287	357	698
Huile d'arachides . . . . .	300	306	323	330	314	321	272	316	340	391	377	444	855
Bovins <sup>1</sup> . . . . .	113	124	140	143	133	136	131	147	153	170	227	279	262
Porcs <sup>1</sup> . . . . .	42	38	36	36	38	36	40	45	49	48	57	79	82
Viande de bœuf et de veau . . . . .	523	561	680	756	761	755	782	814	910	1 070	1 260	1 638	1 695
Viande de mouton et d'agneau . . . . .	382	422	442	529	503	493	464	483	551	556	587	873	1 211
Viande de volaille . . . . .	649	660	669	683	704	640	642	679	673	669	754	1 054	1 039
Bacon, jambon, porc salé . . . . .	657	712	761	752	867	827	740	806	864	855	1 025	1 505	1 602
Bœuf, préparé ou conservé . . . . .	914	900	953	973	1 042	1 022	1 025	1 060	1 113	1 205	1 300	1 713	1 797
Lait condensé et évaporé . . . . .	305	311	343	342	338	325	305	310	312	358	430	485	556
Lait écrémé en poudre . . . . .	276	276	280	373	385	398	336	367	352	481	604	670	836
Beurre . . . . .	773	826	879	914	848	791	739	752	729	980	1 221	994	1 314
Fromage de lait entier de vache . . . . .	685	698	745	816	835	849	831	894	936	1 070	1 249	1 453	1 706
Pommes de terre . . . . .	69	60	50	62	68	64	54	69	74	67	71	114	110
Café vert . . . . .	651	645	834	803	772	715	756	723	940	829	918	1 147	1 301
Cacao . . . . .	452	483	499	381	406	542	604	781	762	618	569	851	1 344
Thé . . . . .	1 101	1 127	1 106	1 073	1 047	1 036	944	883	933	930	954	962	1 111
Vin . . . . .	184	219	219	231	232	262	273	256	262	305	351	458	479
Tabac (non manufacturé) . . . . .	1 149	1 251	1 191	1 195	1 267	1 280	1 266	1 308	1 295	1 279	1 392	1 497	1 709
Graines de lin . . . . .	135	125	125	121	114	120	127	122	112	105	120	258	418
Huile de lin . . . . .	230	200	208	201	188	176	210	213	213	197	194	314	918
Graines de ricin . . . . .	109	111	116	107	107	117	145	126	116	121	156	377	337
Huile de ricin . . . . .	276	256	249	210	245	321	333	259	265	325	452	949	814
Coton . . . . .	622	622	617	628	603	597	631	617	630	695	772	876	1 287
Jute . . . . .	247	254	274	248	261	351	285	255	247	254	274	248	261
Kénaf . . . . .	118	140	146	168	165	141	116	147	135	166	205	196	179
Sisal . . . . .	198	297	287	182	163	136	121	129	117	115	151	327	731
Laine (en suint) . . . . .	1 147	1 235	1 455	1 219	1 197	1 170	989	1 055	964	802	922	2 057	2 813
Caoutchouc (naturel) . . . . .	403	443	388	342	353	281	250	293	339	295	258	454	612
Caoutchouc (sec) . . . . .	551	512	487	495	474	399	369	485	418	343	329	606	759

Voir notes en fin de tableau.



TABLEAU ANNEXE 4. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES.  
HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... Dollars U.S. la tonne .....													
<b>Produits halieutiques</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	315	297	289	329	353	325	347	396	424	491	618	680	718
Poisson, séché, salé ou fumé . . .	345	361	391	427	455	470	456	468	517	633	778	1 007	1 273
Crustacés et mollusques, frais, congelés, séchés, salés, etc. . . .	758	846	796	892	989	1 033	1 127	1 248	1 230	1 324	1 380	1 806	1 844
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermé- tiques ou non . . . . .	659	649	639	703	682	733	706	725	771	882	977	1 144	1 312
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	1 146	1 211	1 283	1 319	1 469	1 453	1 486	1 579	1 672	1 869	1 889	2 278	2 715
Matières grasses, brutes ou raffi- nées, provenant d'animaux aqua- tiques . . . . .	133	137	183	194	182	129	93	122	201	212	195	271	462
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	104	108	110	125	145	119	109	129	164	167	175	404	378
<b>Produits forestiers</b>													
Bois de feu <sup>2</sup> . . . . .	8	9	9	9	10	8	8	9	9	10	11	15	19
Charbon de bois . . . . .	37	39	45	46	46	47	46	39	49	54	58	83	...
Grumes de résineux <sup>2</sup> . . . . .	20	16	17	18	18	19	21	22	24	24	26	44	50
Grumes de feuillus <sup>2</sup> . . . . .	24	25	24	24	23	24	25	25	23	24	25	38	47
Bois à pâte <sup>2</sup> . . . . .	12	11	11	12	11	11	11	11	12	14	13	15	19
Bois de mine <sup>2</sup> . . . . .	14	13	14	15	16	16	15	16	17	18	20	25	30
Sciages de résineux <sup>2</sup> . . . . .	36	36	37	39	39	38	39	43	44	47	50	73	88
Sciages de feuillus <sup>2</sup> . . . . .	61	61	61	63	63	62	64	65	67	68	80	95	126
Placages <sup>2</sup> . . . . .	274	249	247	255	247	242	233	256	265	233	247	365	400
Contre-plaqués <sup>2</sup> . . . . .	147	146	142	141	144	144	140	146	145	151	166	211	267
Panneaux de particules . . . . .	56	55	56	58	59	59	58	63	67	66	76	98	119
Panneaux de fibres compressées	84	85	90	94	92	89	88	91	97	100	113	136	205
Pâte de bois mécanique . . . . .	66	65	65	69	69	68	69	70	77	79	78	97	169
Pâte de bois chimique . . . . .	117	117	126	129	123	123	120	127	149	155	154	180	307
Papier journal . . . . .	128	126	127	125	127	130	132	135	141	147	151	168	229
Papier d'impression et d'écriture	234	227	235	236	243	246	245	243	255	266	277	307	397

<sup>1</sup> Dollars U.S. par tête. — <sup>2</sup> Dollars U.S. le mètre cube.



TABLEAU ANNEXE 5. — VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS (fin)</b>													
Pâte de bois chimique . . . . .	4,96	5,80	6,23	6,04	6,56	6,69	7,46	8,22	8,79	7,13	8,37	9,18	9,35
Papier journal . . . . .	1,49	1,56	1,69	1,70	1,84	1,72	1,90	2,29	2,41	2,35	2,86	2,94	3,00
Autres papiers et cartons . . . . .	3,25	3,73	4,31	4,65	4,99	5,23	6,14	7,10	7,44	7,86	8,45	8,51	9,50
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	4,18	8,21	15,09	10,82	12,58	6,17	5,85	4,92	6,87	8,75	13,12	20,06	7,13
Orge . . . . .	0,67	0,89	1,17	1,93	0,44	0,78	0,97	0,84	2,16	1,32	5,49	3,42	2,24
Maïs . . . . .	1,33	0,97	1,21	1,24	1,10	1,10	1,34	1,35	1,06	2,51	6,09	7,82	6,87
Seigle . . . . .	0,87	0,78	0,15	0,06	0,23	0,28	0,22	0,26	0,18	0,40	0,31	1,41	0,78
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup>	0,55	0,50	0,63	0,50	0,59	0,65	0,51	0,57	0,55	0,61	0,50	0,42	0,46
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	3,42	1,91	2,18	2,96	2,53	3,23	2,67	2,06	4,34	2,87	2,84	3,58	2,95
Agrumes <sup>3</sup> . . . . .	0,27	0,27	0,37	0,45	0,54	0,59	0,62	0,69	0,70	0,76	0,90	0,92	0,30
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>8</sup> . . . . .	0,39	0,42	0,51	0,48	0,51	0,50	0,52	0,50	0,50	0,56	0,58	0,67	0,54
Espèces ovine et caprine <sup>5</sup> . . . . .	1,38	1,25	1,15	1,41	1,93	1,67	1,09	0,95	1,00	1,02	1,21	1,21	1,21
Viande (fraîche, réfrig. et cong.) <sup>6</sup>	0,40	0,32	0,32	0,39	0,34	0,31	0,28	0,23	0,41	0,50	0,25	0,29	0,60
Café (vert) . . . . .	0,07	0,09	0,10	0,11	0,11	0,12	0,14	0,16	0,17	0,16	0,18	0,17	0,19
Fèves de cacao . . . . .	0,10	0,11	0,13	0,16	0,12	0,16	0,19	0,17	0,18	0,22	0,24	0,21	0,25
Vin . . . . .	0,18	0,22	0,25	0,27	0,32	0,41	0,47	0,90	0,94	0,99	1,03	0,93	1,00
Tabac (non manufacturé) . . . . .	0,13	0,16	0,20	0,17	0,13	0,13	0,13	0,11	0,12	0,13	0,16	0,15	0,15
Coton (fibre) . . . . .	0,66	0,71	0,68	0,71	0,74	0,68	0,70	0,67	0,87	0,80	0,74	0,71	0,75
Caoutchouc (naturel) . . . . .	0,48	0,45	0,35	0,43	0,48	0,44	0,50	0,48	0,52	0,44	0,45	0,50	0,54
<i>Milliers de tonnes</i>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	153,4	153,7	146,1	145,6	159,4	138,4	126,0	131,8	183,3	128,4	127,1	119,0	138,8
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	51,6	56,4	45,8	26,8	19,7	20,9	24,0	15,9	13,5	31,2	19,8	18,1	17,9
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	31,1	26,0	27,6	23,8	21,4	26,4	38,0	31,0	29,8	30,3	26,6	27,3	24,9
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	61,4	84,9	75,2	65,4	52,7	31,0	21,0	24,0	22,0	21,8	17,8	11,5	24,9
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	86,4	163,0	197,7	292,3	292,5	314,7	366,0	344,0	414,0	457,0	452,7	287,4	357,3
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	2,32	2,32	2,41	2,66	2,55	2,65	2,86	2,81	3,10	3,30	3,00	2,90	4,00
Sciages de feuillus <sup>7</sup> . . . . .	0,40	0,36	0,43	0,43	0,44	0,48	0,46	0,42	0,40	0,39	0,37	0,36	0,35
Pâte et produits de pâte . . . . .	0,77	0,79	0,95	1,15	1,30	1,55	1,34	1,95	2,35	2,32	2,35	2,64	3,20
<b>Amérique du Nord</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Maïs . . . . .	0,92	0,61	0,55	0,49	0,54	0,76	0,81	0,69	0,55	0,25	0,45	0,82	1,32
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2,9</sup>	4,98	4,83	3,98	4,37	4,62	5,18	5,39	5,29	5,72	5,73	5,66	5,71	6,14
Bananes . . . . .	1,46	1,53	1,60	1,73	1,79	1,82	1,86	1,82	2,05	2,13	2,15	2,17	2,27
Agrumes <sup>3</sup> . . . . .	0,20	0,22	0,25	0,23	0,23	0,24	0,26	0,26	0,26	0,26	0,28	0,28	0,28
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>8</sup> . . . . .	0,65	0,61	0,67	0,68	0,80	0,75	0,79	0,83	0,80	0,84	1,02	0,88	0,86
Bovins <sup>5</sup> . . . . .	1,25	0,86	0,58	1,13	1,11	0,78	1,05	1,05	1,22	1,08	1,26	1,26	0,72
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>6</sup>	0,51	0,60	0,42	0,35	0,46	0,49	0,56	0,66	0,71	0,67	0,80	0,79	0,64
Café (vert) . . . . .	1,55	1,51	1,45	1,36	1,40	1,36	1,61	1,30	1,27	1,40	1,34	1,40	1,25
Fèves de cacao . . . . .	0,31	0,30	0,29	0,38	0,34	0,30	0,25	0,24	0,30	0,34	0,31	0,27	0,24
Laine (poids réel) . . . . .	0,13	0,13	0,11	0,14	0,14	0,09	0,12	0,09	0,07	0,06	0,05	0,03	0,02
Caoutchouc (naturel) . . . . .	0,47	0,43	0,50	0,51	0,49	0,52	0,60	0,65	0,62	0,68	0,68	0,73	0,76

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 5. — VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	348,4	322,1	340,2	361,1	432,7	394,3	502,7	492,0	526,7	530,9	726,7	792,3	688,8
Poisson séché, salé ou fumé . . .	37,7	36,5	36,0	35,8	38,4	32,8	33,2	30,3	38,0	33,8	32,1	32,6	30,8
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . .	99,7	110,7	100,6	104,8	113,5	114,2	122,4	128,6	137,4	129,2	148,1	135,9	145,7
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermé- tiques ou non . . . . .	72,5	63,1	68,2	67,7	88,9	82,4	88,4	82,5	101,3	86,8	108,3	104,4	131,3
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	14,3	15,5	22,3	23,2	21,5	24,9	26,2	26,3	27,8	23,9	31,0	31,9	32,7
Matières grasses, brutes ou raffi- nées, provenant d'animaux aqua- tiques . . . . .	59,6	49,8	35,7	43,3	38,5	31,3	32,0	26,5	31,0	28,4	10,0	5,7	8,2
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	234,7	350,6	406,9	250,3	410,1	595,3	779,9	326,8	227,8	257,0	356,8	62,6	62,3
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Bois à pâte <sup>7</sup> . . . . .	3,39	3,08	1,85	1,83	1,98	1,86	1,65	1,64	1,37	1,06	1,10	0,90	1,30
Grumes de résineux <sup>7</sup> . . . . .	1,21	1,23	1,20	1,56	1,24	1,30	1,58	1,50	1,79	1,79	2,39	1,95	1,53
Grumes de feuillus <sup>7</sup> . . . . .	0,28	0,24	0,51	0,50	0,53	0,59	0,53	0,47	0,48	0,41	0,46	0,46	0,40
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	11,15	12,11	11,73	11,73	11,39	11,69	13,98	14,06	13,86	17,38	21,52	21,75	18,05
Sciages de feuillus <sup>7</sup> . . . . .	0,97	0,97	1,00	1,08	1,26	1,20	1,09	1,36	1,01	1,12	1,43	1,73	1,40
Contre-plaqués <sup>7</sup> . . . . .	0,66	0,73	0,90	0,97	1,16	1,19	1,75	2,04	1,90	2,42	3,12	2,55	2,75
Pâte de bois . . . . .	2,58	2,58	2,73	2,92	3,08	2,88	3,22	3,68	3,21	3,24	3,45	3,68	3,79
Papier journal . . . . .	4,97	4,91	5,40	5,74	6,34	5,99	5,86	6,16	6,02	6,24	6,44	6,72	6,63
Autres papiers et cartons . . . .	0,30	0,28	0,31	0,33	0,42	0,41	0,43	0,48	0,56	0,62	0,70	0,82	1,00
<b>Océanie</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	0,19	0,18	0,18	0,17	0,15	0,10	0,05	0,01	0,02	0,08	0,05	—	0,05
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	0,12	0,13	0,13	0,11	0,13	0,13	0,15	0,15	0,14	0,16	0,18	0,14	0,11
Caoutchouc (naturel) . . . . .	0,03	0,04	0,04	0,05	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,05	0,06	0,09
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	14,4	5,1	19,1	21,0	28,0	27,0	27,0	33,0	32,0	39,7	22,2	17,8	22,3
Poisson séché, salé ou fumé . . .	5,0	5,0	4,9	4,0	5,0	3,0	4,0	5,0	4,0	4,6	4,3	2,9	5,3
Crustacés et mollusques frais, con- gelés, séchés, salés, etc. . . . .	0,5	0,5	1,0	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,6	1,1	1,5	1,1
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermé- tiques ou non . . . . .	19,1	18,8	27,4	24,5	25,1	27,0	27,0	27,0	28,0	29,0	14,7	24,6	27,2
Produits et préparations de crus- tacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	0,3	0,3	0,6	0,7	2,0	2,0	2,0	2,0	3,0	2,5	3,0	4,2	5,5
Matières grasses, brutes ou raffi- nées, provenant d'animaux aqua- tiques . . . . .	3,3	2,9	3,9	7,3	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	4,8	1,1	1,2	1,3
Farines, aliments solubles et au- tres aliments du bétail prove- nant d'animaux aquatiques . . . .	6,2	5,7	8,5	11,0	11,0	14,0	28,0	30,0	27,0	32,0	27,4	14,1	13,9
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	0,60	0,58	0,73	0,69	0,72	0,70	0,69	0,77	0,72	0,73	0,74	0,79	0,75
Papier journal . . . . .	0,20	0,22	0,26	0,29	0,28	0,28	0,30	0,30	0,28	0,29	0,22	0,27	0,27
Autres papiers et cartons . . . .	0,15	0,17	0,17	0,18	0,17	0,18	0,20	0,21	0,25	0,27	0,30	0,44	0,45

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 5. — VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>Amérique latine</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	4,90	5,15	5,72	5,13	6,08	6,38	6,75	6,65	5,66	6,35	7,03	9,24	8,30
Maïs . . . . .	0,37	0,65	0,67	0,40	0,42	0,37	0,64	0,67	1,52	0,94	0,96	2,70	2,83
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup>	0,33	0,34	0,50	0,56	0,35	0,36	0,39	0,39	0,40	0,49	0,42	0,49	0,58
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	0,23	0,28	0,22	0,27	0,31	0,26	0,18	0,41	0,18	0,22	0,36	0,40	0,40
Bananes . . . . .	0,24	0,24	0,24	0,25	0,25	0,23	0,24	0,29	0,30	0,25	0,22	0,23	0,22
Légumineuses . . . . .	0,13	0,16	0,19	0,16	0,19	0,21	0,21	0,21	0,23	0,21	0,22	0,24	0,24
Bovins <sup>3</sup> . . . . .	0,67	0,66	0,57	0,53	0,56	0,61	0,54	0,57	0,55	0,59	0,59	0,59	0,63
Espèces ovine et caprine <sup>5</sup> . . . .	0,11	0,28	0,15	0,07	0,09	0,11	0,14	0,13	0,13	0,19	0,13	0,07	0,20
Lait (condensé, évaporé et en poudre) . . . . .	0,27	0,30	0,30	0,28	0,25	0,30	0,31	0,29	0,34	0,37	0,35	0,36	0,45
Caoutchouc (naturel) . . . . .	0,08	0,08	0,09	0,08	0,09	0,08	0,09	0,10	0,11	0,12	0,16	0,14	0,14
<i>Milliers de tonnes</i>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	3,1	16,4	16,4	20,0	16,3	22,7	28,3	31,0	26,4	42,3	39,9	53,9	54,5
Poisson séché, salé ou fumé . . . .	68,5	78,2	81,1	59,6	81,6	90,2	90,8	102,0	96,7	82,0	68,7	73,5	70,4
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . .	0,8	0,9	1,0	1,4	3,5	4,8	6,5	8,0	8,5	8,1	6,7	9,4	9,7
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	21,8	20,7	25,9	22,8	28,1	24,6	22,6	25,4	25,0	28,9	40,0	34,8	30,6
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	0,5	0,5	0,6	1,4	1,5	1,1	0,8	0,7	0,4	1,3	1,0	1,9	2,1
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	2,3	7,5	13,5	18,3	32,5	19,7	37,3	41,9	27,0	29,0	14,5	28,5	23,5
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	48,5	53,8	72,7	77,1	91,9	104,7	137,1	134,2	160,0	220,7	174,0	96,6	115,2
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Grumes de feuillus <sup>7</sup> . . . . .	0,23	0,22	0,25	0,37	0,35	0,31	0,23	0,21	0,22	0,20	0,19	0,22	0,20
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	1,09	0,99	1,23	1,43	1,51	1,36	1,60	1,59	1,56	1,58	1,40	1,40	1,40
Pâte de bois . . . . .	0,38	0,41	0,49	0,50	0,54	0,49	0,62	0,63	0,70	0,61	0,61	0,75	0,80
Papier journal . . . . .	0,58	0,54	0,56	0,60	0,66	0,67	0,76	0,85	0,87	0,72	0,72	0,74	0,75
Autres papiers et cartons . . . . .	0,28	0,29	0,44	0,43	0,57	0,63	0,82	0,80	1,06	0,97	0,97	1,05	1,00
<b>Extrême-Orient<sup>10</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	6,00	8,21	9,22	10,75	11,52	11,34	10,77	8,35	8,90	7,79	6,92	11,91	11,62
Orge . . . . .	0,09	0,21	0,20	0,11	0,01	0,01	0,16	0,12	0,04	0,08	0,36	0,50	0,51
Maïs . . . . .	0,47	0,54	0,51	0,51	0,51	0,75	0,60	0,85	0,86	1,04	1,28	1,35	1,26
Millet et sorgho . . . . .	—	—	0,02	0,07	1,59	2,16	0,43	0,41	0,07	0,08	0,10	1,31	1,02
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup> . . . .	3,91	4,52	4,40	3,93	3,78	4,26	4,03	3,84	5,06	4,30	4,80	4,89	3,63
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	1,00	0,99	0,95	1,03	1,26	1,24	1,55	1,80	1,57	1,63	1,33	1,99	1,18
Dattes . . . . .	0,05	0,08	0,08	0,08	0,08	0,09	0,10	0,09	0,11	0,07	0,06	0,08	0,05
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>8</sup> . . . . .	0,44	0,47	0,56	0,47	0,47	0,43	0,43	0,56	0,62	0,80	0,73	0,80	0,85
Lait (condensé, évaporé et en poudre) . . . . .	0,43	0,43	0,43	0,41	0,41	0,36	0,40	0,44	0,40	0,38	0,36	0,33	0,39
Coton (fibre) . . . . .	0,44	0,40	0,44	0,45	0,45	0,52	0,57	0,50	0,59	0,63	0,57	0,73	0,61
Jute et kénaf . . . . .	0,09	0,06	0,07	0,16	0,10	0,03	0,08	0,03	0,01	0,14	0,25	0,18	0,21
Caoutchouc (naturel) <sup>11</sup> . . . . .	0,13	0,12	0,10	0,10	0,10	0,12	0,11	0,13	0,09	0,09	0,09	0,09	0,10

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 5. — VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
<i>Milliers de tonnes</i>													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	89,1	97,8	107,7	109,4	115,6	113,9	110,9	102,0	121,8	116,5	121,1	140,7	136,9
Poisson séché, salé ou fumé	57,5	64,4	62,0	55,8	72,0	57,8	62,7	60,9	61,1	61,8	62,0	27,8	24,0
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc.	34,2	43,3	42,0	39,5	42,5	40,3	36,6	35,9	43,9	50,9	52,0	55,6	54,7
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non	62,9	67,8	67,1	64,2	73,8	82,4	92,9	102,2	89,5	97,0	83,6	88,9	87,9
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non	17,9	20,1	17,2	17,1	12,6	21,8	23,9	22,6	27,8	16,0	15,5	15,4	20,1
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques	1,9	1,8	1,6	1,6	2,1	5,2	5,9	6,9	8,6	7,4	4,7	6,2	1,9
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques	44,3	42,7	49,2	52,8	55,8	70,9	86,2	112,0	119,5	125,9	87,2	58,1	55,8
<i>Millions de tonnes</i>													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Grumes de résineux <sup>7</sup>	0,11	0,19	0,23	0,14	0,25	0,31	0,48	0,23	0,29	0,44	0,57	1,08	1,10
Grumes de feuillus <sup>7</sup>	1,04	0,93	1,74	2,05	2,82	3,10	4,28	4,46	5,16	5,74	5,72	5,98	5,30
Sciages de feuillus <sup>7</sup>	0,12	0,12	0,35	0,30	0,37	0,40	0,65	0,47	0,47	0,48	0,56	1,20	1,05
Pâte de bois	0,24	0,26	0,23	0,19	0,23	0,22	0,31	0,37	0,36	0,38	0,48	0,49	0,50
Papier journal	0,24	0,26	0,26	0,27	0,34	0,32	0,40	0,46	0,43	0,55	0,45	0,43	0,43
Autres papiers et cartons	0,35	0,39	0,47	0,45	0,53	0,59	0,67	0,72	0,76	0,86	0,74	0,88	1,00
<b>Chine et autres pays asiatiques à économie centralement planifiée</b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	5,18	4,92	6,02	5,86	7,13	4,22	6,14	4,52	6,62	4,66	6,28	7,26	7,60
Orge	0,50	0,03	0,58	0,03	—	0,03	0,05	0,09	0,24	0,32	0,46	0,28	0,19
Maïs	0,52	0,05	0,41	0,23	0,09	0,27	0,38	0,41	0,60	0,55	1,99	2,95	2,55
Millet et sorgho	0,04	0,01	0,03	—	—	—	—	—	—	0,03	0,04	0,01	0,11
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup>	0,19	0,55	0,53	0,33	0,52	0,68	1,08	1,31	0,90	1,26	1,11	1,41	1,10
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	0,97	0,56	0,46	0,53	0,68	0,74	0,65	0,73	0,79	0,79	0,99	1,00	0,92
Dattes	0,06	0,07	0,06	0,04	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,09	0,09	0,10
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>4</sup>	0,05	0,06	0,08	0,07	0,05	0,10	0,12	0,14	0,15	0,14	0,21	0,32	0,29
Lait (condensé, évaporé et en poudre)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,03
Coton (fibre)	0,13	0,22	0,17	0,25	0,19	0,19	0,17	0,20	0,21	0,27	0,32	0,58	0,63
Jute et kénaf	0,02	0,03	0,06	0,06	0,06	0,07	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,09	0,10
Caoutchouc (naturel)	0,10	0,13	0,15	0,16	0,18	0,16	0,24	0,30	0,21	0,20	0,22	0,30	0,24
<b>Proche-Orient<sup>12</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	3,57	4,24	3,44	4,44	4,41	4,63	4,59	3,40	4,98	7,83	4,82	5,45	7,04
Maïs	0,33	0,28	0,53	0,25	0,31	0,34	0,35	0,20	0,26	0,32	0,46	0,43	0,72
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup>	0,37	0,28	0,36	0,38	0,38	0,32	0,35	0,38	0,45	0,61	0,51	0,47	0,72
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup>	1,13	0,88	1,28	1,83	1,54	1,37	1,10	1,00	1,05	1,28	1,21	1,64	1,73
Dattes	0,06	0,07	0,08	0,06	0,05	0,07	0,06	0,06	0,07	0,11	0,08	0,10	0,07
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>8</sup>	0,26	0,30	0,31	0,23	0,24	0,28	0,28	0,28	0,29	0,29	0,30	0,27	0,32
Espèces ovine et caprine <sup>5</sup>	2,72	2,68	2,94	3,00	3,41	2,23	4,00	3,82	3,77	3,94	4,31	3,97	3,90

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 5. — VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	6,5	6,9	8,5	13,7	23,8	21,5	13,6	9,0	8,0	8,6	8,3	11,9	23,7
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	2,8	2,1	2,9	2,9	8,8	2,8	3,5	2,4	2,2	2,0	1,8	1,8	1,7
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	10,9	9,1	9,0	6,9	5,5	7,7	8,6	9,2	12,7	11,8	13,9	16,3	13,6
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	0,7	0,6	0,4	0,8	0,9	0,5	0,3	1,8	1,0	1,5	1,4	—	—
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	—	—	—	—	2,5	5,2	4,5	7,8	5,4	6,8	6,0	1,8	1,9
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	0,83	0,84	1,02	1,06	1,24	1,05	0,90	0,93	1,22	1,19	1,60	1,54	1,54
Tous papiers et cartons . . . . .	0,28	0,28	0,27	0,31	0,37	0,46	0,46	0,52	0,49	0,62	0,53	0,64	0,65
<b>Afrique <sup>13</sup></b>													
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>													
Blé et farine de blé (équivalent de blé) . . . . .	2,04	1,56	1,57	1,74	2,53	3,07	2,78	2,18	2,85	3,43	3,79	4,51	4,75
Orge . . . . .	0,24	0,01	0,02	0,08	0,09	0,12	0,05	0,07	0,02	0,03	0,08	0,10	0,10
Riz (équivalent de riz usiné) <sup>1</sup> . . . . .	0,54	0,52	0,62	0,74	0,71	0,59	0,60	0,62	0,70	0,84	0,79	0,89	1,07
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>2</sup> . . . . .	1,32	1,11	1,17	1,24	1,33	1,30	1,24	0,98	1,27	1,38	1,39	1,42	1,44
Pommes de terre . . . . .	0,25	0,21	0,20	0,17	0,16	0,13	0,15	0,15	0,16	0,15	0,13	0,19	0,19
Bovins <sup>5</sup> . . . . .	0,85	0,91	0,90	0,89	0,88	0,85	0,83	0,93	0,92	0,90	0,84	0,78	0,63
Espèces ovine et caprine <sup>5</sup> . . . . .	2,49	2,64	2,35	2,25	2,44	2,41	2,41	2,45	2,42	2,47	2,27	2,00	1,93
Vin . . . . .	0,22	0,23	0,25	0,25	0,27	0,25	0,26	0,24	0,22	0,20	0,19	0,17	0,19
..... <i>Milliers de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS HALIEUTIQUES</b>													
Poisson frais, réfrigéré ou congelé . . . . .	55,7	72,8	62,8	65,9	81,6	58,1	56,8	62,0	79,5	98,3	94,5	211,7	214,6
Poisson séché, salé ou fumé . . . . .	97,0	101,0	91,8	85,8	97,3	85,9	71,6	62,1	63,4	62,4	48,9	51,1	53,3
Crustacés et mollusques frais, congelés, séchés, salés, etc. . . . .	1,9	1,2	2,1	0,7	0,8	0,7	0,6	1,5	1,0	0,9	1,0	2,1	2,4
Produits et préparations à base de poisson en récipients hermétiques ou non . . . . .	31,3	31,1	29,6	33,8	32,8	26,7	29,9	30,8	37,2	43,2	52,5	64,3	64,8
Produits et préparations de crustacés et mollusques en récipients hermétiques ou non . . . . .	0,1	—	0,1	0,1	—	0,8	0,8	0,4	0,4	0,6	0,8	—	—
Matières grasses, brutes ou raffinées, provenant d'animaux aquatiques . . . . .	1,9	1,7	2,3	1,7	0,8	0,8	1,7	3,6	4,8	4,8	4,7	3,8	3,1
Farines, aliments solubles et autres aliments du bétail provenant d'animaux aquatiques . . . . .	7,6	8,7	6,2	9,4	10,1	11,5	11,0	15,0	15,0	16,1	16,0	14,5	13,4
..... <i>Millions de tonnes</i> .....													
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>													
Sciages de résineux <sup>7</sup> . . . . .	0,44	0,44	0,55	0,48	0,54	0,57	0,63	0,71	0,91	0,94	0,95	0,96	0,90
Sciages de feuillus <sup>7</sup> . . . . .	0,12	0,13	0,12	0,17	0,19	0,17	0,18	0,17	0,18	0,18	0,24	0,21	0,20
Papier journal . . . . .	0,05	0,05	0,03	0,04	0,05	0,04	0,03	0,03	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05
Autres papiers et cartons . . . . .	0,15	0,18	0,21	0,23	0,24	0,26	0,28	0,31	0,37	0,38	0,38	0,38	0,40

<sup>1</sup> Paddy converti à 65%. — <sup>2</sup> Y compris le sucre raffiné converti à 108,7%. — <sup>3</sup> Oranges, mandarines et citrons. — <sup>4</sup> Arachides, coprah, palmistes, soja, graines de tournesol, graines de ricin, graines de coton, huile d'olive, huile d'arachide, huile de coco, huile de palme, huile de palme, huile de soja, huile de tournesol, huile de ricin, huile de lin, huile de coton. — <sup>5</sup> Millions de têtes. — <sup>6</sup> Bœuf et veau, mouton et agneau, porc, volaille. — <sup>7</sup> Millions de mètres cubes. — <sup>8</sup> Arachides, coprah, palmistes, soja, graines de tournesol, graines de ricin, graines de lin, graines de coton, huile d'olive, huile d'arachide, huile de coco, huile de palme, huile de palme, huile de tournesol, huile de soja, huile de tournesol, huile de ricin, huile de lin, huile de coton. — <sup>9</sup> Non compris les échanges entre les États-Unis et leurs territoires. — <sup>10</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays asiatiques à économie centralement planifiée. — <sup>11</sup> Non compris les importations de la Malaisie destinées à être réexportées. — <sup>12</sup> Non compris Israël. — <sup>13</sup> Non compris l'Afrique du Sud.

TABLEAU ANNEXE 6. — INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Europe occidentale</b>													
Produits agricoles . . . . .	88	100	109	118	122	131	135	156	179	207	259	369	433
Alimentation humaine . . . .	87	99	109	120	123	133	140	163	186	216	266	375	451
Alimentation animale . . . .	90	96	109	119	136	141	136	153	189	227	290	701	720
Matières premières . . . . .	91	111	107	104	106	104	94	93	100	96	121	170	212
Produits halieutiques . . . . .	92	94	105	127	133	131	127	143	171	198	243	342	379
Produits forestiers . . . . .	90	96	109	114	118	119	129	149	169	177	205	301	409
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
Produits agricoles . . . . .	102	106	94	100	112	137	132	136	128	142	154	203	258
Alimentation humaine . . . .	106	109	90	97	109	141	130	143	130	147	152	208	264
Alimentation animale . . . .	150	110	31	59	130	130	108	117	13	19	5	13	5
Matières premières . . . . .	90	95	107	112	117	121	127	103	113	115	145	171	223
Produits halieutiques . . . . .	84	104	105	126	148	156	175	179	197	202	221	284	360
Produits forestiers . . . . .	89	94	112	125	132	131	139	150	169	176	197	261	277
<b>Amérique du Nord</b>													
Produits agricoles . . . . .	87	98	116	110	123	110	105	97	123	135	160	298	378
Alimentation humaine . . . .	87	100	117	114	128	110	104	95	125	135	165	318	404
Alimentation animale . . . .	77	104	118	160	185	186	203	227	275	312	337	735	721
Matières premières . . . . .	86	93	109	93	96	98	99	87	94	113	121	170	238
Produits halieutiques . . . . .	84	98	116	122	130	137	140	164	178	195	230	375	332
Produits forestiers . . . . .	90	97	110	116	125	131	151	169	186	189	227	299	344
<b>Océanie</b>													
Produits agricoles . . . . .	92	95	120	110	106	110	100	105	118	118	144	213	256
Alimentation humaine . . . .	91	93	117	119	110	121	114	114	138	158	199	246	308
Alimentation animale . . . .	100	116	136	88	49	103	105	142	198	152	154	420	418
Matières premières . . . . .	93	97	122	101	101	96	83	95	93	72	82	174	195
Produits halieutiques . . . . .	96	92	101	133	166	174	237	286	294	406	527	617	580
Produits forestiers . . . . .	81	105	116	117	119	146	181	210	242	290	360	554	554
<b>PAYS DÉVELOPPÉS <sup>1</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	91	100	111	111	118	120	118	123	141	157	189	293	358
Alimentation humaine . . . .	91	100	111	114	121	124	122	129	150	170	205	314	390
Alimentation animale . . . .	89	102	108	135	159	163	170	191	220	253	289	644	646
Matières premières . . . . .	91	98	112	100	102	100	99	92	96	94	109	169	211
<b>Amérique latine</b>													
Produits agricoles . . . . .	91	99	106	111	113	108	113	121	137	132	157	226	284
Alimentation humaine . . . .	88	98	109	113	116	114	118	124	147	142	168	236	310
Alimentation animale . . . .	97	108	97	118	124	119	118	127	162	189	233	527	397
Matières premières . . . . .	103	104	97	102	99	82	90	105	92	83	100	141	161
Produits halieutiques . . . . .	96	98	115	125	145	142	161	169	228	249	225	201	255
Produits forestiers . . . . .	85	82	109	127	143	137	173	209	214	232	261	365	376

Voir notes en fin de tableau.



TABLEAU ANNEXE 6. — INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Extrême-Orient <sup>2</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	95	104	104	101	100	94	94	100	103	105	112	160	236
Alimentation humaine . . . . .	91	107	107	102	100	98	97	91	102	112	115	146	265
Alimentation animale . . . . .	94	114	117	110	107	91	94	79	108	108	120	268	254
Matières premières . . . . .	101	99	98	99	100	88	89	115	104	96	107	172	195
Produits halieutiques . . . . .	87	101	118	123	146	166	184	231	284	349	479	770	790
Produits forestiers . . . . .	82	105	113	126	149	169	227	257	291	326	384	715	728
<b>Proche-Orient <sup>3</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	94	103	104	111	115	113	116	126	134	146	165	220	252
Alimentation humaine . . . . .	103	102	106	113	105	111	122	147	128	134	167	239	248
Alimentation animale . . . . .	85	105	116	130	138	142	138	138	158	136	185	204	169
Matières premières . . . . .	90	104	103	109	118	112	113	114	135	152	162	210	257
Produits halieutiques . . . . .	91	92	103	122	129	139	144	114	156	169	211	268	296
Produits forestiers . . . . .	87	92	94	141	169	170	205	224	269	275	359	456	516
<b>Afrique <sup>4</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	93	99	109	107	106	102	110	115	128	117	134	171	222
Alimentation humaine . . . . .	92	100	110	109	112	110	122	125	138	129	147	182	243
Alimentation animale . . . . .	85	90	111	127	125	146	150	139	155	121	162	229	184
Matières premières . . . . .	86	106	108	104	87	80	78	85	97	98	104	140	187
Produits halieutiques . . . . .	102	96	106	95	117	111	120	137	154	173	204	373	388
Produits forestiers . . . . .	81	101	120	114	113	114	130	158	147	143	180	322	338
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT <sup>5</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	92	101	107	108	110	106	110	116	126	125	142	199	260
Alimentation humaine . . . . .	89	101	110	111	113	112	117	120	133	133	152	205	286
Alimentation animale . . . . .	93	107	108	118	120	116	117	114	142	145	178	357	291
Matières premières . . . . .	97	102	100	103	103	91	94	110	107	106	120	173	201
<b>Monde</b>													
Produits agricoles . . . . .	91	100	109	110	114	114	114	120	134	143	169	251	315
Alimentation humaine . . . . .	90	100	110	112	118	119	120	125	143	154	182	268	346
Alimentation animale . . . . .	91	104	108	126	138	139	142	151	179	197	231	493	460
Matières premières . . . . .	94	100	106	101	102	96	95	101	102	100	115	171	206
Produits halieutiques <sup>6</sup> . . . . .	95	96	109	121	131	131	137	151	179	206	248	331	364
Produits forestiers . . . . .	89	97	110	117	126	130	141	164	185	187	211	276	390

<sup>1</sup> Y compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S. — <sup>2</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays d'Asie à planification centrale. — <sup>3</sup> Non compris Israël. — <sup>4</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>5</sup> Y compris des pays d'Asie à planification centrale. — <sup>6</sup> Non compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S., la Chine et d'autres pays d'Asie à planification centrale.

TABLEAU ANNEXE 7. — INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Europe occidentale</b>													
Produits agricoles . . . . .	93	99	103	111	114	125	136	145	161	172	187	202	212
Alimentation humaine . . . . .	93	98	104	113	114	127	141	151	168	177	188	206	218
Alimentation animale . . . . .	91	93	107	111	120	129	129	144	170	194	230	293	318
Matières premières . . . . .	96	105	100	104	106	109	105	102	103	102	120	115	124
Produits halieutiques . . . . .	97	97	103	112	113	119	116	116	118	117	132	135	126
Produits forestiers . . . . .	92	99	108	109	114	116	129	143	149	147	160	187	186
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
Produits agricoles . . . . .	106	98	89	104	116	142	140	141	124	132	126	133	143
Alimentation humaine . . . . .	112	101	84	101	112	145	141	148	124	134	120	125	138
Alimentation animale . . . . .	149	102	29	52	122	116	99	97	12	11	4	7	3
Matières premières . . . . .	89	92	105	114	124	127	131	108	116	117	133	144	144
Produits halieutiques . . . . .	71	100	106	158	191	187	197	195	224	231	230	244	303
Produits forestiers . . . . .	89	98	113	121	130	132	139	148	159	155	161	176	171
<b>Amérique du Nord</b>													
Produits agricoles . . . . .	88	99	115	108	117	105	104	93	117	122	139	173	153
Alimentation humaine . . . . .	88	100	116	112	122	104	102	92	121	122	146	183	156
Alimentation animale . . . . .	81	101	116	156	165	165	186	208	247	270	256	313	313
Matières premières . . . . .	86	95	111	91	95	100	101	83	87	101	100	122	122
Produits halieutiques . . . . .	88	103	114	113	116	116	122	130	124	133	135	142	114
Produits forestiers . . . . .	90	99	110	115	123	128	141	151	161	161	175	183	181
<b>Océanie</b>													
Produits agricoles . . . . .	98	98	108	106	103	108	111	114	124	128	136	131	109
Alimentation humaine . . . . .	96	96	112	112	104	115	115	113	128	143	152	146	129
Alimentation animale . . . . .	98	124	138	80	38	88	91	121	186	111	132	214	150
Matières premières . . . . .	100	100	104	99	103	99	106	114	120	111	118	113	84
Produits halieutiques . . . . .	89	84	101	134	136	153	205	207	223	278	316	262	240
Produits forestiers . . . . .	81	104	121	116	122	157	201	230	252	260	274	295	295
<b>PAYS DÉVELOPPÉS<sup>1</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	94	99	106	108	112	116	119	118	132	139	151	168	160
Alimentation humaine . . . . .	95	99	107	109	114	118	122	121	137	144	157	177	169
Alimentation animale . . . . .	91	99	107	129	142	147	157	175	197	217	223	273	280
Matières premières . . . . .	94	98	105	99	102	103	106	99	103	104	111	118	108
<b>Amérique latine</b>													
Produits agricoles . . . . .	101	100	96	107	110	109	111	117	121	114	118	125	116
Alimentation humaine . . . . .	99	100	97	107	110	113	114	118	125	120	124	133	124
Alimentation animale . . . . .	102	101	96	111	116	109	107	121	145	152	160	170	178
Matières premières . . . . .	105	101	93	108	107	92	97	116	100	84	88	87	77
Produits halieutiques . . . . .	106	105	125	79	119	139	174	146	164	168	160	83	103
Produits forestiers . . . . .	86	83	107	124	138	135	163	170	174	181	212	252	252

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 7. — INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Extrême-Orient <sup>2</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	97	105	104	101	102	99	102	105	108	116	122	125	123
Alimentation humaine . . . . .	96	105	103	99	99	94	94	92	101	111	117	111	115
Alimentation animale . . . . .	95	111	116	103	99	93	103	92	111	114	125	148	140
Matières premières . . . . .	99	103	104	103	106	106	113	124	118	123	127	142	132
Produits halieutiques . . . . .	90	95	112	116	129	170	144	154	180	198	235	325	304
Produits forestiers . . . . .	79	100	118	129	154	169	222	253	293	318	361	450	420
<b>Proche-Orient <sup>3</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	99	104	103	108	116	110	111	117	129	131	138	140	109
Alimentation humaine . . . . .	104	103	104	110	94	94	104	124	110	113	126	132	98
Alimentation animale . . . . .	90	103	115	121	123	130	142	143	153	126	153	108	84
Matières premières . . . . .	96	104	102	106	127	117	113	111	136	140	142	144	115
Produits halieutiques . . . . .	101	95	90	109	121	99	95	94	101	107	102	150	169
Produits forestiers . . . . .	95	116	92	122	151	149	173	220	259	297	295	330	408
<b>Afrique <sup>4</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	98	98	103	107	105	98	105	105	110	101	111	113	105
Alimentation humaine . . . . .	98	100	103	108	108	102	111	107	108	103	116	114	109
Alimentation animale . . . . .	90	91	111	112	117	132	134	131	136	105	142	115	94
Matières premières . . . . .	88	98	107	112	99	96	94	96	114	109	109	114	105
Produits halieutiques . . . . .	106	101	106	88	105	98	115	129	131	141	167	221	221
Produits forestiers . . . . .	85	98	116	113	113	112	127	145	134	132	140	158	155
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT <sup>5</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	98	101	102	107	110	107	109	113	116	115	122	127	119
Alimentation humaine . . . . .	97	101	101	108	111	108	108	111	112	116	123	127	122
Alimentation animale . . . . .	96	103	107	110	112	110	114	116	133	129	146	148	143
Matières premières . . . . .	98	102	102	107	110	104	107	117	116	113	119	125	111
<b>Monde</b>													
Produits agricoles . . . . .	96	100	104	107	111	111	114	116	124	127	137	149	141
Alimentation humaine . . . . .	96	100	104	109	113	114	117	117	128	132	142	155	148
Alimentation animale . . . . .	94	101	107	119	126	128	135	145	166	174	187	212	215
Matières premières . . . . .	96	100	103	103	105	103	106	108	109	109	115	121	110
Produits halieutiques <sup>6</sup> . . . . .	96	98	110	109	110	118	125	122	130	135	149	148	149
Produits forestiers . . . . .	90	99	110	115	126	128	141	159	166	162	176	194	202

<sup>1</sup> Y compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S. — <sup>2</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>3</sup> Non compris Israël. — <sup>4</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>5</sup> Y compris des pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>6</sup> Non compris la Chine et d'autres pays d'Asie à économie centralement planifiée.

TABLEAU ANNEXE 8. — INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Europe occidentale</b>													
Produits agricoles . . . . .	93	100	107	111	116	113	109	120	131	144	169	238	279
Alimentation humaine . . . .	91	100	108	116	121	120	116	128	143	161	189	258	313
Alimentation animale . . . .	96	103	108	123	143	134	130	138	164	186	207	421	359
Matières premières . . . . .	98	101	105	95	98	90	88	96	91	87	103	144	164
Produits forestiers . . . . .	86	96	113	118	120	119	130	151	172	174	201	297	394
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
Produits agricoles . . . . .	86	94	116	116	114	103	104	105	131	135	164	243	289
Alimentation humaine . . . .	81	92	127	121	117	104	101	99	128	136	177	268	308
Alimentation animale . . . .	57	92	148	164	183	190	210	218	263	303	430	901	1 006
Matières premières . . . . .	96	98	97	104	104	91	95	97	114	109	112	156	207
Produits forestiers . . . . .	95	92	104	119	121	141	156	171	199	216	225	270	312
<b>Amérique du Nord</b>													
Produits agricoles . . . . .	98	102	105	102	111	110	122	121	139	139	155	208	261
Alimentation humaine . . . .	98	103	105	102	113	114	128	127	150	153	168	222	283
Alimentation animale . . . .	104	113	100	103	108	103	105	123	145	132	158	263	270
Matières premières . . . . .	101	99	103	99	98	88	88	90	77	68	77	113	145
Produits forestiers . . . . .	96	97	106	112	122	118	137	151	139	163	202	248	254
<b>Océanie</b>													
Produits agricoles . . . . .	83	99	114	108	106	99	92	101	112	114	117	135	223
Alimentation humaine . . . .	86	99	120	108	114	106	100	105	120	128	131	144	220
Alimentation animale . . . .	10	66	161	239	532	491	687	453	630	676	515	352	726
Matières premières . . . . .	80	99	105	108	90	86	74	90	95	86	91	112	210
Produits forestiers . . . . .	83	98	101	115	107	110	118	129	148	155	137	194	194
<b>PAYS DÉVELOPPÉS <sup>1</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	92	100	109	111	116	113	113	121	136	145	170	243	292
Alimentation humaine . . . .	90	100	111	115	121	120	120	127	148	162	189	264	329
Alimentation animale . . . .	90	102	111	128	145	136	136	144	174	194	222	462	413
Matières premières . . . . .	96	100	103	99	101	92	92	98	98	94	109	157	182
<b>Amérique latine</b>													
Produits agricoles . . . . .	93	101	114	107	113	116	120	124	132	149	168	261	391
Alimentation humaine . . . .	93	102	115	106	112	118	122	125	134	150	171	271	409
Alimentation animale . . . .	101	90	137	100	108	113	124	154	157	317	289	615	883
Matières premières . . . . .	91	97	110	113	113	101	106	109	110	124	132	170	249
Produits forestiers . . . . .	91	87	105	113	127	124	153	168	192	192	201	225	229

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 8. — INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Extrême-Orient <sup>2</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	88	101	111	112	121	131	129	124	131	135	143	230	308
Alimentation humaine . . . . .	86	102	114	113	126	136	130	124	130	129	134	231	318
Alimentation animale . . . . .	96	110	94	108	86	90	101	132	158	183	203	254	398
Matières premières . . . . .	98	94	97	109	102	116	128	129	135	161	176	221	268
Produits forestiers . . . . .	95	96	110	106	134	142	172	192	220	259	252	726	763
<b>Proche-Orient <sup>3</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	88	99	112	115	120	115	114	109	130	179	179	241	464
Alimentation humaine . . . . .	87	99	112	115	120	115	114	108	130	183	180	246	486
Alimentation animale . . . . .	104	90	101	138	190	177	163	196	351	534	514	658	1 023
Matières premières . . . . .	99	96	105	113	107	109	106	118	122	124	156	178	214
Produits forestiers . . . . .	101	84	99	117	133	125	127	143	163	191	236	310	315
<b>Afrique <sup>4</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	97	92	104	111	110	112	109	111	127	145	163	220	359
Alimentation humaine . . . . .	98	92	103	110	110	111	106	109	126	145	163	224	372
Alimentation animale . . . . .	62	83	124	183	172	189	228	314	362	438	540	540	540
Matières premières . . . . .	77	82	124	131	131	142	149	142	161	189	223	273	402
Produits forestiers . . . . .	89	96	104	119	127	135	143	165	205	217	214	276	282
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT <sup>5</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	91	99	111	111	117	119	121	119	131	145	161	247	379
Alimentation humaine . . . . .	91	99	113	110	119	120	122	118	131	144	159	249	393
Alimentation animale . . . . .	96	100	109	112	108	116	123	154	187	265	265	416	609
Matières premières . . . . .	91	98	105	115	107	112	116	125	127	147	166	237	316
<b>Monde</b>													
Produits agricoles . . . . .	92	100	109	111	116	114	115	120	135	145	168	244	310
Alimentation humaine . . . . .	90	100	111	114	120	120	120	125	144	158	182	261	344
Alimentation animale . . . . .	91	102	111	127	143	134	135	144	174	197	224	459	423
Matières premières . . . . .	96	100	103	101	102	95	95	101	102	100	116	167	198
Produits forestiers . . . . .	89	96	110	117	125	128	139	159	180	183	202	259	348

<sup>1</sup> Y compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S. — <sup>2</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>3</sup> Non compris Israël. — <sup>4</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>5</sup> Y compris des pays d'Asie à économie centralement planifiée.

TABLEAU ANNEXE 9. — INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Europe occidentale</b>													
Produits agricoles . . . . .	99	100	102	106	111	110	111	116	121	124	131	134	129
Alimentation humaine . . . .	97	100	103	109	113	115	116	121	126	132	140	143	141
Alimentation animale . . . .	99	101	106	116	131	125	126	137	153	164	173	185	167
Matières premières . . . . .	101	100	101	98	101	97	99	103	101	97	102	99	88
Produits forestiers . . . . .	90	99	111	112	114	117	131	144	152	146	161	186	180
<b>Europe orientale et U.R.S.S.</b>													
Produits agricoles . . . . .	89	94	113	114	113	101	104	105	127	132	155	175	148
Alimentation humaine . . . .	85	90	121	119	114	97	95	90	117	125	162	198	144
Alimentation animale . . . .	59	94	141	160	187	184	210	219	260	302	408	455	529
Matières premières . . . . .	96	101	99	104	105	96	104	101	117	111	111	110	115
Produits forestiers . . . . .	94	91	105	120	129	150	166	181	205	208	205	212	216
<b>Amérique du Nord</b>													
Produits agricoles . . . . .	103	102	97	100	106	107	117	111	115	117	124	129	124
Alimentation humaine . . . .	105	104	96	98	106	108	119	112	118	120	125	129	124
Alimentation animale . . . .	105	108	103	96	92	87	87	108	114	104	111	111	122
Matières premières . . . . .	99	95	100	104	102	99	109	101	91	89	100	99	97
Produits forestiers . . . . .	96	98	105	111	121	117	128	138	131	146	167	169	185
<b>Océanie</b>													
Produits agricoles . . . . .	90	99	104	107	108	103	100	107	113	114	121	116	137
Alimentation humaine . . . .	95	99	106	104	114	108	105	106	115	118	123	120	131
Alimentation animale . . . .	—	71	157	243	500	400	600	400	529	557	414	200	457
Matières premières . . . . .	83	99	100	110	96	93	90	103	106	103	113	106	138
Produits forestiers . . . . .	82	93	100	112	106	110	114	120	132	135	132	162	162
<b>PAYS DÉVELOPPÉS <sup>1</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	97	99	103	107	112	110	113	116	124	127	137	144	134
Alimentation humaine . . . .	96	99	104	110	114	113	117	119	128	133	145	154	145
Alimentation animale . . . .	94	101	109	120	134	126	131	143	162	172	189	208	194
Matières premières . . . . .	98	100	101	101	103	100	104	105	107	103	109	108	98
<b>Amérique latine</b>													
Produits agricoles . . . . .	95	102	110	103	110	113	122	124	128	138	145	170	185
Alimentation humaine . . . .	96	102	110	102	110	113	122	123	128	136	143	174	187
Alimentation animale . . . .	100	83	130	101	101	107	117	148	161	293	261	245	379
Matières premières . . . . .	91	97	110	111	114	109	123	122	119	134	140	136	153
Produits forestiers . . . . .	90	86	107	113	129	130	160	166	193	180	185	179	179

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 9. — INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (fin)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 (Don- nées prélim.)
..... 1961-65 = 100 .....													
<b>Extrême-Orient <sup>2</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	90	101	107	111	118	124	124	120	125	124	123	150	139
Alimentation humaine . . . . .	87	103	109	112	122	125	121	116	122	117	116	147	134
Alimentation animale . . . . .	96	110	96	102	76	83	97	134	150	175	189	152	192
Matières premières . . . . .	102	94	96	106	104	124	144	138	136	149	150	165	156
Produits forestiers . . . . .	89	96	117	112	141	148	183	191	202	238	241	267	266
<b>Proche-Orient <sup>3</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	94	97	102	115	120	117	119	115	136	170	152	154	182
Alimentation humaine . . . . .	94	98	102	114	120	116	117	113	134	171	147	154	183
Alimentation animale . . . . .	114	92	103	122	156	147	156	186	314	442	419	325	403
Matières premières . . . . .	98	97	104	118	118	129	137	135	147	149	187	148	157
Produits forestiers . . . . .	97	92	103	118	130	135	131	152	155	175	196	209	208
<b>Afrique <sup>4</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	102	93	99	105	111	114	114	110	124	135	138	143	156
Alimentation humaine . . . . .	103	94	97	104	111	114	112	110	125	137	140	145	158
Alimentation animale . . . . .	64	82	118	168	159	173	173	205	277	305	286	273	264
Matières premières . . . . .	75	83	132	125	125	142	162	144	156	175	184	196	214
Produits forestiers . . . . .	89	95	105	115	121	128	136	149	178	184	175	190	191
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT <sup>5</sup></b>													
Produits agricoles . . . . .	94	99	106	108	116	117	122	119	129	136	140	162	166
Alimentation humaine . . . . .	94	99	106	107	117	116	120	116	128	134	136	159	163
Alimentation animale . . . . .	97	98	108	107	97	107	117	153	179	239	236	202	275
Matières premières . . . . .	92	98	105	115	110	122	135	137	135	148	159	184	185
<b>Monde</b>													
Produits agricoles . . . . .	96	99	104	107	113	111	115	116	125	128	137	147	140
Alimentation humaine . . . . .	96	99	105	109	115	114	117	118	128	133	142	155	149
Alimentation animale . . . . .	94	101	108	119	132	125	130	143	163	176	191	207	198
Matières premières . . . . .	97	100	101	103	104	102	107	109	110	109	116	118	109
Produits forestiers . . . . .	91	98	110	114	122	126	143	154	164	164	179	201	200

<sup>1</sup> Y compris l'Europe orientale et l'U.R.S.S. — <sup>2</sup> Non compris le Japon ni la Chine et d'autres pays d'Asie à économie centralement planifiée. — <sup>3</sup> Non compris Israël. — <sup>4</sup> Non compris l'Afrique du Sud. — <sup>5</sup> Y compris des pays d'Asie à économie centralement planifiée.

TABLEAU ANNEXE 10. — VARIATIONS DES STOCKS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

	Date	Moyen- ne 1961- 65	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975 (Esti- mation)
..... Millions de tonnes .....											
<b>Blé</b>											
PAYS EXPORTATEURS											
Etats-Unis . . . . .	1 <sup>er</sup> juillet	30,7	11,6	14,7	22,2	24,1	19,9	23,5	11,9	6,8	7,8
Canada . . . . .	1 <sup>er</sup> août	13,3	15,7	18,1	23,2	27,5	20,0	16,0	9,9	10,3	8,5
Argentine . . . . .	1 <sup>er</sup> déc.	1,5	0,2	1,0	0,3	0,8	0,7	0,5	0,1	1,0	0,3
Australie . . . . .	1 <sup>er</sup> déc.	0,6	2,2	1,4	7,3	7,2	3,4	1,4	0,5	1,9	1,4
Communauté économique euro- péenne <sup>1</sup> . . . . .	1 <sup>er</sup> août	6,5	15,4	9,2	9,1	5,5	6,1	7,5	26,6	25,8	7,0
TOTAL DE CES PAYS . . . . .		52,6	35,1	44,4	62,1	65,1	50,1	48,8	29,0	25,8	25,0
PAYS IMPORTATEURS											
Inde <sup>4</sup> . . . . .	31 déc.	...	0,8	2,1	2,3	3,1	5,0	1,9	1,0	...	...
<b>Céréales secondaires<sup>5</sup></b>											
PAYS EXPORTATEURS											
Etats-Unis <sup>6</sup> . . . . .	1 <sup>er</sup> juillet	62,7	34,2	44,4	46,0	44,6	30,9	45,1	30,2	20,4	12,2
Canada . . . . .	1 <sup>er</sup> août	4,3	4,9	4,4	6,7	7,1	5,4	6,2	5,8	6,2	5,5
Argentine <sup>7</sup> . . . . .	1 <sup>er</sup> déc.	0,4	0,6	1,8	1,7	1,8	—	20,2	20,1	20,5	0,2
Australie . . . . .	1 <sup>er</sup> déc.	0,2	0,9	0,8	1,2	1,2	1,6	1,0	0,5	0,5	0,5
TOTAL DE CES PAYS . . . . .		67,6	39,6	51,4	55,6	54,7	37,9	52,5	36,6	27,7	18,4
<b>Riz (équivalent de riz usiné)</b>											
PAYS EXPORTATEURS											
Pakistan <sup>4</sup> . . . . .	31 déc.	...	20,02	0,19	0,24	10,38	20,26	20,38	20,10	0,37	...
Thaïlande <sup>11</sup> . . . . .	31 déc.	...	—	20,06	120,30	121,10	0,89	...	...	...	...
Etats-Unis <sup>14</sup> . . . . .	31 juillet	0,25	0,28	0,22	0,54	0,55	0,62	0,38	0,17	0,26	...
Japon <sup>8</sup> . . . . .	31 octobre	—	—	—	9,36	9,50	7,03	5,22	3,71	3,09	3,39
TOTAL DE CES PAYS . . . . .		0,25	0,30	0,47	10,44	11,43	8,80	5,98	3,98	3,72	3,39
PAYS IMPORTATEURS											
Inde <sup>4</sup> . . . . .	31 déc.	...	...	1,03	1,64	1,83	2,31	1,36	1,42	1,05	...
Japon <sup>8</sup> . . . . .	31 octobre	3,19	5,85	7,03	—	—	—	—	—	...	...
TOTAL DE CES PAYS . . . . .		3,19	5,85	8,06	1,64	1,83	2,31	1,36	1,42	1,05	...
<b>Beurre</b>											
Canada et Etats-Unis . . . . .		0,13	0,11	0,08	0,08	0,09	0,07	0,06	0,05	0,04	...
Communauté économique euro- péenne: six premiers membres <sup>15</sup> . . . . .		0,09	0,20	0,33	0,34	0,16	0,13	0,34	0,29	0,21	...
nouveaux membres . . . . .		0,04	0,06	0,08	0,05	0,03	0,04	0,09			
Autres pays d'Europe occidentale <sup>16</sup>		0,01	0,02	0,02	0,03	0,02	0,02	0,01	0,02	0,01	...
Australie et Nouvelle-Zélande . . .		0,07	0,06	0,07	0,09	0,07	0,05	0,05	0,08	0,08	...
TOTAL DE CES PAYS . . . . .	31 déc.	0,34	0,45	0,58	0,39	0,37	0,30	0,55	0,43	0,34	...
<b>Lait écrémé en poudre</b>											
Etats-Unis . . . . .		0,18	0,12	0,13	0,10	0,06	0,04	0,02	0,03	0,13	...
Communauté économique euro- péenne: six premiers membres <sup>17</sup> . . .		...	0,20	0,31	0,39	0,18	0,10	0,19	0,33	0,47	...
nouveaux membres . . . . .		0,03	...	0,04	0,02	0,02	0,02	0,10			
TOTAL DE CES PAYS . . . . .	31 déc <sup>2</sup>	0,21	0,32	0,48	0,51	0,26	0,16	0,31	0,36	0,60	...
<b>Sucre (brut)</b>											
TOTAL MONDIAL . . . . .	1 <sup>er</sup> sept.	14,1	19,1	20,6	19,3	21,4	19,1	17,2	15,8	15,7	15,9
<b>Café</b>											
PAYS EXPORTATEURS	18	124,30	5,00	4,73	4,15	3,55	2,90	2,70	2,69	2,12	...

<sup>1</sup> 1961-67, six premiers membres; 1968-74, neuf membres actuels. — <sup>2</sup> Jusqu'en 1967 inclus, 1<sup>er</sup> juillet (sauf pour la Rép. féd. d'Allemagne, 1<sup>er</sup> juin). — <sup>3</sup> Stocks commerciaux. — <sup>4</sup> Stocks du gouvernement seulement, ou d'un organisme officiel. — <sup>5</sup> Orge, avoine, maïs, sorgho et seigle. — <sup>6</sup> Maïs et sorgho, 1<sup>er</sup> octobre. — <sup>7</sup> Maïs, 1<sup>er</sup> avril. — <sup>8</sup> Stocks du gouvernement seulement. — <sup>9</sup> Novembre. — <sup>10</sup> 31 octobre. — <sup>11</sup> Riz des récoltes précédentes pour l'exportation. — <sup>12</sup> Septembre. — <sup>13</sup> 31 janvier 1971. — <sup>14</sup> Y compris le paddy converti en équivalent de riz usiné à 69,5 %. — <sup>15</sup> Non compris l'Italie et le Luxembourg. — <sup>16</sup> Finlande, Norvège, Suède, Suisse. — <sup>17</sup> Non compris l'Italie. — <sup>18</sup> Fin de la campagne agricole, principalement entre le 31 mars et le 30 septembre. — <sup>19</sup> 1963-65.



TABLEAU ANNEXE 11. — VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS PRODUITS ET DENRÉES ALIMENTAIRES

	Tous produits						Denrées alimentaires					
	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1971	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1971	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974
..... Pourcentage annuel .....												
<b>Pays développés</b>												
<b>EUROPE OCCIDENTALE</b>												
Autriche . . . . .	3,9	<sup>1</sup> 3,3	4,7	6,3	7,5	9,5	4,4	<sup>1</sup> 2,1	3,8	5,8	7,8	8,4
Belgique . . . . .	2,5	3,5	4,4	5,4	7,0	12,7	2,9	3,5	1,9	6,9	8,0	9,4
Danemark . . . . .	5,5	7,5	5,8	6,6	9,3	15,3	4,2	7,5	5,9	9,3	13,0	11,9
Finlande . . . . .	5,3	<sup>2</sup> 4,6	6,5	7,1	11,7	17,4	5,9	<sup>2</sup> 5,2	4,4	9,3	12,5	16,0
France . . . . .	3,8	4,3	5,5	5,9	7,3	13,7	4,3	3,8	6,5	6,7	9,4	12,6
Allemagne, Rép. féd. d'	2,8	2,4	5,1	5,8	6,9	7,0	2,6	1,3	3,8	6,2	7,6	4,7
Grèce . . . . .	1,6	2,5	3,0	4,3	15,4	26,9	2,5	2,6	5,2	3,8	21,3	27,6
Islande . . . . .	11,0	12,8	6,4	10,3	20,1	10,8	15,2	13,3	2,0	16,6	27,9	46,8
Irlande . . . . .	4,2	5,3	8,9	8,7	11,3	17,0	3,9	4,3	7,4	11,8	16,4	14,7
Italie . . . . .	4,9	3,0	4,8	5,7	10,8	19,1	4,6	2,2	4,0	6,3	12,0	17,8
Pays-Bas . . . . .	3,5	4,8	7,6	7,8	7,9	9,7	4,0	4,3	4,2	6,6	7,9	7,2
Norvège . . . . .	4,1	5,0	6,3	7,2	7,5	9,4	4,5	5,3	6,0	7,2	7,0	8,3
Portugal . . . . .	2,6	6,4	12,0	10,7	12,9	25,1	2,8	5,2	8,9	9,9	9,2	32,6
Espagne . . . . .	7,0	5,1	8,3	8,3	11,4	15,7	7,7	3,7	7,8	9,1	12,6	14,3
Suède . . . . .	3,6	4,5	7,4	6,0	6,8	9,9	5,3	4,5	9,2	9,1	5,8	6,2
Suisse . . . . .	3,2	3,4	6,6	6,7	8,7	9,8	2,9	0,9	6,4	6,5	6,0	10,8
Royaume-Uni . . . . .	3,6	4,6	9,5	7,1	9,2	15,9	3,6	4,6	11,1	8,8	15,1	18,0
Yougoslavie . . . . .	13,6	10,5	15,6	18,4	21,4	21,1	17,3	9,0	16,6	23,1	25,9	15,8
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>												
Canada . . . . .	1,6	3,8	2,9	4,8	7,6	10,9	2,2	3,4	1,1	7,6	14,5	16,3
Etats-Unis . . . . .	1,3	4,2	4,3	3,3	6,2	11,0	1,4	4,0	3,0	1,3	14,5	14,3
<b>Océanie</b>												
Australie . . . . .	1,8	3,1	6,0	5,9	9,4	15,1	2,0	2,1	3,9	3,8	15,2	15,3
Nouvelle-Zélande . . . . .	2,7	4,1	10,4	6,9	8,2	11,1	2,4	4,1	9,1	4,8	11,3	11,6
<b>AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS</b>												
Israël . . . . .	7,1	4,0	12,0	8,7	19,9	39,8	5,6	3,1	13,6	12,9	20,7	44,4
Japon . . . . .	6,0	5,4	6,1	4,5	11,7	24,5	7,2	6,1	6,0	3,8	13,0	27,7
Afrique du Sud . . . . .	2,1	3,4	6,1	6,5	9,5	11,6	2,6	3,0	4,8	7,1	15,2	15,0
<b>Pays en développement</b>												
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>												
Argentine . . . . .	23,0	19,4	34,7	58,5	60,3	24,2	23,0	18,3	41,7	63,1	55,1	15,1
Bolivie . . . . .	5,1	5,9	3,7	6,5	31,5	62,9	2,1	7,8	4,0	6,3	35,0	81,6
Brésil . . . . .	60,0	28,0	21,1	...	15,5	<sup>3</sup> 23,6	60,0	26,0	23,9	...	20,1	<sup>3</sup> 26,4
Chili . . . . .	27,0	26,0	20,1	77,8	333,0	500,0	30,0	26,0	23,8	115,2	376,0	510,0
Colombie . . . . .	12,4	10,1	7,1	14,3	22,8	24,5	13,4	9,2	7,5	19,2	31,9	27,1
Costa Rica . . . . .	2,3	2,5	3,0	4,7	15,2	30,1	2,2	3,8	3,7	1,2	21,6	29,3
République Dominicaine	2,7	1,0	2,3	7,8	15,1	13,1	2,5	0,1	5,1	6,0	18,4	17,8
Equateur . . . . .	4,0	4,6	8,4	7,9	12,9	23,4	4,9	6,0	6,5	11,1	20,3	32,4
El Salvador . . . . .	0,2	1,1	0,3	1,8	6,4	16,8	1,1	2,2	0,3	1,1	7,5	17,2
Guatemala . . . . .	0,1	1,5	-0,5	0,7	14,4	16,0	0,1	1,7	-1,9	-0,3	19,2	15,9
Guyane . . . . .	1,9	1,5	2,1	4,5	8,9	15,3	2,3	2,8	2,3	6,0	18,4	25,9
Haiti . . . . .	3,7	1,7	10,3	3,2	22,7	15,0	4,1	1,8	6,1	10,2	27,4	12,0
Honduras . . . . .	2,7	1,6	2,3	5,2	3,2	12,6	3,2	1,8	3,8	8,1	2,0	15,4
Jamaïque . . . . .	2,9	4,3	6,7	5,8	19,9	26,4	2,4	4,7	7,9	3,2	25,8	33,8
Mexique . . . . .	1,9	3,5	3,2	6,4	16,4	32,8	1,6	3,8	1,9	6,3	18,7	35,1
Panama . . . . .	<sup>4</sup> 1,1	1,6	1,8	5,6	6,9	16,8	<sup>4</sup> 1,4	1,7	2,4	4,6	9,9	22,9
Paraguay . . . . .	...	1,2	5,0	9,2	12,8	25,2	...	0,3	8,6	11,1	21,6	24,8
Pérou . . . . .	9,4	<sup>5</sup> 7,8	6,8	7,2	9,5	16,8	10,5	<sup>5</sup> 7,1	6,9	7,4	10,1	18,8
Porto Rico . . . . .	2,2	3,2	4,3	3,2	7,3	19,8	3,0	4,1	5,7	3,6	12,6	29,9
Trinité-et-Tobago . . . . .	2,2	3,8	3,5	9,3	14,9	22,0	2,1	3,7	4,6	11,5	19,0	30,0
Uruguay . . . . .	<sup>6</sup> 16,2	60,0	23,9	76,5	97,0	77,2	<sup>6</sup> 13,1	60,0	24,5	93,8	102,8	72,4
Venezuela . . . . .	<sup>4</sup> 1,7	1,6	2,7	3,0	4,3	8,5	<sup>4</sup> 1,7	0,9	2,9	5,9	9,2	14,0

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU ANNEXE 11. — VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS PRODUITS ET DENRÉES ALIMENTAIRES (fin)

	Tous produits						Denrées alimentaires					
	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1971	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974	1960 à 1965	1965 à 1970	1970 à 1971	1971 à 1972	1972 à 1973	1973 à 1974
..... Pourcentage annuel .....												
<b>Pays en développement (fin)</b>												
<b>EXTRÊME-ORIENT</b>												
Cambodge . . . . .	4,3	4,5	71,4	25,4	157,9	<sup>3</sup> 284,8	2,7	6,7	94,4	28,4	186,4	<sup>3</sup> 369,4
Inde . . . . .	6,1	<sup>7</sup> 8,9	3,3	6,3	16,8	28,8	6,5	<sup>7</sup> 9,8	1,5	6,4	21,3	30,5
Indonésie . . . . .	...	100,0	4,3	6,4	31,1	40,7	...	100,0	2,6	10,4	43,4	41,3
Corée, Rép. de . . . . .	15,4	12,3	13,5	11,9	3,2	24,3	18,3	12,5	18,9	3,5	2,6	27,6
Laos . . . . .	38,0	6,0	1,3	25,2	30,7	49,7	39,0	4,0	0,7	34,9	40,4	51,9
Malaisie occidentale . . . . .	0,5	<sup>2</sup> 0,4	1,5	2,6	10,6	17,3	0,6	<sup>2</sup> 0,4	1,0	3,0	15,3	26,7
Népal . . . . .	...	6,2	2,0	8,4	11,4	19,8	...	7,2	-3,5	9,0	11,7	19,6
Pakistan . . . . .	2,6	5,6	4,7	8,0	22,6	29,2	3,8	6,0	5,2	10,8	28,8	30,2
Philippines . . . . .	4,8	<sup>1</sup> 3,6	...	15,7	7,1	40,5	6,8	<sup>1</sup> 5,2	...	18,0	4,6	44,3
Sri Lanka . . . . .	1,7	4,2	2,6	6,4	9,6	12,3	1,3	4,9	2,0	6,0	12,7	14,1
Thaïlande . . . . .	1,5	2,5	2,0	4,0	11,7	23,3	2,0	4,2	0,6	6,4	14,4	28,5
<b>PROCHE-ORIENT</b>												
Chypre . . . . .	0,3	<sup>2</sup> 2,9	4,1	4,9	7,8	<sup>8</sup> 16,4	0,2	<sup>2</sup> 3,2	4,8	6,8	8,5	<sup>8</sup> 19,8
Egypte . . . . .	3,2	<sup>9</sup> 3,2	3,1	...	4,3	10,8	6,5	<sup>9</sup> 6,2	5,4	...	6,7	17,0
Iran . . . . .	2,0	1,4	4,1	6,5	9,8	14,0	3,1	0,9	0,7	8,6	6,8	15,9
Irak . . . . .	...	3,5	3,6	5,2	4,9	8,3	...	3,1	4,2	5,2	4,9	11,3
Jordanie . . . . .	...	<sup>2</sup> 2,8	4,2	8,2	10,5	20,0	...	<sup>2</sup> 5,1	6,2	11,1	18,9	34,8
Liban . . . . .	...	<sup>5</sup> 1,8	1,6	4,9	6,0	11,1	...	<sup>5</sup> 2,0	2,6	8,7	9,7	16,7
Libye . . . . .	...	<sup>1</sup> 6,1	-2,7	-1,4	7,7	...	...	<sup>1</sup> 8,3	-11,1	-4,4	-9,1	...
Soudan . . . . .	3,3	<sup>1</sup> 3,4	1,3	11,8	17,0	26,1	4,2	<sup>1</sup> 2,8	0,8	8,1	16,3	25,5
République arabe syrienne . . . . .	<sup>4</sup> 1,3	4,2	4,9	0,8	20,0	15,4	<sup>4</sup> 1,3	4,7	3,8	—	22,1	15,1
Turquie . . . . .	3,6	<sup>9</sup> 7,1	16,3	13,0	16,0	18,6	4,8	<sup>9</sup> 8,7	14,0	11,0	20,0	19,1
<b>AFRIQUE</b>												
Ethiopie . . . . .	...	<sup>5</sup> 3,0	0,5	-6,1	8,9	8,7	...	<sup>5</sup> 3,5	-0,2	-12,0	12,9	8,6
Gabon . . . . .	44,4	3,0	3,4	4,8	5,0	11,8	43,3	2,1	6,4	6,1	6,8	7,5
Ghana . . . . .	11,8	3,7	2,6	14,0	11,9	27,1	14,0	2,1	2,7	17,7	19,3	30,1
Côte-d'Ivoire . . . . .	2,6	4,9	-0,8	0,4	10,8	17,6	2,8	5,9	-1,8	-1,1	17,7	18,1
Kenya . . . . .	2,0	1,7	1,9	...	8,2	14,9	1,9	2,0	2,4	...	4,8	17,9
Libéria . . . . .	...	4,4	0,2	4,0	19,6	19,5	...	3,4	-9,2	—	30,2	26,4
Madagascar . . . . .	...	2,3	5,4	6,7	6,1	22,0	...	2,2	5,3	6,2	9,3	30,0
Malawi . . . . .	...	<sup>9</sup> 2,0	8,1	3,9	5,1	15,4	...	<sup>9</sup> 3,4	11,2	4,3	6,8	16,5
Maurice . . . . .	<sup>4</sup> 1,0	3,0	0,3	5,4	13,5	29,1	<sup>4</sup> 0,6	3,0	0,1	6,2	15,7	32,5
Maroc . . . . .	4,0	0,6	4,1	3,7	4,5	14,4	4,6	0,1	6,3	5,1	5,4	19,7
Mozambique . . . . .	<sup>10</sup> 1,9	3,7	15,6	7,1	5,4	21,7	<sup>10</sup> 0,7	4,7	13,6	14,0	-1,7	22,0
Niger . . . . .	...	3,8	4,3	9,7	11,7	3,4	...	4,4	5,5	16,3	17,2	2,8
Nigeria . . . . .	3,2	5,6	13,5	2,9	3,6	17,1	2,0	8,8	26,2	1,5	-2,4	20,5
Sierra Leone . . . . .	<sup>10</sup> 3,9	4,3	-2,3	3,9	5,6	14,4	<sup>10</sup> 0,6	4,8	-5,7	7,5	9,0	18,6
Somalie . . . . .	7,4	<sup>5</sup> 2,5	0,3	-2,9	6,4	17,7	7,5	<sup>5</sup> 2,8	-0,6	-2,4	10,6	22,5
Tanzanie . . . . .	1,2	<sup>7</sup> 3,7	3,7	9,9	5,1	47,7	1,2	<sup>7</sup> 2,5	5,0	10,7	5,0	28,9
Togo . . . . .	...	<sup>5</sup> 2,1	8,9	4,3	5,0	12,5	...	<sup>5</sup> 2,6	10,4	7,8	2,0	11,7
Tunisie . . . . .	<sup>4</sup> 4,5	2,9	5,7	2,2	4,4	4,4	<sup>4</sup> 4,8	3,1	10,3	2,4	6,6	8,2
Ouganda . . . . .	5,4	4,0	15,7	-3,0	24,4	67,2	7,3	3,5	24,7	-5,5	18,6	75,5
Zaïre . . . . .	<sup>11</sup> 15,6	23,0	4,9	15,1	15,7	29,6	<sup>11</sup> 19,0	22,0	10,5	17,6	16,6	30,8
Zambie . . . . .	2,4	<sup>7</sup> 8,7	6,1	5,2	5,8	8,8	2,4	<sup>7</sup> 8,8	6,6	4,6	5,7	9,2

<sup>1</sup> 1965-69. — <sup>2</sup> 1967-70. — <sup>3</sup> Moyenne janvier-octobre. — <sup>4</sup> 1962-65. — <sup>5</sup> 1966-70. — <sup>6</sup> 1960-62. — <sup>7</sup> 1965-68. — <sup>8</sup> Janvier-juillet. — <sup>9</sup> 1968-70. — <sup>10</sup> 1961-65. — <sup>11</sup> 1963-65.





**FAO SALES AGENTS AND BOOKSELLERS**  
**AGENTS ET DÉPOSITAIRES DE LA FAO**  
**LIBRERIAS Y AGENTES DE VENTAS DE LA FAO**

<b>Argentina</b>	Editorial Hemisferio Sur S.R.L., Libreria Agropecuaria, Pasteur 743. Buenos Aires.
<b>Australia</b>	Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood, Vic. 3066; The Assistant Director, Sales and Distribution, Australian Government Publishing Service, P.O. Box 84, Canberra, A.C.T. 2600, and Australian Government Publications and Inquiry Centres in Canberra, Melbourne, Sydney, Perth, Adelaide and Hobart.
<b>Austria</b>	Gerold & Co., Buchhandlung und Verlag, Graben 31, 1011 Vienna.
<b>Bangladesh</b>	Association of Voluntary Agencies in Bangladesh, 549F Road 14, Dhammandi, P.O. Box 5045, Dacca 5.
<b>Belgique</b>	Service des publications de la FAO, M. J. De Lannoy, rue du Trône 112, 1050 Bruxelles, CCP 000-0808993-13.
<b>Bolivia</b>	Los Amigos del Libro, Perú 3712, Casilla 450, Cochabamba; Mercado 1315, La Paz; René Moreno 26, Santa Cruz; Junín esq. 6 de Octubre, Oruro.
<b>Brazil</b>	Livraria Mestre Jou, Rua Guaipá 518, São Paulo 10; Rua Senador Dantas 19-S205/206, Rio de Janeiro.
<b>Brunei</b>	MPH Distributors Sdn. Bhd., 71/77 Stamford Road, Singapore 6, Singapore.
<b>Canada</b>	Information Canada, Ottawa.
<b>Chile</b>	Biblioteca, FAO Oficina Regional para América Latina, Av. Providencia 871, Casilla 10095, Santiago.
<b>China</b>	China National Publications Import Corporation, P.O. Box 88, Peking.
<b>Colombia</b>	Litexsa Colombiana Ltda., Carrera 15, N° 51-79, Apartado Aéreo 51340, Bogotá.
<b>Costa Rica</b>	Libreria, Imprenta y Litografia Lehmann S.A., Apartado 10011, San José.
<b>Cuba</b>	Instituto del Libro, Calle 19 y 10, N° 1002, Vedado.
<b>Cyprus</b>	MAM, P.O. Box 1722, Nicosia.
<b>Denmark</b>	Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhagen S.
<b>Ecuador</b>	Su Libreria Cia. Ltda., Garcia Moreno 1172, Apartado 2556, Quito.
<b>Egypt</b>	Al Ahram, El Galaa St., Cairo.
<b>El Salvador</b>	Libreria Cultural Salvadoreña S.A., Avenida Morazán 113, Apartado Postal 2296, San Salvador.
<b>España</b>	Libreria Mundi Prensa, Castelló 37, Madrid; Libreria Agricola, Fernando VI, 2, Madrid - 4.
<b>Finland</b>	Akateeminen Kirjakauppa, 1 Keskuskatu, Helsinki.
<b>France</b>	Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, 75005 Paris.
<b>Germany, F. R.</b>	Alexander Horn Internationale Buchhandlung, Spiegelgasse 9, Postfach 3340, Wiesbaden.
<b>Ghana</b>	Ghana Publishing Corporation, P.O. Box 3632, Accra.
<b>Grèce</b>	"Eleftheroudakis", 4 Nikis Street, Athènes.
<b>Guatemala</b>	Distribuciones Culturales y Técnicas "Artemis", Quinta Avenida 12-11, Zona 1, Guatemala.
<b>Haïti</b>	Max Bouchereau, Librairie "A la Caravelle", B.P. 111B, Port-au-Prince.
<b>Honduras</b>	Editorial Nuevo Continente S. de R.L., Avenida Cervantes 1230-A, Apartado Postal 380, Tegucigalpa.
<b>Hong Kong</b>	Swindon Book Co., 13-15 Lock Road, Kowloon.
<b>Iceland</b>	Snaebjörn Jónsson and Co. h.f., Hafnarstraeti 9, P.O. Box 1131, Reykjavik.
<b>India</b>	Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
<b>Indonesia</b>	P.T. Gunung Agung, 6 Kwitang, Djakarta.
<b>Iran</b>	Iran Book Co. Ltd., 127 Nadershah Avenue, P.O. Box 14-1532, Tehran; Economist Tehran, 99 Sevom Esfand Avenue, Tehran (sub-agent).
<b>Iraq</b>	National House for Publishing, Distributing and Advertising, Rashid Street, Baghdad.
<b>Ireland</b>	The Controller, Stationery Office, Dublin.
<b>Israel</b>	Emanuel Brown, P.O. Box 4101, 35 Allenby Road and Nachlat Benyamin Street, Tel Aviv; 9 Shlomzion Hamalka Street, Jerusalem.
<b>Italie</b>	Distribution and Sales Section, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome; Libreria Scientifica Dott. L. De Biasio "Aeiou", Via Meravigli 16, 20123 Milan; Libreria Commissionaria Sansoni "Licosa", Via Lamarmora 45, C.P. 552, 50121 Florence.
<b>Jamaica</b>	Teachers Book Centre Ltd., 96 Church Street, Kingston.
<b>Japan</b>	Maruzen Company Ltd., P.O. Box 5050, Tokyo Central 100-31.
<b>Kenya</b>	The E.S.A. Bookshop, P.O. Box 30167, Nairobi.

## AGENTS ET DÉPOSITAIRES DE LA FAO

<b>Kenya</b>	The E.S.A. Bookshop, P.O. Box 30167, Nairobi.
<b>Koweït</b>	All Prints Distributors and Publishers, P.O. Box 1719, Koweït.
<b>Liban</b>	Dar Al-Maaref Liban S.A.L., place Riad El-Solh, B.P. 2320, Beyrouth.
<b>Malaisie</b>	Caxton Stationers Ltd., 13-15 Leboh Pasar Besar, Kuala-Lumpur; Parys Book Centre, 25 Lobby Arcade, K.L. Hilton, Iln. Treacher, Kuala-Lumpur.
<b>Maroc</b>	Librairie «Aux Belles Images», 281 avenue Mohammed V, Rabat.
<b>Maurice</b>	Nalanda Company Limited, 30, Bourbon Street, Port-Louis.
<b>Mexique</b>	Dilitsa, Pueblo 182 <sup>o</sup> D, Mexico 7 D.F.
<b>Nigeria</b>	University Bookshop Nigeria Ltd., University College, Ibadan.
<b>Norvège</b>	Johan Grundt Tanum Forlag, Karl Johansgt. 43, Oslo.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Government Printing Office: Government Bookshops, Rutland Street, P.O. Box 5344, Auckland; Mulgrave Street, Private Bag, Wellington; 130 Oxford Terrace, P.O. Box 1721, Christchurch; Princes Street, P.O. Box 1104, Dunedin; Alma Street, P.O. Box 857, Hamilton.
<b>Ouganda</b>	The E.S.A. Bookshop, P.O. Box 2615, Kampala.
<b>Pakistan</b>	Mirza Book Agency, 65 The Mall, Lahore 3.
<b>Panama</b>	Agencia Internacional de Publicaciones J. Menéndez, Apartado 2052, Panama.
<b>Pays-Bas</b>	N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
<b>Philippines</b>	The Modern Book Company, 928 Rizal Avenue, Manille.
<b>Pologne</b>	Ars Polona-Ruch, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
<b>Portugal</b>	Livraria Bertrand S.A.R.L., Apartado 37, Amadora; Galeria Itau, Rua de Entrecampos, 66-A, Lisbonne 5.
<b>République arabe syrienne</b>	Librairie Internationale, B.P. 2456, Damas.
<b>République Dominicaine</b>	Librería Dominicana, Calle Mercedes 45-47-49, Saint-Domingue.
<b>Roumanie</b>	Rompresfilatelia, P.O. Box 2001, Bucarest (Publications périodiques seulement); Romlibri, Str. Biserica Amzei 3-5, Bucarest (Publications non périodiques).
<b>Royaume-Uni</b>	Her Majesty's Stationery Office, 49 High Holborn, Londres W.C.1; P.O. Box 569, Londres S.E.1 (Commandes commerciales et expédiées par poste, Londres et région); 13a Castle Street, Edimbourg EH2 3AR; 109 St. Mary Street, Cardiff CF1 1JW; 7 Linenhall Street, Belfast BT2 8AY; Brazennose Street, Manchester M60 8AS; 258 Broad Street, Birmingham 1; 50 Fairfax Street, Bristol BS1 3DE.
<b>Singapour</b>	Parys Book Centre, 25 Lobby Arcade, K.L. Hilton, Iln. Treacher, Kuala-Lumpur (Malaisie).
<b>Somalie</b>	«Samater's», P.O. Box 936, Mogadishu.
<b>Sri Lanka</b>	M.D. Gunasena and Co. Ltd., 217 Norris Road, Colombo 11.
<b>Suède</b>	C.E. Fritze, Fredsgatan 2, 103 27 Stockholm 16.
<b>Suisse</b>	Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
<b>Tanzanie</b>	Dar es-Salaam Bookshop, P.O. Box 9030, Dar es-Salaam.
<b>Thaïlande</b>	Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
<b>Togo</b>	Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé.
<b>Turquie</b>	Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.
<b>Yougoslavie</b>	Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Založba, B.P. 201 - IV, Ljubljana.
<b>Autres pays</b>	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents ou des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section distribution et ventes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.